

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR
L'ÉMIGRATION ITALIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 8 avril 1908, à 1 heure 1/2

PAR

René LE CONTE

Président : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. WEISS, professeur.
PILLET, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR

L'ÉMIGRATION ITALIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 8 avril 1908, à 1 heure 1/2

PAR

René LE CONTE

Président : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. WEISS, professeur.
PILLET, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

50, Rue Monsieur-le-Prince, 50

—
1908

INTRODUCTION

Deux phénomènes frappent l'observateur le plus superficiel dans la situation économique actuelle de l'Italie. Tout d'abord son crédit en Bourse, crédit attesté par le retour du change au pair, et la cote très élevée de la rente d'État, crédit que semblent justifier le développement de son commerce et une excellente gestion financière; en second lieu, les chiffres croissants de son émigration. Le premier phénomène est considéré ordinairement comme un signe de grande prospérité, le second comme un signe de misère.

Comment concilier ces deux faits en apparence contradictoires ? On entend souvent opposer la misère de l'Italie méridionale à la prospérité de l'Italie septentrionale. Dans ce système la situation des provinces du Sud serait la cause de l'émigration ; celle des provinces du Nord serait la cause de la prospérité économique d'Italie. C'est en réalité une manière

par trop simpliste d'envisager les choses. Les émigrants ne proviennent en effet pas tous, loin de là, de l'Italie méridionale ; le Nord et le Centre de l'Italie ont leur forte part dans le mouvement migratoire. D'un autre côté, certaines industries et certaines productions du Midi, les pâtes alimentaires, les soufres, les oranges et les citrons par exemple, contribuent au développement du commerce extérieur de l'Italie.

On se plaît souvent à opposer le Nord, industriel, agricole et maritime, pays d'émigration temporaire, au Midi agriculteur, pays d'émigration permanente. Ce système est beaucoup plus rapproché de la vérité que le système précédent. Mais il ne faudrait pas exagérer : le Napolitain est devenu depuis quelques années un pays industriel très important, la Sardaigne a le bassin minier d'Iglésias et la Sicile ses solfatares. D'autre part, l'Emilie, le Latium et l'Ombrie sont des pays presque exclusivement agricoles. L'émigration permanente domine sans doute dans le Midi, mais elle n'exclut pas l'émigration temporaire et d'autre part, la Ligurie, une des plus riches provinces du Nord, a une émigration presque exclusivement permanente. La vérité, c'est que la situation économique varie d'une province à l'autre, que chacune a ses causes de richesse et ses causes de pauvreté et que les phénomènes de l'émigration s'y présentent de manière différente dans le temps et dans l'espace.

Avant donc de parler de causes générales d'émig-

gration, de prospérité économique et financière de l'Italie du Nord et de misère de l'Italie du Sud il faut décomposer ces questions en leurs éléments et se garder de généraliser hâtivement.

Tout d'abord, il est bon d'examiner si la situation financière de l'Italie est aussi brillante qu'on le dit généralement. Pour cela, il convient d'en analyser les éléments. Depuis plusieurs années, les budgets de l'État se soldent par des excédents : c'est vrai, mais est-il bien sûr que cette situation dure ? Cet équilibre tant vanté est dû à la pression fiscale la plus forte qui existe au monde à l'heure actuelle. Les finances des localités, villes et provinces, ont, d'autre part, une situation souvent très précaire et la misère est telle dans certaines provinces méridionales que depuis trois ans l'État a dû leur accorder des dégrèvements, d'ailleurs insuffisants.

Le change est revenu au pair, c'est également vrai. Mais pourquoi ? Parce que, attirées par l'abondance et le bon marché de la main-d'œuvre, de nombreuses industries étrangères, soit sous leur propre nom, soit sous des noms italiens ont passé les Alpes ou la mer et sont venues se fixer en Italie. Grâce à un régime protecteur assez bien compris et à des réserves de capitaux, que n'avaient pas les industries italiennes proprement dites au temps de Crispi, elles ont prospéré. Les lettres de change, tirées sur l'Italie, qui jadis n'étaient pas payées, le sont maintenant,

parce que, au lieu d'être tirées sur des maisons purement italiennes, elles le sont sur des maisons étrangères ou semi étrangères. Ceci est tellement vrai que, depuis deux ans, les krachs se sont multipliés dans les fabriques de soieries, industrie restée presque entièrement italienne et dont la prospérité momentanée était due à la prospérité des autres industries. Faute de réserves de capitaux, ces maisons n'ont pu résister à une série de mauvaises récoltes et à la concurrence étrangère. Leur chute a entraîné la faillite de nombreuses banques et d'agents de change et de spéculateurs à Turin, à Gênes et à Florence (1).

Il ne faut pas d'ailleurs oublier que, parmi les capitalistes et industriels étrangers ayant fait ou développé leurs fortunes en Italie, un certain nombre sont devenus Italiens, et que l'Italie n'a rien perdu avec eux, bien au contraire.

Le développement du commerce italien depuis quelques années est dû pour une très forte part à ce phénomène que l'on pourrait appeler le capitalisme étranger et que l'on nomme souvent le cosmopolitisme financier. Mais il est dû aussi à un trop rapide accroissement de la population, à laquelle dans l'ensemble manquent de plus en plus les objets fa-

1. Exportations de soieries de l'Italie : 1903 : 68 millions de lires, 1905 : 56 millions. Cette baisse coïncide avec un développement des exportations françaises, allemandes et suisses.

briqués, les denrées alimentaires et surtout les céréales. De là le développement de l'importation des machines, des cotonnades, du blé, du maïs, etc... Or cette dernière cause d'accroissement du commerce extérieur est une cause de misère et partant, d'émigration.

Celle-ci, en effet, est due avant tout, à ce que les Italiens n'ont pas en Italie de quoi travailler et de quoi se nourrir. Sous quelque forme que l'émigration se présente, permanente, temporaire ou périodique, la cause fondamentale ne varie pas. L'émigration est la conséquence fatale de la misère à un haut degré. D'autres causes extérieures pourront venir s'y ajouter, mais elles joueront plutôt le rôle d'excitants ou de ferments.

Par contre, par un singulier retour, l'émigration peut devenir une cause de relèvement économique, surtout quand elle prend la double forme d'émigration périodique et d'émigration temporaire. Les émigrés appartenant à cette double catégorie envoient des fonds en Italie pendant leur absence et y reviennent en Italie avec un petit pécule. De là vient qu'à l'heure actuelle, l'importation des métaux précieux en Italie dépasse sensiblement leur exportation et cet argent a servi au relèvement de l'agriculture dans l'Italie du Nord, au rachat de titres de rente italienne sur les marchés étrangers et aussi pour une part impossible à déterminer et encore assez

faible, sauf pour les chemins de fer, au rachat de valeurs industrielles italiennes appartenant à des étrangers. Il aurait aussi contribué au retour du change au pair.

La hausse de la rente, malgré l'impôt sur la rente de l'ère crispienne, malgré la conversion de Luzzati et malgré la concurrence des valeurs industrielles, est due à ce que le petit capitaliste italien, plus encore que le petit capitaliste français, préfère les fonds d'État, moins rémunérateurs, aux valeurs industrielles, qu'il considère comme moins sûres. Les opérations auxquelles a donné lieu la conversion Luzzati, en sont une preuve frappante.

La situation de l'Italie, au double point de vue économique et financier, est loin d'être aussi brillante dans l'ensemble qu'on se l'imagine. Les conflits d'intérêts entre le nord et le midi ne sont pas faits pour l'améliorer. Néanmoins, il faut reconnaître que, depuis une dizaine d'années, malgré des crises agricoles et même industrielles très vives, l'Italie a fait des progrès considérables. Depuis dix ans, elle a eu le bonheur de posséder de grands financiers, de bons administrateurs et des politiques très avisés et très prudents. Malheureusement, elle est exposée à deux grands dangers : l'un intérieur, l'autre extérieur. Le danger intérieur, c'est la situation de plus en plus précaire de presque tout le Midi. Le danger extérieur, c'est une conflagration européenne, où elle risque d'être prise

entre deux feux. Pour comble de malheur, ses alliés et ennemis de demain, Allemands, Autrichiens, Français et Anglais, possèdent actuellement une très grande partie des capitaux dont vivent les industries et la marine marchande italienne. Le danger est donc à la fois politique et économique.

De par cette situation, l'Italie a absolument besoin de la paix. Elle veut avant tout être neutre et pour cela, elle fait tout ce qu'elle peut pour maintenir la paix en Europe. Tant qu'il n'y aura pas de guerre, elle pourra acheter librement à l'étranger les céréales, qui lui manquent ; sa situation économique se fortifiera ; les réformes fiscales pourront être faites progressivement ; les émigrants pourront partir et débarrasser le pays, qui ne peut les nourrir même en temps de paix bref, tout ce qu'il y a de factice et de précaire dans la prospérité actuelle économique et financière se consolidera.

La politique extérieure de l'Italie n'est donc versatile qu'en apparence : en réalité, elle est la seule possible, la seule vraiment sage. Elle n'est pacifique que par nécessité. Malheureusement la politique à l'intérieur n'a pas été aussi prévoyante ; dans l'état actuel des finances italiennes le rachat des chemins de fer par l'État constitue une grave imprudence. En effet, s'ils sont maintenant entièrement dans des mains italiennes, leur mauvaise situation risque de compromettre les résultats de dix ans de bonne gestion financière.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉMIGRATION ITALIENNE DANS LE MONDE.

CHAPITRE PREMIER

L'émigration et ses différentes formes.

D'une manière générale, on appelle émigration le fait pour une personne de quitter de sa propre volonté son pays natal pour aller s'établir ailleurs. Dans l'émigration à l'extérieur, l'émigrant quitte non seulement son pays natal, mais aussi sa patrie : il va s'établir soit à l'étranger, soit dans les colonies. Dans l'émigration à l'intérieur, l'émigrant quitte son pays natal, pour aller s'établir dans une autre région de sa patrie. Dans nos sociétés modernes, ce phénomène prend une forme particulière : l'émigration des campagnes dans les villes. L'émigration peut avoir lieu avec ou sans esprit de retour : elle peut être temporaire ou permanente. Dans ce dernier cas, l'émi-

grant est généralement une force complètement perdue pour son pays natal.

L'émigration avec esprit de retour peut se présenter sous deux aspects : ou bien l'émigrant quitte son pays avec l'intention d'y revenir, mais sans savoir quand ; ou bien il le quitte pour un temps déterminé, généralement pour quelques mois. Dans le premier cas, il y aura émigration temporaire proprement dite ; dans le second cas, il y aura émigration périodique.

Seule sera traitée ici la question de l'émigration italienne à l'étranger. Mais, au sujet de l'Italie comme de tout autre pays, il est une erreur dont il faut bien se garder ; c'est de s'imaginer que l'émigration à l'extérieur et l'émigration à l'intérieur soient deux phénomènes complètement distincts. Sans doute, l'émigration des campagnes dans les villes n'est pas en elle-même un signe d'appauvrissement des populations rurales ; sans doute aussi, l'émigration à l'extérieur est ordinairement causée par la misère. Mais cette différence ne se présente pas toujours et d'ailleurs l'une et l'autre ont un même but : l'accroissement du bien-être. Enfin ce serait une très grave erreur de croire que l'émigration à l'intérieur soit dans tous les cas moins pénible que l'émigration à l'extérieur. Pense-t-on par exemple qu'il en coûte plus à un Toscan d'aller travailler en Corse que d'aller travailler en Sardaigne ? ou à un Sicilien d'aller en Tu-

nisie plutôt que dans la Calabre ou la Basilicate ? Souvent donc la distinction entre émigration à l'intérieur et émigration à l'extérieur sera plus apparente que réelle.

L'émigration italienne périodique se dirige surtout vers l'Europe, les États-Unis et la Plata. Pour l'Europe, et plus spécialement pour la Suisse, l'Allemagne, la France et l'Autriche-Hongrie, elle quitte l'Italie au printemps et y revient en automne. Il en est de même de l'émigration périodique aux États-Unis, en Algérie et en Tunisie. Elle provient généralement de l'Italie du Nord, Ligurie exceptée, et de l'Italie centrale. L'émigration périodique pour la Plata quitte l'Italie aux mois d'octobre et de novembre ; les émigrants vont y faire la moisson et les semailles et reviennent ensuite en mars et avril en Italie pour des travaux analogues. Ce courant provient principalement de l'Italie du Sud et de la Sicile.

L'émigration temporaire proprement dite provient principalement de l'Italie du Nord et de l'Italie du Centre. Les émigrants partent ordinairement pour toute la durée d'un grand travail public quelconque. Ils reviennent ensuite en Italie ou passent dans un autre pays. Il n'existe pas de courant de cette espèce spécial à une partie de l'Italie.

Il n'en est pas de même de l'émigration permanente. Elle se dirige principalement vers les États-Unis, le Brésil, la Plata et le reste de l'Amérique ;

l'Afrique méditerranéenne en absorbe aussi une notablepartie. Mais les émigrants, qui vont en Europe, avec l'intention de s'y établir pour toujours sont relativement rares. Cette émigration provient surtout à l'heure actuelle de la Sicile et de l'Italie du Sud.

CHAPITRE II

L'émigration italienne et la statistique.

Le principal document statistique italien sur l'émigration est la *Statistica dell' emigrazione italiana pel estero comparata con quella che avviene da altri paesi d' Europa*, publication confiée successivement au ministère des Affaires étrangères et à la Direction générale de la statistique. Cette publication a eu lieu tantôt tous les ans, tantôt tous les deux ans. Depuis quelque années, elle paraît tous les deux ans, le dernier exemplaire paru contient les années 1904 et 1905.

A côté de cette publication se trouvent les *Bollettini dell' emigrazione italiana* contenant des rapports d'agents diplomatiques et des statistiques, publiés depuis 1902, date de leur création, par le Commissariat de l'Émigration. Enfin il ne faut pas oublier la collection *Emigrazione e Colonie*, que l'on verra plus loin.

Il est naturellement très difficile de savoir le nom-

bre exact des émigrants, qui quittent chaque année leur pays. Pour essayer de s'approcher le plus possible de la vérité, le Commissariat de l'Émigration fait la statistique des passeports délivrés chaque année aux émigrants. Ceux-ci doivent indiquer leur pays de destination et leur pays de provenance. De leur côté, les autorités locales doivent faire connaître à la Direction générale de la statistique le nombre, le pays de provenance, et, autant que possible, le pays de destination des émigrants partis à leur connaissance sans avoir pris de passeports.

On obtient ainsi une première division des émigrants en *émigrants avec passeports* et *émigrants sans passeports* ou *clandestins*. Mais on laisse échapper ainsi toute une catégorie d'émigrants : ceux qui sont partis sans passeports et à l'insu, plus ou moins officiel, des autorités locales.

Jusqu'en 1904, en quittant l'Italie, les émigrants devaient indiquer s'ils s'en allaient pour toujours ou s'ils avaient l'intention de revenir. On avait ainsi une nouvelle division en émigration avec esprit de retour et émigration sans esprit de retour. Toutefois les statistiques italiennes n'ont jamais adopté explicitement cette division : elles se contentaient de distinguer l'*emigrazione propria o permanente* et l'*emigrazione temporanea o periodica*.

Depuis 1904, elles divisent les émigrants en deux groupes : *émigrants pour l'Europe et le bassin de la*

Méditerranée et émigrants pour les pays transocéaniques.

La division en *emigrazione permanente* et *emigrazione temporanea o periodica* avait l'inconvénient de confondre les deux espèces d'émigration temporaire : l'émigration temporaire proprement dite et l'émigration périodique. L'émigration permanente et l'émigration temporaire sont des phénomènes irréguliers, l'émigration périodique est un mouvement régulier, que l'on a pu comparer au flux et au reflux.

Cette division, déjà défectueuse à ce point de vue, l'était encore par ailleurs. Une partie des émigrants temporaires et même des émigrants périodiques s'établissent à titre définitif à l'étranger, soit dans les pays mêmes où ils allaient en quittant leur patrie, soit dans d'autres pays. C'est ainsi que beaucoup d'émigrants à titre provisoire, qui avaient l'intention de rester en Europe, n'ont pu y trouver du travail et sont passés dans les pays transocéaniques pour en chercher. Cette dernière critique s'applique à *fortiori* à la nouvelle division.

Par contre, des émigrants permanents, s'étant enrichis à l'étranger, reviennent avec leurs économies en Italie. Il en est de même des émigrants sans esprit de retour, qui, mourant de faim dans leur nouvelle patrie, se font rapatrier dans l'ancienne. Les uns et les autres sont devenus des émigrants temporaires. Il serait donc plus rationnel de ne pas faire de divisions du

tout et de se contenter d'un chiffre global pour chaque pays. De 1872 à 1875 inclus, l'Italie avait adopté ce système, se contentant avec raison de la division en émigration avec passeports et émigration clandestine. Lorsque l'on compare les statistiques italiennes avec les statistiques étrangères d'immigration, on ne les trouve jamais d'accord. Mais ordinairement, les chiffres fournis par les premières sont inférieurs à ceux constatés par les secondes. C'est ainsi qu'il arrivait toujours aux États-Unis avant 1905 beaucoup plus d'Italiens qu'il n'en était parti d'Italie. Il y a plusieurs raisons à ce désaccord des statistiques. Grâce à la rapidité des communications, les émigrants passent facilement d'un pays à l'autre. Beaucoup d'entre eux ne font que traverser l'Europe occidentale pour aller aux États-Unis, au Chili, en Afrique du Sud et en Australie. D'autres, ne pouvant y trouver de travail, se décident à traverser l'Océan pour chercher fortune dans les pays transocéaniques. Le Havre, la Palice, Brème, Hambourg, Anvers et Southampton bénéficient de cette émigration transitoire au détriment des ports italiens.

En outre, beaucoup d'émigrants, partis d'Europe à la fin de l'année, n'arrivent à destination qu'au commencement de l'année suivante. Les statistiques italiennes les font figurer dans une année et les statistiques étrangères dans une autre.

La différence d'année financière peut aussi rendre

très difficile la comparaison des différentes statistiques. C'est ainsi qu'aux États-Unis l'année financière va du 1^{er} juillet au 30 juin pour tous les services de l'État. En Italie, au contraire, les statistiques d'émigration prennent l'année solaire comme base. L'année financière est bien la même qu'aux États-Unis, mais elle ne s'applique pas à tous les services officiels.

L'émigration clandestine est une autre cause d'erreur. Elle échappe d'autant plus facilement à l'attention des autorités locales, chargées de renseigner la Direction générale de la Statistique, que celles-ci la favorisent souvent. C'est par exemple le cas de l'émigration sicilienne en Tunisie (1). Les statistiques

1.	Italiens ayant fait leur déclaration d'arrivée en Tunisie pour plus de 8 mois	Italiens partis pour la Tunisie avec passeports, d'après les statistiques italiennes
1899	11.000	1.250
1900	12.500	2.250
1901	11.220	5.450
1902	12.100	6.120
1903	11.250	5.400
	58.070	20.470

Les Siciliens représentent 75 0/0 du nombre des immigrants italiens dans les statistiques tunisiennes; en 1903, d'après le commissariat de l'émigration, 2.670 seulement auraient émigré en Tunisie : le nombre des déclarations faites par des Siciliens en 1903 atteignait environ 8.000.

Ni la statistique tunisienne ni l'italienne ne tiennent compte des pêcheurs siciliens, qui viennent pêcher sur les côtes de la Régence et sont au nombre de 3.000 chaque an-

italiennes ne connaissent d'émigrants sans passeports que dans l'Italie du Nord. C'est ainsi qu'en 1904, elles relevaient 35.540 émigrants clandestins dont 26.338 pour la Vénétie, 8.199 pour le Piémont, 667 pour la Lombardie, 236 pour l'Émilie et 100 pour la Ligurie. Pour les années précédentes, il en était de même et les *Bolletini dell'emigrazione italiana* affirment gravement que l'émigration clandestine provient seulement de l'Italie du Nord; tout au plus quelques isolés viendraient-ils de l'Italie centrale.

Malheureusement pour la conscience des autorités locales cette assertion est formellement démentie par des statistiques étrangères et parfois même par des aveux d'agents diplomatiques.

D'ailleurs les pays étrangers tendent de plus en plus à exiger des passeports des émigrants italiens. Le jour prochain où tous le feront, ce cas curieux de géographie administrative ne se présentera vraisemblablement plus et l'on pourra contrôler l'exac-

née. Par contre, la statistique italienne est censée tenir compte des émigrants qui viennent en Tunisie pour moins de huit mois.

Carletti a d'ailleurs reconnu très franchement ce fait et il a écrit dans son fameux rapport : « *Mi é parso che, per quanto concerne la Tunisia, le Statistiche locali meritassero maggiore fede ; e ad esse mi sono pertanto attenuto.* » Il m'a paru qu'en ce qui concerne la Tunisie, les statistiques locales méritent plus de confiance et je m'y suis tenu en conséquence. » *Emigrazione e Colonie*. Vol. II. Page 389.

titude des statistiques italiennes, du moins en partie. Le Commissariat de l'Émigration a été accusé en effet, à plusieurs reprises, de cacher l'importance de certains courants d'émigration, soit en faussant directement les chiffres, soit en créant certaines rubriques bizarres : *Africa, America senza distinzione di paesi*, afin de ne pas éveiller la méfiance de certains pays étrangers. A ces accusations, le journal socialiste *L'Aventi* en ajoutait d'autres sur le trafic des transports et les agissements de certaines Compagnies de navigation et de fonctionnaires chargés de les contrôler. A la suite de cette campagne de presse, M. Bodio dut quitter le Commissariat de l'Émigration et se contenter de la Direction générale de la statistique. En outre, la confection de la *Statistica dell'emigrazione* fut enlevée au ministère des Affaires étrangères, c'est-à-dire en fait de Commissariat, et donnée au ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, service de la Direction générale de la statistique.

Ces réserves une fois faites sur la valeur des statistiques italiennes, voyons ce qu'elles nous apprennent sur l'histoire de l'émigration à l'époque contemporaine. On peut dire que ce mouvement date de la formation de l'unité italienne. Sans doute, il y avait déjà depuis plusieurs siècles un courant d'émigration périodique de Vénétie en Autriche et un autre de Toscane en Corse et Sardaigne. En outre, après les

insurrections de 1820-21 et de 1831-32, et après les guerres de 1848-49 des exilés politiques s'étaient réfugiés à la Plata, au Chili et au Pérou, De 1848 à 1866, 20.000 Lombardo-Vénitiens quittaient chaque année leur patrie à destination du Brésil et de la Plata. De tout temps, les Piémontais ont émigré volontiers en France et en Suisse. L'avènement de la marine à vapeur avait eu pour résultat de ruiner les caboteurs ligures et d'en pousser beaucoup vers l'Amérique du Sud. Mais enfin c'étaient là des mouvements locaux, dont l'importance n'avait rien de comparable à celle des *rushs* de l'époque actuelle.

L'émigration pendant la formation de l'Unité fut assez importante, mais très difficile à déterminer et par conséquent mal connue: on peut l'estimer à 80.000 ou 100.000 par an de 1862 à 1869. Ce n'est que depuis 1869 que l'on a des données sérieuses. Pour les années 1869 et 1870 réunies, les statistiques italiennes relèvent plus de 231.000 émigrants, dont 25.500 sans passeports. Parmi les émigrants munis de passeports il n'y en avait que 38.000 sans esprit de retour, soit 187 0/00.

Dans la décade 1871-80, plus de 1 ; 176.000 Italiens quittèrent leur pays. La moyenne est très légèrement supérieure à celle des années 1869 et 1870.

Il est très difficile de se reconnaître dans les statistiques de cette époque. En 1871, comme pour les deux années précédentes, elles donnent trois divisions: émigration permanente, temporaire, clandest-

tine. De 1872 à 1875 inclus, elles ne donnent plus que la division « avec » ou « sans passeports ». De 1876 à 1880, elles ne distinguent plus que l'émigration permanente et l'émigration temporaire, mais cette fois en ajoutant « *o periodica* » ce qui, comme on l'a vu, constitue une erreur.

Les autorités locales, en donnant la liste des émigrants sans passeports, devaient indiquer leur pays de destination et leur division en émigrants permanents et temporaires. Ce système devait subsister jusqu'en 1903. Toutefois de 1876 à 1886, les statistiques italiennes ne mentionnent pas l'émigration clandestine. Elles n'en parlent de nouveau que depuis 1887.

Dans la période quinquennale 1876-80, l'émigration permanente ne représenta que le quart de l'émigration totale. C'est dans cette période que l'on rencontre les chiffres les plus bas de l'émigration italienne depuis 1869 : 99.200 en 1877 et 96.200 en 1898.

Dans la période décennale 1881-90, 1.800.000 Italiens émigrèrent. Les deux espèces d'émigration s'équilibrèrent presque complètement dans l'ensemble. Mais ce n'est là qu'une apparence. En réalité, l'émigration permanente oscilla entre 306 0/00 (1881) et 674 0/00 (1888). En 1887, elle était de 592 0/00. Ces deux années où elle fut la plus forte sont celles de la première guerre d'Abyssinie, qui coïncida avec de mauvaises récoltes et la rupture commerciale avec

la France. C'est depuis 1887 que l'émigration totale dépasse 200.000 ; le chiffre le plus élevé atteint pendant la décade fut celui de 1888 : 290.000.

Dans la période décennale 1891-1900, les émigrants furent au nombre de 2.835.000 dont plus de 1.442.000 sans esprit de retour. La proportion de l'émigration permanente pour les dix années réunies est donc de 51 0/0. Mais elle a naturellement varié selon les années. Elle a oscillé entre 426 0/00 (1891) et 597 0/00 (1896). Les deux années où, après 1896, elle fut la plus élevée sont : 1895 avec 578 0/00 et 1897 avec 5520/00 c'est-à-dire au moment de la deuxième guerre d'Abyssinie qui, comme la première, coïncida avec des années de mauvaises récoltes et la guerre douanière avec la France. En 1896, l'année d'Adoua, cette émigration atteignit son maximum 183.600. On remarquera que, en 1900, l'année de cette période où l'émigration totale atteignit son maximum, le chiffre de l'émigration permanente fut de beaucoup inférieur.

Dans la période 1901-03, l'émigration s'est élevée brusquement, montant d'un bond au-dessus de 500.000. Sur 1.573.000 Italiens, qui émigrèrent à cette époque, 835.000 le firent avec esprit de retour. En 1901, la proportion des émigrants permanents était encore de 47 0/0 ; elle s'abaissait à 46 0/0 en 1902 et à 45 0/0 en 1903.

En résumé, de la période de 1876-80 à la période 1901-03 pour l'ensemble de l'Italie, ont augmenté :

l'émigration totale, de 375 0/00; l'émigration permanente de 766 0/00 l'émigration avec esprit de retour, de 242 0/00.

On sait qu'en 1904 une nouvelle division a été adoptée. On connaît aussi les critiques qu'on lui adresse. Voici les résultats qu'elle a fournis. En 1903, année où on l'avait essayée concurremment avec l'ancienne, 282.000 Italiens partirent pour les pays transocéaniques: la proportion était de 556 0/00. En 1904, le chiffre fut de 264.000 soit 521 0/00 de l'émigration totale; en 1905, il s'élevait à 448.000 soit 617 0/00 des émigrants; enfin en 1906, il montait à 512.000 soit 649 0/00.

On connaît déjà mal le nombre des émigrés (1). On ignore à peu près complètement le nombre des rapatriés. Sans doute on connaît le nombre des passagers débarqués à Gênes, à Naples, à Palerme et à Messine, mais beaucoup ne sont pas des émigrants et il y a beaucoup d'étrangers parmi eux. Enfin des

1. Émigrants italiens rapatriés, venant :

	1902	1903	1904
Des États-Unis.	52.200	78.200	129.200
Du Brésil.	29.700	29.700	16.700
De l'Argentine.	23.800	26.800	21.500

Dans la période 1900-1903, la proportion des retours était de 37 0/0 des départs;

Passagers de 3 ^e classe partis par les ports italiens.	1.001.510
Passagers de 3 ^e classe rentrés par les ports italiens.	376.929

statistiques analogues n'existent pas pour les autres ports, ni à plus forte raison pour les communes de l'intérieur.

On peut donc dire que, à l'heure actuelle, il est très difficile de se rendre compte de l'importance réelle de l'émigration italienne. Vu les conditions du problème, on peut croire qu'il en sera toujours ainsi.

Par contre, on connaît assez bien la répartition des départs entre les différentes époques de l'année (1) Ce travail a été fait très soigneusement par les statisticiens italiens. Les derniers résultats connus sont ceux de 1902 et 1903 ; les proportions sont sensiblement les même tous les ans.

On voit que c'est pendant le premier trimestre que l'émigration totale est la plus importante. Vient

1. 1902	ÉMIGRATION TOTALE	PERMANENTE	TEMPORAIRE
1 ^{er} trimestre.	237.410	99.660	137.750
2 ^e »	117.715	49.075	68.640
3 ^e »	87.240	46.340	40.900
4 ^e »	89.150	50.140	39.010
	531.515	245.215	286.300
1903	ÉMIGRATION TOTALE	PERMANENTE	TEMPORAIRE
1 ^{er} trimestre.	217.890	84.260	133.630
2 ^e »	115.440	49.440	66.000
3 ^e »	87.730	50.000	37.730
4 ^e »	86.910	47.140	39.770
	507.970	230.840	277.130

ensuite le deuxième trimestre ; mais pour l'émigration permanente, les trois derniers trimestres sont sensiblement égaux.

L'importance du deuxième trimestre vient de ce que l'émigration périodique y est encore très forte.

Les émigrants (1) sont en général des hommes adultes isolés ; en 1902 et 1903, ceux qui émigrent en famille ne représentent que le cinquième de l'émigration totale : 100.000 environ chaque année de 1901 à 1904 inclus.

Mais comme ces familles émigrent presque toujours sans esprit de retour, elles représentent plus du tiers de l'émigration permanente et leur départ est une perte sèche pour l'Italie (2).

1. En 1903, 81,09 0/0 d'hommes.

De 1876 à 1903 inclus, hommes, de 15 à 45 ans, 76,7 0/0.

1906 : 787.977 émigrants avec passeports.

Sexe masculin : 81,56 0/0

» féminin : 18,44 0/0

2. Les émigrants partant ainsi à l'appel de leurs compatriotes immigrés sont appelés « prepaids » par les Américains. Ils forment à peu près le tiers des Italiens immigrés aux États-Unis.

Composition de l'émigration périodique et temporaire :

	HOMMES		FEMMES	
1901	249.000	88,42 0/0	32.600	11,58 0/0
1902	249.300	87,07 »	37.000	12,93 »
1903	240.900	86,93 »	36.200	13,07 »

Composition de l'émigration permanente :

	HOMMES		FEMMES	
1901	183.900	73,09 0/0	67.700	26,91 0/0
1902	190.500	77,70 »	54.700	22,30 »
1903	181.800	78,77 »	49.000	21,23 »

Souvent des émigrés, ayant trouvé dans leur nouveau pays une situation aisée, écrivent à leurs parents et à leurs amis de venir les rejoindre et souvent leur envoient le prix du voyage. Dans ce cas-là, les uns et les autres sont perdus pour l'Italie. L'émigration individuelle dégénère ainsi en émigration familiale.

L'émigration périodique ne se compose guère au contraire que d'hommes adultes et de jeunes gens âgés de 14 à 18 ans. Pourtant l'on trouve des femmes émigrant périodiquement de Ligurie et de Piémont sur la Côte-d'Azur pour la cueillette des fleurs. On en trouve aussi quelques-unes, qui passent de Toscane en Corse pour aider leurs maris à faire la moisson. Mais ce sont là des exceptions. Les femmes sont en effet trop faibles pour se livrer aux gros travaux que font les hommes. Elles restent au pays pour élever leurs bambins, faire des petits travaux et moissonner. Chaque dimanche, leurs hommes leur adressent des mandats-postaux, ne gardant pour eux que la somme nécessaire pour s'enivrer ce jour-là. Il est vrai que le reste de la semaine, ils ne boivent que de l'eau. Mais le dimanche, ils se rattrapent : ils jouent aux cartes tout en buvant, le couteau planté sous la table, et la moindre discussion dégénère en une rixe sanglante (1).

1. Ce fait souvent observé en Allemagne et dans l'Est de la France, n'est heureusement pas général.

CHAPITRE III

L'émigration italienne comparée à celle des autres pays du monde.

L'Italie est-elle à l'heure actuelle le pays du monde dont l'émigration soit la plus forte ? Probablement et non pas certainement.

Les émigrants périodiques ne sont pas en effet considérés dans tous les pays comme de véritables émigrants et ne sont pas catalogués comme tels. D'autre part, les statistiques manquent complètement en Chine et sont très défectueuses en Russie : or ce sont là précisément les deux pays qui pourraient disputer le premier rang à l'Italie. La Russie se contente de publier une statistique des passeports délivrés, mais les personnes qui reçoivent des passeports ne sont pas toutes des émigrants et d'autre part, surtout à notre époque, bien des sujets russes franchissent la frontière sans le moindre passeport.

Faute de statistiques d'immigration dans les divers

pays d'Europe, il est impossible de connaître le nombre des Russes qui y viennent chaque année. Par contre l'on connaît le nombre des Russes immigrés aux États-Unis, leur principal, presque leur seul débouché de l'autre côté de l'Atlantique. Ils étaient 184.900 en 1904-05 et 215.700 en 1905-06. On sait aussi le nombre des ouvriers agricoles russes venant chaque année en Allemagne, mais l'on ignore complètement le nombre des Russes émigrant dans l'Asie russe. On a donné le nombre de 200.000 pour ces émigrants depuis l'ouverture du Transsibérien, mais on peut dire de ce chiffre qu'il n'est justifié par aucune preuve sérieuse. D'ailleurs s'il est un cas où la distinction entre émigrants à l'intérieur et émigrants à l'extérieur est difficile à faire, c'est bien cette lente infiltration des paysans russes en Sibérie et même au delà des frontières de l'empire.

La Chine est, à l'heure actuelle, le pays qui a le plus de ses nationaux à l'étranger. On a même prononcé le chiffre de 20 millions, dont 3 au Siam. Mais il est bien difficile d'avoir une idée exacte des migrations chinoises. Les pays où vont les Chinois ne possèdent ordinairement pas de statistiques d'immigration. Ce sont d'abord les dépendances du Céleste Empire (1) : Mandchourie, Mongolie, Dzoungarie,

1. Il est vrai que officiellement il y a là émigration à l'intérieur et non pas émigration à l'étranger. Toutefois pour le

Turkestan, Thibet où les paysans chinois s'infiltrèrent comme les paysans russes dans l'Asie russe. Ce sont ensuite les pays voisins de la Chine, habités par des populations de race semblable ou voisine : toute l'Indo-Chine, péninsule de Malacca et Singapour comprises, les îles de la Sonde, Bornéo; les Philippines et même la Corée et la Sibérie orientale, tous pays où les recensements font défaut ou sont faits d'une manière approximative. Les États-Unis et la Colombie anglaise repoussent les Chinois, l'Amérique du Sud ne les traite guère mieux maintenant. Les Archipels Océaniques leur sont plus hospitaliers, sauf la Confédération australienne, qui ne les admet que dans la Nouvelle-Guinée, le territoire du Nord et le Queensland. L'Afrique du Sud ne les admet que comme émigrants temporaires et réexpédie ses cargaisons de mineurs, dès qu'ils ont terminé leur engagement (1).

Thibet et la Mongolie, il peut y avoir doute. Quant au Turkestan chinois, c'est en fait une colonie pénitentiaire chinoise. La Dzoungarie tient le milieu entre une colonie et un pays vassal; en fait, elle appartient autant à la Russie qu'à la Chine.

1. ÉMIGRATION ALLEMANDE AU-DELA DES MERS, 1903					
EUROPE	Angleterre.	860	860		
AMÉRIQUE	États-Unis.	33.650	35.080	Pays non européens	35.460
	Brésil.	700			
	Autres États d'Amérique.	730			
	Afrique.		230		
	Australie.		150		
			36.320		

L'émigration japonaise, très importante au point de vue politique, l'est beaucoup moins au point de vue statistique. Elle se dirige surtout à l'heure actuelle vers la Corée, la Mandchourie et la partie japonaise de Sakhaline. L'émigration aux Hawaï semble devoir être bientôt enrayée. Quant à l'immigration aux États-Unis, elle n'a jamais dépassé le chiffre de 20.000 et est en voie de diminution. Il y a d'ailleurs encore de la place dans l'empire japonais insulaire pour plusieurs millions de Nippons. Sans doute, le climat de Formose ne leur convient guère, mais il n'en est pas de même du climat de Yéso. Malgré sa rigueur, il n'écarte pas les immigrants de la grande île voisine.

Le Royaume-Uni est resté longtemps le premier pays d'Europe pour l'émigration transocéanique : de 1880 à 1893, elle est restée constamment supérieure à 200.000 et en 1883, elle dépassa même le chiffre de 320.000. Ce fut son apogée : après avoir oscillé entre 140.000 et 185.000 de 1894 à 1901 inclus. Elle est remontée depuis lors au-dessus de 200.000. Quant à l'émigration en Europe, elle est absolument nulle et n'est d'ailleurs constatée par aucune statistique.

L'Allemagne a connu des variations beaucoup plus

Émigrants partis par Brême.	16,650	
» » Hambourg.	11,000	
» » Anvers.	5,400	
» » Rotterdam.	2,680	} Y compris ceux partis par Amsterdam dont 600 venant de l'Alsace- Lorraine.
» » ports français.	660	

brusqués : pendant sa période maxima, de 1880 à 1893 inclus, l'émigration pour pays transocéaniques a oscillé entre 83.000 et 221.000. Mais elle n'a dépassé que deux fois le chiffre de 200.000 : en 1881 et 1882. Depuis grâce à la prospérité croissante de l'Empire, elle est restée constamment en dessous de 50.000. L'émigration en Europe est très faible : elle se dirige surtout vers la France orientale (Juifs et Alsaciens-Lorrains) et vers la Galicie (Polonais). Aucune statistique ne nous renseigne d'ailleurs à ce sujet.

L'Autriche-Hongrie était restée longtemps un pays secondaire au point de vue de l'émigration en pays transocéaniques. Ce n'est que depuis 1900 que les émigrants austro-hongrois partis par Brème et Hambourg pour l'Amérique dépassent 100.000 (1). Mais depuis lors leur nombre s'est accru brusquement : depuis 1903, il dépasse 200.000. L'Autriche-Hongrie est aussi un pays d'émigration périodique et temporaire en Europe. Ses ouvriers agricoles et urbains sont très nombreux en Allemagne, en Suisse et même en France. Aucune statistique officielle austro-hongroise ne nous renseigne jusqu'à présent sur les phénomènes migratoires. Il n'existe pas non plus de législation sur l'émigration, mais avant peu cette lacune sera comblée. Le gouvernement impérial et royal s'est inspiré de la législation italienne dans un projet de loi déposé

1. Chiffres des statistiques allemandes.

aux deux Chambres basses. En attendant ces progrès, il faut constater que les statistiques des ports de Brême et de Hambourg sont frelatées par les déclarations mensongères des grandes compagnies allemandes. Il débarque aux États-Unis beaucoup plus d'Autro-Hongrois qu'il n'en est parti officiellement d'Europe : 206.000 en 1902-03, 177.000 en 1903-04, 275.000 en 1904-05 et 265.000 en 1905-06.

L'émigration italienne pour pays transocéaniques dépassa en 1886 l'émigration allemande, conquérant ainsi le deuxième rang en Europe. En 1895, 1896 et 1897, au moment de la guerre d'Abyssinie, elle passa momentanément au premier rang avant même le Royaume-Uni. Elle le perdit en 1898 et 1899, bien que de peu, pour le reprendre en 1900 et le conserver depuis lors.

Comme l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, l'Italie manque de colonies de peuplement : c'est là pour l'Angleterre une immense supériorité, car un bon nombre de ses émigrants ne sont pas complètement perdus pour elle. L'Italie n'a pas davantage les vastes hinterlands dont disposent la Russie et la Chine. Sans doute, elle partage avec la Chine l'immense avantage d'avoir des pays voisins où ses émigrants retrouvent des frères de race et souvent de même langage. Ce sont la France, la Suisse italienne, le sud-ouest de l'Autriche et la Tunisie. Mais là comme ailleurs ils sont obligés d'aller s'installer dans les

pays neufs ou dans les colonies d'autres puissances.

On verra qu'ils ne s'en font pas faute, mais ce qui leur est très particulier, c'est de constituer de grandes masses, de véritables « colonies sans drapeau » dans les pays les plus divers. Pays méditerranéens, États-Unis, Brésil, Plata, France, etc., hébergent d'énormes agglomérations italiennes. Les Austro-Hongrois ne se rencontrent guère qu'aux États-Unis et en Allemagne. Il en est de même des Russes. Les Espagnols et les Portugais vont dans leurs anciennes colonies ou aux États-Unis. Les Allemands ne vont plus guère qu'aux États-Unis. Il est vrai qu'on en rencontre des groupes importants au Brésil et dans certaines colonies anglaises : Canada, Afrique du Sud et Australie. Les Anglais vont dans leurs colonies et aux États-Unis. Mais aucun peuple n'a, à l'heure actuelle, une faculté de dispersion comparable à celle des Italiens. Le vieux proverbe du moyen âge : « Partout où une poule pond un œuf il en sort un Génois », est encore plus vrai des Italiens dans l'univers actuel que des Ligures dans le petit monde méditerranéen seul connu alors. Quoi qu'on puisse en penser, ce n'est pas un climat absolument conforme au leur, ni des populations sœurs qui attirent principalement les émigrants italiens, c'est avant tout la certitude de vivre tranquillement.

L'exemple des États-Unis est frappant : ce n'est pas dans la Californie, le Texas, la Louisiane et autres

pays à climat semblable au leur que vont de préférence les Napolitains, les Siciliens et autres méridionaux, c'est dans la Nouvelle Angleterre aux hivers si rigoureux.

L'émigration périodique n'est pas un phénomène particulier à l'émigration italienne. La Russie, l'Autriche-Hongrie, la Belgique et l'Espagne en offrent des exemples (1). Chaque année, 200.000 à 300.000 Russes viennent avec des passeports spéciaux de huit mois, travailler dans l'Allemagne orientale (les deux Prusses, la Poméranie, la Posnanie, la Silésie) aux travaux des champs depuis mars jusqu'en novembre. Chacun sait que les Belges viennent tous les ans dans la France du Nord faire la moisson et arracher betteraves et pommes de terre.

Chaque année également des Espagnols (20.000 en

1. Émigration périodique russe en Allemagne (émigrants allant en Allemagne avec des passeports pour 8 mois).

	Partis	Rentrés	Proportion des femmes
1901	228.000	212.800	37,3 0/0
1902	283.500	286.100	40 »
1903	274.100	262.400	41,4 »

Ces Russes arrivent faire les semailles et repartent quand tous les travaux sont finis. Ils viennent de la Pologne, de la Russie Blanche, de la Lithuanie et des provinces baltiques. La guerre avait enrayé presque complètement cette émigration, mais la révolte des Lettons dans les provinces baltiques contre les seigneurs, les bourgeois et les étudiants allemands a fait émigrer beaucoup de ceux-ci en Allemagne.

moyenne dans ces dernières années) arrivent au printemps en Algérie (province d'Oran), y font pendant six mois les travaux les plus variés (terrassements, récolte de l'alfa et de l'orge, etc..) et retournent en automne en Andalousie et dans les provinces de Murcie et de Valence. Des Auvergnats émigrent périodiquement en Catalogne où ils exercent leurs métiers classiques : porteurs d'eau, portefaix, marchands de charbon.

Ce sont là des courants bien connus, bien localisés et bien spécialisés en général au point de vue des professions. Sans doute, il en existe d'analogues dans l'émigration périodique italienne, par exemple les Frioulans en Autriche, les Toscans en Corse, les Italiens du Sud à la Plata. Mais la plupart des Italiens, qui s'en vont pour quelques mois à l'étranger ne sont pas ainsi spécialisés. Ils font un peu tous les métiers, accourent là où il y a du travail et entre temps exercent des métiers ambulants (*girovaghi*). Ils sont successivement terrassiers et maçons, tailleurs de pierre et moissonneurs, dockers et montreurs de singes, etc. Que l'on creuse le port de la Plata ou le canal de la Marne à la Saône, que l'on construise le chemin de fer de Lao-Kay à Yunnan-sen ou celui de Saint-Louis à Dakar, que l'on élève des forts à Molsheim ou à San Francisco, partout en un mot où l'on entreprend des travaux publics, des Italiens accourent.

TABLEAU I

ÉMIGRATION ITALIENNE : SES PAYS DE DESTINATION AVEC LES DIFFÉRENTES SORTES D'ÉMIGRATION (1903)

PAYS DE DESTINATION	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	TOTALE
Autriche-Hongrie.	1.934	49.618	51.532
France	5.086	43.907	48.993
Allemagne	702	52.851	53.553
Suisse.	2.048	43.752	45.800
Balkans	733	2.268	3.001
<i>Ensemble de l'Europe</i>	12.211	203.732	215.943
Algérie	988	1.262	2.260
Tunisie	2.537	2.868	5.405
Egypte	897	890	1.787
<i>Ensemble de l'Afrique</i>	5.054	5.637	10.691
Argentine	38.649	5.266	43.915
Brésil.	22.760	4.947	27.707
Canada	2.300	228	2.528
Etats-Unis	142.909	54.946	197.855
<i>Ensemble de l'Amérique</i>	213.195	67.218	280.413
<i>Asie</i>	175	365	540
<i>Océanie</i>	206	183	389

TABLEAU II

L'ÉMIGRATION ITALIENNE DEPUIS 1869 D'APRÈS LES

STATISTIQUES OFFICIELLES

ANNÉES	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Clandestine</i>	TOTALE
1869	22.200	83.560	14.040	119.800
1870	16.430	83.580	11.450	111.460
1871	15.030	96.380	11.070	122.480
1872	140.680		5.580	146.260
1873	139.860		11.920	151.780
1874	91.240		17.360	108.600
1875	76.100		27.250	103.350
1876	19.760	89.010	»	108.770
1877	21.090	78.120	»	99.210
1878	18.535	77.735	»	96.270
1879	40.820	79.010	»	119.830
1880	37.930	81.970	»	119.900
1881	44.610	94.220	»	135.830
1882	65.750	95.810	»	161.540
1883	68.420	100.680	»	169.100
1884	58.050	88.970	»	147.020
1885	77.030	80.160	»	157.190
1886	85.360	82.470	»	167.830
1887	127.750	87.920	29.700	215.670
1888	196.000	94.740	37.380	290.740
1889	113.090	105.320	38.580	218.410
1890	104.730	112.510	40.420	217.540
1891	175.520	118.110	40.360	293.630
1892	107.370	116.300	36.500	223.670
1893	124.310	122.440	36.140	246.750
1894	105.450	119.870	27.560	225.320
1895	169.510	123.640	31.830	293.180

TABLEAU II (suite).

ANNÉES	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Clandestine</i>	TOTALE
1896	183.620	123.860	37.210	307.480
1897	165.430	134.420	42.980	299.850
1898	126.790	156.930	52.100	283.720
1899	131.310	177.030	54.870	308.340
1900	153.210	199.570	37.530	352.780
1901	251.580	281.670	21.260	533.250
1902	245.220	286.290	17.290	531.510
1903	230.840	277.140	28.280	507.980
ANNÉES	<i>Pays transocéaniques</i>	<i>Europe et Méditerranée</i>	<i>Clandestine</i>	TOTALE
1903	282.430	215.550	(?)	507.980
1904	264.620	242.120	dont 35.540	506.740
1905	447.000	279.000	plus 17.000	743.000
1906	512.000	276.000	(?)	788.000

Il ne faut pas oublier que depuis 1887, sauf en 1905, les émigrants clandestins sont répartis, d'après les indications des autorités locales, en permanents et temporaires. Voilà pourquoi la colonne 4 comprend depuis lors le total des deux premières colonnes. De 1869 à 1875, il n'en a pas été ainsi.

TABLEAU III

EMIGRATION POUR PAYS NON EUROPÉENS. BASSIN DE LA
MÉDITERRANÉE NON COMPRIS

	1900	1901	1902	1903
Italie.	171.700	289.000	295.400	292.000
Autriche-Hongrie.	116.100	136.400	176.600	220.600
Royaume-Uni	168.800	171.700	205.700	260.000
dont { Irlande	45.900	39.200	42.300	45.600
Ecosse	20.500	20.900	26.300	36.800
Russie	51.600	45.900	58.500	72.200
Allemagne	20.900	20.900	30.900	35.400
Espagne.	59.200	53.300	48.500	53.700
Portugal.	20.900	20.400	23.900	21.300
Norvège.	10.900	12.700	20.300	26.800
Suède.	16.400	20.500	?	?
Danemark	3.600	4.700	6.800	8.200

Quant à la France depuis 1892, elle n'a plus de statistique d'émigration.

Les émigrants russes, dont on voit la statistique, sont ceux partis par Brème et Hambourg. On n'a pas de données sur ceux partis par d'autres pays.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉTAT ITALIEN ET L'ÉMIGRATION

CHAPITRE PREMIER

La législation italienne sur l'émigration avant 1901.

Les divers gouvernements de la Péninsule ayant l'unité ne s'occupèrent presque pas de l'émigration. On a vu d'ailleurs qu'à cette époque elle était presque nulle.

On peut pourtant signaler les efforts faits par le gouvernement piémontais de 1856 à 1859 pour attirer en Sardaigne une partie des émigrants lombardo-vénitiens. Il leur offrit 60.000 hectares de terres ; mais les émigrants, ayant déjà un petit pécule, aimèrent mieux aller chercher fortune en Amérique que de vivre en Sardaigne.

En plus de ces efforts stériles, le Piémont fit une

loi sur les passeports, dont le seul but était d'accroître ses ressources fiscales (Loi du 13 nov. 1857). En outre, un règlement du 11 février 1859 sur l'aménagement des navires destinés aux émigrants mit fin momentanément à une exploitation éhontée de ces malheureux par les Compagnies de navigation. La loi de 1857 et le règlement de 1859 furent étendus à l'ensemble de l'Italie au fur et à mesure de la conquête.

Le 18 janvier 1873 fut votée une nouvelle loi sur les passeports. Elle en élevait le prix et défendait d'en délivrer aux Italiens n'ayant pas satisfait à leurs obligations militaires, à ceux appartenant à l'armée permanente et à la réserve mobile, aux prostituées etc.

La même année, le 21 décembre 1873, une loi interdisait d'emmener à l'étranger des enfants italiens pour leur faire exercer des métiers ambulants (*girovaghi*) : ramoneurs, mendiants, joueurs d'orgues de Barbarie, vendeurs de statuettes, etc...

Ces deux lois avaient pour but de restreindre l'émigration que l'on jugeait trop considérable et que l'on regardait comme un mal pour l'Italie. Les législateurs italiens avaient à cette époque les plus hautes ambitions : ils voulaient faire de l'Italie une grande puissance militaire et agricole. Ils avaient par conséquent besoin de soldats et d'agriculteurs.

Le seul résultat qu'ils obtinrent fut un relèvement très important de l'émigration clandestine.

Le même esprit de défiance contre l'émigration apparut de nouveau dans la loi du 30 décembre 1888, la première loi sur l'émigration. A ce moment, la politique crispienne triomphait. L'Italie voulait se montrer une grande puissance ; elle voulait se rénover économiquement et politiquement, construire des chemins de fer et des routes, des arsenaux et des forteresses, creuser des ports et des canaux, dessécher des marais, se faire un empire colonial, reconquérir Nice et la Savoie, en attendant le Tessin, Trente et Trieste, avoir une grande industrie, une puissante marine marchande et une redoutable flotte de guerre (1). L'émigration à l'étranger était très mal vue du gouvernement ; elle apparaissait presque alors comme une trahison. Crispi voulait la remplacer par une émigration à l'intérieur, à l'aide de grands travaux publics, et par l'émigration aux colonies.

Pour cette dernière il ne manquait... que des colonies. Pour s'en procurer, l'Italie avait déjà occupé

1. Crispi aimait à répéter ces paroles de Beccaria :

« Celui qui se tue fait moins de mal à la société que celui qui sort pour toujours des frontières, parce que celui-là y laisse toute sa substance, tandis que celui-ci se transporte lui-même à l'étranger avec une partie de son avoir. Comme la force de la société consiste dans le nombre des citoyens, en se soustrayant soi-même à sa patrie et en se donnant à une nation voisine, il fait deux fois plus de mal à la société que celui qui se suicide. » (Beccaria : *Des délits et des peines*, paragraphe 32).

Massaouah et Assab. Mais les déserts de la côte étaient plutôt insuffisants pour nourrir les 200.000 Italiens qui émigraient à cette époque chaque année. D'ailleurs le climat ne permettait guère plus de les intituler colonies de peuplement. On résolut de conquérir les hauts plateaux de l'Abyssinie, que l'on estimait avec raison plus aptes à servir de terrains de colonisation. La première guerre d'Abyssinie commença : elle débuta par de sanglants échecs. Grâce à la mort du Négus et à quelque succès *in extremis* du corps expéditionnaire italien, elle se termina par l'équivoque traité d'Uccialdi. Ce fut pendant cette guerre que fut votée la loi du 30 décembre 1888. Elle est l'expression de la politique crispinienne.

Voulant empêcher l'émigration, elle commença naturellement par la proclamer libre... en principe, ce qui, comme eût dit Bismarck, est une manière polie de refuser la liberté. Le prix du passeport fut fixé à 2 l. 40 pour les indigents et à 12 l. 40 pour les autres.

Le passeport ne pouvait être délivré aux prostituées, aux enfants destinés aux métiers ambulants et à toutes les personnes dont l'immigration était interdite aux pays où elles voulaient se rendre.

Il était également refusé aux hommes de 18 à 32 ans, sauf autorisation spéciale du ministère de la Guerre ou du ministre de la Marine ;

Enfin l'émigration était interdite aux condamnés,

aux personnes sous le coup de poursuites criminelles, aux soutiens de famille, aux mineurs, etc.

On voit que les mailles du filet légal étaient très serrées. Le seul résultat fut une recrudescence de l'émigration clandestine.

Cette loi donnait aussi au gouvernement le moyen de restreindre l'activité des agences d'émigration, contre lesquelles il était resté impuissant jusque-là. Certains États de l'Amérique du Sud, le Brésil entre autres ; des grandes Compagnies étrangères de navigation, des sociétés de colonisation et de grandes industries manquant de bras, envoient en Italie des agents chargés de recruter des émigrants : ouvriers, colons, passagers, etc., et payés au prorata de leurs opérations. En général, ces agents sont d'une moralité douteuse et poussent par tous les moyens (fausses lettres de parents émigrés, promesses abracadabrantes, distribution de billets de voyage gratuits, etc...) les paysans italiens à émigrer.

En 1875, le gouvernement italien avait dû interdire l'émigration gratuite au Brésil et essayé d'enrayer les efforts des agences, mais sans y réussir, faute de lois à leur appliquer.

En 1888, il obtint enfin ce qu'il réclamait depuis longtemps. Désormais pour être agent d'émigration, il fallait obtenir une patente, satisfaire à certaines conditions de moralité et d'instruction et verser à la Caisse des prêts et dépôts un cautionnement de 3.000

à 5.000 francs de rentes sur l'État. Les sous-agents devaient remplir des conditions analogues et avoir en outre une procuration authentique d'un agent ; cette procuration devait être visée par le préfet.

Enfin le gouvernement obtenait le droit de suspendre les opérations de ces agents et même de les interdire au besoin. Dès le 13 mars 1889, Crispi en profita pour interdire l'émigration gratuite au Brésil, en donnant une épidémie de fièvre jaune comme prétexte. En 1894 et 1895, l'émigration gratuite pour les États du Rio de Janeiro, São-Paulo et Espirito-Santo était de nouveau interdite à cause de la crise du café.

Cette politique de défiance envers l'émigration survécut à la chute de Crispi. On sait que ce dernier tomba après Adoua et sa mégalomanie avec lui. La loi sur l'émigration resta cependant en vigueur.

Toutefois, on commença à se préoccuper du sort des émigrants à bord des navires partant de l'Italie. Le règlement de 1859 était tombé en désuétude et d'ailleurs les conditions de la navigation avaient changé depuis. Le règlement du 20 mai 1897 imposa aux Compagnies de navigation certaines conditions d'hygiène et de vitesse (minimum de 11 nœuds à l'heure). Le capitaine devait déposer un cautionnement. Le navire devait emporter un minimum de provisions et être soumis à une inspection sanitaire.

C'était là un premier essai de protection des émi-

grants hors de l'Italie. Un esprit nouveau commençait à se manifester.

L'œuvre de Crispi avait en effet échoué. La colonisation intérieure n'avait pas mieux réussi que les tentatives faites en Afrique. Elle avait lourdement obéré les finances et n'avait été qu'un palliatif tout à fait insuffisant de l'émigration (1). Aussi, sans renoncer au dessèchement des marais et à l'extension des terrains de culture, le gouvernement italien changea-t-il d'attitude envers l'émigration.

Deux courants d'opinion se dessinèrent. Les uns regardaient l'émigration comme un mal nécessaire, les autres comme un bien. Tous s'accordaient pour reconnaître que l'État devait lui accorder une législation plus libérale, s'en occuper d'une manière plus habile et plus intelligente, et essayer d'en tirer le meilleur parti possible. Les théories de Crispi n'avaient plus que très peu d'adhérents.

1. Loi du 19 juin 1899 prévoit le dessèchement des marais italiens en 25 ans. Chaque année, l'État consacre 10 millions à ces travaux. Le programme sera achevé en 1924. Il aura coûté 250 millions de francs.

CHAPITRE II

La loi sur l'émigration du 31 janvier 1901.

De ces dispositions nouvelles sortit la loi du 31 janvier 1901, qui peut être regardée comme la meilleure des lois sur l'émigration actuellement en vigueur. Elle comprend trois sortes de dispositions : les unes sont relatives aux conditions à remplir par les émigrants ; d'autres ont trait à la surveillance de l'État ; d'autres enfin ont rapport à la protection des émigrants en Italie, sur mer et à l'étranger.

Comme dans la loi de 1888, la liberté d'émigrer est proclamée. Les restrictions sont presque aussi nombreuses, du moins en apparence.

L'émigration continue à être interdite aux enfants, aux soutiens de famille, aux mineurs, aux prostituées et aux criminels.

Il est également défendu d'émigrer aux inscrits pour l'armée de terre et de mer, ayant 18 ans dans l'année, et aux réservistes ayant moins de 28 ans,

sauf autorisation spéciale du préfet pour l'armée de terre et du capitaine de port pour l'armée de mer.

Au premier abord, il ne semble pas qu'il y ait là un grand progrès sur 1888, mais, en réalité, il n'en est pas ainsi. Tout d'abord, le passeport est devenu gratuit et valable pour trois ans, quel que soit le nombre de fois que l'on sorte d'Italie ou qu'on y rentre. La limite d'âge a été abaissée de quatre ans, de 32 à 28 ans, pour les réservistes. En outre, les dispenses ne sont plus données par des ministres mais par des autorités locales. Autrefois, elles étaient généralement refusées ; aujourd'hui, elles sont ordinairement accordées. C'est en cela que consiste le progrès. On peut dire que c'est une conséquence d'Adoua. Dans cette bataille, on le sait, les troupes italiennes ont justifié le mot de feu Bomba : « Habillez-les comme vous voudrez ; ils foutront toujours le camp. » Depuis lors, le gouvernement est revenu de ses rêves de mégalomanie. Il se rend très bien compte qu'il peut sans danger laisser échapper un grand nombre d'hommes au service militaire : ce seront autant de fuyards de moins pour les batailles futures.

Avant 1901, les autorités italiennes prêtaient une faible attention à l'émigration. Sans doute, depuis 1869, paraissait tous les ans ou tous les deux ans une brochure intitulée *Statistica dell' emigrazione italiana comparata con quella che avviene da altri paesi d'Europa pel'estero*. Cette brochure était publiée

par le Ministère des Affaires Etrangères. Celui-ci, dans les *Bolletini dei affari esteri*, publiait souvent aussi des rapports consulaires sur l'émigration. Vers 1890, il publia également une série d'études intitulées *Emigrazione et Colonie*, mais pour lui les questions d'émigration étaient accessoires.

La loi de 1901 créa un Commissariat de l'émigration, composé de douze membres et chargé de s'occuper de tout ce qui concerne l'émigration. Ce Commissariat a un budget autonome (1). Il a un bulletin spécial *Bolletino dell'emigrazione italiana* qui contient des rapports consulaires, des études de géographie économique, les textes de loi italiens et étrangers intéressant l'émigration, des statistiques, etc.

Elle prescrit en outre la formation dans chaque canton et dans chaque commune de comités d'émigration, qui comprennent cinq membres chacun : le prêteur ou à son défaut le juge de paix, le maire ou un adjoint, un curé (parocco) ou le ministre du culte dominant de la commune, un médecin et un représentant des Sociétés agricoles et ouvrières locales. Leurs fonctions sont gratuites. Ils doivent renseigner les émigrants sur les formalités à remplir pour l'obtention du passeport et des différentes pièces nécessaires aux immigrants dans les pays étrangers (pièces

1. Il doit aussi adresser chaque année des rapports au Parlement. Son budget est rattaché pour ordre à celui des Affaires extérieures.

d'identité, certificat de vaccination, casier judiciaire, etc...) sur les conditions générales de l'émigration dans les différents pays, sur les moyens de transport, etc...

Les mesures de protection prises envers les émigrants sont de trois sortes :

- 1° *Protection avant le départ de l'Italie ;*
- 2° *Protection pendant le voyage sur mer ;*
- 3° *Protection à l'étranger.*

Les Comités d'émigration sont, on l'a vu, chargés de protéger les émigrants au lieu d'origine contre les agissements des agences d'émigration. Comme en 1888, ils doivent payer patente et le produit de ces patentes est versé au Fonds du commissariat ; la loi de 1901 a d'ailleurs singulièrement réduit le nombre des agents d'émigration, mais beaucoup de ceux qu'elle a supprimés continuent à exercer clandestinement leur métier.

La loi a décidé la création dans les ports d'embarquement d'hôtels appartenant à l'Etat et destinés à recevoir les émigrants. En outre, Naples a été dotée d'étuves de désinfection pour les vêtements et bagages des émigrants.

Les Compagnies de navigation qui veulent transporter des émigrants doivent payer patente : le produit de ces patentes est versé au Commissariat. Elles doivent en outre payer une taxe de 8 livres par adulte et de 2 à 4 livres par enfant transporté.

Les navires doivent remplir certaines conditions d'hygiène, de vitesse et d'approvisionnement. Un médecin de la marine de guerre italienne, faisant fonction de commissaire de l'émigration, doit être à bord et veiller à l'observation des règlements. Tous les quatre mois, un décret royal doit fixer pour chaque transport le prix du voyage et le prix du fret.

Enfin le Commissariat de l'émigration envoie de temps en temps à l'étranger des inspecteurs chargés d'étudier sur place les conditions de l'émigration et d'en instruire le gouvernement italien.

La loi de 1901 a été un progrès immense au point de vue théorique. Elle a reconnu la vérité de cette parole de Mgr Bonomelli : « *On ne peut forcer un homme qui meurt de faim dans son pays, à y rester.* » Le gouvernement s'est enfin préoccupé de ses nationaux fixés à l'étranger. On peut dire qu'il s'en occupe maintenant continuellement. Depuis 1901, tous les Italiens ont compris que la question de l'émigration était vitale pour leur pays. Le Parlement suit de très près les travaux du Commissariat et les débats sur les questions intéressant l'émigration sont souvent très mouvementés.

Au point de vue pratique, la loi de 1901 n'a pas donné tous les résultats espérés par ses auteurs.

Les agents d'émigration supprimés n'en ont pas moins continué à exercer leur profession. Malgré tous les efforts du gouvernement, ils opèrent tou-

jours. Les uns attirent des émigrants là où les colonies italiennes sont le moins prospères, par exemple au Brésil. D'autres, sous prétexte d'avantages imaginaires, poussent beaucoup d'Italiens à émigrer sans passeports et à s'embarquer, dans des ports étrangers autres que le Havre, sur les navires de Compagnies ne payant pas patente et échappant au contrôle du gouvernement italien. Les uns et les autres touchent un tant pour cent sur le prix du voyage à l'étranger et sur mer, beaucoup agissant à la fois au nom de Compagnies de chemins de fer et de Compagnies de navigation.

Les comités d'émigration, qui doivent lutter contre ces agences clandestines, ne peuvent y réussir. On sait quelle est leur composition éclectique. On sait aussi que leurs fonctions sont gratuites. Lorsque les communes refusent de payer les frais de personnel, d'établissement et de chancellerie, ce sont les membres du comité qui doivent y pourvoir.

Le résultat de cette organisation, ou plutôt de ce manque complet d'organisation, c'est que ces comités n'existent guère que sur le papier. Au 31 mai 1905 (1), on en comptait 3.078 et il y a plus de

1. Répartition des Comités d'émigration entre les diverses régions de l'Italie au 31 mai 1905 :

Piémont.	294	Toscane.	131	Abruzzes et Molise.	379	Sicile.	218
Ligurie.	79	Marches.	130	Campanie.	536		
Lombardie.	298	Ombrie.	23	Pouilles.	134	Sardaigne.	20
Vénétie.	230	Latium.	54	Calabre.	246		
Émilie.	174			Basilicate.	123		
Italie du Nord.	1.075	Italie centrale.	347	Italie du Sud.	1.418		

8.000 communes, sans compter les cantons eux-mêmes. On voit par cet exposé sommaire que la loi n'a pas réussi sur ce point.

Aussi les émigrants préfèrent-ils s'adresser aux agences d'émigration, qu'elles soient autorisées ou clandestines, ainsi qu'aux représentants des lignes de navigation autorisées. Ceux-ci touchent un tant pour cent sur le prix du voyage et renseignent très abondamment les émigrants (1).

Il existe aussi des institutions libres de patronage, dont l'action est autrement efficace et bienfaisante que celle des comités d'émigration et contraste étrangement avec leur inaction. Les plus importantes sont : l'Œuvre d'assistance des ouvriers italiens émigrés en Europe et dans le Levant, œuvre catholique, fondée et dirigée par Mgr Bonomelli, évêque de Crémone ; le Conseil provincial de l'émigration frioulane, ayant son siège à Udine ; le Comité de Naples ; la Société de patronage de Palerme, etc...

Le Commissariat de l'émigration leur alloue des subventions : en 1904-05, l'Œuvre d'assistance des

1. Les représentants des lignes de transport autorisés étaient au nombre de 8.364 au 31 mai 1905. Ils sont payés à forfait. Les Compagnies s'efforcent de réduire le plus possible le forfait de ces représentants. Chez elles, il oscille entre 10 liras par place au minimum et 35 au maximum. Au contraire, les armateurs n'ayant pas de service régulier, élèvent le forfait le plus possible jusqu'à 70 liras par place.

ouvriers italiens a reçu 10.000 livres ; le Conseil provincial de l'émigration frioulane 6.000 livres, etc...

On voit que les mesures prises pour protéger les émigrants à leur lieu d'origine ont mal réussi.

Celles prises pour leur séjour dans les ports d'embarquement ont eu plus de succès, mais il semble qu'elles ne soient pas suffisantes.

Voici en effet le tableau de l'émigration transitaire des ports de Palerme, Gênes et Naples pour les années 1901, 1902 et 1903 (1). On peut voir que si Palerme est bien pourvu, eu égard à la petite quantité d'émigrants qui partent par son port et à la proximité des principaux centres d'émigration siciliens

1. Hôtelleries du Commissariat pour les émigrants (31 mai 1905).

	Nombre	Personnes pouvant y loger
Gênes.	33	720
Naples.	87	2.400
Palerme.	25	770
Messine.	18	341

Passagers de 3^e classe partis par les ports suivants (émigrants, tous ne sont pas Italiens).

	1901	1902	1903
Gênes.	93.900	62.200	62.200
Naples.	139.900	167.000	181.700
Palerme.	6.300	10.900	16.500

Passagers de toutes les classes partis par ces trois ports :

1901	1902	1903
249.700	251.500	275.200

pour les pays transocéaniques, il n'en est pas de même, à beaucoup près, de Gênes et surtout de Naples, moins favorisées à cet égard. Par contre, les mesures prises pour le transport des émigrants sur mer ont donné de bons résultats.

Au 31 mai 1905, treize sociétés de navigation, dont six italiennes et sept étrangères, ainsi que quatre armateurs et affrêteurs italiens payaient patente pour le transport des émigrants (1).

Les taxes perçues sur elles par le fonds de l'Émigration se sont montées pour l'année financière 1904-

1. ANNÉE FINANCIÈRE 1903-1904

Pavillons	Nombre de navires employés au transport des émigrants	Sommes payées
Italien.	38	743.600 livres
Français.	23	305.200 »
Allemand.	17	334.000 »
Anglais.	11	376.800 »
Espagnol.	8	51.100 »
<i>Ports d'embarquement des émigrants italiens (1903).</i>		
FRANCE	{ Le Havre.	20.200 (<i>pour les États-Unis</i>).
	{ La Palice.	300 (<i>pour le Chili</i>).
	{ Boulogne.	1.750 (<i>pour l'Angleterre</i>).
ALLEMAGNE	{ Hambourg.	1.060
	{ Brême.	1.540
	{ Rotterdam.	575
	Anvers.	2.720 (<i>pour l'Amérique et l'Afrique du Sud</i>).
Ports anglais.		7.050 (<i>pour les États-Unis, le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud</i>).

1905 à plus de 1.810.000 liras ; le tableau ci-contre montre la répartition de ces taxes entre les différents pavillons.

Les *vettori* (*voituriers* en droit commercial) embarquent ces émigrants dans les ports italiens et au Havre ; mais, en dehors de ces ports, beaucoup bénéficient de l'émigration italienne, comme le montre le tableau ci-contre.

Les émigrants gardent ordinairement un excellent souvenir de la traversée. Beaucoup ont affirmé qu'ils n'avaient mangé à leur faim que pendant cette période. L'un d'eux disait à Rossi, au cours de son enquête au Brésil en 1901, que « la traversée avait été l'époque la plus heureuse de sa vie ». Un autre lui affirmait que « le voyage sur mer avait été pour lui un paradis entre deux enfers ».

Le Commissariat de l'émigration envoie dans toutes les régions où les Italiens sont en grand nombre, des inspecteurs chargés de contrôler par des enquêtes sur place les assertions des consuls, d'examiner l'état des « colonies sans drapeau » et de faire des rapports sur ce qu'ils ont vu.

Quelquefois, on les envoie faire des reconnaissances dans des pays susceptibles de recevoir des émigrants. C'est ainsi que le chevalier Rossi a été envoyé dans ce but au Mexique, sur les hauts Plateaux du Congo belge et dans le Sud-Ouest africain allemand.

Ces inspecteurs sont généralement des hommes d'une intelligence remarquable : tels sont par exemple le chevalier Rossi et M. de Savoia. Leurs missions n'ont pas toujours des résultats pratiques très considérables ; toutefois, à la suite de l'inspection de Rossi dans les États à café du Brésil, l'Italie a interdit de nouveau l'émigration gratuite au Brésil (mars 1902). Cette mesure n'a pas encore été rapportée.

On a vu que beaucoup d'œuvres italiennes, ayant leur siège en Italie, suivent les émigrants à l'étranger et que le Commissariat leur alloue des subsides. A côté de ces œuvres, il en est d'autres, installées dans les pays mêmes (1).

New-York, Boston, San-Francisco, la Nouvelle-Orléans, Chicago et bien d'autres villes aux États-Unis, ainsi que Montréal, au Canada, ont leurs sociétés de bienfaisance pour émigrants italiens.

Les plus importantes sont la « Society for italian immigrants » de New-York ; la « Societa di San Rafaël » de New-York et de Boston ; la « Societa per la pro-

1. *Il ne s'agit naturellement ici que d'œuvres s'occupant exclusivement des émigrants.* En dehors de ces œuvres, il en existe beaucoup d'autres : hospices, hôpitaux, écoles, patronages, missions catholiques orphelinats, etc., qui reçoivent souvent des secours du Commissariat de l'émigration. En 1905-06 le Commissariat de l'émigration allouait 320.000 livres à toutes les œuvres s'occupant d'émigrants à des titres divers.

tezione degli immigranti italiani » de Boston ; le Comité de Bienfaisance de San-Francisco, etc...

Ces sociétés accueillent l'émigrant italien dès son arrivée, le logent (la San Rafaël) jusqu'à ce qu'elles lui aient trouvé du travail, lui fournissant des secours pendant ses maladies, etc...

Elles ne réussissent d'ailleurs à vivre que grâce aux subsides du Commissariat de l'Émigration. Leurs dépenses, en 1904, s'élevaient à 218.000 livres dont 102.000 fournies par le Commissariat ; le reste provenant de cotisations d'émigrés. En outre, la même année, 2.500 livres étaient allouées par le Commissariat à des œuvres de bienfaisance italienne ne s'occupant pas exclusivement des émigrants.

Au Brésil, il y a peu d'œuvres italiennes. En 1904, elles ont reçu un secours de 17.000 livres, qui constituent à peu près toutes leurs ressources. Les principales sont à São-Paulo, à Rio de Janeiro, à Victoria.

En Argentine, on en trouve aussi quelques-unes. Les plus importantes sont à Buenos-Ayres, Cordoba et Entre-Rios. En 1904, elles ont dépensé 34.000 livres pour les émigrants, dont 31.000 données par le Commissariat.

En mai 1904, il a été fondé à Tunis un patronage pour émigrants italiens. Les dépenses se sont élevées en 1904 à 4.000 livres dont 3.000 fournies par le Commissariat de l'émigration.

En Europe et dans le reste du monde, il n'existe

pas d'œuvres italiennes, établies à l'étranger et s'occupant exclusivement des émigrés.

On sait que le Commissariat de l'émigration (1) a son budget autonome, rattaché pour ordre à celui des Affaires étrangères.

Les taxes et patentes payées par les Compagnies de transport et les agences d'émigration, ainsi que le produit de la vente des Bolletini et de certains ouvrages sur l'émigration (2) forment les recettes.

Les inspections à l'étranger, les missions, les sub-

1. *Situation des fonds de l'émigration en 1905-06 :*

Excédent de dépenses: 1.053.000 liras (constructions d'asiles dans les ports, frais de rapatriement du Brésil, subventions à des écoles italiennes en Amérique).

Taxes perçues sur le transport des émigrants : 3.025.600 liras. Part du pavillon italien : 1902-03 : 38,470/0; 1903-04 : 41,02 0/0 ; 1904-05 : 41,75 ; 1905-06 : 45,77.

2. SITUATION DU FONDS POUR L'ÉMIGRATION

Depuis sa création

Années financières	1901-1902 Lires	1902-1903 Lires	1903-1904 Lires
Recettes.	2.078.155	2.442.405	2.322.486
Dépenses.	538.647	882.180	913.610
Actif total au 30 juin 1904		4.509.500 liras	
» 30 avril 1905		5.679.600 »	
» 30 juin 1906		7.955.500 »	
Dont Fonds de réserve.		4.509.500 »	
Fonds de caisse.		1.170.100 »	à la
Caisse des dépôts et prêts.			

ventions accordées aux œuvres, les frais de bureau, le traitement du Comité représentent les dépenses.

Les excédents des recettes sont divisés en deux parts : avec l'une, le Commissariat constitue un fonds de réserve en rentes sur l'État et valeurs garanties par l'État ; l'autre forme un fonds de roulement.

CHAPITRE III

Autres mesures prises par le gouvernement italien en faveur de l'émigration.

Le gouvernement italien s'est également préoccupé d'assurer la rentrée en Italie des épargnes des émigrants.

Dès 1890, la Caisse d'épargne postale d'Italie fut autorisée à avoir des succursales à l'étranger. Le tableau n° 1 montre que ses opérations n'ont pas été très importantes. Si l'on songe que les émigrés italiens sont censés envoyer tous les ans de 250 à 300 millions en Italie, on voit qu'ils n'auraient guère utilisé ce moyen. Ils préféreraient en effet s'adresser aux banques des pays où ils sont. Ces banques leurs donnent des intérêts assez élevés (Argentine) et se chargent à peu de frais de l'envoi des fonds en Italie. Souvent aussi, des courtiers véreux, profitant de l'ignorance des émigrés, leur escroquent tout ou par-

tie des sommes que ceux-ci veulent envoyer à leurs familles.

Pour essayer de remédier à ces inconvénients, la loi du 1^{er} février 1901 a chargé la Banque de Naples de veiller concurremment avec les caisses d'épargne postale, à *la tutela delle remisse degli emigranti*.

Cette banque a étendu rapidement ses opérations; elle avait, au 31 décembre 1903, 86 correspondants en Argentine, au Brésil, aux États-Unis et en Tunisie.

Le tableau n° 1 montre que les sommes envoyées en Italie par l'intermédiaire de la Banque de Naples pendant ces trois dernières années atteignent le chiffre des dépôts reçus en quatorze ans par les caisses d'épargne postales.

Le peu d'activité des opérations faites en Tunisie, tient à la concurrence de la Banque de Sicile et des Banques italiennes locales, ainsi qu'à l'usage des mandats postaux (1).

En outre, la Banque de Naples, depuis le 15 mars 1902, change sans frais pour les émigrants, de la monnaie italienne contre des chèques, payables en monnaie étrangère chez ses correspondants. Les changeurs des ports des États-Unis, qui ont le monopole du change, ont vivement protesté. Après deux

1. Les mandats envoyés en 1902 de Tunisie en Italie, dépassaient de 1 million de francs les mandats envoyés d'Italie en Tunisie.

ans d'un conflit très vif, une transaction intervint : la Banque de Naples paye aux changeurs un droit proportionnel de 1/1.000. En 1902, elle a fourni aux émigrants allant aux États-Unis des chèques pour une valeur de 188.300 dollars ; en 1903 pour une valeur de 313.600 dollars.

Toujours préoccupé de faciliter l'arrivée en Italie des épargnes des émigrants et d'améliorer le sort de ses nationaux à l'étranger, le gouvernement italien a conclu avec la France une convention... où la France a joué le rôle de dupe.

L'ouvrier italien a été par cette convention assimilé à l'ouvrier français au point de vue des caisses de prévoyance et des assurances contre les accidents de travail et de chômage.

Plusieurs clauses, assez obscures, visent les retraites ouvrières ; on n'a pas eu jusqu'ici occasion de les appliquer.

Les inspecteurs français du travail veillent à l'application des lois italiennes sur le travail des enfants italiens, à l'aide de certificats délivrés par les consulats. Le gouvernement français a promis d'organiser des patronages pour ces enfants.

Sans doute, la réciprocité est stipulée mais, vu le peu d'importance de la colonie ouvrière française en Italie, il est incontestable que Tittoni et Luzzati ont complètement « roulé » Barrère.

Un arrangement, prévu par la Convention et y an-

nexé, règle la question des épargnes. On en verra ci-dessous les clauses principales (1).

Il en ressort clairement que les sommes épargnées en France par des ouvriers italiens, sommes qui jusque-là étaient versées aux Caisses d'épargne françaises et ainsi n'étaient pas perdues pour notre pays, il en ressort, disons-nous, que ces sommes vont désormais en Italie se confondre avec l'épargne ita-

1. *Convention de Rome* (15 avril 1904), clauses principales.

Article premier, paragraphe B. — Les administrations postales et les caisses nationales des deux pays se chargent des versements de cotisations aux caisses nationales de prévoyance de France et d'Italie et du paiement des pensions à payer par les mêmes caisses.

Le paragraphe C du même article stipule l'extension des bénéfices des retraites ouvrières françaises aux ouvriers et employés italiens, avec clause de réciprocité.

« La part de pension, correspondant aux versements de l'ouvrier ou employé ou aux retenues faites sur son salaire, lui sera acquise intégralement » (les Italiens seront donc plus favorisés que nos nationaux).

« La part de pension à provenir éventuellement de subventions budgétaires sera laissée à l'appréciation de chaque État et payée sur ses ressources à ses nationaux ayant acquis une retraite dans l'autre pays ».

Arrangement pour les Caisses d'épargne.

Article premier. — Transfert sans frais des fonds déposés à la Caisse nationale de France et à la Caisse d'épargne postale d'Italie sur la demande des intéressés et avec maximum de 1.500 francs.

Art. 2. — Possibilité de se faire rembourser dans un pays

lienne. La France a ainsi perdu un excellent moyen d'assimiler les émigrants italiens. Dans de telles conditions, la clause de réciprocité, chère aux diplomates français, est d'une aimable ironie.

La loi australienne sur l'immigration (juillet 1901) interdit l'immigration aux personnes ne sachant ni lire ni écrire une langue européenne. Il en est de même de l'Afrique du Sud et de la Colombie britannique.

Les États-Unis, qu'effraie l'immigration toujours croissante des Slaves, des Italiens, des Portugais, etc., tous immigrants *undésirables* illettrés, pauvres et difficilement assimilables, songent à imiter le Commonwealth.

La Chambre des Représentants avait même voté une loi interdisant l'immigration des illettrés (février 1902). Grâce à une pression énergique des gouvernements intéressés et en particulier du gouvernement italien, le Sénat américain vota la loi (5 mars 1902), mais en supprimant la clause principale.

usqu'à concurrence de 1.500 francs les fonds déposés dans l'autre.

Art. 5. — A la fin de chaque mois, il sera établi un compte des sommes que se doivent mutuellement les Caisses d'épargne nationale de France et postale d'Italie et la différence sera payée à l'aide de chèques et de traites sur Rome ou Paris.

La convention est obligatoire pour cinq ans.

L'opinion américaine semble pourtant se prononcer de plus en plus contre cette immigration des illettrés.

Aussi en prévision d'une nouvelle loi, le gouvernement italien s'est-il résolu à créer 3.000 écoles pour adultes illettrés et des cours du soir pour émigrants. Déjà dans le Midi et en Sicile, l'initiative des particuliers avait devancé celle de l'État. Au 31 mai 1905, on comptait déjà 450 écoles pour émigrants dans l'Italie du Sud et la Sicile. Le tableau montre qu'elles ne seront pas inutiles.

CONCLUSION. — Est-il du rôle de l'État d'intervenir dans les questions d'émigration ? Si oui, en vertu de quels pouvoirs peut-il intervenir ?

C'est certainement en vertu de ses pouvoirs de police qu'il peut réglementer le transport des émigrants ou interdire l'émigration pour tel ou tel pays. Quant aux autres mesures prises en faveur des émigrants, elles se justifient, comme toutes les mesures de protection sociale, par la nécessité pour une nation de ne pas abandonner telle ou telle classe nécessaire de la société, telle ou telle catégorie de producteurs dans la gêne. Protéger des travailleurs partant pour l'étranger dans l'intention d'y amasser un petit pécule est certainement plus utile pour un État cherchant à multiplier ses forces productives que d'assister des incurables ou des vieillards. C'est pour lui le moyen de conserver pour la mère-patrie

des producteurs qui sans une telle politique seraient perdus pour elle sans retour et de faire rentrer avec eux des sommes d'argent ou d'autres instruments de crédit nécessaires au développement du crédit national.

On sait que l'État italien, en s'occupant très activement de l'émigration, s'est inspiré de ces idées directrices.

S'il a compris tardivement ses devoirs à cet égard, il s'est efforcé de rattraper le temps perdu. Rarement État a plus et mieux fait. Mais on a pu voir qu'il n'a pas toujours réussi aussi bien qu'il pouvait l'espérer. C'est que les plus généreux efforts de l'État ne peuvent pas grand'chose, s'ils se heurtent à l'apathie ou à la mauvaise volonté des individus. L'histoire des Comités d'émigration est là pour le prouver. Les auteurs de la loi de 1901 en croyant qu'ils improviseraient dans toute l'Italie des milliers de Comités, composés d'hommes dévoués et désintéressés, se sont lourdement trompés. Ces maires, ces curés, ces prêteurs, ces juges de paix, ces délégués de Sociétés ouvrières ne pouvaient être d'accord que...s'ils étaient payés.

Faute d'argent ils ne firent rien.

Aussi le gouvernement essaie-t-il de favoriser à l'aide de subventions les initiatives privées. Il a compris en effet que le dévouement ne peut être imposé par des lois, si parfaites soient-elles. Il y a là un

hommage délicat, rendu à l'individualisme, par un des États, qui ont le plus fait pour affirmer l'efficacité et la bienfaisance de leur action.

Il est bon aussi de signaler un revirement d'opinion, qui se manifeste à l'heure actuelle. Devant les chiffres toujours grandissants de l'émigration, beaucoup de personnes craignent un dépeuplement et il est fort question d'y mettre un frein. On parle en effet de réviser la loi de 1901 dans un sens restrictif : ces efforts aboutiront-ils ? C'est peu probable étant donné l'acuité de la crise méridionale et l'état économique et financier réel de la péninsule.

TABEAU I

**Opérations des Caisses d'épargne postales italiennes
à l'étranger.**

ANNÉES	Dépôts	Rembourse- ments à l'étranger	Rembourse- ments en Italie	<i>Excédent des dépôts au 31 décembre</i>
	Lires	Lires	Lires	Lires
1890	87.310	13.269	1.295	72.846
1891	144.515	8.741	4.598	204.023
1892	165.964	19.288	1.243	349.456
1893	539.397	20.450	42.178	826.225
1894	493.905	34.056	147.888	1.138.185
1895	989.060	54.324	183.433	1.829.483
1896	2.101.299	25.114	264.432	3.641.235
1897	1.166.362	75.568	285.002	4.447.028
1898	2.067.482	129.737	373.492	6.011.280
1899	3.516.195	62.048	501.311	8.964.115
1900	5.998.703	96.278	562.925	14.303.615
1901	6.831.964	129.100	676.742	20.329.737
1902	13.290.723	216.564	936.311	32.467.185
1903	24.988.820	371.187	1.681.087	55.403.731
	62.321.299	1.262.724	5.681.042	

Au 31 décembre 1900, le total des dépôts dans les caisses d'épargne italiennes était de 2.122 millions.

TABLEAU I (suite).

Sommes envoyées en Italie par les Émigrés par l'intermédiaire de la Banque de Naples.

ANNÉES	États-Unis	Argentine	Brésil	Tunisie
	Lires	Lires	Lires	Lires
1902	7.441.700	400.400	1.462.700	»
1903	18.567.400	1.986.300	3.021 300	1.760
1904	22.022 400	2.616.000	3.658.300	2.680
	48.031.500	5.002.700	8.142.300	4.440

Soit environ 61.181.000 lires.

Les remboursements faits en Italie et le montant des dépôts non retirés des caisses d'épargne au 31 décembre 1903 s'élevaient à 61.085.673 lires.

TABLEAU II
Immigration des illettrés aux États-Unis.

NATIONALITÉS	Illettrés débarqués aux États-Unis	Sommes apportées en moyenne par chaque émigrant
<i>Portugais</i>	45,73 %	7 dol., 57 cents
<i>Italiens du Centre et du Sud</i>	46,56 »	8 » 79 »
Lithuaniens. . . .	28,05 »	8 » 18 »
Ruthènes. . . .	45,56 »	9 » 58 »
Syriens	41,22 »	13 » 95 »
Polonais	28,39 »	10 » 87 »
Slovènes. . . .	26,22 »	12 » 82 »
Italiens du Nord . .	11,00 »	22 »

(CARLO PETROCCHI : Le presenti condizioni dell'emigrazione italiana, page 50.)

TABLEAU III
L'analfabétisme en Italie et les Écoles pour émigrants.

ÉCOLES POUR ÉMIGRANTS AU 31 MAI 1905.

RÉGIONS	Provinces	Conscrits illettrés en 1901
ABRUZZES	Aquila . . .	31
	Campobasso .	41
	Chieti . . .	37
	Teramo. . .	62
	Naples n'en a pas.	
CAMPANIE	Avellino . .	70
	Bénévent . .	31
	Caserte. . .	29
	Salerne. . .	18

TABLEAU III (suite).

RÉGIONS		Provinces	Conscrits illettrés en 1901
BASILICATE	Potenza . .	42	49 %
	Lecce et Bari n'en ont pas.		
POUILLES	Foggia. . .	10	55 »
	Catanzaro. .	29	58 »
CALABRE	Cosenza . .	14 : 45	57 »
	Reggio. . .	2	45 »
SICILE	Catane. . .	3	60 »
	Messine . .	2 : 34	47 »
	Palerme . .	29	50 »

Les illettrés en Italie (LOMBROSO: *Riforma Sociale*,
15 mars 1898).

PIÉMONT . 8,9 %	MARCHES. 60,1 %	BASILICATE 75,7 %
LIGURIE . 18,8 »	OMBRIE . 62,9 »	CALABRE . 77,1 »
LOMBARDIE 15,6 »	LATIUM . 38,1 »	SICILE . 67,0 »
VÉNÉTIE . 31,0 »	ABRUZZES. 38,4 »	SARDAIGNE 82,6 »
ÉMILIE . 31,0 »	CAMPANIE. 60,1 »	
TOSCANE . 36,5 »	POUILLES . 69,7 »	

TROISIÈME PARTIE

CAUSES GÉNÉRALES DE L'ÉMIGRATION

Sommaire. — CHAPITRE I. — L'émigration italienne est avant tout une conséquence de l'état de l'agriculture. — *Les émigrants sont des ruraux.* — *Généralités sur l'agriculture italienne.* — *La politique commerciale de l'Italie ; l'antagonisme du Nord et du Midi.* — *Crise des céréales.* — *Crise des vins.* — *Crise de l'olivier.* — *Crise des agrumi.* — *Crises secondaires.* — *Mauvaise répartition de la propriété foncière.* — *Crédit agraire, usure et hypothèques.* CHAPITRE II. — Causes financières. — *Situation financière de l'Italie ; le manque de capitaux.* — *Impôts frappant l'agriculture.* — *La fiscalité.* CHAPITRE III. — Les autres causes. — *Accroissement de la population.* — *Autres causes : instruction publique, amour du bien-être, agences d'émigration, émigration gratuite, guerres, catastrophes, malaria.* — *Conclusion.*

CHAPITRE PREMIER

L'émigration italienne est avant tout une conséquence
de l'état de l'agriculture.

Avant de rechercher les causes de l'émigration, il faut d'abord connaître les professions exercées par les émigrants. Prenons par exemple les chiffres de l'année 1901 ; les proportions varient d'ailleurs très peu d'une année à une autre.

Le tableau ci-dessous (1) indique tout de suite l'importance de l'élément agricole dans l'émigration.

1. PROFESSIONS EXERCÉES PAR LES ÉMIGRANTS EN 1901			
	Émigration permanente		Émigration temporaire
Agriculteurs.	61,5 0/0	93 0/0	31 0/0
Terrassiers et manœuvres.	18,5 »		32 »
Maçons et tailleurs de pierres.	6,3 »		23 »
Artisans et ouvriers.	6,7 »		5,8 »
Commerçants et industriels.	1,3 »	3,3 »	0,8 »
Professions libérales.	0,8 »		1 »
Domestiques.	0,9 »		1,2 »
Métiers ambulants.	0,3 »		0,5 »
Autres professions et profes- sions ignorées.	3,7 »		4,7 »
	100,0 »		100,0 »

Mais cette importance est encore plus grande que ne semble l'indiquer ce tableau. En effet, les maçons, tailleurs de pierres, manœuvres et terrassiers sont pour la plupart des cultivateurs. Dans leurs villages, ils étaient déjà habitués à faire tous les gros ouvrages. Ils continuent à l'étranger. Quant aux artisans et ouvriers, ils proviennent presque tous de ces petites villes d'agriculteurs, spéciales à l'Italie, et vivent de petites industries se rattachant à l'agriculture. Beaucoup d'entre eux sont en même temps cultivateurs.

L'élément agricole fournit donc en réalité 93 0/0 de l'émigration permanente et 91,8 0/0 de l'émigration temporaire et périodique.

Si l'on songe en outre que les deux tiers des Italiens vivent directement de l'agriculture et que l'émigration des villes véritablement urbaines en général et des grandes villes en particulier est insignifiante, on en arrive à la conclusion suivante : l'émigration, à l'heure actuelle, est avant tout une conséquence de l'économie agricole italienne.

Les autres causes, si souvent invoquées, de l'émigration (causes économiques, financières, fiscales, sociales et démographiques) n'ont guère d'efficacité qu'en tant qu'intéressant l'agriculture.

*
* *

Les principales cultures de l'Italie sont les céréales

(blé, maïs, riz, etc.) ; la vigne, l'olivier, les légumes, les fruits et en particulier les fruits à jus acide (citrons, oranges, mandarines, cédrats, etc.) ou *agrumi*, et les châtaignes, le lin, le chanvre et le mûrier. Il faut citer aussi la culture de la betterave et celle du tabac, ainsi que diverses cultures secondaires (safran, bergamotte, réglisse, coton, etc.) L'élevage (gros bétail, équidés, moutons, chèvres, porcs), la sériciculture et l'apiculture fournissent également des revenus très importants. Il n'en est pas de même des forêts, qui reculent de plus en plus devant le déboisement.

On évaluait la valeur totale des productions agricoles italiennes à 3.700 millions en 1900.

D'après l'*Annuario Statistico de 1904*, le sol de l'Italie comprenait en 1889 plus de 28.600.000 hectares, dont 20 millions seulement productifs. Comme le montre le tableau ci-contre, il y a peu d'espoir d'étendre beaucoup la zone productive.

Les terres sèches comprennent 2.500.000 hectares dont 86 0/0 dans le Sud de la Toscane (provinces de Sienne, Grosseto et Arezzo), le Latium, les Marches, la Campanie, la Basilicate, les Pouilles, la Sicile et la Sardaigne, c'est-à-dire dans l'Italie centrale et la plus grande partie du Mezzogiorno (Italie du Sud et insulaire). Elles sont absolument inutilisables.

Il n'en est pas de même de toutes les terres marécageuses. Celles-ci comprenaient en 1899 :

4.271.000 hectares, dont 1.090.000 dans les mêmes régions. L'État s'efforce d'étendre la zone cultivée à l'aide de dessèchement de marais. De 1869 à 1897, il a été dépensé plus de 96 millions dans ce but. En 1898 et 1899, 22 millions. Enfin la loi du 19 juin 1899 a prévu un programme entier de dessèchement : l'État depuis 1900 jusqu'en 1925 consacre chaque année 10 millions à des travaux de ce genre. Avec le concours des localités et des particuliers, il espère dessécher plusieurs lacs de l'Italie centrale (Trasimène, Bolsena), les maremmes du sud de la Toscane (provinces de Grosseto et de Sienne) et du Latium, les marais du Volturne et du Garigliano, etc... Il ne faudrait pas croire que ces travaux suffisent à enrayer l'émigration. On calcule en effet que les terres asséchées, conformément au programme de 1899, ne pourraient nourrir que 280.000 personnes.

*
* *

On oppose souvent en Italie le Nord (Settentrione) et le Midi (Mezzogiorno). Le Nord comprend l'Italie continentale (Piémont, Ligurie, Lombardie, Vénétie, Émilie), que souvent l'on appelle aussi Italie du Nord, et l'Italie centrale (Toscane, Latium, Ombrie, Marches). Le Midi comprend l'ancien royaume de Naples, avec les enclaves pontificales de Pontecorvo et Bénévent, et la Sardaigne. Le Nord est à la fois agriculteur et industriel ; le Midi n'est guère qu'agri-

culteur et leurs productions agricoles sont très différentes. De cette opposition de productions naît une opposition d'intérêts.

La politique commerciale de l'Italie s'en est naturellement ressentie et elle a souvent sacrifié le Midi au Nord. Elle a ainsi contribué pour sa part aux crises multiples de l'agriculture méridionale et ces crises ont grandement contribué à l'émigration du Midi.

Le conflit n'existait pas au début de l'unité. Le Nord n'était presque pas industriel ; il était avant tout agriculteur. Les productions du Nord et du Midi se complétaient et le libre-échange leur assurait des débouchés faciles (tarif fiscal du 27 juin 1861, traité franco-italien du 17 juin 1863, conclu pour douze ans). Vers 1870, l'industrie du Nord commença à apparaître. En 1878, elle obtint l'abolition des droits fiscaux sur les matières premières (laines, houille) et les articles demi-ouvrés (chanvre et lin cardés, laine teinte) nécessaires à ses usines (tarif du 30 mai 1878). Mais à ce moment, l'industrie se développait avec rapidité dans tous les pays européens et aux États-Unis. Craignant de ne pouvoir résister à une telle concurrence, le Nord à l'instar des autres pays industriels, réclama un régime protecteur. Les agriculteurs du Nord, menacés par les blés et maïs américains et russes, se joignirent à eux (1). Les

1. Les latifondistes du Sud, et en particulier ceux de la

uns et les autres obtinrent satisfaction. Le tarif du 14 juillet 1887 inaugura la protection.

Ce tarif amena la guerre douanière avec la France (1888-1898). Or le Midi avait besoin de la liberté de commerce avec la France pour y écouler ses vins de coupage, ses huiles et ses soufres. Il ne demandait de droits protecteurs que sur ses laines, à cause de son élevage de petit bétail, et il ne lui en fut pas donné. Le Nord vendait sans doute à la France des soies grèges, des peaux, du bétail vivant et des fromages, mais il espérait développer rapidement son industrie des soieries et absorber ainsi la production séricole. Enfin, il espérait trouver d'autres débouchés à son élevage. Ses espérances ne se réalisèrent pas de suite. Lui aussi souffrit de la rupture, mais beaucoup moins que le Midi.

Le libre-échange avait amené la crise des céréales ; la guerre de tarifs avec la France amena la crise du vin, de la soie et de l'élevage, sans pouvoir sur le moment enrayer la crise des céréales. La crise de l'huile d'olive et la crise des agrumi vinrent s'y ajouter. Ce fut une débâcle pour toute l'Italie, mais particulièrement pour le Midi, où elle provoqua une forte émigration en 1888.

On peut même dire que l'émigration actuelle du

Sicile, restés en majorité fidèles à la céréaliculture, les appuyèrent.

Mezzogiorno se rattache à cette crise de 1888-1891. Les traités de commerce de 1891-1892 avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, en ouvrant de nouveaux débouchés aux produits de toute l'Italie mais surtout à ceux du Nord, atténuèrent il est vrai la crise.

La réconciliation avec la France en 1898 fut le point de départ d'une véritable renaissance économique pour l'Italie du Nord. Le Midi, pour différentes raisons, ne put guère en profiter, la France ayant dans l'intervalle su remplacer les produits qu'elle lui demandait.

Les traités de 1904-05 ont au contraire beaucoup tenu compte des intérêts méridionaux et le Nord pourrait presque se plaindre à son tour d'avoir été sacrifié au Midi. Quoi qu'il en soit, ils sont trop récents pour qu'on puisse juger les résultats obtenus.

..

De 1861 à 1871, l'Italie fut un pays exportateur de céréales : blé, maïs, riz. A ce moment, en effet, les Deux-Siciles mettaient en culture d'immenses espaces consacrés jusque-là à l'élevage du mouton et de la chèvre et défrichaient imprudemment leurs forêts. Ce fut un véritable emballement !

De 1871 à 1876, la culture du blé souffrit considérablement de la concurrence des blés américains. Les importations de blé montèrent dans la période 1871-75

à 102 millions en moyenne par an et les exportations tombèrent à 20 millions. A partir de 1876, le mouvement s'accrut.

Malgré un droit « fiscal » de 1 l. 40 par quintal mis sur le blé en 1881, la production et le prix du blé baissèrent simultanément (1) ; les agriculteurs du Midi, ceux des Pouilles en particulier, se jetèrent alors à corps perdu dans la culture de la vigne.

Le Nord, au contraire, continua à lutter, soutenu par quelques latifondistes de Calabre et de Sicile ; néanmoins, jusqu'en 1887, la baisse parallèle de la production et des prix du blé s'accrut. Mais, à partir de cette date, l'État commença à appuyer vigoureusement les céréaliculteurs à l'aide de droits protecteurs.

L'effet ne s'en fit pas immédiatement sentir, à cause d'une série désastreuse de mauvaises récoltes (1886-90, 1894-97) ! La crise fut particulièrement vive en 1888 année où elle amena des grèves agricoles terribles dans le Mantouan et une émigration permanente considérable (2.023 par 100.000 hab.), et dans la période 1895-97. Depuis, on peut dire qu'il n'y a plus eu de crise du blé à proprement parler ; la culture du blé s'est étendue considérablement. De 4.407.000 hec-

1. « Voilà où les avait conduits, dit M. Lo Re, le triomphe de l'économie politique transcendante et du libéralisme irrationnel. »

(PIETRI : *La mévente des vins et l'antagonisme du Nord et du Midi*, page 38.)

tares en 1890, elle est passée à 5.153.000 hectares en 1904. La production moyenne est passée de 42.042.000 hectolitres pendant la période 1886-90 à 54.260.000 hectolitres pendant la période 1900-1904.

Le maïs(1) et le riz souffrirent de crises analogues, l'Italie du Nord et les Marches virent augmenter leur émigration pour cette même raison. En Vénétie par exemple, l'émigration totale atteignit en 1889 : 131.800 dont 81.000 émigrants permanents ; en 1891 : 134.900, dont 68.400 émigrants permanents.

Le relèvement de la culture des céréales (2) depuis 1896-1897 tient aux droits protecteurs, aux progrès de la culture intensive dans le Nord et au recul de la culture de la vigne, recul dû au phylloxéra et à la mévente des vins. Le Midi est revenu un peu à la culture du blé et du maïs ; mais ce retour n'a pas été récompensé. Il a amené une recrudescence

1. La culture du maïs est pour ainsi dire cantonnée en Lombardie, Vénétie, Émilie et Marches, dont les populations se nourrissent de polenta.

La culture du riz est monopolisée par la Lombardie et la Vénétie.

2. La culture du riz a fait d'immenses progrès depuis quelques années, grâce au traitement de faveur accordé au riz italien en France (1898 : tarif minimum), en Suisse et en Allemagne (1904). Les riz japonais et chinois ne peuvent lutter contre les riz italiens, seul le riz des colonies françaises et en particulier le riz indo-chinois (exempt de droits de douane) le concurrencent sérieusement sur le marché français.

de l'émigration, car la culture du blé est moins rémunératrice (1) que celle de la vigne, même quand les vins se vendent mal, et plusieurs maladies (rouille des blés entre autres) ont diminué considérablement le rendement.

Aujourd'hui la situation est la suivante : l'Italie du Nord produit à peu près ce qu'elle consomme ; l'Italie du Centre, le Sud et les îles, surtout le royaume de Naples et la Sardaigne, ne se suffisent pas et doivent importer d'immenses quantités de blé. Il est probable que cette situation se maintiendra longtemps et même durera toujours. Comme disait en effet un député du Midi : « Au sud de l'Arno, semer du blé, c'est jouer aux cartes. » La sécheresse du climat et le peu de fertilité de l'Italie du Sud la condamnent à n'être jamais un producteur de céréales comparable au Nord.

Dans ces conditions, faut-il renoncer au régime protecteur ou au contraire le conserver ? La question est actuellement très débattue de l'autre côté des Alpes. L'école économiste orthodoxe propose naturellement de revenir au libre-échange intégral. Tel de ses plus fervents adeptes propose (2) sérieusement de conclure un traité de commerce avec

1. Surtout quand elle est extensive, ce qui est le cas dans le Mezzogiorno.

2. M. CIRETTI La crise du vin et la question des blés. *Journal des économistes*, 15 août 1905.

l'Argentine sur les bases suivantes : exonération complète des blés argentins à leur entrée en Italie ; exonération complète des vins italiens à leur entrée en Argentine. Il n'oublie que deux tout petits points : l'Argentine consentirait-elle à sacrifier ses viticulteurs ? L'Italie consentirait-elle à sacrifier ses céréaliculteurs ? Cette dernière consentirait-elle aussi à se priver bénévolement du bénéfice du droit sur les grains : 60 millions en 1906-1907 ? Se mettre dans l'impossibilité de boucler son budget et rouvrir la crise des céréales, ce serait payer bien cher une adhésion à des principes d'école.

M. René Gonnard a autrement bien posé la question (1) : « Il se pourrait, dit-il, que l'Italie se trouvât prise entre les deux branches de ce redoutable dilemne : ou bien, protéger le blé national et par suite renchérir cette denrée pour la masse des consommateurs pauvres, forcés alors par la famine de recourir à l'émigration : ou bien, cesser de protéger le blé national, voir cette culture disparaître en partie du sol italien et avec elle une partie de la population agricole, amenée à s'expatrier ; dilemne auquel les socialistes trouveraient une échappatoire en proposant d'exproprier les latifondistes. » Le dilemme peut donc se résumer ainsi : « Ou bien ruiner le nord et avec lui les céréaliculteurs méridionaux en adop-

1. Questions diplomatiques et coloniales : 1^{er} janvier 1906)
L'émigration italienne et les colonies sans drapeau (page 43).

tant le libre échange et cela sans pouvoir relever le Midi : ou bien, achever de ruiner le Midi en gardant le régime protecteur. » Quant à la solution socialiste, on verra, en étudiant la question des latifondies, qu'elle est impraticable. L'alternative n'est pas agréable. Sans doute, l'Italie n'en est pas encore là, mais elle n'en est pas loin. Personnellement, nous opterions pour la protection, comme étant le moindre mal au point de vue économique et comme fournissant au budget des ressources considérables et difficiles à remplacer ainsi que le montrera l'étude de la situation financière de l'Italie.

∴

L'opposition entre les intérêts du Nord et ceux du Midi est également très accentuée dans la question des vins. A l'exception de l'Ombrie, le « settentrione » produit des vins de table et des vins de liqueur ; le Midi produit des vins de coupage, des vins de liqueur et très peu des vins de table. Les vins de coupage représentent les deux tiers de sa production totale ; ils représentent seulement le cinquantième de celle du Nord.

Au moment où le blé commençait à souffrir de la concurrence américaine, le phylloxéra détruisait en France les vignobles du Midi, qui fournissaient aux viticulteurs du Bordelais, du Centre et de Bourgogne les vins de coupage dont ils avaient besoin. Les

ravages furent particulièrement effrayants en 1878 et 1879 dans le Languedoc et le Roussillon.

Les agriculteurs du Mezzogiorno se jetèrent alors à corps perdu dans la viticulture et s'appliquèrent à produire des vins de coupage, qu'ils vendirent aux viticulteurs de la Bourgogne et du Centre de la France. Le Bordelais leur en prenait aussi mais peu, à cause de la concurrence espagnole.

Ce fut l'âge d'or de la culture de la vigne dans le Midi d'autant plus que ses vins de liqueur suivirent ses vins de coupage. Les autres cultures reculèrent devant elle.

Dans le Centre, elle se développa également, mais sans supplanter les autres cultures. Toutefois, à l'exception de l'Ombrie, le Centre fabriqua surtout les vins de table, dont le marché italien avait besoin par suite du recul de la culture de la vigne dans le Nord et de la ruine du vignoble français. En 1886, l'exportation des vins italiens atteignait 3.600.000 hectolitres dont plus des deux tiers pris par la France.

Survint la rupture commerciale avec la France (loi française du 27 févr. 1888; loi italienne du 3 mars 1888). La France mit sur les vins un droit de 20 fr. par hectolitre, droit purement prohibitif pour les vins de coupage. Ce fut un désastre pour le Mezzogiorno. Du coup, il perdait son meilleur client. La viticulture française souffrit très peu grâce aux vins de coupage espagnols et algériens.

Les vins de coupage italiens tombèrent de 35 à 40 francs l'hectolitre (1887) à 15 francs, puis 12 francs (1888), puis 10 et même 7 fr. 50 (1889).

De 1888 à 1891, la situation fut terrible pour le Midi. Le nombre des faillites y tripla de 1887 à 1888. Les expropriations pour cause de non-paiement d'impôts se multiplièrent. La caisse d'épargne de Barletta ne put rembourser les déposants et sauta ; les autres caisses d'épargne du Midi se virent retirer leurs dépôts, l'émigration augmenta brusquement.

Le gouvernement dut chercher de nouveaux débouchés à la production en concluant des traités de commerce avec l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche-Hongrie (1891-92).

Seul le traité du 6 décembre 1891 avec l'Autriche-Hongrie, conclu à la faveur des progrès du phylloxéra chez cette dernière puissance, donna d'excellents résultats (la clausola). Mais en Suisse et en Allemagne la concurrence des vins espagnols, puis des vins français et algériens lui ôta à l'Italie le bénéfice de ces traités.

La réconciliation de 1898 avec la France ne rendit pas aux vins de coupage méridionaux le marché de premier ordre qu'était cette puissance avant 1888. Le vignoble français a été reconstitué en effet dans l'intervalle et le développement des vignobles algériens et tunisiens ne permet plus à ces vins d'entrer en

France. Seuls les vins de table et de liqueur ont pu profiter de ce rapprochement.

Pour comble de malheur les États-Unis et l'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Brésil) se sont fermés aux vins italiens (1897 : tarif Dingley).

Une nouvelle crise des vins était à craindre pour le Midi d'autant plus que les efforts du gouvernement et des particuliers pour transformer les vins de coupage méridionaux en vins de table (1) avaient presque complètement échoué. Grâce aux ravages du phylloxéra dans les Pouilles, les Calabres et la Sicile, aux progrès de la distillation et de l'exportation des alcools dans les mêmes provinces, grâce surtout à des substitutions de cultures, la crise put être enrayée. (1898-1900).

Mais la surproduction imprévue de 1901 et 1902 a provoqué une nouvelle mévente : vins de coupage et vins de table en souffrirent également (2). L'émigra-

1. Ils sont en effet beaucoup trop riches en alcool.

2. Pour comble de malheur, la guerre du Transvaal amenait l'Angleterre à élever les droits sur les vins de table et de liqueur. En même temps la culture de la vigne se développait dans tous les pays. La France, l'Espagne et l'Algérie, en crise de surproduction, évinçaient l'Italie des marchés de l'Europe centrale et orientale ainsi du reste que de l'Amérique.

L'inaptitude commerciale des Méridionaux a achevé le désastre : « Partout où le vin espagnol concurrence le vin italien il le chasse du marché. » Il revient en effet moins cher,

tion de l'Italie centrale et du Midi augmenta brusquement d'intensité, les cultures de substitution n'ayant pas beaucoup mieux réussi. Le gouvernement italien, dans les récents traités de commerce avec l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche-Hongrie et l'Espagne a sacrifié le vin. La reconstitution des vignobles austro-hongrois a permis au gouvernement impérial-royal de revenir à la protection et les vins italiens, depuis le 1^{er} juin 1906, paient un droit de 49 fr. 50 par hectolitre.

Les vins de coupage italiens ont donc perdu dans ces dernières années leurs deux clients sérieux : l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Les vins de table et de liqueur reculent partout devant la concurrence de la France, de l'Algérie, de l'Espagne et de l'Autriche-Hongrie elle-même, et le récent abaissement des droits en Argentine (Tarif de 1906), n'est qu'un palliatif insuffisant.

Cette crise des vins est donc encore plus grave que celle de 1888-91 ; elle risque d'être mortelle pour la viticulture du Midi. La production s'était maintenue très élevée depuis quelque années, mais en 1907, elle a atteint un chiffre formidable : 52 millions d'hectolitres. En attendant, elle provoque l'émigration formidable pour pays transocéaniques que l'on cons-

est mieux travaillé, moins fraudé et vendu avec plus d'intelligence.

On peut en dire autant des vins français et algériens.

tate à l'heure actuelle dans l'Italie méridionale et insulaire. Enfin, il s'y ajoute une crise des alcools et spiritueux due à la surproduction universelle, malgré les droits énormes mis sur eux par tous les pays. La distillation des vins de coupage, qui avait atténué la crise menaçante en 1898-99, ne servira plus cette fois de palliatif.

La rupture commerciale avec la France n'a fait que préciser une crise inévitable. L'emballement des agriculteurs du Midi de 1878 à 1888 pour la viticulture devait donc amener un jour ou l'autre une catastrophe. Le phylloxéra ne devait pas ravager toujours les vignobles français et hongrois(1). « Si donc, dans la question des vins, le Nord pécha par particularisme en précipitant l'échéance, le Midi pécha certainement par maladresse en ne l'ayant pas prévue. »

∴

La culture de l'olivier est avant tout une culture méridionale. Elle souffrit beaucoup de la concurrence des céréales jusqu'en 1876. La crise du blé la remit un moment en faveur. Mais la vigne lui fit à son tour une concurrence désastreuse, surtout en Sicile.

La rupture commerciale avec la France et les progrès de la *mosca olearia* rendirent la crise encore plus intense. Marseille, en effet, achetait les huiles

1. PIETRI, page 77.

del'Italie du Sud pour en faire des savons ; l'oléiculture méridionale perdit là encore son meilleur client. Les traités de 1891-92 lui offrirent de nouveaux débouchés, mais elle n'en profita guère. De 650.000 quintaux en moyenne de 1878 à 1885, l'exportation tomba à 400.000 quintaux en 1898 grâce à la concurrence de l'Algérie sur le marché allemand (art. 11 du traité de Francfort), de l'Espagne, de la Tunisie et de la Grèce sur les autres marchés. Cependant les olivettes ont augmenté dans l'Italie centrale et dans le Midi, si elles ont reculé en Sardaigne et dans l'Italie du Nord.

Malgré les ravages de la *mosca olearia*, l'Italie pourra peut-être trouver dans cette culture un palliatif à la mévente des vins. Les traités de 1904-05 lui accordent de nouveaux avantages, mais il ne faut pas oublier que l'Algérie profitera des mêmes avantages sur le marché allemand. Elle pourrait là encore faire une concurrence désastreuse aux huiles méridionales moins bien préparées. C'est déjà ce qui s'est produit depuis 1892 : l'importation des huiles italiennes en Allemagne est tombée de 60.000 quintaux en 1892 à 38.000 quintaux en 1903.

La réconciliation avec la France en 1898 n'a guère profité aux huiles du Midi. Les arachides et le copra des colonies françaises ont remplacé l'huile d'olive dans la fabrication des savons et des graisses. Les huiles de Tunisie, d'Algérie et de France enlèvent

toute possibilité de vente sur le marché français. Seules les huiles fines de Livourne, de Lucques et de Gènes ont gagné au rapprochement franco-italien.

Là encore les Méridionaux pourraient avoir de graves mécomptes, s'ils comptaient trop sur la culture de l'olivier.

..

Les *agrumi* (citrons, oranges, mandarines, cédrats etc.) (1), dont la consommation s'accroît de jour en jour dans le monde, semblaient devoir offrir au Midi une compensation à la ruine de la viticulture. Là encore il y a eu une grosse déception. Sans doute la production augmenta rapidement mais les prix baissèrent également rapidement grâce à la concurrence des agrumi de la péninsule ibérique, de l'Algérie-Tunisie, des Balkans, de la Grèce, de l'Égypte et de la Syrie, de la Hongrie, de la Californie, de la Floride et de l'Amérique du Sud. De 216 francs la tonne en 1876, le prix des oranges tomba à 13 francs et celui des citrons à 12 francs (2). En même temps,

1. Cette culture est à peu près monopolisée par la Sicile, la Calabre, les Pouilles et la Campanie. La province de Cagliari, la Ligurie et une partie des côtes de la Toscane possèdent aussi des « agrumeti ».

2. Il est piquant d'observer que ce sont les émigrés italiens qui ont introduit et développé la culture des agrumi en Californie, en Floride et dans l'Amérique du Sud.

les marchés se rétrécissaient de plus en plus : les États-Unis, le principal client de l'Italie pour cet article en 1896, mirent en 1897 sur les agrumi des droits presque prohibitifs (tarif Dingley) afin de protéger les citrons de Floride et les oranges de Californie. Il en est de même du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay, de l'Uruguay et même du Chili qui produisent eux aussi des agrumi.

En Angleterre, en Russie, en Belgique et Hollande, l'Italie a contre elle la concurrence des autres producteurs, mais elle a là d'excellents clients. Il en est de même de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Les traités de 1904-05 lui ont donné un quasi-monopole dans ces deux derniers pays, mais l'article 11 du traité de Francfort joue encore dans le Zollverein en faveur des producteurs algériens, dont l'habileté commerciale est beaucoup plus grande que celle des Italiens du Sud.

Enfin en Autriche-Hongrie, il faut tenir compte des progrès de l'agrumiculture dans la Hongrie méridionale et la Bosnie Herzégovine.

Les agriculteurs du Midi italien ont commis pour les agrumi la même faute que pour le vin ; ils en ont trop produit au moment même où cette culture s'étendait de plus en plus dans les pays aux climats semblables à celui de l'Italie.

Les ravages de la *gomme* dans les vergers siciliens et calabrais avaient amené une première crise vers

1894-96, juste au moment où partout ailleurs il y avait développement de la production et baisse des prix. Les gelées ont fait cruellement souffrir cette culture en 1904-05, juste après une crise de surproduction. Là encore il y a eu une cause très importante d'émigration dans ces dernières années et particulièrement en 1905.

La crise de la surproduction avait été particulièrement désastreuse en 1904. En désespoir de cause, ne pouvant trouver d'acheteurs en Europe, de nombreux producteurs ont envoyé des agrumi aux États-Unis à leurs risques et périls. Ils comptaient sur la préférence des émigrés pour les agrumi nationaux et sur la supériorité des citrons d'Italie sur ceux de Floride pour arriver à triompher des droits de douane américains. Ce fut une erreur. Beaucoup ne purent rentrer dans leurs frais ; il aurait mieux valu pour eux laisser perdre leurs fruits que de les envoyer en Amérique.

A l'heure actuelle, d'après M. de San Guilano (*Nuova Antologia*, septembre 1905) « *les plantations d'agrumi coûtent encore plus cher et sont d'un entretien plus onéreux que la vigne.* »

Les traités de 1904-05 ont également cherché à assurer à la frugiculture et à la culture maraîchère des débouchés avantageux en Allemagne et en Suisse ; mais là encore la clause de la puissance la plus favorisée joue dans les deux pays, et l'article 11 du

traité de Francfort profite aux primeurs et aux fruits algériens.

La supériorité des agriculteurs algériens et leur sens du commerce joueront probablement de mauvais tours à leurs rivaux italiens dans ce cas comme dans tant d'autres. Aussi est-il fort à craindre pour ces derniers que les traités de 1904-05 ne profitent à leurs concurrents aussi bien pour les fruits et les légumes que pour les agrumi et l'huile d'olive.

..

Le Nord avait provoqué la rupture avec la France parce que les tarifs français de 1881 ne favorisaient pas son élevage de gros bétail, de porcs et de chevaux.

Cet élevage souffrit cruellement de la rupture, mais les traités de commerce de 1891-92, et en particulier celui avec la Suisse, mirent fin à cette crise.

Une crise analogue affligea la sériciculture. Les promesses du Nord n'avaient pu être tenues. L'industrie italienne n'avait pu absorber toutes les soies grèges qu'achetaient jadis les usines lyonnaises. Là encore la crise intéressait principalement le Nord. En effet, la Lombardie, la Vénétie et le Piémont produisent les trois quarts de la soie italienne. Les traités de commerce de 1891-92 et la réconciliation avec la France leur offrirent de nouveaux débouchés avantageux.

Ces deux crises ont été passagères. Il n'en fut pas de même de celle du petit bétail ; elle dure encore. Le Nord n'avait pas accordé au Midi de droits sur les laines, qu'elles fussent brutes, peignées ou cardées ou teintes. Or justement le Midi, libre-échangiste partout ailleurs par nécessité, avait besoin de protection sur ce point.

La concurrence des laines américaines, australiennes, argentines et sud-africaines devenait très redoutable dès 1876. Les troupeaux de moutons, transhumant de Basilicate, des Pouilles et de Capitanate dans le Bénévent, le Molise et les Abruzzes en souffraient cruellement. Déjà la vente des biens de l'État et des communautés religieuses et l'extension des cultures du blé et de la vigne avaient grandement réduit les terrains de parcours. L'entrée en franchise des laines (tarif de 1878) accrut la décadence, ruinant les petites industries locales de filature, c'est-à-dire la seule industrie du Midi avec la fabrication des pâtes alimentaires et d'objets en corail. Il restait encore une faute à commettre : autoriser les municipalités à mettre des taxes sur le bétail et en particulier sur les chèvres. Les communes du Midi en profitèrent. Ce fut un nouveau coup porté à l'élevage du petit bétail et aux artisans du Midi.

On entend souvent dire que l'Italie du Nord est le pays de la petite propriété et l'Italie méridionale le pays de la grande propriété : des latifondies. On répète même volontiers que les latifondies sont une cause d'émigration. Mais cette division et la théorie qui en découle, sont beaucoup trop simplistes. Pour le voir, il suffit d'examiner rapidement la répartition de la propriété foncière.

Dans l'ensemble de l'Italie, il y a aujourd'hui environ 5 millions de propriétaires fonciers (1).

Au Piémont, en Ligurie et en Vénétie prédomine la propriété parcellaire, dénomination sous laquelle on range les propriétés inférieures à 10 hectares. On a pu dire avec raison de ces petits propriétaires qu'ils se ruinent en ruinant le sol. Mais ils ont un amour ardent du petit bien patrimonial. Comme il ne suffit pas à les faire vivre, ils émigrent périodiquement dans l'Europe centrale et en France et reviennent avec leurs économies. En voyageant et en travaillant ils s'instruisent et, de retour au pays, sont les premiers à utiliser l'outillage économique moderne (caisses agricoles, engrais, semences) (2). Ils ont su aussi

1. *Nombre de propriétaires fonciers italiens :*

1892.	3.500.000
1895.	4.500.000
1899.	4.860.000

2. Telle est la thèse officielle. Mais elle est très contestée. (Voir dans la 6^e partie les conséquences économiques de l'émigration au point de vue italien.)

tirer parti des efforts du gouvernement en faveur de l'agriculture : (traités de commerce de 1891-92, établissements œnologiques, etc...)

En Lombardie, la répartition de la propriété est différente. La grande propriété domine dans les vallées du Pô et de ses affluents; la moyenne propriété sur les flancs des montagnes qui les bordent; la propriété parcellaire dans les montagnes.

Comme dans le Piémont, cette dernière est une cause d'émigration périodique ; mais la grande propriété, grâce à l'emploi du métayage et de la culture intensive, a d'heureux effets. Elle fixe au sol un grand nombre d'agriculteurs et elle contribue au développement actuel de l'agriculture septentrionale. Il en est d'ailleurs de même dans toute l'Italie du Nord.

En Émilie prédomine également la petite propriété ; mais, pour l'exploitation des grandes propriétés, le fermage et le faire-valoir direct l'emportent sur le métayage (1).

En Toscane, les huit dixièmes du sol appartiennent à des petits propriétaires. L'Ombrie est dans une situation analogue et dans les Marches 95 0/0 de la terre sont entre les mains de propriétaires parcellaires. Le contrat de métayage est le plus généralement employé. D'une manière générale, ce qui est

1. On y rencontre aussi la *gabella* et avec elle la Mafia (procès Murri-Bonmartini).

vrai de l'Italie du Nord au point de vue de la répartition de la propriété l'est aussi de l'Italie centrale, Latium excepté.

Dans les Abruzzes, le Molise, la Campanie et la Basilicate prédomine également la propriété parcellaire ; le reste du sol est occupé par des latifondies(1) et les contrats les plus employés sont le bail à ferme simple et la *Gabella*. (Bail à ferme, suivi de sous-locations.)

On rencontre surtout dans le Latium des latifondies, juxtaposées à la propriété parcellaire ; les contrats les plus employés sont le bail à ferme ordinaire et la *gabella*.

La propriété sarde est en général très morcelée. Mais en revanche dans les Pouilles, les Calabres et la Sicile les latifondies couvrent la plus grande partie du territoire et là ils sont véritablement néfastes.

Les grands propriétaires sont absentéistes pour la plupart. Ils louent leurs terres à des capitalistes, les *gabellotti*, bourgeois-paysans en général, enrichis par l'usure. Les *gabellotti* sous-louent à leur tour à des paysans à des conditions tellement onéreuses que ceux-ci sont obligés de leur emprunter à des taux usuraires. Ils sont aussi forcés de ne pas assoler afin d'accroître la production et de pouvoir vivre. Man-

1. Il semble que la juxtaposition de la propriété parcellaire et des latifondies soit par elle-même une cause d'émigration.

quant d'instruction et d'argent, ils emploient toujours les procédés de culture les plus primitifs et achèvent d'épuiser le sol, qui ne reçoit jamais d'engrais et ne peut être irrigué le plus souvent.

Sitôt devenus débiteurs, les malheureux fermiers sont pris dans l'engrenage. Ils sont forcés d'élire les gabellotti maires et conseillers municipaux et sont ainsi à leur merci.

Les gabellotti font tous partie de la Mafia et de la Camorra, sociétés secrètes dont les ramifications s'étendent dans toute l'Italie et qui sont maîtresses absolues de la plus grande partie du Midi. Les grands propriétaires sont obligés d'entrer dans ces associations. Elles terrorisent les paysans par tous les moyens, assassinat compris. Le jour où les gabellotti trouvent que la population est trop excitée contre eux et pourrait devenir dangereuse, les municipalités des villes agricoles de l'Italie méridionale mettent des taxes énormes sur des produits de consommation (octrois). L'émigration devient alors une nécessité et débarrasse la Mafia de ses ennemis les plus redoutables. Celle-ci la favorise et dissimule avec soin ses agissements et les courants clandestins d'émigration aux fonctionnaires de l'État, quand ceux-ci ne sont pas eux-mêmes affiliés. Par les mêmes moyens, elle s'est emparée des solfatares siciliennes, dont les contremaîtres comptent parmi ses membres les plus actifs. Elle a ainsi amené la grande révolte des

paysans siciliens en 1894, révolte réprimée avec une extrême rigueur. Depuis lors, les paysans n'essaient plus de lutter : ils émigrent

On voit donc que le régime des latifondies est déplorable. Il épuise le sol par une culture extensive inintelligente. Il est cause de l'existence des gabel-lotti et de la Mafia. En un mot c'est pour le Midi une cause de ruine et partant une cause d'émigration définitive.

Quel remède apporter à cette situation ?

Les socialistes proposent d'exproprier les latifondistes. L'État se substituerait à eux, remplacerait la culture de la vigne par celle des céréales, de l'olivier et des agrumi, répandrait l'instruction générale et l'instruction technique parmi les paysans, etc... Il risquerait simplement une insurrection générale du Midi. Au cas, où par miracle, aucun trouble ne se produirait, il se ruinerait en substituant la culture des céréales à celle de la vigne. D'ailleurs cette solution aurait un autre inconvénient. La culture du blé nourrirait le Midi moins encore que les cultures existantes et provoquerait un dépeuplement complet.

Prêcher la résidence aux grands propriétaires, remède préconisé par les conservateurs, autant aurait valu la prêcher aux évêques de cour du xvii^e siècle. Paris, Naples, Rome et Palerme sont des séjours plus séduisants que les terres arides de la Calabre.

Substituer la culture intensive à la culture exten-

sive, disent des économistes et le métayage au fermage et ainsi rendre la grande propriété bienfaisante dans le Midi comme elle l'est dans le Nord. Évidemment l'on pourrait essayer. Mais il est très probable que le latifondiste, qui voudrait se passer des gabelotti et traiter directement avec le paysan, commencerait par se faire assassiner par la Mafia. D'ailleurs les paysans n'auraient pas souvent les capitaux nécessaires. Quant à l'adoption de la culture intensive, elle se heurte à de nombreux obstacles : ignorance et routine des agriculteurs, sécheresse du climat, manque de capitaux, manque de moyens de communication, ruine de l'élevage, etc. Elle ne pourrait guère se développer que dans quelques vallées.

Quant au reboisement, c'est une aimable plaisanterie. On ne reboise pas sur le roc nu et le gazonnement n'est pas davantage possible dans un pays où la pierre est calcinée par le soleil et où la plupart des cours d'eau sont des torrents à sec pendant presque toute l'année et inondant la campagne le reste du temps. Ce qui a été possible dans certaines régions de la France ne l'est pas dans l'Italie méridionale.

Il n'y a donc aucun remède aux latifondies. L'État les détruirait-il pour les revendre par lots, ils se reconstitueraient, car ils sont une nécessité géographique. Ils existaient déjà au temps de la colonisation grecque. Les tyrans des villes siciliennes étaient

ordinairement des grands propriétaires fonciers (1). Les Romains, les Byzantins, les Sarrasins, les Normands, les Espagnols, les Napolitains ont dû subir les latifondies, les Italiens modernes devront bon grémalgré en faire autant. Cette cause d'émigration n'est donc pas appelée à disparaître, au contraire(2).

L'exemple des grandes propriétés de la vallée du Pô ne prouve rien. Sans doute, elles se sont beaucoup perfectionnées depuis 1888. Mais les grèves agricoles, qui désolèrent la Lombardie à cette date et amenèrent une émigration extraordinaire (province

1. Ceux qui ne l'étaient pas de naissance et s'emparaient du pouvoir par la force s'empressaient de le devenir. L'exemple de Denys l'Ancien et d'Agathocle est particulièrement frappant (Voir CURTIUS).

2. Ce qui s'est passé au moment de l'annexion des Deux-Siciles l'a bien prouvé. Le gouvernement italien, voulant, à l'exemple de la France sous la Révolution, créer une classe de petits propriétaires fonciers, vendit les biens de mainmorte : forêts et pâturages, en général appartenant aux établissements ecclésiastiques, à la couronne et aux communes. Le résultat fut désastreux : les paysans, à la fois par scrupules de conscience et manque de capitaux, se refusèrent en général à les acheter. Des grands propriétaires fonciers et des capitalistes urbains en profitèrent pour les acheter à bon compte et par lots immenses. Ils s'empressèrent naturellement de supprimer les servitudes séculaires que les paysans avaient sur ces biens de mainmorte.

Et voilà comment cette mesure révolutionnaire destinée à fortifier la classe des petits propriétaires, l'affaiblit au contraire au profit des latifondistes.

de Mantoue : 2.023 émigrants permanents par 100.000 hab.), ont accéléré ce mouvement de progrès. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que de tout temps le métayage a été en honneur dans le Nord et que de tout temps également les Milanais ont eu la réputation méritée d'être de bons agriculteurs.

La réputation des Siciliens vient des Grecs peuple de marins et non de cultivateurs ; leur témoignage est donc tout au moins suspect. Quant à la légende de la fertilité de la Sicile et de la Grande-Grèce, elle tient au fait suivant : Syracuse, Catane et Messine sont situées sur le versant ionien de la Sicile, beaucoup plus arrosé que le reste de l'île et dont une partie, la région de l'Etna, est d'une fertilité réellement extraordinaire due aux terrains volcaniques, à des cours d'eau nombreux et à des pluies plus fréquentes. D'ailleurs à l'heure actuelle le régime des latifondies est inconnu dans cette région ; par contre, la propriété y est parcellaire, ce qui provoque l'émigration.

Sybaris et Tarente étaient de même dans les parties fertiles des Pouilles, le Tavoliere actuel.

Du reste, auprès du sol pauvre de l'Hellade et d'une grande partie de l'Asie mineure, quelle terre ne paraîtrait pas fertile ? La Grande-Grèce et la Sicile resteront donc, quoi qu'on fasse, un pays pauvre, un pays à latifondies et à propriété parcellaire, un centre actif d'émigration.

∴

Pour obvier au manque de capitaux, de nombreux Instituts de crédit foncier et de crédit agricole ont été fondés depuis l'Unité.

Le nombre des Instituts de crédit foncier s'élevait à dix en 1888 ; la crise agraire en força cinq à liquider de 1889 à 1897, le plus important est à l'heure actuelle l'Institut national foncier, créé en 1890, au plus fort de la crise.

Les Instituts de crédit agricole n'ont pas beaucoup mieux réussi, à la suite de liquidations amenées par la crise agraire, leur nombre était tombé à sept au 31 décembre 1898.

La loi du 21 décembre 1902 a créé un Institut de crédit agricole pour le Latium : il ne fonctionne que depuis le 1^{er} août 1904. Ses opérations ont été insignifiantes en 1904.

Mais ce qui est intéressant, c'est la manière dont il fait des avances. Il prête à des intérêts assez élevés, mais exige peu de formalités, ce en quoi, il s'adapte merveilleusement au tempérament du paysan italien. Le directeur d'une succursale de la Banque de Naples constatait, en effet, dans un rapport, fait en 1903, que l'agriculteur veut trouver crédit faci-

lement et rapidement et se soucie peu de 1 ou 2 0/0 d'intérêt en plus (1).

Ce caractère a été très bien saisi par les usuriers du Midi ; ils prêtent sans formalités et à des taux fantastiques. La rapidité du développement de la culture de la vigne, puis la mévente des vins, qui ruina les petites banques locales et l'Institut agricole de Foggia (2), les y ont singulièrement aidés.

On a déjà vu prêter à 120 0/0 dans la province de Lecce (Pouilles). A Troïna (3), au cours d'une enquête officielle, il fut établi que les grands propriétaires fonciers et les gabellotti prêtaient à leurs fermiers au taux de 80 0/0. L'usure est tellement courante que celui qui prête à 15 0/0 est traité d'honnête homme et que celui qui prête à 7 0/0 est traité de philanthrope.

A côté du prêt à intérêt figurent deux espèces d'usures aussi profitables : le *rinnovo*, ou vente anti-

1. • Opérations des Instituts de Crédit Foncier.			
Prêts	1871	1881	1891
	Lires	Lires	Lires
—	—	—	—
Prêts hypothécaires.	49.550.000	390.524.000	770.234.000
Bons en circulation.	50.743.000	389.577.000	768.872.000
Garantie d'hypothèques.	106.284.000	897.034.000	1.688.775 000

Sur les cinq qui ont succombé de 1889-1897, l'un était en Lombardie (Pavie), un autre en Vénétie (Trévise), trois dans le Midi, dont un en Sardaigne (Cagliari).

2. Province de Foggia, Pouilles.

3. Province de Catane, Sicile.

cipée des récoltes, aboutissant à des taux réels de 100, 200 et même 300 0/0 ; le *prêt hypothécaire sans intérêt*. Le *rinnovo*, très employé autrefois en Sardaigne (enquête de 1877), est en voie de disparition ; il n'en est malheureusement pas de même du prêt hypothécaire sans intérêts.

Pour remédier à un tel état de choses, le député Maggiorino Ferraris, le directeur actuel de la *Nuova Antologia*, avait proposé en 1901 la création d'un vaste réseau de caisses agricoles. Le succès des caisses agricoles et des banques populaires en Allemagne, en Belgique, en France et en Italie même dans la vallée du Pô et la Toscane, lui avait suggéré un plan très ingénieux. Dans chaque canton devaient être constituées des caisses agricoles centrales (*mandamentali*) tenant à la fois du syndicat agricole libre et de la banque. Elles devaient avancer, prêter ou vendre, selon le cas, du matériel, des engrais, des semences, etc., aux agriculteurs. Elles n'achetaient pas elles-mêmes, mais envoyaient les commandes à des caisses régionales.

Celles-ci étaient chargées des achats à faire en Italie et passaient les commandes pour achats à l'étranger à la Caisse nationale. Elle devait centraliser toutes les opérations et se charger des achats à l'étranger. Seule, elle avait le droit de faire des bénéfices sur les opérations. Le taux de l'intérêt ne pouvait dépasser 5 0/0 ; les prêts étaient limités à

vingt-cinq fois le montant de l'impôt foncier dans les trois premières années, etc...

La caisse des dépôts et prêts devait avancer le capital nécessaire à toutes ces opérations : 100 millions en trois ans.* Les autres établissements de crédit (caisses d'épargne, banques, etc..) étaient invités à l'imiter.

Ce projet était fort beau.... sur le papier. La Chambre des députés, après l'avoir pris en considération, se demanda si l'on pourrait jamais former ces caisses libres et officielles tout à la fois et si, au cas où elles seraient parvenues à se former, elles ne compromettraient pas la Caisse des dépôts et prêts et avec elle le crédit de l'État. Toutes réflexions faites le projet fut rejeté. C'est probablement fort heureux, car les caisses agricoles auraient pu avoir le sort des Comités d'émigration.

La dette hypothécaire s'élevait au 31 décembre 1898 à 15.722 millions de lires, dont 9.793.585.000 lires portant intérêts. Or la valeur des propriétés immobilières italiennes était estimée à la même date à 40 milliards. Le montant des intérêts à payer annuellement était d'environ 300 millions, ce qui paraît bien faible. Il est probable d'ailleurs que cette estimation officielle est très au dessous de la vérité.

La dette ne portant pas intérêts est surtout élevée dans le Midi. Cela peut surprendre au premier moment. Mais en réalité les usuriers ne font qu'employer

là un truc classique. Ils prêtent par exemple 1.000 fr. mais se font signer un billet attestant que la créance est de 1.800 francs sans intérêts à payer l'année suivante. Il est très possible que beaucoup de dettes hypothécaires ne portant pas intérêts aient été augmentées de cette manière.

La dette hypothécaire est donc en réalité un fardeau très lourd pour l'Italie en général et l'Italie méridionale en particulier. On comprend ainsi que les malheureux cultivateurs, ruinés par la crise agricole, les impôts et les usuriers émigrent en désespoir de cause, laissant le fisc et les usuriers se disputer des terres épuisées par une culture sans engrais et souvent même sans assolements, desséchées par suite du climat et du déboisement, perdant de jour en jour de leur valeur.

CHAPITRE II

Causes financières.

On vante souvent à l'heure actuelle la situation financière de l'Italie. La rente italienne atteint des cotes élevées. Elle oscille autour de 105 et de 106.

L'État italien a depuis plusieurs années des budgets se réglant en excédents. Pendant la période crispienne, ils se réglaient en déficits (année financière 1888-89, 485 millions). En 1904-05, l'excédent des recettes était de 75 millions. Le projet de budget de 1906-07 prévoit 1.953 millions de recettes et 1.943 millions de dépenses.

La dette de l'État italien était au 31 décembre 1900 de 12.762 millions, ce qui représente le quart de la fortune de l'Italie.

A l'heure actuelle, les dettes des provinces sont en diminution, mais celles des communes augmentent. L'Italien paie en moyenne 120 francs par an ; c'est le plus lourdement chargé des contribuables européens. Il dépasse même le Français.

La fortune de l'Italie a été très diversement évaluée. D'après Einaudi (1), elle s'élevait en 1901 à 55.700 millions dont 40 milliards pour la propriété foncière. L'épargne italienne ne dépasserait pas 500 millions par an, en tous cas, on peut affirmer qu'elle est très inférieure, absolument et relativement, à celle de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et du Royaume-Uni. Quelle que soit la valeur de ces chiffres hypothétiques il reste un fait certain : le poids des impôts est beaucoup trop lourd pour la fortune de l'Italie et il en est de même de sa dette.

On verra que l'agriculture est très lourdement chargée et que la fiscalité aggrave encore la charge. Il serait d'ailleurs très difficile de la décharger au détriment des autres branches de la production. L'industrie paie déjà beaucoup d'impôt. Sans doute, elle a fait des progrès considérables depuis 1887 ; mais la surcharger pourrait devenir dangereux (2).

Il est vrai que, à la faveur des derniers excédents, des dégrèvements ont pu être accordés à la Basilicata (1902 et 1904), aux Pouilles (janvier 1905) et à la Calabre (septembre 1905). Mais ce ne sont là que des palliatifs tout à fait insuffisants.

Le seul remède serait de réduire de plus en plus

1. *Critica Sociale*, 1^{re} fév. 1902.

2. Il y a eu récemment une crise sur les soieries, crise qui a provoqué des krachs à Gênes, à Turin et à Florence.

les dépenses. L'Italie doit comprendre qu'elle n'est pas une grande puissance financière et que la prospérité actuelle des finances de l'État est à la merci d'une forte secousse. La prospérité actuelle du Setentrione et le relèvement du commerce extérieur depuis 1898 ne doivent pas lui faire illusion.

Elle manque de capitaux et c'est là une des causes les plus graves de l'émigration actuelle. Tous les rapports sur l'émigration adressés au Parlement depuis 1902 répètent cet avertissement « *la nostra emigrazione è l'effetto dello squilibrio tra i capitali disponibili e l'offerta della mano d'opera* ».

Avoir une politique extérieure et intérieure très prudente est pour le moment une nécessité pour l'Italie. Elle a besoin de la paix pour résoudre les problèmes économiques, qui se posent à elle et pour accumuler des capitaux (1). Grâce à l'émigration temporaire, ils affluent dans le Nord, qui leur est redevable en grande partie de son relèvement actuel. Dans plusieurs provinces du Midi, les salaires tendent aussi à se relever. Enfin c'est également aux capitaux apportés par l'émigration qu'est dû pour une très forte part le retour du change au pair.

*
* *

1. Au 31 déc. 1900, les dépôts dans les caisses d'épargne d'Italie s'élevaient à 2.122 millions dont plus de 1.800 millions provenant du Nord.

On peut diviser les impôts frappant l'agriculture en deux catégories :

1° *Les impôts frappant directement l'agriculture ;*

2° *Les impôts frappant indirectement l'agriculture.*

Dans la première catégorie rentrent l'impôt foncier, la taxe sur les bestiaux, la taxe d'exercice sur les entreprises agricoles, la taxe sur les revenus provenant de la richesse mobilière (cédule B).

L'impôt foncier frappe le revenu brut des terres. Il était particulièrement lourd vers 1885 (1). A cette date, il rapportait 125 millions de livres à l'État. Des dégrèvements eurent lieu depuis. La réfection du cadastre amena une nouvelle péréquation, ce qui atténua les charges du Midi, injustement chargé auparavant.

Mais ce qui est le plus lourd dans l'impôt foncier, ce sont les surtaxes provinciales et communales. Celles-là sont loin d'avoir diminué.

En 1896-1897, on évaluait le revenu net des terres

Années financières	État Lires	Localités Lires	Total Lires
1884-1885	125.000.000	132.500.000	257.500.000
1896-1897	106.625.000	133.750.000	240.375.000
1899-1900		134.300.000	
1902-1903	96.000.000		
<i>Projet du budget :</i>			
1906-1907	95.420.000		

à 1.500 millions ; l'impôt foncier en prenait 7 0/0 et les surtaxes locales 9 0/0 (1).

Ce qui rendait plus lourd encore le poids de l'impôt foncier c'était son injuste répartition. Tandis que le total de l'impôt de l'État et des surtaxes s'abaissait à 3 0/0 du revenu net de la terre dans certaines provinces riches (vallées du Pô et de l'Arno), il s'élevait à 40 0/0 du revenu net dans certaines provinces très pauvres du Midi (Basilicate, Abruzzes). C'était encore là pour ces pauvres provinces une cause d'émigration. La réfection du cadastre n'a fait qu'atténuer le mal. Ce qu'il faudrait réformer, c'est tout le système des impôts locaux, et cela paraît bien difficile. Les surimpositions à l'impôt foncier constituent la seule ressource vraiment importante des provinces et les communes n'en ont pas beaucoup d'autres.

1. D'après M. de JOHANNIS (*l'Economista* du 20 avril 1907) l'impôt foncier représentait en moyenne au début de 1907 2.40 0/0 de la valeur vénale de la terre. Dans une lettre publiée par *l'Economista* du 19 mai 1907, M. PAUL GHIO lui faisait remarquer que le revenu net moyen de la terre étant de 5 0/0, l'impôt foncier prend en moyenne 48.0/0 de ce revenu moyen. La proportion est certainement moins forte dans l'Italie du Nord, mais elle l'est beaucoup plus dans l'Italie méridionale. D'après M. VILLARI (*L'Emigrazione e le sue conseguenze in Italia, Nuova Antologia*, 1^{er} janvier 1907, page 41) il peut dépasser 100 0/0 dans certains cas. Il cite l'exemple d'un morceau de terre rapportant 42 l. 50 et devant payer 45 liras.

Théoriquement la taxe sur les revenus provenant de la richesse mobilière ne frappe pas les revenus agricoles proprement dits (loi du 22 juillet 1894). Mais l'article 4 de la même loi s'empresse d'ajouter : « Les revenus agricoles, ne provenant pas de terres appartenant en propre ou par indivis à l'exploitant, sont soumis à la taxe sur la richesse mobilière s'il n'est pas établi que le possesseur de ces revenus ou le possesseur du fonds dont ils proviennent paye déjà un impôt établi en vue de ces revenus eux-mêmes. » La cédule B contient en conséquence une taxe de 5 0/0 sur les produits du métayage et une taxe de 10 0/0 sur les produits du fermage.

Il y a là une disposition très désavantageuse pour le Midi (1), où dominant la gabella, c'est-à-dire le fermage à deux degrés, et le bail à ferme ordinaire. Le but du législateur a été d'encourager le métayage ; mais il semble que ce contrat ne se soit pas répandu dans le Midi depuis 1894 ; on a vu pour quelles raisons.

Les communes ont à leur disposition une taxe sur

1. C'est ainsi que l'impôt sur la richesse mobilière est plus élevé dans la pauvre province de Salerne que dans la riche province de Côme, un des gros centres industriels du Nord. Potenza et Avellino sur la seule taxe des affaires versent plus d'argent au fisc qu'Udine et Verone, alors que les chiffres respectifs des opérations d'escompte sont de 2 millions pour les premières, de 30 à 33 millions pour les secondes.

le bétail et une taxe sur les entreprises agricoles (colonat, métayage, fermage, etc.).

La taxe sur le bétail était établie en 1895 dans 4.143 communes sur 8.257. Elle leur rapportait cette année-là (1) 12.244.000 livres. Elle est particulièrement répandue et souvent très lourde dans les Marches, l'Ombrie et le Latium, où elle a compromis l'élevage du gros bétail et ruiné celui du mouton et de la chèvre. Elle sévit aussi sur ces derniers dans les Abruzzes, les Pouilles, la Basilicate et la Capitanate. La loi du 30 mars 1904 l'a supprimée dans la Basilicate.

Les principaux impôts frappant indirectement l'agriculture sont : la taxe sur les propriétés bâties (fabbricati), la taxe sur le revenu des créances chirographaires et hypothécaires portant intérêt ; la taxe sur les industries agricoles ; la taxe communale sur les familles.

La taxe sur les créances portant intérêts (loi sur la richesse mobilière : sous cédula A") est de 15 0/0 du revenu. Les intérêts payés par les cultivateurs ne sont pas réduits de son revenu brut. Naturellement, le

1. En 1897-98, elle existait dans 593 communes sur 627 des Marches, de l'Ombrie et du Latium, et rapportait près de 5 millions. Dans les Marches, elle était égale aux 5/6 de l'impôt foncier perçu par l'État, aux 8/9 des surtaxes communales et aux 5/4 des surtaxes provinciales.

propriétaire de la créance les augmente en conséquence et le malheureux débiteur se trouve payer deux impôts à la fois. On a vu que les revenus déclarés, provenant de créances hypothécaires portant intérêts étaient estimés à 300 millions. On peut bien penser que, en dernière analyse, les débiteurs auront payé les 45 millions réclamés par le fise et c'est là pour eux une nouvelle charge.

A côté de cette taxe sur les créances portant intérêt, il en existe une autre sur les hypothèques ne portant pas intérêts. On a vu en quoi consistait ce genre d'opérations ; il permettait d'échapper à la loi sur la richesse mobilière. Le projet du budget de 1906-07 prévoyait du chef de cet impôt une recette de 7.300.000 livres.

La taxe sur les industries agricoles (cédule B) est de 10 0/0 du revenu, elle a eu une grande influence sur la crise des petites industries du Midi (filatures et distilleries). Par contre, les fabriques de pâtes alimentaires et d'objets de corail en ont très peu souffert.

La taxe communale sur les familles n'existe que dans les communes pauvres. En 1897, elle était établie dans 5.612 communes sur 8.257 et rapportait 21 millions 873.000 livres. On peut dire qu'elle pèse entièrement sur les classes agricoles.

Si l'on ajoute à ces impôts la part des autres impôts revenant aux agriculteurs, on arrive à la con-

clusion suivante : les classes agricoles italiennes en général et les agriculteurs du Midi en particulier paient trop d'impôts.

En 1897, le revenu net des agriculteurs italiens était de 1.500 millions. L'impôt foncier et les surtaxes locales en prenaient 240 ; la taxe sur le bétail : 12 millions ; la taxe sur les familles : 22 millions, soit 274 millions pour ces trois impôts à eux seuls, c'est-à-dire 18 0/0. Si l'on ajoute les taxes sur la richesse mobilière, les monopoles du sel, de la loterie, du tabac et de la quinine, les taxes de consommation et les octrois, une partie de la taxe sur la propriété bâtie (*fabbricati*) et la taxe sur les sucres, etc..., on est effrayé de la part prise par les impôts dans les revenus de l'agriculture.

Et pourtant, il est bien difficile qu'il en soit autrement, puisque les classes agricoles représentent les deux tiers de la population totale du royaume. Répartir plus équitablement certains impôts, réduire les dépenses, perfectionner le système des taxes locales, accorder des dégrèvements dans certains cas, voici ce qu'il faut faire et ce que l'Italie a commencé à faire depuis quelques années.

∴

Les agents du fisc aggravent encore cette situation par leurs exigences. Ils s'efforcent d'augmenter le plus possible le nombre des cas d'application de l'im-

pôt. Ils profitent pour cela de l'ignorance des paysans si souvent illettrés, surtout dans le Midi. C'est ainsi que, en dépit du texte de la loi sur les édifices, ils taxent souvent des bâtiments consacrés à l'agriculture. Souvent aussi, ils font payer l'impôt sur la richesse mobilière à l'outillage vif ou mort (scorte morte o vive) mis à la disposition du fermier par le bailleur : or, d'après la loi, il ne devrait pas en être ainsi.

Ces agissements illégaux ont plusieurs causes : un désir sans scrupules d'avancer et une profonde corruption chez les agents. En outre, les règles de la fiscalité sont d'une dureté extraordinaire et ont une perfection de détails telle que les agents, même honnêtes, sont forcés de se montrer impitoyables. S'ils ne sont pas honnêtes, ils grattent tant qu'ils peuvent par des moyens illicites. Grâce à la terreur qu'ils inspirent, ils restent généralement impunis.

Dans beaucoup d'endroits, ils sont obligés de se faire accompagner par des carabiniers pour exiger le paiement de l'impôt.

Les percepteurs (esattori) touchent un tant pour cent sur les opérations, qui s'ajoute au principal de l'impôt. De cette manière, le fisc est sûr de ne pas y perdre, mais le contribuable est chargé d'autant plus lourdement. Le même système est employé pour les octrois, en Sicile tout au moins.

Les finances italiennes sont donc bien loin de mé-

riter dans la pratique les éloges qu'elles méritent en théorie. Le chiffre extraordinaire d'expropriations pour cause de non-paiement d'impôts en est la preuve.

Du 1^{er} janvier 1885 au 30 juin 1897 inclus, il y a eu dans l'ensemble de l'Italie (Marches exceptées) 104 814 expropriations pour ce motif. Elles ont été très peu nombreuses dans l'Italie du Nord et l'Italie centrale ; mais le Midi en a cruellement souffert. La Sardaigne, la Sicile et la Calabre ont été particulièrement éprouvées. Dans la Basilicate, les cultivateurs abandonnent souvent leurs terres, sans s'inquiéter de ce qu'elles deviendront après eux, et partent pour l'Amérique.

La Sardaigne a peu souffert de ces expropriations, qui n'ont guère provoqué chez elle de mouvements d'émigration, au rebours de ce qui a pu se passer dans d'autres provinces. La raison en est très simple. Le fisc ne peut arriver à vendre les terres expropriées,

1. *Expropriations pour cause de non-paiements d'impôts.*
(1^{er} janvier 1885, 6-30 juin 1897)

Piémont.	128	Toscane.	2.051	Abruzzes et Molise.	6.158
Ligurie.	226	Ombrie.	449	Campanie.	4.798
Lombardie.	148	Latium.	3.323	Basilicate.	2.356
Vénétie.	210			Pouilles.	2.079
Émilie.	423			Calabre.	11.773
	<u>1.135</u>	Centre.	<u>5.823</u>	Midi.	<u>27.159</u>

ITALIE DU NORD :

Sicile.	18.637	Sardaigne.	52.060
---------	--------	------------	--------

tellement elles sont pauvres. Souvent les anciens propriétaires reviennent au bout de quelque temps et on les laisse faire.

Dans le Midi, les impôts communaux et provinciaux frappent sur tous les produits agricoles et les objets de consommation : dans certains villages de Sicile, en 1894, l'octroi faisait payer un droit de 43 0 0 sur les comestibles et denrées, qui pouvaient y entrer. Les confiscations y sont excessivement fréquentes et elles ont souvent amené des troubles. La rigueur des agents du fisc a été extraordinaire dans certains cas. C'est ainsi que tout un village sarde a été exproprié pour n'avoir pas pu payer 50 francs à la Caisse des dépôts et prêts.

CHAPITRE III

Les autres causes.

La population du royaume d'Italie, malgré l'émigration, est passée de 26.800.000 habitants en 1871 à près de 28 millions $1/2$ en 1881, à plus de 30 millions en 1891 et à 32.495 000 en 1901 (recensement du 1^{er} février). La superficie était évaluée à la même date à 286.682 kilomètres carrés. La densité moyenne de la population était donc de 113 à 114 habitants au kilomètre carré.

Si l'on compare les excédents des naissances sur les morts et les chiffres de l'émigration permanente dans l'ensemble de l'Italie de 1876 à 1899 inclus, on voit que ces deux mouvements sont sensiblement parallèles. De là à conclure que l'accroissement de la population amène fatalement un accroissement de l'émigration permanente, il n'y a qu'un pas et il a été vite franchi par Pietro Sitta.

Mais si l'on y regarde d'un peu plus près ; si l'on

étudie le phénomène région par région, on s'aperçoit que cette assertion n'est pas exacte. Bien d'autres faits interviennent pour accélérer ou pour restreindre le mouvement migratoire.

Si, partant de la théorie de Sitta, on compare la densité de la population, et les densités d'émigration, on obtient des résultats absolument contradictoires.

Le cas de la Sardaigne peut paraître justifier la théorie de Sitta ; il n'en est pas de même de l'Italie du Nord et de la Toscane, où l'émigration temporaire est beaucoup plus importante (la Ligurie exceptée) que l'émigration permanente.

La Sardaigne a des ressources suffisantes pour nourrir sa population et l'émigration temporaire est justifiée par le manque de capitaux ; les émigrants temporaires vont en chercher en Tunisie et en Algérie, puis reviennent dans leur île.

La Ligurie n'est presque pas un pays agricole ; elle devient de plus en plus un pays industriel, commerçant et marin. Les émigrants sont permanents ; ce sont pour la plupart des agriculteurs qui émigrent à la recherche de terres plus fertiles. Peu d'émigrants temporaires, car les capitaux viennent en Ligurie apportés par le commerce, l'industrie et le tourisme. Cette région, une des moins fertiles de l'Italie, peut cependant nourrir beaucoup plus d'habitants que des régions plus riches, comme la Lombardie, pour la même raison, qui permet à la Saxe et à la Belgique

de nourrir des populations plus denses que celles du Tonkin ou de la Cochinchine : leur production industrielle et leur activité commerciale donnent plus de richesses que l'agriculture et leur permettent d'acheter les céréales et la viande à des régions agricoles.

Les autres régions de l'Italie du Nord ne sont pas non plus des pays exclusivement agricoles et l'agriculture y est généralement intensive. Sans doute, la population y est trop serrée, mais l'émigration temporaire diminue le nombre des bouches à nourrir et fait venir les capitaux. Ces capitaux à leur tour permettent de multiplier les entreprises économiques et diminuent ainsi l'émigration permanente.

Ces régions sont pourtant les plus peuplées de l'Italie avec la Campanie et la Sicile. Dans la Campanie on relève une très forte émigration permanente, mais l'on constate aussi une importante émigration temporaire. La province de ce compartiment où l'émigration permanente est peut-être la plus importante, est justement une de celles où la population est la moins dense : Avellino.

Par contre, dans la province de Bénévent, tout aussi pauvre que celle d'Avellino, l'émigration temporaire domine. Sans doute, on peut en conclure que les gens du Bénévent aiment mieux leur pays que ceux d'Avellino. Ce serait peut-être un peu précipité.

La région la moins peuplée de l'Italie après la Sar-

daigne est la Basilicate. Elle était en 1901 la seconde pour l'émigration permanente.

Il ne faut pas oublier non plus que l'importance relative des deux espèces d'émigration et de l'émigration totale varie dans une même province d'une année à l'autre. Que conclure de tant de faits contradictoires, sinon que la densité de la population n'est pas en elle-même une cause d'émigration ou de non-émigration ? Ce n'est qu'une cause accessoire agissant en fonction de bien d'autres causes.

Un pays qui vit à la fois de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, comme la Ligurie, est capable de nourrir plus d'habitants qu'un pays purement agricole comme le Basilicate. Un pays, où l'agriculture est intensive, comme la Chine, peut nourrir une population beaucoup plus dense que celle des Calabres, où l'agriculture est extensive.

La théorie de Pietro Sitta est beaucoup trop absolue ; c'est une explication insuffisante du phénomène de l'émigration permanente. Elle a besoin d'être très modifiée et formulée ainsi : « L'accroissement de la population n'est une cause d'émigration que quand le pays est sursaturé d'habitants. Ce point de sursaturation varie d'un pays à un autre et dans un même pays d'une année à une autre. »

∴

A côté de ces causes économiques, financières, so-

ciales et démographiques d'émigration, il en est d'autres qui ne rentrent dans aucune catégorie.

On a souvent regardé le développement de l'instruction publique comme une cause d'émigration. C'est là, semble-t-il, une erreur. Les pays de l'Italie où l'émigration permanente domine sont justement (1) ceux où les illettrés forment la majorité de la population. En réalité, comme le montre très bien Petrocchi (2), ce serait plutôt le manque d'instruction (L'analfabetismo) qui amènerait l'émigration permanente et ce serait l'émigration qui provoquerait le développement de l'instruction.

Une cause plus réelle est l'amour du bien-être : ce sentiment se développe réellement de plus en plus, même chez les méridionaux. Les récits faits par les émigrés enrichis de retour au pays natal, les intrigues des agents d'émigration, l'espoir souvent chimérique de trouver des terres fertiles ou de gagner des salaires élevés au delà de l'Océan, les lettres écrites par les émigrés ayant fait fortune à l'étranger et s'y fixant, les billets de voyage gratuits distribués par certains États sud-américains, le Brésil entre autres ; tout enfin contribue à développer en eux ce sentiment.

1. Exception faite par la Ligurie.

2. PETROCCHI, *Le presenti condizioni dell' emigrazione italiana : Analfabetismo e misera* (pages 44 à 50 inclus).

Il existe également chez les émigrants temporaires mais chez eux il prend une autre forme : le désir d'accumuler des capitaux et d'en jouir dans la patrie.

L'amour du bien-être peut donc, selon les cas, provoquer l'émigration temporaire ou l'émigration permanente.

Malgré la loi de 1901, les agences d'émigration, autorisées et clandestines, continuent à opérer. A l'heure actuelle, elles agissent surtout dans l'Émilie, les Marches, l'Ombrie et le Latium : c'est à leurs efforts que l'on doit en partie la brusque augmentation de l'émigration dans ces régions.

Plusieurs États américains ont attiré les émigrants italiens en leur payant totalement leur voyage. De grands efforts furent faits dans ce sens à différentes reprises par les États d'Espirito-Santo, São São-Paulo, Minas Geraes et Rio de Janeiro (Brésil) depuis 1875. Ils furent toujours mal vus par le gouvernement italien. Celui-ci les a souvent entravés en interdisant *l'émigration gratuite* (1) (1875, 1889, 1894-95, 1901). Mais le Brésil ne s'est pas lassé : il a recommencé en 1905, ce qui a amené une brusque augmentation de l'émigration italienne pour les États à café, le Parana, le Rio Grande do Sul et Santa Catarina. Le Texas, le Mexique (1881), l'Argentine (1880-90) et le Chili ont aussi payé quelquefois le voyage des émi-

1. « Emigrazione gratuita » ou « con biglietti pagati ».

grants, mais ce ne fut jamais qu'à titre exceptionnel. Souvent aussi des États ont offert des terres à des émigrants italiens et fondé des colonies. Le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, le Chili et le Texas ont agi ainsi. Dans ces dernières années, plusieurs de ces républiques se sont efforcées d'attirer les émigrants à l'aide de faveurs nombreuses : concessions de terres, exemption temporaire d'impôts, privilèges aux créances, etc. (ex. : Brésil, Argentine).

L'influence des guerres et grandes catastrophes sur l'émigration est indéniable, C'est ainsi que la première guerre d'Abyssinie a amené en 1887 une recrudescence de l'émigration absolument inexplicable sans cette raison. La seconde guerre a contribué au moins autant que la crise des céréales et de mauvaises récoltes à l'émigration de 1895-97. Les tremblements de terre de la Calabre (septembre 1905), les inondations qui les ont suivis ont amené un brusque relèvement de l'émigration dans cette région à la fin de 1905 et au commencement de 1906.

Beaucoup de personnes s'imaginent que la malaria est une cause d'émigration. C'est là une erreur. L'émigration est même remarquablement faible dans les pays affligés de cette maladie : c'est le cas du Latium, de la Toscane méridionale et de la Sardaigne. A la réflexion, il n'y a là rien d'étonnant : la malaria élève la mortalité. En outre, elle rend la natalité plus faible, car des parents mal portants sont

moins prolifiques que des parents bien portants. Le jour donc où les marais seraient desséchés, la population s'accroîtrait beaucoup plus rapidement. L'émigration serait atténuée, il est vrai pendant quelque temps par suite de l'extension des terres cultivables, mais reprendrait ensuite avec beaucoup plus de force le jour où la population s'accroissant plus rapidement serait devenue trop nombreuse pour le pays.

CONCLUSION. — L'État italien fait en ce moment de très louables efforts pour atténuer les causes d'émigration, mais il ne le fait pas avec un zèle exorbitant. Sans doute, il essaie de répandre l'instruction agricole (création d'écoles pour adultes et d'établissements œnologiques), de développer le crédit agricole (Institut agricole du Latium), de favoriser les progrès de l'industrie et de l'agriculture intensive, d'étendre la zone des terres cultivables, etc.

Mais ce sont là des mesures, qui ne peuvent qu'atténuer très indirectement les causes d'émigration. Les traités de commerce de 1904-05, comme autrefois ceux de 1891-92, en ouvrant de nouveaux débouchés à l'agriculture méridionale sont des mesures plus sérieuses. Mais au fond le gouvernement italien voit d'un bon œil l'émigration. Elle fait venir des capitaux, contribue pour une très grande part aux progrès de l'instruction et au développement économique de l'Italie. Elle débarrasse la société des malheureux paysans, qui meurent de faim et seraient dangereux

s'ils n'émigraient pas. La hausse des salaires permet aux autres de vivre. Ce serait pour lui tuer la poule aux œufs d'or que d'essayer de faire disparaître les causes d'émigration. Beaucoup d'ailleurs sont incurables : en voulant les guérir, on risquerait une révolution, ce à quoi ne tiennent aucunement ni les conservateurs, ni les libéraux, ni à plus forte raison les leaders socialistes... toujours les mêmes dans tous les pays.

TABLEAU I

Professions exercées par les émigrants en 1901.

	<i>Émigration permanente</i>	<i>Émigration. temporaire</i>
Agriculteurs. . . .	61,5 %	31 %
Terrassiers et manœuvres.	18,5 »	32 »
Maçons et tailleurs de pierres.	6,3 »	23 »
Artisans et ouvriers .	6,7 »	5,8 %
Commerçants et industriels	1,3 %	0,8 %
Professions libérales .	0,8 »	1 »
Domestiques. . . .	0,9 »	1,2 »
Métiers ambulants. .	0,3 »	0,5 »
Autres professions et professions ignorées.	3,7 %	4,7 %
	100,0 %	100,0 %

TABLEAU II

Productions agricoles italiennes (1900).

CÉRÉALES	<i>Hectolitres</i>	<i>Valeur en francs</i>
Blé.	47.130.000	860 millions
Maïs	31.000.000	293 »
Avoine	6.000.000	
Seigle.	1.500.000	83 »
Orge	»	
Riz	9.480.000	180 (?) »

Année exceptionnelle pour le riz.

TABEAU II (*suite*).

Productions agricoles italiennes 1900 (*suite*).

CULTURES INDUSTRIELLES	Tonnes	Valeur en francs
Betteraves.	? sucre (60.000 tonnes)	?
Lin	18.000 de filasse	78 millions
Chanvre	70.000 »	
Tabac	4.000 de feuilles sèches	
Vin	34.810.000 hectolitres	743 »
Huile d'olive.	1.820.000 »	194 »
Agrumi.	530.000 »	15 (?) »
Fruits, légumes, châtaignes	?	165 »
Bois.	90 millions	
Soie.	40 »	
Produits du bé- tail	1.000 »	

(Données extraites des Notes sur l'Italie contemporaine de M. PAUL GHIO.)

TABEAU III.

Répartition des terres en Italie (1899).

TERRAINS PRODUCTIFS	20.283.000 hectares
Terres cultivées.	15.419.000 »
Châtaigneraies	412.000 »
Terrains boisés	4.093.000 »
Pâturages.	359.000 »

TABEAU III (*suite*).

Répartition des terres en Italie (1899) (*suite*).

TERRAINS IMPRODUCTIFS	4 617.000 hectares
« Terres bonifiables »	500.000 »
Terrains improductifs à cause de leur altitude	2.015.000 »
Plages de la mer	40.000 »
Étangs et marais	1.090.000 »

Le reste est occupé par les habitations, villes, routes, chemins de fer, fleuves, lacs, etc...

TERRAINS INCULTES	3.774.000 hectares
Terres sèches	2.500.000 »
Terres marécageuses	1.274.000 »

On ne voit pas bien la raison de cette distinction entre terres incultes et terres improductives.

	Terres sèches	Terres marécageuses
Toscane méridionale et Latium	350.000 hect.	380.000 hect.
Marches	200.000 »	100.000 »
Campanie, Basicilate, Calabres, Pouilles . . .	1.277.000 »	600.000 »
Sicile	68.000 »	»
Sardaigne	250.000 »	10.000 »
	2.145.000 hect.	1.090.000 hect.

TABEAU IV

SOMMES DÉPENSÉES PAR L'ÉTAT pour dessèchements des marais (1869-1897).

Italie du Nord. . .	21.164.000 livres	(Mantouan, Polésien, Comacchio).
» du Centre . . .	24.717.000 »	(Toscane, Latium).
» du Sud . . .	47.484.000 »	(Caserte, Capoue).
Iles	2.771.000 »	(Sardaigne).

TABLEAU V
La céréaliculture depuis 1870.

1° PRODUCTION DU BLÉ, DU MAÏS ET DU RIZ			
<i>(Moyennes annuelles).</i>			
1 = 1.000 hectolitres	Blé	Maïs	Riz
1870-1874	50.898	31.174	9.798
1879-1883	46.562	29.661	7.281
1886-1890	42.042	28.329	7.270
1891-1895	44.524	25.193	6.156
1896-1900	45.188	26.329	6.500
1901-1903	57.000	30.600	9.000

2° VARIATIONS DES PRIX DU BLÉ ET DU MAÏS (l'hectolitre).		
	Blé	Maïs
1875-1879	24 lres 50	11 lres 80
1880-1884	21 » 75	13 » 70
1885-1889	17 » 50	12 » »
1890-1894	17 » 60	11 » 80
1895-1899	17 » 80	11 » 70

3° EXPORTATION DE BLÉ DE L'ITALIE.	
1884	227.100 quintaux métriques
1885	92.320 »
1887	36.120 »
1892	5.140 »
1898	2.880 »

L'Italie exportait surtout des blés durs, provenant des provinces méridionales; l'extension de la culture de la vigne, la rupture commerciale avec la France, principal client de l'Italie du Sud pour cet article, enfin le développement de la fabrication des pâtes alimentaires en Campanie tuèrent cette exportation.

4° DROITS SUR LES BLÉS A L'IMPORTATION.	
Loi du 21 avril 1887 . . .	3 fr. le quintal
» 12 juillet 1888 . . .	5 fr. »
» 22 » 1894 . . .	7 fr. »
» 8 août 1895 . . .	7 fr. 50 »

TABLEAU VI
Production du vin en Italie.

Moyennes annuelles.

1 = 1.000 hectolitres	
1870-1874	27.539 hectolitres
1879-1883	36.760 »
1886-1890	31.364 »
1891-1895	30.638 »
1896-1900	31.440 »
1901-1903	40.240 »
1901-1905	37.900 »

TABLEAU VII
Production du vin dans les diverses provinces.

Moyenne quinquennale (1901-1905).

ITALIE DU NORD	
Piémont.	4.537.000 hectl.
Lombardie.	1.676.000 »
Vénétie.	2.143.000 »
Ligurie.	304.000 »
Emilie	3.672.000 »
ITALIE DU CENTRE	
Marches et Ombrie . . .	3.314.000 »
Toscane.	3.983.000 »
Latium	1.320.000 »
MIDI	
Adriatique méridionale. .	7.555.000 »
Méditerranée	3.999.000 »
Sicile	3.250.000 »
Sardaigne	2.165.000 »

TABLEAU VIII

Exportation des vins italiens dans le reste du monde.

1870-1875	500.000 hectolitres par an
1878	1.000.000 »
1879	2.000.000 »
1882	2.600.000 »
1886	3.600.000 »
1890-1900	2.145.000 »

TABLEAU IX

Exportation des vins italiens

EN FRANCE, AUTRICHE-HONGRIE, ALLEMAGNE, SUISSE.

	<i>France</i>	<i>Autriche-Hongrie</i>	<i>Allemagne</i>	<i>Suisse</i>
	Hectol.	Hectol.	Hectol.	Hectol.
1870-1875 (moyenne annuelle)	70.000	60.000	20.000	60.000
1878	170.000	»	»	»
1879	679.000	»	»	»
1880	1.800.000	»	»	»
1883	2.000.000	»	»	»
1887	2.700.000	»	»	165.000
1888	817.000	»	»	303.000
1889	174.000	»	»	»
1890	23 000	»	»	»
1892	»	»	118.500	590.000
1893	118.400	632.700	»	»
1894	23.500	502.200	55.300	275.400
1895	17.700	776.700	»	»
1896	13 900	847.400	41.700	»
1897	10.200	1.400.200	»	»
1898	12.400	1.507.400	»	»
1899	48.900	1.399.700	»	»
1900	82.900	1.004.800	38.900	312.200
1901	19.500	627.400	»	»
1902	18.200	613.000	»	»
1903	74.600	1.206.900	»	»
1904	»	»	16 200	»

A signaler dans ces dernières années (depuis 1904):

1° Diminution progressive de la production dans

les diverses provinces et le Midi en particulier ; la Sardaigne suit le mouvement.

2° Diminution de l'étendue des vignobles.

En 1905, production de 29 millions d'hectolitres, normale.

TABLEAU X

Production du vin dans le monde.

1900	Roumanie, Serbie, Bulgarie.	8.700.000 hectol.
1899	Russie.	2.400.000 »
1888	Tunisie	100.000 »
1900	»	400.000 »
1900	Portugal.	3.200.000 »
1900	Chili	2.800.000 »
1904	»	2.500.000 »
1904	Uruguay.	190.000 »
1900	Argentine	1.700.000 »
1904	»	1.750.000 »
1900	Brésil.	500.000 »
1904	»	295.000 »
1894	Australie.	100.000 »
1900	»	200.000 »
1904	Pérou.	80.000 »

De 90 millions d'hectolitres en 1888, la production mondiale est passée à 177 millions en 1904.

PRODUCTION DU VIN ET EXPORTATION EN 1904.

		Exportation	Importation
France . .	66 millions d'htl.	1.645.000 htl.	6.691.000 htl.
Italie. . .	39. »	1.205.000 »	65.000 »
Espagne .	25. »	2.443.000 »	»
Algérie. .	7,9 »	2.372.000 »	»
Autriche .	7,3 »	»	»
Portugal .	6,2 »	»	»
Allemagne.	4,2 »	»	»

TABEAU XI
Les olivettes en Italie.

	1874	1895
Italie du Nord. .	97.752 hectares	62.952 hectares
» Centre .	237.216 »	247.576 »
» Sud .	409.298 »	562.354 »
Sicile. . . .	104.376 »	139.547 »
Sardaigne . .	51.582 »	20.567 »
	900.223 hectares	1.033.996 hectares

Depuis 1892, la Sicile, l'Italie du Sud, les Marches, l'Ombrie et le Latium sont revenus à cette culture; l'Italie du Nord, la Sardaigne et la Toscane l'abandonnent au contraire. Sur les 63.952 hectares consacrés dans le Nord à cette culture en 1895, 53.125 se trouvaient en Ligurie.

TABEAU XII
Production de l'huile d'olive (*Moyennes annuelles*).

1870-1874	3.323.000 hectolitres
1879 1883	3.390.000 »
1886-1890	2.536.000 »
1891-1895	2.476.000 »
1896-1900	1.780.000 »
1901-1903	2.770.000 »

Il y a donc un relèvement sensible dans ces dernières années, mais en réalité les récoltes restent très irrégulières.

1900	1.820.000 hectolitres
1901	3.200.000 »
1902	1.850.000 »
1903	3.260.000 »

Cela tient aux ravages de certaines maladies et de la mosca olearia.

A signaler l'augmentation des exportations d'huile d'olive en 1906.

TABLEAU XIII

Production des agrumi en Italie.

(Moyennes annuelles.)

1870-1874	392.500 tonnes	
1879-1883	472.000 »	
1886-1890	434.000 »	Concurrence de la vigne, baisse des prix.
1891-1895	412.000 »	La gomme, baisse des prix.
1896-1900	465.000 »	
1901-1903	609.000 »	Surproduction.
1900	530.000 »	
1901	587.000 »	
1902	612.000 »	
1903	656.000 »	

TABLEAU XIV

Exportation des agrumi.

Italiens.

	1896	600.000 quintaux
États-Unis	1900	450.000 »
	1904	900.000 »
	1886	190.000 »
Autriche-Hongrie	1900	534.000 »
	1887	47.000 »
Allemagne	1899	223.000 »
	1871	120.000 »
Angleterre	1895	200.000 »
	1900	400.000 »
Russie	1899	140.000 »
Belgique	»	70.000 »
Hollande	»	70.000 »
Suisse	»	20.000 »

TABLEAU XV
L'élevage en Italie.

		1881		1891		1900
Moutons.		8.600.000		7.100.000		6.900.000
Chèvres.		2.000.000		1.800.000		1.800.000
Bovidés.		4.770.000				
Anes.					1904	5.000.000
Mulets.	1896	294.000	1882	302.000	»	1.000.000
Chevaux.	»	625.000	»	660.000	»	327.000
Porcs.	1868	1.550.000	1890	1.800.000	1900	792.000
						2.000.000

L'élevage des équidés, des bovidés et des porcs est donc en progrès. Les provinces qui en bénéficient sont celles de l'Italie du Nord, la Toscane, les Marches, l'Ombrie, le Latium, la Sardaigne (chevaux), la Sicile (chevaux), la Campanie (porcs, mulets).

TABLEAU XVI
Dettes hypothécaire de l'Italie.

	Portant intérêts	Sans intérêts	TOTALE
	Lires	Lires	Lires
31 déc. 1871	6.009.451.000	4.582.384.000	10.592.285.000
31 » 1881	6.805.461.000	4.948.905.000	11.754.366.000
31 » 1891	9.466.568.000	6.151.960.000	15.618.722.000
31 » 1898	9.793.585.000	5.928.416.000	15.722.001.000
RÉPARTITION ENTRE LES DIVERSES RÉGIONS (31 déc. 1898).			
Italie du Nord . . .		5.331.323.000	lires
» du Centre . . .		3.514.130.000	»
» du Sud . . .		4.773.956.000	»
Sicile . . .		1.868.917.000	»
Sardaigne . . .		233.695.000	»

TABLEAU XVII

Dette de l'État Italien et sa conversion.

1 ^o ÉTAT DE LA DETTE AVANT LA CONVERSION.		
	<i>Capital</i>	<i>Intérêts</i>
30 juin 1905. . .	12.705.422.400 lres	566.693.700 lres
» 1906. . .	13.039.215.700 »	577.510.200 »
Dont. . .	10.055.420.000 »	
de rentes perpétuelles rapportant 479.388.600 lres.		
2 ^o OPÉRATIONS DE LA CONVERSION.		
Capital soumis à la conversion . . .		8.100.434.840 lres
Demandes de remboursement :		
Etranger		13.027.800 »
Italie		3.661.900 »
		14.689.700 lres
Titres nominatifs remboursés :		
Etranger		12.837.400 »
Italie		10.600 »
		12.848.000 lres
Titres au porteur remboursés :		
Etranger		190.400 »
Italie		101.651.300 »
		101.841.700 lres
Achats faits pour soutenir les cours :		
Etranger		1.542.100 »
Italie		32.276.500 »
Taux moyen des achats :		
Etranger		102 L.08
Italie		106 » 18
Frais réels de conversion		9.637.153 lres

TABLEAU XVIII

L'accroissement de la population comparé à celui de
l'émigration permanente (*Moyennes annuelles*).

	<i>Émigration permanente</i> pour 100,000 hab.	<i>Excédent des naissances</i> sur les morts
1876-1879	99	853
1880-1883	187	1.120
1884-1887	297	1.075
1888-1891	579	1.088
1892-1895	412	1.051
1896-1899	483	1.163

D'après PIETRO SITTA : *L'Émigration et l'Agriculture* (Italia agricola alla fine del nonodecimo secolo)

QUATRIÈME PARTIE

LES CENTRES D'ÉMIGRATION

Sommaire. — Généralités. — CHAPITRE I. — L'émigration dans l'Italie du Nord. — *Généralités.* — *Piémont.* — *Ligurie.* — *Lombardie.* — *Vénétie.* — *Emilie.* CHAPITRE II. — L'émigration dans l'Italie du Centre. — *Généralités.* — *Toscane.* — *Marches.* — *Ombrie.* — *Latium.* CHAPITRE III. — L'émigration dans le Mezzogiorno. — *Généralités.* — *Abruzzes et Molise.* — *Campanie.* — *Pouilles.* — *Basilicate.* — *Calabres.* — *Sicile.* — *Sardaigne.*

Généralités.

L'Italie est divisée administrativement en soixante-neuf provinces, équivalent en petit à nos départements.

Dans la pratique, on divise l'Italie en seize *compartimenti* appelés encore régions (*regioni*) ou provinces historiques (*provincia istoriche*). Cette division est

d'ailleurs employée couramment par les administrations italiennes.

On divise encore l'Italie en Septentrion (Settentrione) et Midi (Mezzogiorno) division qui a une très grande importance au point de vue économique, comme on a déjà pu le voir.

On divise aussi l'Italie en Nord, Centre, Sud et Iles. Enfin, on la divise en Nord, Centre et Midi. Dans cette dernière division, le mot Midi a le même sens que plus haut : il comprend le Sud et les Iles. C'est elle qui va être employée ici.

L'émigration permanente provient surtout à l'heure actuelle du Midi, Sardaigne exceptée. L'émigration périodique vient principalement de l'Italie du Nord et de la Toscane.

L'émigration temporaire proprement dite vient d'un peu partout.

L'importance relative des diverses parties de l'Italie a beaucoup varié à ce point de vue depuis 1876, date à partir de laquelle l'État italien s'est occupé sérieusement de l'émigration.

Comme on peut le juger par le tableau ci-annexé, l'émigration du Nord s'est accrue beaucoup moins rapidement que celle du reste de l'Italie, surtout celle du Mezzogiorno.

Mais dans l'ensemble des vingt-huit années de la période 1876-1903, le Nord reste le plus grand réservoir de l'émigration italienne. Les quatre cinquièmes

des émigrants temporaires sont venus de l'Italie continentale, si les deux tiers des émigrants permanents sont sortis des provinces péninsulaires et insulaires, et grâce à eux, le Nord a gardé la supériorité dans l'ensemble. Toutefois, la misère croissante des provinces méridionales permet de croire que ce n'est pas pour longtemps.

CHAPITRE PREMIER

L'émigration dans l'Italie du Nord.

L'Italie du Nord comprend les cinq compartiments suivants : Piémont, Ligurie, Lombardie, Vénétie, Émilie, c'est-à-dire 95.200 kilomètres carrés sur 286.682 kilomètres carrés et 14.360.000 habitants sur 32.475.000 pour l'ensemble du royaume. (Recensement du 1^{er} fév. 1901.)

C'est avec la Toscane la partie la plus riche du royaume. L'agriculture y devient tous les jours plus intensive : les vallées du Pô , de l'Adige et de leurs affluents voient augmenter dans des proportions considérables depuis quelques années la production des céréales. Les riz, le blé, le maïs y donnent de superbes récoltes. L'élevage du gros bétail est en pleine prospérité. La sériciculture est pour ainsi dire monopolisée par la Lombardie et le Piémont. La Ligurie a des bosquets d'orangers et de citronniers réputés.

Les Alpes recèlent des carrières de marbre, des

gisements de fer et de lignite, des sources de pétrole et surtout de la « houille blanche ». L'industrie métallurgique est florissante à Turin, à Gênes, à Milan, à Côme, à la Spezzia, à Udine, à Vérone, partout où se trouve des minerais de fer et des chutes d'eau.

Les industries textiles sont pour ainsi dire monopolisées par l'Italie du Nord, où la culture de la soie, du lin et du chanvre est concentrée et où Gênes a un monopole de fait pour l'importation du coton. L'industrie du papier prospère en Piémont, Lombardie et Vénétie.

L'agriculture a fait depuis quelques années de grands progrès, grâce à l'introduction et au perfectionnement des méthodes de culture intensive, au dessèchement des marais (Mantoue, Modène, Polésine) ou de lagunes (Comacchio), au développement de l'instruction et du crédit agricole et à l'afflux des capitaux rapportés par les émigrants temporaires.

La marine marchande se développe aussi de plus en plus ; le change est au pair ; la rente se convertit facilement ; tout paraît prospérer dans ce pays... et cependant jamais l'émigration n'y a été plus intense.

C'est qu'en effet cette prospérité de l'Italie du Nord ne profite qu'en partie aux Italiens. Une grande partie des industries sont entre les mains d'étrangers : Français en Piémont, Allemands à Gênes et

dans la Lombardie, Allemands et Autrichiens en Vénétie. Plusieurs métallurgistes français se sont installés à Turin, à Coni et à Suze pour y avoir une main-d'œuvre à meilleur compte. Les minières et les forges d'Udine sont à des Autrichiens. Sans doute, depuis quelques années plusieurs entreprises industrielles, appartenant à des étrangers, appartiennent maintenant à des sociétés anonymes à noms italiens. Mais est-il bien sûr que les capitaux soient devenus italiens ? L'exemple de sociétés d'origine purement italienne, telles que les maisons d'automobiles Fiat et Itala, dont les capitaux appartiennent en grande partie à des Français, permet d'en douter.

La marine de commerce italienne est, à l'heure actuelle, en grande partie une succursale de la marine allemande. Les capitaux de nombreuses sociétés de navigation de Toscane et de Ligurie sont à des Allemands. La prospérité du port de Gênes profite aux Allemands : fait caractéristique, on parle autant dans ce port l'allemand que l'italien. De nombreux navires de commerce sont commandés par des officiers allemands et ont des mécaniciens allemands. Quelques caboteurs entre Nice et Gênes, battant pavillon italien et portant des noms italiens, sont montés par des équipages entièrement allemands, à l'exception du cuisinier, qui est Français, et des marmitons, qui sont Italiens.

L'industrie du tourisme est accaparée de plus en

plus dans l'Italie du Nord comme dans le reste de l'Italie et sur la Côte d'Azur par des Allemands.

Il n'y a guère que le relèvement de l'agriculture, qui profite exclusivement aux Italiens du Nord. Les profits des autres industries vont en grande partie à des étrangers.

Pendant ce temps, la population augmente de plus en plus et, manquant de capitaux, va les chercher à l'étranger. De là l'accroissement continu de l'émigration temporaire dans l'Italie du Nord. Et voilà pourquoi la prospérité réelle de cette contrée ne correspond pas à sa prospérité *boursière*.

A ces causes profondes de misère d'autres s'ajoutent, mais naturellement moins importantes et surtout moins durables.

La rupture commerciale avec la France avait amené une crise dans l'élevage du gros bétail et la production de la soie. Cette crise dura peu, mais elle fut très violente et amena des grèves agricoles terribles dans le Milanais et le Mantouan. Ces grèves amenèrent naturellement une recrudescence de l'émigration permanente. Une série désastreuse de mauvaises récoltes (1886-90, 1894-97), la crise des soieries de 1903, la crise des agrumi de 1904-05 ne furent pas non plus sans influence sur l'émigration des provinces continentales.

De 1876 à 1903 inclus, 833.000 Piémontais ont émigré, dont 268.000 sans esprit de retour. L'émigration temporaire et périodique absorbait donc plus des deux tiers de cette masse énorme d'émigrants.

Le Piémont est divisé en quatre provinces: Cunéo, (Coni), Turin, Alexandrie, Novare. La province où l'émigration totale est la plus faible est celle d'Alexandrie. Or chose étrange, l'émigration permanente y est plus du triple de l'émigration temporaire: 60.000 contre 17.000. C'est le contraire, on le voit, de ce qui se passe dans les autres provinces.

L'émigration temporaire provient surtout des provinces montagneuses (Coni, Turin). La riche province de Novare a, elle aussi, il est vrai, une émigration temporaire importante, mais l'émigration permanente y est encore plus faible relativement. C'est le contraire de ce qui se passe dans la province d'Alexandrie et cependant il n'y a pas une plus grande différence entre ces deux provinces au point de vue économique.

Depuis plusieurs siècles (1) les Piémontais émigrent

1. En 1905 : *Alexandrie* : 11.600 émigrants dont 1.800 en France, 1.100 en Suisse, 4.800 en Argentine, 3.100 aux États-Unis, 400 au Brésil.

Coni : 12.900 émigrants avec passeports (14.900 en tout), dont 4.300 en France, 4.800 à la Plata, 2.400 aux États-Unis, 600 au Brésil.

Novare : 23.200 émigrants dont 6.200 en France, 2.000 en

en Savoie, à Nice, dans le bassin du Rhône et à Paris. Ce sont surtout des émigrants temporaires et périodiques.

Ce courant existe toujours, mais il s'y est ajouté ces dernières années un courant fort important vers le nord-est de la France, l'Alsace-Lorraine et le bassin rhéno-westphalien.

Enfin la Suisse attire aussi beaucoup de Piémontais; l'Argentine et le Brésil reçoivent presque tous les émigrants permanents piémontais et en particulier ceux de la province d'Alexandrie. Depuis 1900, on signale un courant important d'émigrants périodiques vers les États-Unis: quelques-uns pénètrent même jusqu'au Canada. Ils s'embarquent à Gènes ou au Havre au mois de mars et reviennent à la fin de l'automne dans leurs montagnes.

L'émigration piémontaise n'offre pas de recrudescences brusques comme celles de la Vénétie. Après avoir longtemps oscillé entre 24.000 et 38.000, elle est tombée à 18.000 en 1897. Depuis elle est remontée d'une manière continue jusqu'en 1904 et 1905, années où elle a dépassé le chiffre de 60.000. La crise de

Allemagne, 6.700 en Suisse, et 600 en Autriche-Hongrie, 2.700 à la Plata, 800 au Brésil et 2.300 aux États-Unis.

Turin : 20.700 émigrants dont 6.300 en France, 4.500 en Suisse, 4.400 aux États-Unis, 2.700 à la Plata et 600 au Brésil.

1888-89 l'a affectée sensiblement; il n'en est pas de même, s'il faut en croire les statistiques italiennes, de la deuxième guerre d'Abyssinie. L'émigration serait tombée en effet de 30.000 en 1894 à 26.000 en 1895, 22.000 en 1896 et 18.000 en 1897. Le Piémont aurait donc constitué une exception, mais l'importance de l'émigration sans passeports dans cette région autorise un léger scepticisme (1).

..

Tandis qu'au Piémont l'émigration temporaire l'emporte de beaucoup sur l'émigration permanente,

1. Répartition des émigrants par provinces d'origine et pays de destination (1905).

1. ALEXANDRIE: 11.600 émigrants dont 1.600 en France, 1.100 en Suisse, 4.800 en Argentine, 3.100 aux États-Unis, 400 au Brésil.

CONI: 12.900 émigrants avec passeports (14.900 en tout) dont 4.300 en France, 4.800 à la Plata, 2.400 aux États-Unis, 600 au Brésil.

NOVARRE: 23.200 émigrants dont 6.200 en France, 2.000 en Allemagne, 6.700 en Suisse et 600 en Autriche-Hongrie; 2 700 à la Plata, 800 au Brésil et 2.300 aux États-Unis.

TURIN: 20.700 émigrants dont 6.300 en France, 4.500 en Suisse, 4.400 aux États-Unis, 2.700 à la Plata et 600 au Brésil.

1900: 23.300; 1901: 42.600; 1902: 41.100; 1903: 43.700.
1904. Émigration avec passeports: 52.858; clandestine: 8.199 (Cuneo). Total: 61.057.

1905. Émigrants avec passeports: 68.396; clandestins:

le contraire se produit en Ligurie ou plus exactement dans la province de Gênes.

L'émigration de la Ligurie n'a jamais été très élevée. Elle oscille entre 3.000 et 7.000 depuis 1876.

La France absorbe la faible émigration temporaire de la Ligurie : hommes et femmes, qui viennent sur la côte d'Azur au moment de la cueillette des fleurs.

L'Amérique du Sud attire les émigrants permanents. Dès 1860, au moment où la marine à vapeur commença à se développer, de nombreux caboteurs et pêcheurs ligures émigrèrent au Pérou et dans les États de la Plata et au Brésil, où beaucoup firent fortune comme entrepreneurs de transports, éleveurs ou agriculteurs. De véritables agriculteurs les suivirent et s'établirent en Argentine et au Brésil.

La crise du café dans ce dernier pays et les crises agricoles de 1889-90 et de 1901-02 ont détourné de-

2.000 pour la province de Cuneo (Coni) Total : 70.400 au minimum. Sur les 68.396 émigrants avec passeports :

EUROPE : 36.832, dont France 18.410, Suisse : 12.508 ; Allemagne : 2.967 ; Autriche-Hongrie : 1.021 ; Belgique, Hollande et Luxembourg : 528 ; Royaume-Uni : 466, etc.

AFRIQUE : 954, dont Égypte : 242 ; Algérie-Tunisie : 175 ; Tripolitaine : 77, etc. ?

AMÉRIQUE : 30.292, dont : Argentine : 14.692 (Plata 15.019), États-Unis : 12.308 ; Brésil : 2.462, etc. Asie : 245. Océanie : 73.

puis vers les Etats-Unis une partie de cette émigration (1).

∴

De 1876 à 1903 inclus, 636.000 Lombards ont émigré, dont 260.000 sans esprit de retour.

L'émigration temporaire l'emporte donc de beaucoup dans l'ensemble sur l'émigration permanente, mais moins qu'au Piémont: elle représente 608 0/00 de l'émigration totale contre 676 0/00.

Comme en Piémont, elle a diminué en 1881-90 et 1891-1900 et a augmenté en 1901-03.

Dans les provinces de Pavie, Mantoue et Crémone, l'émigration permanente l'emporte sur l'émigration temporaire. A Milan, elle est presque équivalente. Partout ailleurs, elle est très inférieure. C'est la province de Côme, qui fournit le plus fort contingent à l'émigration temporaire et à l'émigration to-

1. 1904. Émigration avec passeports: 6.554; sans passeports: 100. (Porto-Maurizio). Total: 6.654 au minimum.

1905. Émigrants avec passeports: 8.232 (Porto-Maurizio: 609). Sur ces 8.232 émigrants:

FRANCE: 1.068 (dont 293 de Porto-Maurizio); Suisse: 33 (Porto-Maurizio: 110); Allemagne: 143 (P.-M.: 11); EUROPE: 1.812 (P.-M.: 441).

AFRIQUE: 105, dont 53 pour l'Égypte et 39 pour l'Algérie-Tunisie. Plata: 2.642, dont Argentine: 2.410; Chili, Pérou et Bolivie: 459; Brésil: 333; États-Unis: 2.775;

AMÉRIQUE: 6.294.

tales. Bergame vient ensuite avec un contingent très important ; elle est suivie de très loin par Milan, Brescia et Sondrio.

La Suisse, la France, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont longtemps absorbé l'émigration temporaire lombarde. Mais depuis quelques années, un courant d'émigration temporaire se dirige vers les États-Unis : son importance augmente de plus en plus.

Les émigrants permanents se dirigent de préférence vers l'Amérique du Sud (Plata, Brésil). L'immigration au Brésil fut très importante vers 1898 : elle vint surtout à cette époque de la province de Mantoue désolée par des grèves agricoles, conséquence indirecte de la rupture avec la France. La crise du café l'a presque entièrement fait cesser.

L'émigration à destination de l'Argentine est surtout permanente. En 1903, elle provenait principalement des provinces de Pavie (4.482) et de Milan (1.136). Sur 1.397 émigrants à destination du Brésil, 572 étaient originaires de la province de Mantoue.

Sur 5.906 émigrants (temporaires et périodiques pour la plupart) 1.316 venaient de la province de Milan et 1.049 de celle de Côme. L'émigration en Suisse est principalement périodique : elle vient surtout des provinces de Côme (10.504), de Bergame (6.389), de Sondrio (4.740) et de Brescia (4.295).

L'émigration pour l'Allemagne provient en grande

partie des provinces de Mantoue (1.854), Côme (1.833) et Bergame (1.196). L'émigration en France vient en grande partie de Bergame (2.642) et de Côme (1.183).

Les colonies lombardes les plus importantes à l'étranger sont celles du Tessin, de l'Argentine et du Brésil.

L'émigration périodique lombarde en Suisse et en France est de date assez ancienne. Les courants vers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont beaucoup plus récents.

Dans l'ensemble, l'émigration lombarde n'a pas eu de brusques oscillations : 21.000 émigrants en 1876, 45.400 en 1904, 62.000 en 1905, 63.600 en 1906, 16.000 en 1898, 1893 et 1894, voici les chiffres les plus intéressants. La crise de 1888-91 et la deuxième guerre d'Abyssinie avaient amené d'importants mouvements de hausse mais rien de comparable avec l'augmentation constatée depuis 1900 (1).

*
* *

1. 1904. Émigration avec passeports : 44.759 ; sans passeports : 667. Total : 45.426.

1905. Émigrants avec passeports : 62.056, dont :

EUROPE : 45.685 (Suisse : 29.581 ; Allemagne : 7.132 ; France : 6.304 ; Autriche-Hongrie : (1,738, etc.).

AMÉRIQUE : 15.651 (Argentine : 7.843 ; Plata : 7.903 ; États-Unis : 5.906 ; Brésil : 1.397, etc.).

OCÉANIE : 415 (219 de Sondrio et 161 de Bergame).

AFRIQUE : 224.

ASIE : 81.

La Vénétie est la province d'Italie d'où sont partis le plus d'émigrants depuis trente ans : 2.106.000 de 1876 à 1903 inclus. Il est vrai que sur cette immense quantité 416.900 seulement émigrèrent sans esprit de retour.

La province d'Udine (Frioul italien) est le centre d'une émigration périodique des plus importantes (1). Les Frioulans, habitant un pays de montagnes excessivement pauvres, ne trouvent pas assez de travail chez eux malgré la prospérité de l'industrie métallurgique. Sur 500.000 Frioulans italiens, 40.000 à 50.000 émigrent chaque année. Ce sont pour la plupart des paysans habitant les districts montagneux. Ils vont en Autriche et en Allemagne et principalement en Tyrol, en Carinthie, en Styrie, à Salzbourg et en Bavière. Ils quittent leur pays au printemps et y reviennent en automne, quand le froid a fait suspendre les travaux en plein air dans l'Europe centrale.

Comme tous les émigrants périodiques italiens, ils exercent à l'étranger les métiers de terrassier, manœu-

1. 1904. Frioulans émigrés avec passeports : 26.042 ; sans passeports : 22.711. Total : 48.752.

1905. Frioulans émigrés avec passeports : 38.759 ; sans passeports : 14.350. Total : 53.109.

L'émigration de la province d'Udine est de beaucoup supérieure à l'émigration des autres provinces : 1905 : Bellune : 18.582 ; Vicence : 12.937 ; Vérone : 10.489 ; Trévise : 10.130 ; Padoue : 9.511 ; Rovigo : 4.046 ; Venise : 3.944.

vre, et autres similaires. Mais en outre, ils ont une spécialité : la fabrication des briques et de la chaux. La plupart des fours à briques et à chaux existant à l'heure actuelle en Autriche et en Bavière appartiennent à des Frioulans italiens.

Cette émigration en Autriche remonte à plusieurs siècles ; on en parlait déjà au *xvi^e* siècle comme d'un phénomène très important. Depuis, elle a fait tache d'huile et a gagné l'Allemagne du Sud.

On estime à 20 millions de liras par an les sommes envoyées ou rapportées par les Frioulans dans leur pays. Une partie est employée à nourrir les familles pendant l'hiver ; le reste sert à améliorer les cultures, à réparer les habitations et même à constituer des dépôts de caisse d'épargne.

L'excès de population dans les districts montagneux, l'amour croissant du bien-être dans tout le Frioul, voilà les causes principales de l'émigration. Elle fait la prospérité actuelle de cette province, mais elle y a malheureusement introduit et développé l'alcoolisme.

A la suite des Frioulans, les autres Vénitiens, et en particulier les habitants des provinces, de Bellune, de Padoue et de Vicence, ont émigré en Autriche et en Allemagne. Mais ils s'écartent plus de la Vénétie. On en trouve en Bavière et en Bosnie-Herzégovine, en Hongrie, dans la vallée du Rhin et en Westphalie.

En dehors de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, beaucoup de Vénitiens vont en Suisse (Tessin, Grisons, Berne). Quelques-uns vont en France et dans les Balkans : l'émigration dans cette péninsule fut même très importante en 1893 et 1900. Elle atteignit son maximum en 1894 (17.000) et en 1895 (près de 16.000) (1).

L'émigration permanente de la Vénétie est peu importante en ce moment. Pendant la crise de 1888-1891, elle l'emportait au contraire sur l'émigration temporaire. Des provinces de Rovigo, de Treviso et de Padoue, entre autres, partirent des milliers de familles pour le Brésil, où les États à café (Minas Geraes, Saint-Paul, Espiritu-Santo, Rio de Janeiro) étaient en pleine prospérité et attiraient la main-d'œuvre italienne. Cette émigration a presque entièrement cessé, grâce aux efforts et aux mesures énergiques du gouvernement italien. Les Vénitiens, qui vont encore au Brésil, se dirigent surtout vers les États du sud à climat méditerranéen : Parana, Santa-Catarina, Rio Grande do Sul.

Si l'on ajoute les courants secondaires d'émigration vers l'Argentine et les États-Unis, on aura une idée d'ensemble de l'émigration vénitienne. Les principa-

1. Elle ne provenait pas entièrement de la Vénétie : les Abruzzes, les Pouilles, le Piémont, la Lombardie et l'Émilie y contribuaient.

les colonies vénitiennes (1) à l'étranger sont établies en Autriche-Hongrie, Allemagne, Suisse, Brésil et Argentine. A noter aussi quelques petites colonies dispersées dans les Balkans (Dalmatie, Bosnie-Herzégovine, Grèce) et un essai de colonisation en Erythrée, qui échoua misérablement (1885-90).

L'émigration vénitienne a oscillé d'une manière extraordinaire. Sauf en 1881 et 1882, années où elle tomba en-dessous de l'émigration piémontaise, elle est restée constamment supérieure à celle des autres provinces de l'Italie du Nord et même de toute l'Italie (2).

Son minimum s'est présenté en 1878 (30.000). En 1887, elle montait brusquement à 71.000 pour atteindre 132.000 en 1888. En 1889 et 1890, elle retombait au-dessous de 70 000 pour s'élever à 135.000 en 1891. Après une nouvelle baisse, elle est remontée à 113.000 en 1895. Depuis, elle oscille entre 100.000 et 120.000.

Sauf dans la période 1888-91, l'émigration permanente ne représente qu'une faible partie de l'émigra-

1. Les colonies vénitiennes à l'étranger ont leur individualité bien marquée. Les Vénitiens ont le sentiment de l'Italinità très développé, mais ce qu'ils aiment le mieux dans l'Italie c'est leur province, dont ils conservent religieusement le dialecte.

2. La Sicile a égalé et même dépassé la Vénétie en 1905 et 1906.

tion totale : 16 0/0 en 1876-80, 27 0/0 en 1881-90, 21 0/0 en 1891-1900, 5 0/0 seulement en 1901-03.

L'émigration pour pays transocéaniques est restée peu importante en 1903 et 1905. Par contre l'émigration clandestine est restée très importante : plus de 26.000 en 1904 (1).

..

L'Émilie est une province formée artificiellement en 1860 de pièces et de morceaux : duché de Parme, une partie de celui de Modène et les Romagnes. Elle ne forme pas comme la plupart des autres compartiments un tout caractéristique.

L'émigration de cette région n'a pas une impor-

Émigration de la Vénétie

1. 1904. Avec passeports : 79.718 ; sans passeports : 26.338
Total : 106.056.

1905. Avec passeports : 108.024 ; sans passeports : 14.724
Udine et Vicence) ; total : 122.750 au minimum.

Sur les 108.024 émigrants avec passeports :

EUROPE : 95.538 dont (Allemagne 37.263 ; Autriche-Hongrie : 35.579 ; Suisse : 16.660 ; France : 4.092, etc).

AFRIQUE : 297, dont 241 en Égypte et 50 en Algérie-Tunisie.

AMÉRIQUE : 12.522, dont États-Unis : 4.813 ; Brésil : 4.419 ;
Argentine : 1.808 ; Canada : 1.347.

ASIE : 52.

OCÉANIE : 15.

Provinces d'origine des émigrants :

Allemagne : Udine : 15.756 ; Bellune : 5.447 ; Suisse :
Bellune : 5.127 ; Trévisé : 4.374 ; Brésil : Rovigo : 1.251 ;
Argentine : Udine : 588 ; États-Unis : Bellune : 1.394.

tance particulière : elle vient bien après celle de la Vénétie, du Piémont et de la Lombardie.

C'est surtout dans les Romagnes que l'émigration totale est la moins nombreuse ; par contre, la part de l'émigration permanente y est beaucoup plus grande que dans les anciens duchés.

La province de Parme fournit à elle seule plus du quart des émigrants temporaires de toute l'Émilie et presque autant que les quatre provinces réunies de la Romagne.

L'émigration temporaire de l'Émilie se dirige surtout vers la Suisse, la France, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les consuls italiens signalent depuis quelques années l'existence d'un fort courant d'émigrants romagnols vers le bassin rhénan. Les émigrants permanents vont en Argentine, au Brésil, aux États-Unis. Une colonie de familles modénaises et parmesanes vient même d'être fondée au Chili (1904).

Les populations de l'Émilie paraissent en général assez aisées. Cependant nulle part ailleurs en Italie les chômages n'étaient plus nombreux, ce qui n'empêchait pas la densité d'émigration d'être assez faible (1). L'émigration de l'Émilie n'a pas connu les brusques variations de l'émigration vénitienne. De

1. Ce phénomène paraît dû à la multiplicité des petits métiers. Chaque artisan en exerce, en effet, plusieurs à la fois.

1876 à 1894, elle oscilla entre 3.000 et 7.000 et resta sensiblement égale à l'émigration ligure. Toutefois en 1888 elle dépassa 13.000 et en 1891 11.000. Depuis 1894, elle est montée par une progression presque continue jusqu'au chiffre de 40.000 (1900 : 22.600 ; 1901 : 28.700 ; 1902 : 27.600 ; 1903 : 25.000 ; 1904 : 29.900 ; 1905 : 38.600 ; 1906 : 41.700) (1).

1. En 1905 : sur 38.580 émigrants avec passeports :

EUROPE : 28.222 dont (Allemagne : 9.283 ; Suisse : 8.252 ; France : 6.736 ; Autriche-Hongrie : 2.725).

AFRIQUE : 445 dont (Algérie-Tunisie : 255 ; Égypte : 139 ; Tripolitaine : 28).

AMÉRIQUE : 9.870 (dont États-Unis : 6.036 ; Argentine : 2.837 ; Brésil : 903).

ASIE : 39. OCÉANIE : 4.

Provinces : *Bologne* : 6.655 émigrants ; Allemagne : 2.500 ; Suisse : 1.000 ; France : 1.000 ; États-Unis : 552.

Ferrare : 2.863, dont Suisse : 618 ; Plata 640 ; États-Unis : 565, etc...

Forlì : 7.465 ; Autriche-Hongrie : 1.085 ; France : 3.148 ; Suisse : 1.768.

Modène : 6.305 ; France : 2.853 ; Suisse : 1.105 ; États-Unis : 1.089 ; etc...

Parme : 5.659 ; France : 1.230 ; Suisse : 1.170 ; États-Unis : 1.597, etc...

Plaisance : 3.719 ; France : 598 ; États-Unis : 1.370 ; Plata : 534 ; Allemagne : 517.

Ravenne : 3.823 ; Allemagne : 526 ; Suisse : 386 ; Autriche-Hongrie : 500.

Reggio : 4.091 ; Suisse : 1.218 ; Allemagne : 1.104 ; Argentine : 580.

CHAPITRE II

L'émigration dans l'Italie du Centre.

L'émigration du Centre comprend quatre compartiments : la Toscane, le Latium, l'Ombrie et les Marches, divisés en quatorze provinces d'une superficie totale de près de 50.000 kilomètres carrés et une population de près de 5 millions $1/2$ d'habitants. (Recensement du 1^{er} fév. 1901.)

Elle renferme des régions de valeur économique très inégale. On trouve en Toscane les minerais de fer de l'île d'Elbe, des gisements de lignite et les marbres de Carrare et de Massa ; mais on y rencontre aussi les lagunes de Piombino et les maremmes de Grosseto et de Sienne. L'Agro Romano jouit d'une triste célébrité, mais les régions du Latium, limitrophes de l'Ombrie, participent à la richesse agricole de cette province. Les Marches sont en général peu fertiles, mais il s'y trouve des ports (Ancône) et des chutes d'eau (Terni), des minerais et des solfatares. Aussi connaissent-elles une vie maritime et industrielle

assez active. L'élevage du gros bétail dans le Nord de ce compartiment et du petit bétail dans les terres sèches des parties méridionales, la culture du maïs dans la Haute-Marche, enfin la viticulture et la pêche, voici les principales ressources de cette région.

Quant à l'Ombrie, c'est un pays de pâturages, de cultures et de forêts ; c'est une des contrées de l'Italie les mieux arrosées et les plus fertiles. On y rencontre peu de terres incultes ou stériles. Par sa vie économique comme par sa position géographique, le Centre relie le Nord au Sud de l'Italie. Toutefois, l'émigration y est moins intensive, mais la proportion des émigrants permanents est intermédiaire entre celle qu'on observe dans le Sud et en Sicile, et celle qu'on remarque dans le Nord : 45,8 0/0 de 1876 à 1903 inclus contre 28,7 0/0 dans le Nord, 66,50/0 en Sicile et 84,50/0 dans le Sud de la Péninsule.

..

Le compartimento de Toscane comprend, en plus des sept provinces qui formaient le grand-duché de Toscane, la province de Massa-Carrara, détachée du duché de Modène et que l'on rattache aussi quelquefois à la Ligurie et à l'Émilie. Bien qu'étant une des régions les plus riches de l'Italie, elle a toujours été un centre d'émigration assez actif.

A peu près nulle dans les provinces méridionales, Sienne et Grosseto, peu peuplées et ravagées par la

malaria, l'émigration est intense au contraire dans la province de Lucques, plus même que ne l'indiquent les statistiques italiennes.

C'est qu'en effet, chaque année à l'automne, la Corse voit arriver des milliers de Toscans, ordinairement Lucquois, qui viennent faire les travaux agricoles dédaignés par les Corses. Ils y passent environ six mois, puis retournent en Toscane. On estime à 3 millions par an les sommes qu'ils y rapportent.

Leur nombre est diversement évalué : un consul italien reconnaissait en 1904 qu'il en venait au moins 7.000 par an. D'après une évaluation française, ils seraient au moins 12.000 (1).

Là encore les statistiques italiennes donnent des chiffres inférieurs à la réalité. Mafia à part, il y a là quelque chose de comparable à ce qui se passe en Sicile pour l'émigration en Tunisie. Y a-t-il à l'insu des autorités italiennes un courant d'émigration sans

1- « Ils viennent régulièrement par escouades ayant chacune son brigadier. Ils sont munis de longues bêches en fer de lance, ainsi que d'une marmite pour la polenta du groupe. Ils passent jusqu'à six mois en Corse pour les gros travaux ruraux, gagnant 1 fr. 75, 1 fr. 90 et même 4 francs par jour, presque tout leur salaire est emporté en Italie. Si l'on compte 12.000 émigrants — les évaluations sont souvent plus élevées — ils coûtent au bas mot 3 millions à la Corse. »

COLONEL LE JOINDRE : *La Corse et les Corses* (p. 124), Berger-Levrault, 1904.

passesports ? Les statisticiens italiens cherchent-ils à cacher une partie de la vérité ? Ces deux hypothèses sont vraisemblables et contiennent chacune probablement une part de vérité.

L'émigration périodique toscane en Corse y laisse chaque année des épaves. C'est ainsi qu'en mars 1901, 26.000 Italiens, Toscans pour la plupart, étaient recensés en Corse.

Les « Lucquois » de Corse viennent aussi en partie des provinces de Livourne et de Florence. De Massa-Carrara, de Lucques et de Pise viennent en France et en Allemagne ces enfants, qui mendient sous prétexte de vendre des petites statuettes de plâtre et de terre cuite (1).

Les émigrants permanents de Toscane se dirigent

1. Il est déplorable de voir la nombreuse immigration venant de la province de Lucques, de mineurs, dont beaucoup ayant moins de 14 ans, cédés par leurs parents à des fabricants de grossières statuettes de plâtre pour être employés, spécialement à Vienne, à la vente desdites statuettes. Ces enfants reçoivent un salaire de 15 à 20 lires par mois (avec lequel ils doivent se vêtir) et une nourriture encore plus maigre. Ils sont condamnés à une vie de déboires continuels, contraints à aller se promener du matin au soir, chargés de grosses et pesantes corbeilles pleines de statuettes, insuffisamment couverts et mal nourris ; et par surcroît maltraités, quand ils ne réussissent pas à tirer de la vente une somme suffisante.

(Rapport du Chevalier ZANNORI : octobre 1901) ; *Europa*, partie II, page 98.)

de préférence vers les États-Unis, les États de la Plata et le Brésil. On en trouve aussi, associés aux Ligures, au Pérou et au Chili. Beaucoup se fixent en Corse et en France.

L'émigration toscane est montée presque sans à-coup de 6.000 à 7.000 en 1876 à plus de 30.000 en 1901. La crise de 1887-1891 et la deuxième guerre d'Abyssinie l'ont assez peu influencée, contrairement à ce qui se passa dans le reste de l'Italie (1).

*
* *

L'émigration de ce compartimento est restée longtemps insignifiante. L'émigration permanente l'emporte de beaucoup sur l'émigration temporaire.

Dans ces vingt-huit dernières années, elle représente 77 0/0 de l'émigration totale. Toutefois dans la

1. En 1905 ; 31.620 passeports furent délivrés à des émigrants toscans. Ils se répartissaient ainsi :

Florence : 9.333 ; France : 2.947 ; Allemagne : 2.853 ; Suisse : 1.524 ; États-Unis : 666 ; Autriche-Hongrie : 671, etc.

Lucques : 8.859 ; France : 2.252 ; États-Unis : 4.047, etc.

Massa-Carrara : 4.568 ; France : 1.373 ; Suisse : 627 ; États-Unis : 829 ; Brésil : 510, etc.

Arezzo : 3.694 ; France : 1.083 ; États-Unis : 483, etc.

Pise : 2.575 ; France : 1.083 ; États-Unis : 483, etc.

Livourne : 1.269 ; France : 764.

Grosseto : 876 ; États-Unis : 409 ; France : 168, etc.

Sienne : 446 ; France : 233.

Ensemble de Toscane :

EUROPE : 20.333, dont France : 10.507 ; Allemagne : 5.607 ;

période 1901-1903, elle n'en représentait plus que 65 0/0.

La province où l'émigration temporaire est le plus faible est celle de Macerata. La province de Pesaro e Urbino offre au contraire les chiffres les plus élevés. Les émigrants des Marches n'allaient guère jusqu'à ces dernières années, que dans l'Amérique du Sud, et en particulier en Argentine et au Brésil. Aujourd'hui, si l'émigration vers l'Argentine existe toujours, l'émigration vers le Brésil a presque entièrement cessé. Par contre, l'émigration aux États-Unis augmente de jour en jour. Il s'est créé aussi depuis quelques années un courant important d'émigration temporaire vers le Sud et le Sud-Ouest de l'Allemagne, la France, la Suisse et l'Autriche-Hongrie. Il semble d'ailleurs que ces trois derniers pays retiennent peu les émigrants de Marches. Ceux-ci y séjournent peu et vont de là en Allemagne et aux États-Unis.

Jusqu'en 1893, l'émigration des Marches est restée inférieure à 2.000 émigrants, sauf en 1885 et pen-

Suisse : 2.556 ; Autriche-Hongrie : 1.318. *Afrique* : 840, dont Algérie-Tunisie : 523 ; Égypte : 225.

AMÉRIQUE : 10.368, dont États-Unis : 6.752 ; Brésil : 1.996 ; Plata : 1.451.

ASIE : 62.

Océanie : 15.

2. 1901 : 30.200 ; 1902 : 28.000 ; 1903 : 25.200 ; 1904 : 26.200 ; 1905 : 31.600 ; 1906 : 37.100.

dant les trois années 1887-1889, c'est-à-dire au moment de la mévente des soufres. Cette mévente avait été amenée par la rupture avec la France et la découverte de procédés industriels, permettant d'extraire le soufre à bon marché des pyrites ferreux et cuivreux de la France et de l'Allemagne.

La deuxième guerre d'Abyssinie et les mauvaises récoltes de maïs et de blé de 1894 à 1897 amenèrent une brusque montée de l'émigration. Elle atteignait presque 12.000 en 1896, l'année d'Adoua. En 1897 et 1898, elle retomba brusquement à moins de 5.000. Depuis elle est remontée presque sans interruption. En 1905, elle a même dépassé celle de la Toscane : 31.900 contre 31.600, pour retomber en dessous en 1906 (34.500 contre 37.100).

La crise des vins, l'exemple des autres provinces italiennes, le poids toujours plus lourd de l'impôt sur le bétail, la diminution des troupeaux de moutons, une mauvaise récolte de maïs en 1902, enfin et surtout les intrigues des agences d'émigration, voici, semble-t-il, les raisons de cette recrudescence (1).

∴

Le compartimento d'Ombrie ne comprend qu'une province, celle de Pérouse.

1. 1906 : Ensemble des Marches : 34.500 émigrants avec passeports.

En 1905 : 31.919 habitants des Marches émigrèrent avec passeports.

La densité de la population y est encore assez faible (69 habitants par k. q.). Le pays étant en outre assez riche, l'émigration est restée assez longtemps à peu près nulle. Ce n'est qu'en 1900 qu'elle a dépassé le chiffre de 2.000.

En 1901, elle atteignit tout à coup 9.000 pour redescendre à 6.000 en 1902 et 5.000 en 1903. Depuis, elle s'est relevée : en 1904, elle dépassait légèrement celle du Latium (6.700 contre 6.600), mais en 1905, le Latium l'a dépassée à son tour (14.700 contre 9.900) et a maintenu son avance en 1906 (18.500 contre 14.800).

Avant 1900, l'émigration permanente l'emportait sur l'émigration temporaire. Depuis c'est le contraire qui se produit.

Les émigrants ombriens se dirigent de préférence vers la France, l'Europe centrale et les États-Unis.

EUROPE : 10.685, dont Allemagne : 3.441 ; France : 2.799 ; Autriche-Hongrie : 2.383 ; Suisse : 1.779.

AMÉRIQUE : 21.106, dont Argentine : 12.863 ; États-Unis : 7.413 ; Brésil : 604.

AFRIQUE : 112. Asie : 13.

Macerata : 8.936, dont Argentine : 7.511 ; États-Unis : 560

Pesaro e Urbino : 7.884, dont France : 1.586 ; Suisse : 1.347 ; Autriche-Hongrie : 1.276 ; Allemagne : 1.160 ; États-Unis : 2.142.

Ancona : 7.785, dont Allemagne : 1.488 ; France : 772 ; Argentine : 2.620 ; États-Unis : 1.479.

Ascoli-Piceno : 7.314, dont Allemagne : 549 ; Plata : 2.603 ; États-Unis : 3.232.

Très peu vont en Argentine. Comme les émigrants des Marches, et à plus forte raison, ils sont trop peu nombreux pour former à l'étranger des colonies ayant leur individualité. L'impôt sur le bétail, la crise des vins de coupage, les intrigues des agences d'émigration, voici les causes de cette émigration (1).

∴

L'émigration du Latium est restée longtemps absolument insignifiante. Nombreuses furent même les années où les statistiques comptèrent moins de 100 émigrants ou même n'en comptèrent pas du tout.

La faible densité de la population (en dehors de Rome) et la malaria expliquent suffisamment ce fait.

Ce n'est qu'en 1896 que l'émigration dépassa le chiffre de 2.000. Après s'être approchée de 7.000 en 1897, elle retombait à 2.000 en 1898 et en dessous en 1899 et 1900. En 1901, elle montait brusquement à 9.700 pour redescendre lentement en 1902 à 8.400, en 1903 à 8.200 et en 1904 à 6.600. En 1905 nouvelle hausse le chiffre de 14.700 a été atteint.

1. En 1905 sur 9.900 émigrants avec passeports :
EUROPE : 7.383 ; France : 2.802 ; Suisse : 1.788 ; Allemagne : 1.263.

AFRIQUE : 54 ; Algérie-Tunisie : 47.

AMÉRIQUE : 2.456, dont Brésil : 360 ; États-Unis : 1.870.

ASIE : 6.

Les émigrants de Latium viennent presque tous de Rome et sont pourtant des agriculteurs. Les faubourgs de la capitale comme les petites villes de l'Italie du Sud et de la Sicile, sont habités en effet par une population de paysans laboureurs et pâtres, plus même que par des maraîchers.

Les proportions des diverses catégories d'émigrants ont eu à peu près les mêmes variations qu'en Ombrie. Là aussi l'émigration temporaire s'est fortement accrue dans ces dernières années.

Les émigrants du Latium vont presque tous aux États-Unis à l'heure actuelle. Ce ne sont pas des émigrants périodiques comme les Piémontais, qui passent l'Atlantique pour six mois mais des émigrants temporaires proprement dits.

Le manque de capitaux, les efforts des agences d'émigration, la crise vinicole, peut-être aussi l'extension du régime latifondiste, voilà les causes de l'émigration de cette province (1).

1. En 1905, 14.702 habitants du Latium émigrèrent avec passeports.

EUROPE : 1.527, dont Allemagne : 689 ; Suisse : 330 ; France : 272.

AMÉRIQUE : 13.093, dont États-Unis : 12.303 ; Argentine : 416 ; Brésil : 327.

AFRIQUE : 59 ; Égypte : 41.

ASIE : 19.

OCÉANIE : 4.

CHAPITRE III

L'émigration dans le Mezzogiorno.

Le Mezzogiorno comprend cinq compartimenti continentaux : Abruzzes et Molise, Campanie, Pouilles, Basilicate, Calabre, et deux insulaires : Sicile et Sardaigne.

En dehors de quelques régions favorisées, telles que les pays vésuviens, le versant ionien de la Sicile, le Tavoliere et quelques vallées, on ne rencontre que des régions brûlées par le soleil, recevant peu de pluies, manquant de sources et de forêts et où les torrents tiennent lieu de rivières. C'est le pays par excellence de la vigne et des agrumi ; mais il se prête très mal, sauf dans ses parties privilégiées, à la culture des céréales.

La partie continentale est entièrement dépourvue, du moins jusqu'à ce jour, de richesses minières. La Sicile avec ses solfatares est plus favorisée. Le sol de la Sardaigne contient des minerais en abondance, mais ils commencent à peine à être exploités. La

Sardaigne est d'ailleurs très différente du reste du Mezzogiorno. La densité de sa population, et par voie de conséquence celle de son émigration, est très faible. En outre, l'émigration y est principalement temporaire, tandis que dans le reste du Midi, elle est surtout permanente et se dirige vers les pays transocéaniques.

Cette émigration méridionale a pour causes principales : l'unité italienne, l'accroissement de la population, le climat et la nature du sol.

Quand le Piémont annexa le royaume de Naples, il crut acquérir des provinces d'une richesse extraordinaire. Il est vrai qu'un observateur superficiel pouvait s'y tromper. Sous le gouvernement patriarcal des Bourbons le peuple napolitain vivait sans soucis. Il payait peu d'impôts, ne faisait pas de service militaire et ne ressentait pas encore les besoins des peuples très civilisés. En outre, le paysan avait des sèrvitudes sur les pâturages et les forêts de la couronne, du clergé et des communes : droit de pacage pour les porcs, les chèvres et les moutons, droit de parcours pour ces derniers, droit de couper du bois, etc.. Tous ces privilèges atténuaient les inconvénients de la mainmorte à des latifondies. Ils favorisaient aussi l'élevage, auquel le protectionnisme assurait le marché intérieur. Les industries domestiques (tissage, vanneries, poterie, etc..) n'avaient pas à craindre la concurrence de la grande industrie moderne.

Vint l'unité italienne : les biens de mainmorte furent vendus et l'on sait quelles en furent les conséquences (1). En même temps, l'Italie adoptait la politique du libre-échange à outrance. Ce fut la mort des petites industries dont vivaient en grande partie les ruraux napolitains. Cette politique économique amena une extension considérable de la culture du blé : les forêts furent progressivement défrichées et firent place à des champs de céréales. Une partie des pâturages fut même mise en culture.

Il est vrai que les inconvénients de cette « économie politique transcendente » ne se firent pas sentir immédiatement. Le régime hydrographique des Deux-Siciles se modifia rapidement, mais pas brusquement. L'élevage ne fut pas radicalement détruit, il subsiste encore, mais il végète misérablement.

On sait ce que fut la crise des céréales et comment elle eut pour conséquence le développement et la crise de la viticulture.

Tandis que le Piémont par une annexion prématu-

1. Proudhon avait prédit en 1862 ce qui devait résulter de la vente des biens ecclésiastiques :

« En Italie, il existe une masse de propriétés ecclésiastiques dont les bourgeois demandent à grands cris la vente. Combien reviendra-t-il de cette terre sacrée au prolétaire sans pécule, au paysan qui se croirait voué à l'enfer, s'il prenait en la payant sa part du *patrimoine des pauvres* ? »

La Fédération et l'Unité en Italie, page 29.

Paris, Dentu, 1862.

rée et une politique économique néfaste détruisait l'équilibre économique et social des Deux-Siciles, il les accablait d'impôts. C'est ainsi que les pauvres provinces d'Avellino et de Potenza paient une taxe sur les affaires plus forte que celle payée par les provinces d'Udine et de Verone, alors que les opérations d'escompte y sont quinze fois moins importantes (Nitti cité par Pietri).

En même temps que les charges de l'État, celles des communes et des provinces s'accrurent grâce à de nouvelles sources de dépenses : création de voies de communication, augmentation du nombre des fonctionnaires, service militaire obligatoire, etc.. Leur équilibre financier fut détruit. Elles durent recourir à de nouveaux impôts et à des emprunts. Les impôts de consommation, la taxe sur les familles et la taxe sur le bétail devinrent de plus en plus lourds.

La grande misère succéda à l'ancienne aisance. Par un phénomène souvent constaté, en Irlande par exemple, la population augmenta d'autant plus rapidement. Il ne lui resta plus qu'une ressource : émigrer. Sans doute, la prospérité actuelle des finances de l'État a permis d'accorder des dégrèvements sur les impôts directs à la Basilicate (1902 et 1904) aux Pouilles (janvier 1905), aux Calabres (sept. 1905) et aux provinces vésuviennes (mars-avril 1906). Mais ce ne sont là que des mesures insuffisantes.

Aussi plusieurs projets de loi ont-ils été déposés depuis deux ans pour remédier à cette situation. Ils demandent une répartition plus juste de la taxe des affaires et une meilleure péréquation de l'impôt foncier. Ils n'ont malheureusement pas été votés. Les questions méridionales ont seulement fait tomber ministère sur ministère. Les cabinets Fortis, Giolitti, Sonnino ont ainsi succombé en quelques mois. Le Nord, menacé de payer des impôts directs en rapport avec sa richesse, ne veut pas de telles réformes. Il est d'ailleurs en droit de craindre que ce surcroît de charges n'entrave son développement économique déjà menacé par la crise des soieries.

Depuis, a eu lieu la conversion de la rente. M. Luzzati a en effet compris qu'il fallait le plus tôt possible profiter de l'optimisme inaltérable de la Bourse, avant d'aborder de nouveau la question méridionale et de bouleverser tout le système des impôts. Une nouvelle chute de ministère à ce propos aurait pu dessiller les yeux des plus aveugles. En outre, une convention heureuse, en diminuant les dépenses, faciliterait un changement de l'assiette de l'impôt.

On sait dans quelles heureuses circonstances a eu lieu la conversion de la rente. Mais la situation extérieure a contraint le gouvernement à de nouvelles dépenses militaires. Aussi est-il peu probable que les bénéfices de la conversion profitent au Midi avant longtemps et puissent servir à atténuer les

causes d'émigration. L'unité italienne n'a donc pas été pour le Mezzogiorno la panacée universelle. Bien au contraire, elle fut pour lui la boîte de Pandore, d'où sortirent tous les maux. On a vu plus haut que le Mezzogiorno n'est pas un pays industriel : ce n'est pas absolument vrai. La Campanie a de nombreuses fabriques de pâtes alimentaires, d'objets de corail et de papier ; il y a même quelques usines métallurgiques près de Naples. Elle tire de son sol volcanique la pierre ponce et la pouzzolane. La Sardaigne commence à exploiter les minerais de zinc, d'antimoine et de manganèse. Enfin on sait ce que valent les soufrières siciliennes ; mais, comme dans l'Italie du Nord, cette prospérité ne profite qu'en partie aux Italiens. Les industries campaniennes sont principalement entre les mains de capitalistes anglais. Des ingénieurs et des capitalistes français exploitent les minerais sardes. On dit même que les capitaux des sociétés soufrières de Sicile appartiennent à des étrangers : Français, Anglais et même Allemands.

Il ne serait pas juste pourtant de ne considérer comme causes d'émigration que les conditions économiques et sociales du Mezzogiorno. La paresse séculaire des Campaniens ne peut guère, il est vrai, être considérée comme une cause d'émigration. Les *lazzaroni* ne représentent qu'une très faible partie des Italiens du Sud et ils émigrent peu. Au contraire les montagnards des Abruzzes, les paysans de la

Basilicate, des Pouilles et de la Sicile sont durs à la fatigue et ils émigrent beaucoup.

Si l'on ne peut attribuer l'émigration de ces agriculteurs à leur paresse, on est pourtant en droit d'incriminer leur caractère versatile et léger. Ils sont menteurs et querelleurs. En outre, ils sont très routiniers et ennemis du progrès. Ils veulent tout le temps frauder et leurs fraudes sont si grossières qu'elles se laissent facilement découvrir. C'est en partie à ces fraudes qu'ils doivent la perte des marchés allemand et suisse des vins de coupage. Leurs concurrents espagnols et algériens, plus progressistes et plus honnêtes ont su en profiter pour les évincer. A ces causes humaines de ruine s'en ajoutent d'autres dues à la nature : l'étendue des terres sèches absolument inutilisables, le manque d'eau et le manque de mines.

On évaluait en 1899 l'étendue des terres sèches du Mezzogiorno à 1.595.000 hectares, dont 68.000 en Sicile et 250.000 en Sardaigne.

Le déboisement a accru le mal. Cette pauvreté d'eau nuit doublement à l'agriculture. Elle rend naturellement les moissons plus pauvres ; en outre, elle force les paysans à se grouper, non pas en des hameaux et villages comme en France, dans l'Italie du nord et même la région de l'Etna, mais dans de véritables villes rurales, placées là où se trouvent les sources. Les laboureurs se voient en conséquence

obligés de parcourir de longues distances, jusqu'à 15 et 20 kilomètres, pour pouvoir se rendre à leurs champs. Aussi conçoit-on qu'avec le mauvais état et le petit nombre des voies de communication, les oc-trois sur les objets de consommation, l'appauvrisse-ment croissant de la terre, l'augmentation des impôts, le développement de l'amour du bien-être et les sol-llicitations des agences d'émigration et des émigrés, ils soient dégoûtés de la vie rurale et préfèrent émigrer.

Les populations maritimes de la Sicile et de l'Italie du Sud ont cruellement souffert également de la fusion de la Compagnie de navigation Florio avec la Com-pagnie Rubattino, fusion d'où est sortie la puissante « Società di navigazione generale italiana ». La Com-pagnie Florio recrutait en effet ses équipages dans le Midi et en particulier en Sicile. Maintenant la Na-vigazione generale les recrute en Ligurie et en Tos-cane et a Gènes pour port d'attache, au lieu d'avoir Messine ou Palerme.

Enfin tous, agriculteurs et marins méridionaux, ont souffert des catastrophes qui ont accablé coup sur coup le malheureux Mezzogiorno depuis deux ans : tremblements de terre de Calabre en 1905 et des Lipari en 1906, éruptions du Stromboli et du Vésuve en 1905 et 1906, inondations qui accompa-gnèrent ces phénomènes sismiques et dévastèrent la Calabre et les régions vésuviennes.

..

Les Abruzzes comprennent quatre provinces, dont l'une, celle de Campobasso, est ordinairement désignée sous le nom de Molise.

Ce compartimento est un pays très pauvre et à climat continental. Il est couvert de forêts de châtaigniers et de champs d'avoine, d'orge et de seigle. Peu de blé et de maïs. C'est un pays de toute petite propriété et le régime latifondiste y est inconnu.

Avant l'unité, sa grande richesse consistait en troupeaux de moutons, qui transhumaient, c'est-à-dire allaient dans les Abruzzes en été, dans les Pouilles en hiver. Le développement de la culture des céréales et de la vigne dans les Pouilles, en empêchant la transhumance, le régime économique des laines, enfin l'impôt sur le bétail ont détruit cette prospérité.

On voit par le tableau ci-annexé que l'émigration permanente l'emporte de beaucoup dans l'ensemble. Seule la province d'Aquila fait exception : son émigration temporaire représente 70 0/0 de l'émigration temporaire des quatre provinces réunies. Par contre, du seul Molise sont partis plus de 52 0/0 des émigrants permanents de tout le compartimento pendant la même période.

Les émigrants des Abruzzes se dirigent de préférence vers les pays transocéaniques en général et les États-Unis en particulier. C'est ainsi qu'en 1903 sur un total de 46.500 émigrants, 39.000 allèrent en Amérique dont 31.200 aux États-Unis, 2.800 en Argentine, 3.400 au Brésil et 1.140 au Canada.

L'Europe reçut 7.200 émigrants, provenant presque tous de la province d'Aquila. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, les Balkans, la Suisse et la France se les partageaient. C'étaient pour la plupart des émigrants périodiques. Enfin on trouve quelques émigrants permanents en Égypte.

Nulle part, les émigrants des Abruzzes ne forment de groupements caractérisés, comparables aux Siciens de Tunisie et aux Vénitiens du Brésil.

De 1876 à 1882, l'émigration des Abruzzes reste inférieure à 5.000 émigrants. De 1882 à 1886, elle oscilla entre 5.000 et 10.000. De 1886 à 1899 elle se maintint entre 10.000 et 20.000 ; en 1896, elle atteignit même 20.600. En 1900 elle monta à 23.000 et en 1901 à 60.000. Elle redescendit rapidement les années suivantes : 50.200 en 1902, 46.300 en 1903 ; 32.200 en 1904, mais s'est relevée en 1905 : 58.900 (1) !

*
* *

1, En 1905 : 58.929 habitants des Abruzzes émigrèrent avec passeports.

EUROPE : 6.838, dont : Allemagne : 3.415, Autriche-Hongrie : 1.758 ; France : 752 ; Suisse : 481

AFRIQUE : 186 (Égypte : 58).

ASIE : 11.

AMÉRIQUE : 51.892, dont : États-Unis : 42.056 ; Argentine : 5.721 ; Brésil : 2.660 ; Canada : 1.153.

Océanie : 2.

Ils se partagent ainsi entre les provinces :

Aquila : 17.748, dont Allemagne : 3.041 ; Autriche-Hon-

La Campanie est la province la plus peuplée du Mezzogiorno. Au recensement du 1^{er} février 1901, elle avait 184 habitants au kilomètre carré et venait après la Ligurie (204 hab.) et avant la Lombardie (178 hab.).

C'est la seule province continentale de l'Italie du Sud, ayant une vie maritime et industrielle active. Malheureusement pour elle les Anglais y jouent le même rôle que les Allemands dans l'Italie du Nord.

Autour de Naples, qui a elle seule contient plus du sixième de la population de la Campanie, sont groupées une foule de villes industrielles assez importantes : Torre dell' Annunziato, Torre del Greco, Castellamare di Stabia, etc. Ce sont des villes véritablement urbaines et non pas des villes rurales comme dans le reste du Mezzogiorno.

Aussi la population de la province de Naples atteint-elle 1.269 habitants au kilomètre carré.

C'est d'ailleurs cette province, qui semble avoir accaparé la richesse de toute la Campanie. Sauf dans

grie : 861 ; France : 312 ; État-Unis : 12.211 ; Argentine : 504 ; Brésil : 287.

CAMPO-BASSO : 16.880 dont : France : 301 ; États-Unis : 11.963 ; Argentine : 1.846 ; Brésil : 827 ; Canada : 632.

CHIETI : 16.885, dont États-Unis : 11.377 ; Argentine : 3.224 ; Brésil : 1.468 ; Canada : 417.

TERAMO : 8.116 : dont Autriche-Hongrie : 841 ; Allemagne : 290 ; États-Unis : 6.505.

ses parties vésuviennes, la province d'Avellino est très pauvre. Il en est de même de Bénévent et de Salerne. Caserte, jadis assez prospère, s'appauvrit de plus en plus. La province de Naples figure dans le tableau ci-contre pour un chiffre assez important et cependant sa population proprement dite émigre peu. Mais comme toute les grandes villes, Naples attire beaucoup de ruraux, déjà ruinés ou qui s'y ruinent, et qui, après un séjour plus ou moins long, finissent par émigrer. Les vrais Napolitains émigrent peu et, quand ils émigrent, ils s'adonnent à des travaux peu fatigants : ils sont domestiques, cuisiniers, petits boutiquiers et de préférence cabaretiers. Si par hasard, ils sont forcés de faire de gros travaux, on peut être sûr qu'ils travaillent mal et cesseront à la première occasion. En Argentine par exemple, les cabaretiers napolitains jouissent d'une grande influence sur les autres émigrants. On les retrouve dans toutes les agitations politiques, où leur qualité de beaux parleurs et leur intelligence leur permettent de jouer un rôle important.

Il existe en Campanie une catégorie d'émigrants très curieuse : ce sont les colporteurs et en particulier ceux d'objets de corail. Ils partent avec une pacotille et voyagent à travers l'Europe et en Amérique jusqu'à ce qu'ils l'aient vendue. Souvent même ils la renouvellent en cours de voyage en achetant des objets qu'ils revendent. Ils rentrent ensuite dans

leur pays avec un petit pécule après une absence de quelques mois et même de deux ou trois ans.

Cette catégorie d'émigrants temporaires n'est pas absolument spéciale à la Campanie ; on en trouve aussi en Toscane et en Ligurie, mais la plus grande partie vient de Campanie.

Dans toutes les provinces campaniennes, Caserte exceptée, l'émigration permanente est de beaucoup supérieure à l'émigration temporaire. Ce phénomène est particulièrement frappant à Salerne et Avellino, dont l'émigration temporaire est pour ainsi dire nulle, mais dont l'émigration permanente est formidable.

L'émigration campanienne est due à la décadence de l'agriculture, à la diminution des revenus, qui en est la conséquence et à la décadence complète de l'industrie pastorale.

On a déjà vu les causes de la ruine de l'élevage. Celles de l'agriculture n'ont pas encore été exposées. La ruine de l'industrie agricole est due avant tout à l'épuisement de la terre, cultivée selon les méthodes antiques, c'est-à-dire sans engrais, avec des char-
rues trop petites qui ne font qu'égratigner le sol, et sans laisser reposer le sol à défaut d'engrais. La ruine de l'élevage a supprimé le seul engrais naturel que reçussent les terres, où les moutons allaient pâture après les moissons. Le déboisement a joué là aussi son rôle néfaste, surtout dans la province de Bénévent. Si l'on ajoute le poids de l'impôt foncier et les

maladies de plantes mosca olearia, phylloxéra, rouille des blés, gummi des arbres à agrumi, etc... on aura un tableau exact de la situation de l'agriculture campanienne. Les provinces d'Avellino (principauté ultérieure) et Caserte (terre de labour) sont particulièrement éprouvées.

Les tremblements de terre et les éruptions du Vésuve amènent aussi des recrudescences d'émigration : c'est ce qui s'est produit, par exemple, en 1906.

Les émigrants campaniens se dirigent de préférence vers les pays transocéaniques, les États-Unis en particulier. C'est ainsi qu'en 1903, sur un total de 70.500 émigrants, 62.300 allèrent en Amérique dont 46.700 aux États-Unis, 9.000 au Brésil et 4.000 en Argentine.

Le reste se partagea entre la France (4.400), l'Algérie et la Tunisie, l'Égypte, etc...

L'émigration campanienne est restée constamment supérieure avant 1903 à l'émigration des autres provinces de Mezzogiorno prises isolément. Mais elle a été dépassée en 1903 par l'émigration sicilienne.

Partie de 3.000 en 1876, elle resta inférieure à 20.000 avec des hauts et des bas jusqu'en 1886. En 1887 et 1888, elle atteignit 22.000. En 1889, elle retombait à 15.000, mais depuis 1890, elle est restée au-dessus de 20.000. En 1893, elle s'élevait à 35.000 ; en 1896 elle dépassait 40.000. Après une nouvelle baisse, elle atteignait 50.000 en 1900, 75.600 en 1901 et 84.500

en 1902. En 1903, elle retombait à 70.500 et en 1904 plus bas encore à 50.900. En 1905, elle est revenue à 84.300, chiffre à peine inférieur à celui de 1902 et dépassé en 1906 : 89.800 (1).

*
..

Le compartimento des Pouilles comprend trois provinces : Lecce Foggia, Bari. C'est le pays par excellence des vins de coupage, de ces vins qui firent tour à tour sa prospérité et son malheur. Avant l'unité

1. En 1905 : 84.316 Campaniens émigrèrent avec passeports.
EUROPE : 4.045, dont : France : 2.168 ; Royaume-Uni et Malte : 944.

AFRIQUE : 545, dont : Algérie-Tunisie : 350 ; Égypte : 182.

AMÉRIQUE : 79.685, dont : États-Unis : 71.920 ; Argentine : 3.738 ; Brésil : 2.739 ; Canada : 704.

ASIE : 28.

OCÉANIE : 13.

Ils se répartissaient ainsi entre les provinces :

Avellino : 17.350, dont : États-Unis : 16.592 ; Argentine : 430 ; Brésil : 219.

Bénévent : 10.350, dont : États-Unis : 9.375 ; Argentine : 406 ; Brésil : 304.

Caserte : 27.846, dont : États-Unis : 24.490 ; Argentine : 562 ; Canada : 361 ; Brésil : 277 ; France : 821 ; Royaume-Uni et Malte : 713.

Naples : 111.77, dont : France : 567 ; Algérie-Tunisie : 253 ; États-Unis : 7.892 ; Argentine : 1.125 ; Brésil : 612.

Salerne : 17.749, dont : France : 728 ; États-Unis : 13.571 ; Brésil : 1.317 ; Argentine : 1.215 ; Canada : 269.

italienne, c'était avant tout un pays d'élevage : les moutons des Abruzzes venaient y hiverner. Une petite industrie lainière y prospérait.

L'unité italienne en fit un pays agricole. L'expropriation et la vente des biens de mainmorte, dont le but était de créer une classe de petits propriétaires, développa au contraire le régime latifondiste. Au rebours de ce qui se passa en Angleterre, les grands propriétaires substituèrent à l'élevage la culture des céréales. Ce fut une véritable fureur : on sema partout le maïs et le blé. Dans ce but, on dessécha le Tavoliere, ce qui était excellent, mais aussi on déboisa avec rage ; on alla même jusqu'à ensemercer des chemins abandonnés (tratturi). Vers 1870, la récolte de blé atteignit 2 millions d'hectolitres. La concurrence des blés américains tua cette prospérité.

Les agriculteurs des Pouilles se rejetèrent, comme on l'a vu, vers la viticulture. Ce fut une nouvelle fièvre. La rupture commerciale avec la France, principal client des Pouilles amena une crise violente, mais courte (1888-1891). De nombreux viticulteurs furent ruinés et avec eux des banques locales et des caisses d'épargne. On revint alors partiellement à la culture des arbres fruitiers (amandiers, orangers) et de l'olivier. En même temps, le traité de 1891 avec l'Autriche-Hongrie, ravagée par le phylloxera, ouvrait aux vins de coupage un nouveau débouché.

Pendant près de dix ans, la situation redevint assez

bonne, mais en 1900 des maladies du maïs et du blé, les ravages croissants de la *mosca olearia* et du *phylloxera* amenèrent une récolte désastreuse. La production du froment tomba de 1.016.000 hectolitres (moyenne de 1890-99) à 515.000 hectolitres ; celle du maïs tomba de 1.700.000 hectolitres à 150.000.

Pour comble de malheur, les amandiers et d'autres arbres fruitiers furent gelés.

Du coup l'émigration restée inférieure jusque-là à 5.000, sauf en 1895 et 1896 (guerre d'Abyssinie), atteignit ce chiffre. Depuis lors la situation n'a fait qu'empirer : 14.800 émigrants en 1901 ; 15.200 en 1902 ; 15.800 en 1903 ; 13.800 en 1904 ; 21.300 en 1905 ; 33.900 en 1906.

Les diverses provinces des Pouilles ont pris une part très inégale à ce mouvement. La province de Bari, centre de la production vinicole, prend une part de plus en plus grande à l'émigration, mais en 1902 et 1903, pas un seul émigrant ne l'a quittée en manifestant l'intention d'y revenir. L'émigration temporaire se développe au contraire de plus en plus dans les autres provinces.

L'émigration des Pouilles se dirige principalement vers les États-Unis. C'est ainsi qu'en 1903 pour 15.800 émigrants 10.500 allèrent s'y établir. Le reste se partagea entre l'Autriche-Hongrie (1.700), les Balkans (900), l'Argentine, le Brésil et l'Afrique du Nord.

Ils ne forment d'ailleurs pas de groupement ayant leur individualité bien distincte (1).

∴

La Basilicate ne comprend qu'une province : celle de Potenza. C'est une région très pauvre et peu peuplée : 49 habitants au kilomètre carré en 1901. C'est la seule province dont la population n'ait pas augmenté depuis 1881 ; et cela malgré une forte natalité.

De 526.500 en 1881, la population de la Basilicate est tombée à 491.800 en 1901. Dans le même espace de temps, la population de Laurenzano est tombée de 7.000 à 4.000, celle de Pignola de 4.000 à 2.000, celle de Marsicovetere de 3.000 à 1.600, celle de San Fele de 9.000 à 6.000, celle de Potenza de 20.000 à

1. En 1905 : 21.350 habitants des Pouilles émigrèrent avec passeports. Ils se répartissaient ainsi :

EUROPE : 4.286, dont 2.577 pour l'Autriche-Hongrie ; Balkans : 881.

AFRIQUE : 564 : Égypte : 287 ; Algérie-Tunisie : 181 ; Tripolitaine : 32.

AMÉRIQUE : 16.442 ; dont États-Unis : 13.602 ; Plata : 1.515 ; Brésil : 938.

ASIE : 29. OCÉANIE : 29.

Provinces d'origine :

Bari : 12.215, dont : Autriche Hongrie : 1.551 ; Balkans : 571 ; Égypte : 219 ; Algérie-Tunisie : 161 ; Tripolitaine : 32 ; Plata : 1.272 ; Brésil : 648 ; États-Unis : 6.806.

Foggia : 6.864, dont : États-Unis : 6.135 ; Plata : 366 ; Brésil : 227.

Lecce : 2.271, dont : Autriche-Hongrie : 1.019 ; Balkans : 307 ; États-Unis : 661.

16.000. La loi du 30 mars 1904, loi restée absolument insuffisante, prévoit une dépense de 51 millions en dix-huit exercices pour des travaux publics et de 10 millions en vingt exercices pour l'amélioration des conditions agricoles. En outre, la taxe sur les bestiaux a été abolie pour cette province et des dégrèvements sur l'impôt foncier ont été accordés aux petites cotes.

Le déboisement, la ruine de l'élevage du mouton, le poids trop lourd de l'impôt foncier, la crise des céréales et la crise de la vigne ont amené une émigration considérable. C'est par villages, maires et curés en tête que les « Basilischi » abandonnent leur pays et sans esprit de retour. Certaines localités, comme Trivigno, en sont dvenues tristement célèbres. A la fin de 1901 ou au commencement de 1902 un ministre, M. Zanardelli, au cours d'un voyage officiel, fut accueilli dans la petite ville de Moliterno par le maire avec cette simple phrase : « Je vous salue, monsieur le Ministre, au nom de mes 8.000 administrés, dont 3.000 sont partis pour l'Amérique et dont les 5.000 autres s'apprêtent à les suivre ». Malgré les grands travaux de l'époque crispinienne, travaux auxquels des milliers de « Basilischi » furent employés ; malgré une émigration périodique à l'intérieur de beaucoup d'entre eux au moment des moissons dans la campagne romaine, 235.500 habitants de la Basilicate l'ont quittée de 1876 à 1903 in-

clus, dont 3.800 seulement avec esprit de retour. Pour se rendre compte de l'énormité de ce chiffre, il est bon de le comparer à celui de la population : 490.000 au 1^{er} février 1901.

Des dégrèvements ont été accordés à la Basilicate en 1902 et 1905, mais ils paraissent avoir été tout à fait insuffisants.

Depuis 1879, l'émigration de la Basilicate dépasse 5.000. En 1885, elle atteignait 10.000 ; en 1889 : 12.000 ; en 1887 près de 13.000. De 1888 à 1900, elle oscilla entre 7.000 et 11.000. En 1901, elle s'élevait brusquement à 16.000 pour redescendre ensuite à 14.100 en 1902, 13.400 en 1903, 11.800 en 1904 et remonter à 17.000 en 1905 et 18.100 en 1906.

Les émigrants de la Basilicate se dirigent presque tous vers les pays transocéaniques. C'est ainsi qu'en 1905, sur 100.000 habitants 3.357 y allèrent et seulement 109 en Europe et dans le bassin de la Méditerranée ;

En 1903, sur 13.400 émigrants, 8.900 partirent pour les États-Unis, 2.100 pour l'Argentine, 1.600 pour le Brésil et 430 pour la France (1).

1. En 1905 : sur 17.009 émigrants :

EUROPE : 509, dont France : 314.

AMÉRIQUE : 16.428, dont États-Unis : 9.753 ; Plata : 4.469 ;

Brésil : 1.762 ; Canada : 145.

AFRIQUE : 25.

ASIE : 2.

Océanie : 45.

Les Calabres comprennent trois provinces : la Capitanate, ou province de Cosenza, la Calabre citérienne (Catanzaro) et la Calabre Ulérieure (Reggio).

Comme le montrè le tableau ci-annexé l'émigration permanente l'emporte de beaucoup sur l'émigration temporaire. Depuis quelques années, l'émigration de la Capitanate est en voie de ralentissement ; celle des deux Calabres est au contraire en voie d'accroissement.

La Capitanate a souffert de l'unité italienne pour les mêmes raisons que les Pouilles et les Abruzzes, la Basilicate et la Campanie. La ruine de l'élevage du mouton lui fut particulièrement sensible.

Les crises des céréales, des vins et des agrumi, les tremblements de terre et les inondations de 1905, ont éprouvé cruellement les provinces de Reggio et de Catanzaro. Enfin le régime des latifondies, poussé à un degré extraordinaire (voir Bazin), le déboisement et l'accroissement de la population dans les trois provinces, voici les causes d'émigration.

Les Calabrais se dirigent surtout vers les pays transocéaniques. En 1905, sur 100.000 habitants, 4.443 ont émigré, dont 108 seulement en Europe et dans le bassin de la Méditerranée.

La situation est particulièrement effrayante dans la province de Catanzaro. Elle avait 476.000 habitants

au 1^{er} février 1901 : en 1902, 15.000 et en 1903, 13.800 la quittaient sans esprit de retour. Comme la Basilicate, elle se vide.

En 1903, sur 34.000 émigrants calabrais, 19.600 allèrent aux États-Unis, 7.000 en Argentine, 4.000 au Brésil, et 500 à 600 au Canada. Le reste se partageait entre la France, la Suisse, l'Algérie et la Tunisie.

Jusqu'en 1880, l'émigration resta inférieure à 5.000. Ce n'est qu'en 1881 qu'elle atteignit ce chiffre au-dessous duquel elle ne retomba plus. En 1882, elle dépassa 10.000, mais pour baisser en 1883 et 1884. Depuis 1885, elle est restée supérieure à 10.000. Elle oscilla depuis lors jusqu'en 1899 entre ce chiffre et celui de 20.000. La crise de 1887-1888 et la guerre d'Abyssinie (1895-1896) se traduisirent par des mouvements de hausse. Comme dans les autres provinces, elle a augmenté considérablement ces dernières années : 23.300 en 1900, 34.400 en 1901, 35.900 en 1902, 34.000 en 1903, 35.500 en 1904 et 62.300 en 1905, l'année des tremblements de terre et de la destruction des agrumi par les gelées (1).

..

Le compartimento de Sicile comprend, en plus de

1. En 1905 : 62.290 Calabrais émigrèrent avec passeports.
EUROPE : 1.220, dont Autriche-Hongrie : 529 ; France : 375 ;
Suisse : 176.

AFRIQUE : 303, dont Égypte : 214 ; Algérie-Tunisie : 78.

la Sicile les îles voisines : Lipari, Egades, Pantelleria, Lampedusa, etc., il a une superficie de 25.738 kilomètres carrés et une population de 3.610.000 habitants (1^{er} février 1901).

Il est divisé en sept provinces dont l'importance économique est fort inégale.

Au point de vue du régime de la propriété, la Sicile se partage en deux zones. Les provinces de Trapani, Palerme, Girgenti et Caltanissetta sont occupées presque exclusivement par les latifondies. Il en est de même de quatre arrondissements occidentaux des provinces de Syracuse, Catane et Messine.

On a vu plus haut les inconvénients du régime des latifondies et l'organisation de la Mafia. Mais nulle part, sauf peut-être en Calabre et en Basilicate, ils ne se font plus sentir.

Le reste de la Sicile est au contraire un pays de propriété parcellaire, et ce régime paraît y causer

AMÉRIQUE : 60.765, dont États-Unis : 41.305 ; Plata : 12.550 ; Brésil : 4.750 ; Canada : 1.928.

OCÉANIE : 2.

Par rapport aux provinces d'origine ils se répartissent ainsi :

CATANZARO : 21.803, dont États-Unis : 17.369 ; Plata : 3.804 ; Brésil : 370.

COSENZA : 22.103, dont États-Unis : 12.422 ; Plata : 4.787 ; Brésil : 4.211 ; Canada : 197.

REGGIO : 18.385, dont : Autriche-Hongrie : 323 ; France : 201 ; Suisse : 148 ; États-Unis : 11.514 ; Argentine : 3.943 ; Canada : 1.684 ; Brésil : 169.

les mêmes phénomènes que dans toute l'Italie du Nord : l'émigration temporaire. La surface du sol arable, occupée par la propriété parcellaire en Sicile, représente seulement 300.000 hectares, c'est-à-dire le sixième des terres cultivables, les meilleures il est vrai.

Le reste du territoire se compose de terres sèches inutilisables pour la culture (68.000 hectares en 1899), de lits de torrents, de montagnes, de plages, etc.

Pas un pouce des terres arables n'est perdu. Il est vrai que pressurés par les gabelotti, les fermiers siciliens n'assolent plus. En outre, ils se servent toujours de la charrue romaine et ne mettent pas d'engrais. Enfin le défaut d'organisation du crédit agricole en fait la proie des usuriers, généralement gabelotti, qui, pour comble d'ironie, leur prêtent souvent sans intérêts..., mais en se faisant rembourser des sommes beaucoup plus considérables que celles prêtées réellement. A ces causes d'émigration, il faut ajouter les crises des céréales, du vin, des agrumi et du petit bétail. De 7.745.000 hectolitres en 1891, la production du blé tombait 3.873.000 en 1897, c'est-à-dire diminuait de 50 0/0. De 7.700.000 hectolitres en 1890, la production du vin tombait à 2.280.000 hectolitres en 1900.

La Sicile subit à deux reprises une crise du soufre. La première eut lieu de 1888 à 1891 au moment de la rupture commerciale avec la France et les puissances.

ces de l'Europe centrale. On sait que les traités de commerce de 1891-1892 et l'accord de 1898 terminèrent ces guerres de tarifs. Mais pendant la lutte l'Allemagne et la France avaient frappé de droits très lourds les soufres siciliens et créé ou développé chez elle l'industrie soufrière : de nouveaux procédés industriels permettent, en effet, d'extraire à bon marché le soufre des pyrites de fer et de cuivre. D'autres États, notamment les États-Unis, les imitèrent. Mais le développement des industries chimiques et les besoins toujours croissants d'acide sulfurique permirent à l'industrie soufrière sicilienne de porter ses exportations à 490.000 tonnes de soufre en 1899. Tout à coup on découvrit en Louisiane des mines de soufre d'une richesse incroyable : le minerai est à 70 ou même 80 0/0 de soufre pur, contre 24 0/0 en Sicile. D'autre part, les procédés industriels américains et la meilleure organisation des voies de communication aux États-Unis ont mis la Sicile dans une fâcheuse infériorité. En 1903, l'exportation des soufres siciliens n'était plus que de 456.000 tonnes et elle tombait à 387.000 tonnes en 1906, baissant de 15 0/0 en une année. En 1904, les États-Unis consommaient 508.000 tonnes de soufre, dont 152.000 venant de Sicile. En 1905 les mines de Lake Charles (Louisiane) produisaient 200.000 tonnes et permettaient aux États-Unis de restreindre considérablement leurs rachats en Sicile. Dès 1905, un navire

américain apportait à Marseille un premier chargement de soufre. Les Siciliens ne perdent pas seulement leur grand marché des Etats-Unis ; ils sont attaqués en Europe même, là où ils avaient eu pendant tant de siècles un monopole absolu. Le désastre est immense et c'est en grande partie à la crise du soufre qu'il faut attribuer la recrudescence de l'émigration en 1905 et 1906.

Il n'est pas très facile de se rendre compte de l'importance de l'émigration sicilienne. On a déjà vu pourquoi. Les chiffres des statistiques officielles sont très en dessous de la vérité, surtout en ce qui concerne l'émigration vers la Tunisie et le reste de l'Afrique du Nord. Il faut donc les considérer, en Sicile plus que partout ailleurs, comme des minima.

Ces restrictions faites, voici ce que nous apprennent les statistiques italiennes. Les émigrants siciliens se dirigent de préférence vers les États-Unis : 46.700 en 1903 sur 58.800 en tout. Sur les 46.700 plus de 32.000 provenaient des provinces de Messine et de Palerme et 7.000 de Girgenti.

L'Argentine et le Brésil en attirent aussi un certain nombre. Sur 2.400 qui s'embarquèrent pour la Plata en 1903, 1.400 provenaient de la province de Catane et sur 1.600 qui allèrent au Brésil, 1 millier étaient originaires de la même province. La Tunisie n'aurait attiré la même année que moins de 2.700 Siciliens, dont 1.400 de Trapani et de Syracuse.

Le reste des émigrants siciliens se partageait entre la France, l'Algérie, l'Égypte et la Tripolitaine (1), venant d'un peu partout, sauf les émigrants en Égypte qui étaient originaires des provinces ioniennes (Messine, Catane, Syracuse).

Les émigrants siciliens sont en majorité permanents, mais les proportions varient beaucoup d'année en année.

Les émigrants permanents vont aux États-Unis, en Tunisie, au Brésil et en Égypte. On trouve les émigrants temporaires proprement dits aux États-Unis, en France et en Tunisie. Enfin, il existe depuis quelques années un courant d'émigration périodique vers la Plata.

L'émigration sicilienne resta inférieure à 5.000 jusqu'en 1889. Elle dépassa 7.000 en 1888 et 11.000 en 1889 : elle resta dès lors supérieure à 10.000, sauf en 1894, année où elle n'aurait été que 9.100, ce qui paraît bien invraisemblable puisque ce fut l'année de la révolte des paysans. Depuis lors, elle est montée progressivement et presque sans interruption : 28.900 en 1900, 36.700 en 1901, 54.500 en 1902, 58.800 en 1903, 50.700 en 1904 et 106.200 en 1905.

1. En 1904, sur 568 émigrants italiens pour la Tripolitaine 483 venaient de Sicile dont 408 de la province de Syracuse ; en 1905, sur 350 émigrants italiens, 190 venaient de Sicile dont 116 de la province de Syracuse et 55 de celle de Trapani.

Ce dernier chiffre n'avait jamais été atteint par aucune province de l'Italie en dehors de la Vénétie. Il correspond à une moyenne de 2.865 émigrants sur 100.000 habitants, moyenne moins élevée que celle de la Calabre (4.443), des Abruzzes (3.994), de la Basilicate (3.466), de la Vénétie (3.456) et des Marches (2.922). Il a été encore dépassé en 1906, année où avec 127.600 émigrants la Sicile se classe première, avant la Vénétie elle-même (1).

∴

Le compartiment de Sardaigne comprend, en plus de la Sardaigne, les îles avoisinantes : La Mad-

1. En 1905 : sur 106.208 Siciliens émigrés avec passeports :
EUROPE : 2.018, dont France 832 ; Balkans : 333 ; Allemagne : 306.

AFRIQUE : 6.444, dont Algérie-Tunisie : 3.359 ; Égypte 2.641 ; Tripolitaine : 190.

AMÉRIQUE : 97.427, dont États-Unis : 77.630 ; Plata : 15.151
Brésil : 4.415.

ASIE : 177.

Océanie : 142.

Par rapport aux provinces d'origine ils se répartissent ainsi :

Gallanisetta : 9.136 dont Algérie-Tunisie : 432 ; Égypte : 325 ; États-Unis : 6.574 ; Brésil : 912 ; Plata : 701.

Catane : 16.235, dont Égypte : 126 ; Algérie-Tunisie : 116 ; Plata : 7218 ; États-Unis : 6.943 ; Brésil : 677.

Girgenti : 14.698, dont Algérie-Tunisie : 100 ; États-Unis 9.394 ; Plata : 3.521 ; Brésil : 1.469.

Messine : 21.107, dont France : 367 ; Allemagne : 270

dalena, Caprera, San Pietro, Sant'Antioco, etc. Sa superficie était évaluée à 24.110 kilomètres carrés et sa population à 792.000 habitants (recensement du 1^{er} fév. 1901). Il comprend deux provinces : Sassari et Cagliari.

C'est un pays très pauvre, mais qui pourrait devenir prospère, si ses mines de plomb, de zinc, d'antimoine et de manganèse étaient sérieusement exploitées, le banditisme détruit, les marais desséchés, les moyens de communication améliorés ou plus exactement créés, enfin si la population était civilisée et non à demi barbare.

Ce pays est dévasté par la malaria et l'émigration y est restée longtemps absolument nulle. On peut dire qu'elle n'existe que depuis 1896. Il y eut brusquement cette année-là 2.500 émigrants permanents et 2.700 l'année suivante : c'était une coïncidence au moins étrange avec la guerre d'Abyssinie. En 1898 et 1899, l'émigration tomba de nouveau à rien.

Algérie-Tunisie : 265 ; Égypte : 152 ; États-Unis : 17.971 ; Plata : 1.508 ; Brésil : 177 ; Océanie : 101.

Palerme : 26.345, dont : Algérie-Tunisie : 304 ; États-Unis : 25.203 ; Argentine : 416 ; Brésil : 184 .

Syracuse : 9.139 ; dont : Balkans : 191 ; France : 186 ; Algérie-Tunisie : 1.080 ; Égypte : 1.220 ; Tripolitaine : États-Unis : 4.776 ; Plata : 1.187.

Trapani : 9.548 ; Brésil : 693 ; Algérie-Tunisie : 1.062 ; Égypte : 150 ; Plata : 595 ; États-Unis : 6.769.

Depuis, elle a reparu, mais sous la forme d'émigration temporaire pour l'Europe et le bassin de la Méditerranée. Elle n'a d'ailleurs pas atteint de chiffre supérieur à 5.000 : 700 en 1900, 2.200 en 1901, 3.400 en 1902, 2.400 en 1903, 4.600 en 1904 et 2.800 en 1905, avant 1906 : 6.700.

En 1903, sur 2.400 émigrants sardes, 1.400 allèrent en Tunisie, 600 en Algérie et 300 en France. C'étaient pour la plupart des émigrants temporaires proprement dits. Cependant, on remarque chez eux, du moins chez ceux qui vont en Tunisie, une tendance à se transformer en émigrants permanents et à faire venir leurs familles.

Les expropriations pour cause de non-paiement d'impôts, le manque de capitaux, de mauvaises récoltes de vin et de blé, telles sont les causes de cette émigration. Il faut voir dans le caractère temporaire que prend cette émigration une conséquence du morcellement extrême de la propriété, morcellement qui fixe l'habitant au sol (1).

En 1905 :

EUROPE : 44 dont France : 404 ; province de Cagliari : 317.

AFRIQUE : 1.915, dont Algérie-Tunisie : 1.870 ; Cagliari : 994.

AMÉRIQUE : 433 ; Cagliari : 363, dont 304 aux États-Unis.

ASIE : 6.

OCÉANIE : 3.

TABLEAU I

Densités de population et d'émigration (1901).

PROVINCES	Densité au Kq.	Émigration permanente pour 100.000 hab.	Émigration temporaire pour 100.000 hab.	Émigration totale pour 100.000 hab.
Piémont . . .	171	339	886	1.225
Ligurie. . . .	204	390	27	417
Lombardie . .	178	150	676	826
Vénétie . . .	127	165	3.557	3.722
Emilie	123	152	1.021	1.173
Toscane . . .	105	279	902	1.181
Marches . . .	109	1.061	440	1.501
Ombrie. . . .	69	612	744	1.356
Latium. . . .	99	472	333	805
Abruzzes et Molise	87	3.541	607	4.148
Campanie. . .	184	1.700	687	2.387
Pouilles . . .	102	720	30	750
Basilicate. . .	49	3.380	0	3.380
Calabre. . . .	90	2.302	206	2.508
Sicile	140	660	375	1.035
Sardaigne. . .	33	13	262	275

TABLEAU II

L'émigration dans les différentes parties de l'Italie.

1 ^o ACCROISSEMENT DE 1876-1880 A 1901-1903.			
	Émigration temporaire	Émigration permanente	Émigration totale
Nord	158 ‰	91 ‰	145 ‰
Centre	489 »	1.447 »	674 »
Midi	1.357 »	1.791 »	1.613 »
Ensemble de l'Italie.	242 ‰	766 ‰	375 ‰

TABLEAU II (suite).
L'émigration dans les différentes parties
de l'Italie (suite).

2° PART PRISE A L'ÉMIGRATION DE 1876 A 1903 INCLUS par les diverses parties de l'Italie.						
	<i>Temporaire</i>	<i>0/0</i>	<i>Permanente</i>	<i>0/0</i>	<i>Totale</i>	<i>0/0</i>
Nord . .	2.859.300	79,6	1.153.700	35,4	4.013.000	58,5
Centre . .	303.300	8,3	258.600	7,9	561.900	8,1
Midi . .	425.500	12,1	1.832.000	56,7	2.257.500	33,4
<i>Ensemble de l'Italie.</i>	3.588.100	100	3.244.300	100	6.832.400	100

TABLEAU III
Part prise à l'émigration par les différentes parties
de l'Italie du Nord.

	1876-1903 inclus					
	<i>Permanente</i>	<i>0/0</i>	<i>Temporaire</i>	<i>0/0</i>	<i>Totale</i>	<i>0/0</i>
Piémont . .	267.800	32,1	565.500	67,9	833.300	»
Ligurie . .	107.500	80,7	25.600	19,3	133.100	»
Lombardie .	260.000	39,2	376.000	60,8	636.000	»
Vénétie . .	416.900	19,8	1.689.500	80,2	2.106.400	»
Emilie . .	101.500	33,6	200.700	66,4	302.200	»
<i>Italie du Nord . .</i>	1.153.700	28,7	2.859.300	71,3	4.013.000	»

	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>
	<i>0/0</i>	<i>0/0</i>	<i>0/0</i>
Piémont	24	19,8	20,7
Ligurie	9,3	0,9	3,3
Lombardie	22,5	13,1	15,8
Vénétie	36,1	59	52,5
Emilie	8,1	7,2	7,7
<i>Italie du Nord . . .</i>	100	100	100

TABLEAU IV
L'Émigration du Piémont.

1 ^o RÉPARTITION DES ÉMIGRANTS ENTRE LES DIVERSES PROVINCES DU PIÉMONT					
	1876-1903 inclus			1876-1905	
	Temporaire	Permanente	Totale	Totale	
Alexandrie. . .	17.100	60.600	77.700	97.300	
Coni.	245.500	70.100	315.600	348.000	
Novarre . . .	122.300	27.500	149.800	191.600	
Turin	180.600	109.600	290.200	327.900	
Piémont . . .	565.500	267.800	833.300	964.800	
En 1906 : 72.190 (avec passeports) pour <i>l'ensemble du Piémont</i> .					
2 ^o IMPORTANCES RELATIVES DES DIVERSES SORTES D'ÉMIGRATION AU PIÉMONT					
<i>Moyennes annuelles.</i>					
	Temporaire	0/0	Permanente	0/0	Totale
1876-1880	24.100	87	3.440	13	27.540
1881-1890	20.280	62	10.550	38	30.830
1891-1900	15.240	59	10.750	41	25.990
1901-1903	28.900	68	13.500	32	42.400

TABLEAU V
Émigration des provinces ligures.

	1876-1903			1876-1905
	Permanente	Temporaire	Totale	Totale
Gênes	105.300	20.400	125.700	139.600
Port-Maurice.	2.200	5.200	7.400	8.400
<i>Ligurie.</i> . . .	107.500	25.600	133.100	148.000
1906 : <i>Ensemble de la Ligurie</i> : 8.664.				

TABLEAU V (*suite*).
Émigration des provinces ligures (*suite*).

IMPORTANCE RELATIVE DES DIVERSES SORTES D'ÉMIGRATION EN LIGURIE.					
<i>Moyennes annuelles.</i>					
	<i>Temporaire</i>	<i>0/0</i>	<i>Permanente</i>	<i>0/0</i>	<i>Totale</i>
1876-1880	1.640	36	2.820	64	4.460
1881-1890	1.220	22	4.360	78	5.580
1891-1900	340	9	3.570	91	3.910
1901-1903	640	12	4.400	88	5.030

TABLEAU VI
Répartition entre les diverses provinces Lombardes
des diverses sortes d'émigration.

	1876-1903 inclus			1876-1905	
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>	
Bergame . . .	25.600	101.600	127.200	146.700	
Brescia. . .	13.300	35.400	48.700	62.300	
Côme . . .	36.000	115.600	151.600	181.100	
Crémone . . .	22.800	14.000	36.800	40.300	
Mantoue . . .	38 000	14.500	52.500	59.200	
Milan . . .	52.900	54.000	106.900	119.300	
Pavie . . .	54.800	30.500	65 300	76.400	
Sondio. . .	16 600	30.400	47.000	57.600	
<i>Lombardie</i> . .	260.000	376.000	636.000	742.900	
1906 : Ensemble de la Lombardie : 63.632.					
VARIATIONS DES DIFFÉRENTES SORTES D'ÉMIGRATION					
<i>Moyennes annuelles.</i>					
	<i>Temporaire</i>	0/0	<i>Permanente</i>	0/0	<i>Totale</i>
1876-1880	13.940	77	4.100	23	18.040
1881-1890	11.270	51	10.830	49	22.100
1891-1900	9.770	47	11.010	53	20.780
1901-1903	31.830	38	4.400	12	36.230

TABLEAU VII
Émigration des diverses provinces de la Vénétie.

	1876-1903 inclus			1876-1905
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>
Bellune . . .	13.400	384.600	398.000	432.900
Padoue . . .	58.700	44.500	103.200	119.400
Rovigo . . .	66.800	7.100	73.900	80.500
Trévise . . .	82.800	85.300	168.100	185.700
Udine. . . .	49.900	943.700	993.600	1.095.500
Venise . . .	42.500	27.700	70.200	77.000
Vérone . . .	50.900	48.400	99.300	118.400
Vicence . . .	51.900	148.200	200.100	225.900
<i>Ensemble de la Vénétie.</i> . .	416.900	1.689.500	2.106.400	2.335.300

Ensemble de la Vénétie 1906 : 104,885 avec passeports.

VARIATIONS DES DIFFÉRENTES SORTES D'ÉMIGRATION

Moyennes annuelles.

	<i>Temporaire</i>	0/0	<i>Permanente</i>	0/0	<i>Totale</i>
1876-1880	28.180	84	5.020	16	33.200
1881-1890	43.140	73	15.640	27	58.780
1891-1900	81.470	79	21.910	21	103.380
1901-1903	98.530	95	4.900	5	103.430

TABLEAU VIII
Émigration des provinces de l'Émilie.

PROVINCES	1876-1903 inclus			1876-1905
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>
Bologne . . .	14.600	20.700	35.300	47.800
Ferrare . . .	15.200	5.500	20.700	24.700
Forli	9.500	19.000	28.500	41.400
Ravenne . . .	5.000	8.200	13.200	26.400
<i>Romagne.</i> . . .	44.300	53.400	97.700	130.300

TABLEAU VIII (suite).
Émigration des provinces de l'Émilie (suite).

PROVINCES	1876-1903 inclus			1876-1905	
	Permanente	Temporaire	Totale	Totale	
Modène	13.800	39.100	52.900	64.500	
Reggio	10.700	31.700	42.400	49.600	
Duché de Modène.	24.500	70.800	95.300	114.100	
Parme	13.600	51.100	64.700	74.900	
Plaisance	19.100	25.400	44.500	51.600	
Duché de Parme .	32.700	76.500	109.200	126.500	
Ensemble de l'É- milie	101.500	200.700	302.200	371.900	
1906 : 41.681 émigrants avec passeports.					
VARIATIONS DES DIFFÉRENTES SORTES D'ÉMIGRATION					
Moyennes annuelles.					
	Temporaire	0/0	Permanente	0/0	Totale
1876-1880	3.000	74	1.040	26	4.040
1881-1890	4.110	61	2.650	39	6.760
1891-1900	7.560	57	5.700	43	13.260
1901-1903	22.900	84	4.200	16	27.100

TABLEAU IX
Part prise à l'émigration par les diverses provinces
de l'Italie du Centre.

	1876-1903 inclus				
	<i>Temporaire</i>	0/0	<i>Temporaire</i>	0/0	<i>Totale</i>
Toscane . . .	133.300	35,6	240.200	64,4	373.500
Latium . . .	24.800	57	18.700	43	43.500
Ombrie . . .	11.600	39,1	18.000	60,9	29.600
Marches . . .	88.900	77	26.400	23	115.300

TABEAU IX (*suite*).

**Part prise à l'émigration par les diverses provinces
de l'Italie du Centre** (*suite*).

	1876-1903 inclus		
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>
Toscane	51,5	79,2	66,4
Marches	34,4	8,7	20,5
Latium	9,6	6,1	7,7
Ombrie	4,6	6,0	5,4
<i>Italie du Centre</i> . . .	100	100	100

TABEAU X

**Part prise à l'émigration par les diverses provinces
de Toscane.**

	1876-1903 inclus			1876-1905
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>
Arezzo	6.800	7.900	14.700	20.600
Florence	7.800	37.800	45.600	62.700
Grosseto	800	900	1.700	2.900
Livourne	7.000	16.000	23.000	25.600
Massa-Carrara	71.800	107.800	179.600	197.300
Pise	7.500	17.200	24.700	89.300
Sienne	1.400	1.800	3.200	30.000
				4.100
Toscane.	133.300	240.200	373.500	432.500

Ensemble de la Toscane, 1906 : 37.111 émigrants avec passeports.

TABLEAU X (*suite*).

**Part prise à l'émigration par les diverses provinces
de Toscane** (*suite*).

VARIATIONS DES DIFFÉRENTES SORTES D'ÉMIGRATION					
<i>Moyennes annuelles.</i>					
	<i>Temporaire</i>	<i>0/0</i>	<i>Permanente</i>	<i>0/0</i>	<i>Totale</i>
1876-1880	5.820	81	1.360	19	7.180
1881-1890	7.290	66	3.690	34	10.980
1891-1900	7.600	52	6.810	48	14.410
1901-1903	20.780	75	7.050	25	27.800

TABLEAU XI

**Répartition des diverses sortes d'Émigrations
entre les Provinces des Marches.**

	1876-1903 inclus			1876-1905
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>
Ancône	23.500	7.800	31.300	43.900
Ascoli-Piceno . .	16.700	3.600	20.300	31.000
Macerata	41.500	1.900	43.400	57.900
Pesaro e Urbino .	7.200	13.100	20.300	33.100
Les Marches . .	88.900	26.400	115.300	165.900

VARIATIONS DES DIVERSES SORTES D'ÉMIGRATION

Moyennes annuelles.

	<i>Temporaire</i>	<i>0/0</i>	<i>Permanente</i>	<i>0/0</i>	<i>Totale</i>
1876-1880	215	73	81	27	296
1881-1890	175	8	1.762	92	1.957
1891-1900	714	14	4.206	86	4.920
1901-1903	5.493	35	9.619	65	13.112

TABLEAU XII
Émigration de l'Ombrie.

1876-1903 inclus			1876-1905	
<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>	
11.600	18.000	29.600	46.200	
En 1906, l'émigration ombrienne s'est élevée à 14.786.				
VARIATIONS DES DIVERSES SORTES D'ÉMIGRATION				
<i>Moyennes annuelles.</i>				
<i>Temporaire</i>	0/0	<i>Permanente</i>	0/0	<i>Totale</i>
—	—	—	—	—
1876-1880	24	86	4	28
1881-1890	39	45	48	87
1891-1900	365	46	420	785
1901-1903	4,563	66	2,282	6,845

TABLEAU XIII
Émigration du Latium.

1876-1903 inclus			1876-1905		
<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>		
24.800	18.700	43.500	64.800		
En 1906, l'émigration du Latium est montée à 18.500					
VARIATIONS DES DIVERSES SORTES D'ÉMIGRATION					
<i>Moyennes annuelles.</i>					
	<i>Temporaire</i>	0/0	<i>Permanente</i>	0/0	<i>Totale</i>
1876-1880	47	81	11	19	58
1881-1890	9	5	152	95	161
1891-1900	268	17	1.265	83	1.533
1901-1903	5.124	58	3.642	42	8.766

TABLEAU XIV

Part prise à l'émigration par les diverses provinces
du Mezzogiorno.

	1876-1903 inclus				
	<i>Permanente</i>	<i>0/0</i>	<i>Temporaire</i>	<i>0/0</i>	<i>Totale</i>
Abruzzes et Molise . .	327.500	81,5	74.300	18,5	401.800
Campanie . .	591.500	78,8	159.900	21,2	751.400
Pouilles . .	66.900	69,6	29.100	30,4	96.000
Basilicate . .	231.700	98,4	3.800	1,6	235.500
Calabre . .	358.700	94,3	21.600	5,7	380.300
Sicile . .	250.100	66,4	126.300	33,6	376.400
Sardaigne . .	5.600	34,8	10.500	65,2	16.100
<i>Italie du Midi.</i>	<i>1.832.000</i>	<i>81,1</i>	<i>425.500</i>	<i>18,9</i>	<i>2.257.500</i>

	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>
	—	—	—
Abruzzes et Molise. .	17,9	17,4	17,8
Campanie	32,3	37,5	33,3
Pouilles	3,7	7,0	4,2
Basilicate. . . .	12,6	0,9	10,4
Calabre	19,5	5,0	16,8
Sicile	13,6	29,7	16,7
Sardaigne	0,4	2,5	0,8
<i>Italie du Midi. . .</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

TABLEAU XV
Répartition de l'émigration entre les diverses
provinces des Abruzzes et Molise.

	1876-1903 inclus			1876-1905
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>
Aquila . . .	46.300	52.500	98.800	126.900
Campobasso .	172.400	6.400	178.800	203.100
Chieti . . .	78.700	9.900	88.600	115.200
Teramo. . .	30.100	5.500	35.600	47.800
	327.500	74.300	401.800	493.000

Émigration en 1906 : 58.032.

VARIATIONS DES DIVERSES SORTES D'ÉMIGRATION

Moyennes annuelles.

	<i>Permanente</i>	0/0	<i>Temporaire</i>	0/0	<i>Totale</i>
1876-1880	617	48	679	52	1.296
1881-1890	7.083	81	1.717	19	8.800
1891-1900	11.864	79	3.227	21	15.091
1901-1903	44.567	86	7.687	14	52.154

TABLEAU XVI
Répartition des émigrants entre les diverses
provinces de la Campanie.

	1876-1903 inclus			1876-1905
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>
Avellino . .	146.800	100	146.900	174.400
Bénévent . .	54.600	26.300	80.900	96.600
Caserte. . .	72.600	91.200	163.800	206.200
Naples . . .	74.600	39.300	243.900	133.800
Salerne. . .	242.900	3.000	245.900	275.600
	591.500	159.900	751.400	886.600
<i>Émigration en 1906 : 83.769.</i>				

TABLEAU XVI (suite).

**Répartition des émigrants entre les diverses provinces
de la Campanie (suite).**

VARIATIONS DES DIFFÉRENTES SORTES D'ÉMIGRATION					
<i>Moyennes annuelles.</i>					
	<i>Permanente</i>	<i>0/0</i>	<i>Temporaire</i>	<i>0/0</i>	<i>Totale</i>
1876-1880	4.281	68	2.042	32	6.323
1881-1890	14.900	92	1.390	8	16.290
1891-1900	26.205	80	6.622	20	32.827
1901-1903	53.660	70	23.206	30	76.866

TABLEAU XVII

**Répartition des émigrants entre les diverses provinces
des Pouilles.**

	1876-1903 inclus			1876-1905
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>
Bari. . . .	37.700	13.200	50.900	72.400
Foggia. . .	22.100	12.300	34.400	44.100
Lecce . . .	7.100	3.600	10.700	14.500
	66.900	29.100	96.000	131.000

Émigration en 1906 : 33.762.

VARIATIONS DES DIFFÉRENTES SORTES D'ÉMIGRATION

Moyennes annuelles.

	<i>Permanente</i>	<i>0/0</i>	<i>Temporaire</i>	<i>0/0</i>	<i>Totale</i>
1876-1880	71	16	384	84	455
1881-1890	632	47	714	53	1.346
1891-1900	2.486	72	968	28	3.454
1901-1903	11.813	78	3.430	22	15.243

TABLEAU XVIII
Émigration de la Basilicate.

	1876-1903 inclus			1876-1905	
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>	
Potenza . . .	231.700	3.800	235.500	264.400	
Émigration en 1906 : 18.100.					
VARIATIONS DES DIVERSES SORTES D'ÉMIGRATION					
<i>Moyennes annuelles.</i>					
	<i>Permanente</i>	0/0	<i>Temporaire</i>	0/0	<i>Totale</i>
1876-1880	2.885	93	238	7	3.123
1881-1890	8.271	97	253	3	8.524
1891-1900	9.057	100	0	0	9.057
1901-1903	14.676	100	19	0	14.695

TABLEAU XIX
**Répartition des émigrants des diverses provinces
des Calabres.**

	1876-1903 inclus			1876-1905	
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>	
Catanzaro . . .	136.900	700	137.600	179.800	
Cosenza . . .	175.300	8.400	183.000	220.000	
Reggio. . .	46.500	12.500	59.000	88.200	
	358.700	21.600	380.300	488.000	
<i>Émigration calabraise en 1906 : 57.084.</i>					
VARIATIONS DES DIVERSES SORTES D'ÉMIGRATION					
<i>Moyennes annuelles.</i>					
	<i>Permanente</i>	0/0	<i>Temporaire</i>	0/0	<i>Totale</i>
1876-1880	1.524	69	684	31	2.208
1881-1890	9.572	94	648	6	10.220
1891-1900	16.072	97	447	3	16.519
1901-1903	32.739	93	2.379	7	35.118

TABLEAU XX

Part prise à l'émigration par les diverses provinces
de Sicile.

	1876-1903 inclus			1876-1905
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>
Caltanissetta . . .	7.800	5.300	13.100	25.600
Catane . . .	25.000	9.000	34.000	56.700
Girgenti . . .	40.900	10.900	51.800	73.900
Messine . . .	17.200	56.900	74.100	105.900
Palerme . . .	138.800	32.400	171.200	211.500
Syracuse . . .	6.500	3.500	10.000	24.800
Trapani . . .	13.900	8.300	22.200	35.800
	250.100	126.300	376.400	533.300

Émigration avec passeports en 1906 : 127.600.

VARIATIONS DES DIVERSES SORTES D'ÉMIGRATION

Moyennes annuelles.

	<i>Permanente</i>	<i>0/0</i>	<i>Temporaire</i>	<i>0/0</i>	<i>Totale</i>
1876-1880	470	49	496	51	966
1881-1890	3.562	70	1.533	30	5.095
1891-1900	12.552	74	4.514	26	17.066
1901-1903	28.881	58	21.119	42	50.000

TABLEAU XXI
Émigration de la Sardaigne.

	1876-1903 inclus			1876-1905
	<i>Permanente</i>	<i>Temporaire</i>	<i>Totale</i>	<i>Totale</i>
Cagliari . . .	3.900	8.200	12.100	16.400
Sassari . . .	1.700	2.300	4.000	7.100
	5.600	10.500	16.100	23.500

Émigration de la Sardaigne en 1906 : 6.672.

VARIATIONS DES DIFFÉRENTES SORTES D'ÉMIGRATION

Moyennes annuelles.

	<i>Permanente</i>	0/0	<i>Temporaire</i>	0/0	<i>Totale</i>
1876-1880	6	29	15	71	21
1881-1890	13	9	131	91	144
1891-1900	539	82	121	18	660
1901-1903	37	3	2.629	97	2.666

CINQUIÈME PARTIE

LES ITALIENS A L'ÉTRANGER

Sommaire. — Généralités. — CHAPITRE I. — Europe. — Généralités. — France. — Allemagne. — Suisse. — Autriche-Hongrie. — Balkans. — Autres pays : Luxembourg, Iles Britanniques, etc. CHAPITRE II. — Afrique, etc. — Section I. — Bassin de la Méditerranée. — Algérie. — Tunisie. — Tripolitaine. — Égypte. — Turquie d'Asie. CHAPITRE III. — Amérique. — Généralités. — Section I. — Amérique du Nord. — États-Unis. — Canada. — Mexique et Amérique Centrale. — Section II. — Amérique du Sud. — Argentine. — Uruguay et Paraguay. — Brésil. — Autres pays : Chili, Pérou, etc.

Généralités.

Quelle est l'importance numérique exacte des colonies italiennes à l'étranger ? Il est très difficile de s'en faire une idée précise. Tout ce que l'on peut affirmer, c'est que l'Italie est le pays du monde, après la Chine, qui a le plus de nationaux établis en dehors

de ses possessions. D'après l'*Annuario Statistico* de 1904, il y avait en dehors du royaume et de ses possessions africaines : en 1871 de 432.000 à 452.000 Italiens ; en 1891 : 1.082.000 : en 1891 : 1.983.000 ; en 1901 : 3.344.000. On peut considérer ces chiffres comme très fantaisistes et très inférieurs à la réalité. Il semble même impossible d'en fournir d'exacts. En effet, la plupart des émigrants italiens permanents vont en Amérique ; or certains pays du Nouveau Monde ne font pas de recensements sérieux : c'est le cas par exemple du Brésil. Et là où l'on procède à des recensements mieux effectués, des conflits surgissent entre la loi italienne et les lois américaines au sujet de la nationalité de centaines de mille d'individus : c'est le cas par exemple des États-Unis.

Les évaluations italiennes sont généralement très sujettes à caution. Tantôt en effet elles proviennent de fonctionnaires, qui exagèrent volontiers l'importance de la colonie pour rehausser leur mérite et se créer ainsi des titres à l'avancement. Tantôt elles proviennent des autorités métropolitaines ou de leurs agents en mission : dans ce dernier cas, elles ont une tendance à diminuer l'importance de la colonie, par crainte de donner ombrage aux gouvernements étrangers.

Les données que fournissent les recensements opérés en Europe sont moins sujettes à caution. Les conflits de lois au sujet de la nationalité y sont moins

aigus et surtout beaucoup moins importants qu'en Amérique. En outre, les recensements se font généralement à des époques de l'année où l'émigration périodique n'a pas lieu : au mois de mars en France, au mois de décembre en Suisse, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, etc... L'Algérie et l'Égypte ayant aussi des recensements, les données y sont également assez précises. Mais en Tunisie et surtout en Tripolitaine, les évaluations sont forcément assez vagues, faute de recensements proprement dits.

A côté des colonies proprement dites, fixées à l'étranger, se trouve une population flottante très importante, surtout dans les pays de l'Europe et du bassin de la Méditerranée. Ce sont les émigrants périodiques et ce qu'on pourrait appeler les émigrants ambulants, c'est-à-dire les colporteurs, marchands de marrons et de gâteaux, vendeurs de statuettes de plâtre ou de terre cuite, dont il a déjà été parlé plus haut à propos de la Campanie et de la Toscane.

Il est impossible d'apprécier exactement l'importance de ces colonies flottantes dans chaque pays. Elle varie naturellement d'année en année, de mois en mois, de jour en jour même. Certains pays comme la Suisse et la France servent de lieu de passage à des émigrants périodiques, qui vont de proche en proche en quête de travail. Ils accourent là où l'on a besoin de main-d'œuvre, traversant et retraversant les frontières. Beaucoup d'entre eux dans une même

saison (stagione) de travail parcourent ainsi la Savoie, la Lorraine française, l'Alsace-Lorraine, etc... Souvent ils viennent à l'aveuglette dans un pays déterminé à l'annonce de grands travaux publics et faute de travail en Europe s'embarquent au Havre, à Anvers ou à Brême, achèvent leur stagione aux États-Unis ou au Canada et reviennent en Italie avec les froids. Ce sont des ouvriers errants.

CHAPITRE PREMIER

Les Italiens en Europe.

Les pays européens où se trouvent les colonies italiennes les plus nombreuses sont la France (330.500 Italiens au 26 mars 1901), la Suisse (117.000 au 1^{er} déc. 1900), l'Autriche-Hongrie (77.600 au 31 déc. 1900 avec la Bosnie-Herzégovine), l'Allemagne (69.800 au 1^{er} déc. 1900), les Balkans (38.000 en 1900) et les Iles britanniques (29.600).

Les autres pays viennent bien loin derrière. On peut signaler toutefois l'importance de la colonie italienne dans le Luxembourg (7.400 en 1900).

La question des Italiens en Europe se présente sous deux aspects : les colonies proprement dites et l'émigration périodique ; l'émigration permanente est en effet peu nombreuse.

En 1901, on pouvait évaluer à 600.000 ou 700.000 le nombre des Italiens fixés en Europe en dehors du royaume ; au 1^{er} janvier 1907, il est peut-être de 750.000.

Le 26 mars 1901, il y avait 330.500 Italiens dans la France européenne, dont 307.000 dans la France continentale et 23.000 en Corse (1). On peut dire qu'on trouve les Italiens un peu partout. Mais leurs groupements importants sont dans le Sud-Est, dans l'Est et à Paris. Toujours d'après le recensement de 1901, les Alpes-Maritimes (2), à elles seules, renfermaient 54.900 Italiens, sans compter 12.867 établis dans la principauté de Monaco. Or à la même date, la population totale du département des Alpes-Maritimes était de 293.200 habitants. Les sujets italiens en représentaient donc à eux seuls près du cinquième.

Le Var, les Bouches-du-Rhône et les départements savoyards sont également devenus de véritables colonies de peuplement italiennes, des « colonies sans

1. D'après le recensement du 26 mars 1901, il y avait en France 1.033.871 étrangers sans compter 221.784 naturalisés. Sur ces 1.033.871 étrangers, il y avait 330.465 Italiens, 323.360 Belges, 89.772 Allemands, 88.245 Espagnols, 72.042 Suisses, 36.948 Anglais, 21.999 Luxembourgeois, etc. L'ensemble de la population étrangère était en diminution, grâce surtout aux naturalisations.

2. En 1901, les Italiens représentaient 21, 3 0/0 de la population des Alpes-Maritimes.

Population italienne des principaux départements en 1901 ;

Bouches-du-Rhône.	98.600
Alpes-Maritimes.	62.500
Var.	38.000
Seine.	29.000
Corse.. . . .	23.000

drapeau », au même titre que l'Argentine et le Sud du Brésil. Marseille est une grande ville italienne ; en 1906, 80.000 Italiens y étaient recensés. Ce sont pour la plupart des dockers, des portefaix et des maraîchers. En Savoie, les chantiers s'italianisent de plus en plus et le mouvement gagne le Dauphiné. Lyon et Paris ont aussi leurs colonies italiennes établies à demeure.

A côté des colonies proprement dites se trouvent des milliers d'émigrants périodiques, qui retournent en Italie non sans laisser en France de nombreuses épaves : Toscane en Corse, Ligures sur la côte d'Azur, Piémontais, Lombards, Vénitiens, Napolitains, etc.. un peu partout et particulièrement dans la France orientale. Au rebours de ce qui se passe dans les districts consulaires de Bastia, Marseille, Nice et Chambéry et dans les villes de Lyon et de Paris, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Lorraine ne retiennent presque pas les nombreux ouvriers italiens, qui viennent travailler périodiquement. Il est bon toutefois de faire une exception pour la Meurthe-et-Moselle et spécialement pour Longwy, où le climat plus que l'éloignement de l'Italie contribue pour une forte part à empêcher la formation de colonies permanentes ; la concurrence de la main-d'œuvre belge et allemande vient s'y ajouter. Enfin les populations n'ont pas la même origine ethnique que les Provençaux :

Dont le vieux sang latin bleuit encor la veine.

L'attraction exercée par certains grands centres, tels que Paris, Bordeaux, Lyon et le Havre s'explique par différentes raisons : attrait des villes pour les ruraux, grandes industries, manque de fonds pour continuer les voyages commencés, etc...

Le Sud-Ouest, le Centre, l'Ouest, le Nord-Ouest et le Nord de la France attirent peu les Italiens : les ouvriers espagnols, bretons, limousins et belges suffisent amplement aux besoins de l'agriculture et de l'industrie dans ces régions. L'immigration italienne a de bons et de mauvais côtés au point de vue français. Sans doute, elle fournit une main-d'œuvre économique, qui supplée pour une forte part à l'insuffisance numérique de la main-d'œuvre indigène et permet de vivre à bien des industries de l'Est et du Sud-Est. Sans les Italiens bien des grands travaux n'auraient pas pu être menés à bonne fin.

Les ports français, les compagnies de navigation et de chemins de fer français bénéficient d'une émigration transitaire assez importante. C'est ainsi qu'en 1905, 23.561 Italiens s'embarquèrent au Havre, 2.971 à Cherbourg, 434 à la Pallice, 392 à Boulogne et 18 à Saint-Nazaire pour les pays transocéaniques. Sur les 23.561 Italiens embarqués au Havre, 17.845 allaient directement d'Italie aux États-Unis et sur les 434 embarqués à la Pallice, 399 allaient directement au Chili ou au Pérou.

L'émigration italienne n'est donc pas sans avantages au point de vue français. On a voulu en tirer un autre parti en demandant aux immigrants italiens, comme du reste aux autres étrangers, de suppléer au manque d'accroissement de la population française en se faisant naturaliser. On s'est flatté que de ce mélange de Belges, de Suisses, d'Allemands, d'Espagnols et d'Italiens sortiraient des Français, de même que jadis du mélange des Celtes, des Kymris, des Germains et des Latins.

C'est dans cet esprit que fut faite la loi du 26 juin 1889. Elle a amené 13.978 naturalisations d'Italiens du 1^{er} janvier 1890 au 31 décembre 1900, c'est-à-dire 25 0/0 de l'ensemble des naturalisations. Sur ces 13.978 naturalisations, 11.168 ont eu lieu en France et en Corse, 2.641 en Algérie, le reste aux colonies ou en récompense de services rendus par des légionnaires étrangers. Ces naturalisations ont eu lieu surtout dans les pays qui, comme la Corse, Nice, la Provence et la Savoie sont en contact avec le royaume d'Italie et où vivent les colonies italiennes les plus nombreuses. Or ce sont là des pays où prédomine l'élément latin : on peut donc se demander s'il est vraiment bon, au point de vue français, de renforcer ainsi un des éléments, dont est sorti le peuple français et cela dans un pays où cet élément est déjà prédominant. De plus, il ne faut pas oublier que les irrédentistes réclament la Corse, Nice et la

Savoie, où les Italiens deviennent de jour en jour plus nombreux. Non content d'accélérer le mouvement des naturalisations à l'aide d'une loi très critiquée, on a voulu aller plus loin. Autant pour se concilier les bonnes grâces de l'Italie que pour augmenter le nombre des naturalisés, on a une tendance à traiter comme des nationaux les fils nés en France d'immigrants italiens. En outre, on cherche manifestement à donner le plus de satisfactions possible à l'Italie sur ce chapitre de l'immigration. On a vu le traité de travail franco-italien du 15 avril 1904, dont certaines clauses sont réellement exorbitantes au point de vue de nos intérêts nationaux et ne peuvent s'expliquer que par le désir de « débaucher l'Italie ».

Jusqu'ici les bonnes intentions du Gouvernement français envers les immigrants italiens n'ont guère été récompensées. Les syndicats rouges des dockers de Marseille et des métallurgistes de Longwy sont presque entièrement composés d'Italiens, et c'est en grande partie à des agitateurs italiens que sont dues les grèves de ces dernières années à Marseille et dans la Meurthe-et-Moselle.

D'autre part les ouvriers italiens jouissent d'une mauvaise réputation. Cela tient à plusieurs causes : D'abord les Italiens sont querelleurs, vindicatifs et se soutiennent les uns les autres ; ils jouent facilement du couteau et ne se contentent pas de se battre entre eux. En second lieu, les ouvriers français con-

currencés par la main-d'œuvre italienne meilleur marché, plus sobre et moins exigeante, s'en vengent en la dénigrant.

Pour obvier en partie à la concurrence faite aux ouvriers français par les ouvriers étrangers, en général, et les ouvriers italiens et belges, en particulier, un des décrets Millerand (10 août 1899) donnait à une administration publique le droit de limiter le nombre des ouvriers étrangers dans les travaux publics faits par entreprise (minimum de $\frac{3}{4}$ pour les ouvriers français) et d'exiger pour eux l'égalité des salaires. Ces décrets furent, il est vrai, déclarés illégaux ; mais la clause, relative aux ouvriers étrangers, est ordinairement insérée dans les marchés passés par les administrations.

Faute de statistiques d'immigration, il est impossible de se faire une idée exacte de l'immigration italienne en France. On est donc réduit aux statistiques italiennes.

L'immigration italienne en France date, peut-on dire, des temps les plus reculés. Les Piémontais ont toujours immigré en Savoie et en France et les Toscans en Corse. Les premiers y ont exercé de tout temps certains métiers : fumistes, portefaix, terrassiers. Depuis le commencement du grand mouvement d'émigration, qui remonte à l'unité italienne, d'autres Italiens sont venus s'ajouter à ces premiers groupes. C'est ainsi qu'en 1905 sur 58.000 Italiens

émigrés en France avec passeports, 18.400 venaient du Piémont, 10.500 de Toscane, 6.700 d'Émilie, 6.300 de Lombardie, 4.100 de Vénétie, 1.100 de Ligurie, 2.800 des Marches, autant de l'Ombrie, 2.200 de Campanie, 900 des Pouilles, etc... L'Italie du Centre et l'Italie du Nord fournissaient presque toute cette émigration ; la part du Midi est à peu près nulle : 3.000.

Les statistiques italiennes ne donnent plus de renseignements sur la division des émigrants en permanents et temporaires. En 1903, dernière année pour laquelle on a des données, sur 49.000 émigrants, 5.100 seulement manifestèrent l'intention de quitter l'Italie pour toujours. Ils venaient principalement du Piémont, de la Ligurie et des provinces méridionales.

De 1876 à 1905 inclus, d'après les statistiques italiennes près de 1.100.000 Italiens ont émigré en France (1) (1.089.000 exactement). D'autre part on a vu que la colonie italienne en France s'élevait à 330.500 individus en 1901 et que le nombre des Italiens naturalisés du 1^{er} janvier 1890 au 31 décembre 1900 était de 11.168. Il n'est pas possible d'établir d'après ces données le nombre approximatif des Italiens restés en France et de ceux qui sont rentrés en Italie.

1. En 1906, 62.300 passeports pour la France furent délivrés.

En effet, les chiffres fournis par les statistiques italiennes doivent être considérés comme des minima pour les émigrants partis officiellement (émigrants partis avec passeports ou au su des autorités locales); restent tous ceux qui ont échappé à la surveillance des autorités locales ou ceux dont elles n'ont pu déterminer exactement le pays de destination ou enfin les émigrés clandestins non mentionnés par les statistiques officielles : années 1876-1886 inclus, 1904 et 1905. D'autre part, beaucoup d'Italiens ne trouvant pas de travail en France sont allés en chercher ailleurs, et le phénomène inverse s'est également produit. Il est naturellement impossible de connaître l'importance de ces différents groupes d'émigrants.

La colonie italienne ne comprend pas seulement des Italiens, nés en Italie ; elle comprend également un grand nombre de fils nés en France d'Italiens. Quant au chiffre des naturalisations vu plus haut, il n'indique pas le nombre des naturalisés. La naturalisation d'un père de famille entraîne très souvent en fait celle de ses enfants. Enfin le droit d'option, qui permet aux femmes mariées et à nombre de fils d'étrangers de devenir Français sans se faire naturaliser expressément, a dû augmenter considérablement le nombre d'Italiens devenus Français (1). Que l'on

1. Voir le nouveau texte du Code civil depuis la loi du 26 juin 1889 et le commentaire qu'en fait M. André Weiss :

ajoute à tant de causes d'incertitudes et d'erreur, les erreurs inhérentes à la manière dont sont faits les recensements, erreurs inévitables, quel que soit le mode de recensement employé, et l'on comprendra aisément qu'il est impossible de savoir :

- 1° Le nombre des Italiens arrivés en France ;
- 2° Le nombre des Italiens repartis de France ;
- 3° Le nombre des Italiens fondus dans la population française.

∴

D'après le recensement du 1^{er} décembre 1900, il y avait 69.760 Italiens établis en Allemagne. Ils ne représentaient même pas la onzième partie des 778.700 étrangers recensés dans l'empire. Ils venaient bien loin derrière les Russes et les Autrichiens. On ne les trouve pas d'ailleurs dans les mêmes régions que ces derniers. Tandis que ces derniers sont très nombreux dans les régions de l'Est, du Nord-Est et du Centre, les Italiens, reculant devant le climat et la concurrence de la main-d'œuvre slave, ne se rencontrent guère que dans l'Allemagne du Sud, le bassin rhénan et la Westphalie. Le royaume de Prusse

Manuel de droit international privé, 5^e édition, 1905, livre I^{er} *De la nationalité*, chap. II, titre I, sect. 2 et sect. 3, p. 90 à 127. Voir aussi Liv. I, chap. I, titre III, pages 22 à 75.

en avait pour sa part 22.400 (1), l'Alsace-Lorraine 21.000 (2), le Grand-Duché, de Bade 10.000, le Wurtemberg 4.000, la Bavière 7.400 (3), le royaume de Saxe 2.500, la Hesse-Darmstadt : 1.100. Le reste (1.300 à 1.400) se partageait entre les petits États de Thuringe et de l'Allemagne du Nord.

En Allemagne, comme partout ailleurs, les Italiens font des travaux de terrassement et de maçonnerie, construisent des chemins de fer, creusent des canaux, endiguent des fleuves, etc. En outre, beaucoup sont mineurs en Alsace-Lorraine, dans le bassin de la

1. Les Italiens en Prusse (1900) :

Royaume de Prusse : 22.407, dont 18.814 hommes et 3.593 femmes. Ils se répartissaient ainsi : Prusse orientale : 73 ; Prusse occidentale : 57 ; Poméranie : 155 ; Posnanie : 46 ; Silésie : 1.196 ; Brandebourg : 636 ; Berlin : 1.336 ; Saxe : 614 ; Schleswig-Holstein : 449 ; Hanovre : 696 ; Westphalie : 5.629 ; Hesse-Nassau : 2.323 ; Province rhénane : 8.917 ; Hohenzellern : 280.

2. Les Italiens en Alsace-Lorraine (1907) :

D'après les statistiques semestrielles des étrangers en Alsace-Lorraine, il y avait en 1907 :

31 mars : 82.352 étrangers, dont 35.722 Italiens.

30 sept. : 83.183 — — 37.266 —

Sur les 37.266 Italiens, 7.260 habitaient l'arrondissement de Metz-campagne et 20.235 les deux arrondissements de Thionville. La colonie italienne venait bien avant les colonies française (14.806), suisse (12.218), luxembourgeoise (11.171) et autrichienne (4.125).

3. Exactement : 7.417, dont 518 dans le Palatinat rhénan.

Sarre, en Westphalie et en Silésie. Enfin les Frioulans sont spécialisés en Bavière dans la fabrication des briques et de la chaux.

Il est très difficile d'évaluer exactement l'importance de l'immigration italienne en Allemagne. Beaucoup d'ouvriers ne viennent pas directement d'Italie : ils se sont d'abord arrêtés en France, en Suisse ou en Autriche, pays pour lesquels ils ont demandé leurs passeports. En outre, beaucoup arrivent sans passeports, les uns au su, les autres à l'insu des autorités de leur pays.

Ils arrivent généralement au printemps et repartent au milieu d'octobre. Un recensement fait au 1^{er} décembre ne peut donner aucune idée de l'importance de l'immigration périodique. On est donc réduit aux statistiques officielles de l'Italie et aux évaluations des consuls.

Les Allemands voient d'un assez mauvais œil cette immigration italienne. Ils trouvent gênante cette invasion de main-d'œuvre à bon marché fort utile dans certaines régions où manquent les ouvriers, mais néfaste là où ils ne manquent pas. Ils reprochent en outre aux Italiens de ne pas rester dans le pays, de ne pas se laisser gagner à la « deutsche Kùltür » et d'envoyer leurs économies en Italie. De plus, les rixes sont fréquentes entre les Allemands et les Italiens, plus sobres, moins dépensiers et non moins querelleurs. Enfin une accusation souvent portée

contre les Italiens et très justifiée, c'est de contenir un grand nombre d'anarchistes et de meneurs de grèves. Le gouvernement impérial n'hésite d'ailleurs pas à prendre énergiquement la défense des intérêts nationaux. Du mois d'octobre au mois de décembre 1906, il a expulsé 50.000 ouvriers étrangers, Russes, Autrichiens et Italiens, et le Reichstag n'a fait qu'y applaudir.

L'immigration italienne dans le bassin de la Ruhr et du Rhin n'est devenue importante que depuis 1895. Elle se composait primitivement de Vénitiens (provinces de Bellune, Vicence, Treviso, Udine), de Piémontais (province de Turin) et de Lombards (provinces de Milan et de Côme). Mais depuis quelques années, beaucoup d'ouvriers viennent des Romagnes (Forlì), des Marches (Ancône) et des Abruzzes (Aquila).

D'après un consul, il y avait au mois de juin 1905, 80.000 ouvriers italiens dans l'Alsace-Lorraine et les provinces rhénanes ; en 1901 et 1902, ils auraient même été 100.000. En tout cas, il est certain que la réfection ou le doublement et la construction des chemins de fer stratégiques (ex. : Trèves-Coblentz-Sarrebrück-Metz), le percement de tunnels dans les Vosges, la construction de forts autour de Metz et dans la Haute-Alsace ont amené une recrudescence d'immigration. Les Italiens sont tellement nombreux pendant la belle saison que l'on vend des journaux italiens dans les gares, que l'on y affiche des avis en

italien et que l'Opera d'assistenza agli operai italiani envoie en été de nombreux aumôniers italiens.

Bade reçoit aussi beaucoup d'Italiens ; 25.000, dit-on, pendant la stagione de 1900.

La Bavière est un centre d'immigration très important : la plupart des ouvriers italiens sont originaires du Frioul et de la Vénétie. A signaler aussi quelques groupes venant de Caserte et de Lucques. C'est surtout à Munich, dans la Souabe et la Haute-Bavière qu'on rencontre des Italiens. Le Wurtemberg reçoit aussi un assez grand nombre d'immigrants, mais cette immigration est bien inférieure à celle des pays rhénans et de la Bavière.

La Silésie attire aussi un certain nombre de Piémontais (province de Turin) et de Frioulans, mais la concurrence des Autrichiens et des Russes (Polonais) et l'accroissement continuel de la population polonaise dans cette province en écartent les immigrants italiens.

Dans le royaume de Saxe, où la main-d'œuvre est surabondante, l'administration réserve tous les travaux publics à ses nationaux. Aussi les consuls italiens déconseillent-ils à leurs nationaux d'y venir chercher du travail.

Beaucoup d'Italiens ne trouvent pas en effet toujours le travail qu'ils espèrent. Quelques-uns s'embarquent à Hambourg ou à Brême : ce sont les émigrants, qui étaient allés d'abord en Westphalie ou

dans l'Allemagne du Nord. D'autres, venant ordinairement du bassin rhénan, s'embarquent à Anvers ou à Rotterdam (1).

L'émigration italienne en Allemagne est avant tout une émigration périodique. Les émigrants temporaires proprement dits et les émigrants permanents constituent une infime minorité. C'est ainsi qu'en 1903, sur 53.550 émigrants partis pour l'Allemagne d'après le Commissariat de l'émigration, il n'y avait que 700 émigrants sans esprit de retour.

Faute de statistiques allemandes d'immigration, on doit se contenter des statistiques italiennes, d'après lesquelles 633.900 Italiens de 1876 à 1905 inclus sont partis de l'Italie pour l'Allemagne. Ces chiffres sont très inférieurs à la réalité, puisqu'ils ne comprennent ni les émigrants clandestins, connus officiellement de 1876 à 1886 inclus et en 1904 et 1905

1. Italiens partis par les ports suivants :

	Brême	Hambourg	Anvers	Rotterdam	Total
1903	1.538	1.059	2.720	575	5.892
1904	398	375	2.619	84	3.476
1905	352	105	4.565	46	5.068

Les Italiens ne viennent d'ailleurs pas tous d'Allemagne; ils viennent aussi de France, de Belgique et du Luxembourg. Ils arrivent même directement d'Italie pour le Canada et le Sud-Ouest africain allemand : en 1904, 727 s'embarquèrent à Anvers pour le Sud-Ouest africain venant directement d'Italie.

ni les émigrants ayant échappé complètement aux, autorités italiennes, ni ceux venus d'autres pays. Par contre, il faudrait défalquer les Italiens naturalisés et ceux partis pour les pays transocéaniques ou pour d'autres pays d'Europe pour avoir le nombre exact des Italiens arrivés en Allemagne et des Italiens repartis.

Ce n'est que depuis 1888 que l'émigration italienne à destination de l'Allemagne dépasse le chiffre de 10.000(1).

De 1889 à 1896, elle oscilla entre 13.900 et 18.000. En 1895, elle atteignit 21.100 et en 1898 26.900. En 1899, elle montait à 40.300 et en 1900 à 49.200 ; après un léger recul en 1901 (46.900) elle a repris une marche ascendante : 1902, 52.900 ; 1903, 53.500 ; 1904, 55.000 et 1905 : 71.600. Toutefois 1906 a marqué un léger recul : 67.600.

∴

Tandis qu'en France et en Allemagne, les ouvriers italiens constituent seulement une partie de la main-d'œuvre étrangère, on peut dire qu'en Suisse tous les ouvriers étrangers sont des Italiens.

Ce monopole de fait n'a rien que de très naturel. Quels sont, en effet, les voisins de la Suisse ? La France et l'Allemagne, pays déficitaires au point de vue de la main-d'œuvre, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, pays

1. Exception faite pour l'année 1883, où elle fut de 12.400.

où au contraire elle surabonde. Mais les ouvriers austro-hongrois préfèrent aller en Allemagne et c'est à peine si l'on en rencontre quelques milliers dans la Suisse orientale.

L'émigration italienne en Suisse est presque entièrement temporaire ; c'est ainsi qu'en 1903 sur 45.800 émigrants, 2.050 seulement partirent sans esprit de retour. D'après le recensement du 1^{er} décembre 1900, il y avait dans la confédération helvétique 117.000 sujets du royaume d'Italie sur une population de 3.315.000 habitants, soit un peu plus de un Italien par 29 habitants. Sur ces 117.000 Italiens, 29.300, c'est-à-dire le quart, étaient fixés dans le Tessin, canton que les irrédentistes réclament au nom de la « *maggiore Italia* ». Après le Tessin, viennent le canton de Vaud (16.400), Zurich (12.300), Genève (10.200), les Grisons (7.745) et Berne (7.741), le Valais (6.640), Saint-Gall (5.000), Neuchâtel (4.500) et Bâle (4.300).

On voit que ce sont surtout les cantons industriels où l'on rencontre des Italiens établis à demeure. Quant aux Italiens, émigrés temporairement, ils accourent là où sont exécutés de grands travaux ; ils ont construit les chemins de fer suisses et percé les tunnels : hier c'était le Simplon, aujourd'hui c'est le Loetschberg, demain ce sera le Splügen. Cette dernière catégorie d'émigrés est de beaucoup la plus nombreuse.

A côté des émigrants, qui restent en Suisse, soit pour une stagione, soit pour quelques années, soit pour toujours, il en est d'autres qui traversent le territoire helvétique pour se rendre en Allemagne, en Alsace-Lorraine, en France, dans les Pays-Bas et même en Autriche. Quelques-uns vont même directement s'embarquer au Havre, à Boulogne et à Anvers pour l'Angleterre et l'Amérique. C'est ce que l'on pourrait appeler « l'émigration transitaire ».

Les Suisses sont loin d'être aussi hostiles aux Italiens que le sont les Allemands. Il s'en faut au contraire de beaucoup que les mariages entre Suisses et Italiens soient rares ; il en est de même des naturalisations. Ils seraient cependant en droit de craindre que cet afflux d'émigrants et l'accroissement rapide des colonies italiennes ne compromettent leur unité nationale en fortifiant ainsi outre mesure un des éléments de la confédération et en préparant peut-être ainsi un nouvel accroissement du royaume d'Italie.

Le danger est d'autant plus grand que les émigrants sont originaires en général des provinces limitrophes de la Suisse : Lombardie, Piémont, Vénétie. C'est ainsi qu'en 1905, sur 75.080 émigrants italiens avec passeports, 29.581 venaient de Lombardie, 16.660 de Vénétie, et 12.508 du Piémont. Les émigrants originaires des provinces limitrophes représentaient donc 75 0/0 de l'émigration totale. Cette proportion tend même à s'accroître depuis quelques années : en

1903, elle était de 72 0/0 et en 1904 de 74 0/0. Les émigrants originaires de l'Émilie deviennent aussi plus nombreux : 5.800 en 1903, 7.168 en 1904 et 8.252 en 1905. Le reste provient presque exclusivement de la Toscane, des Marches et de l'Ombrie (2.556, 1.779 et 1.788, en 1905). La part du Mezzogiorno tend à devenir insignifiante : 1.293 en 1905.

De 1876 à 1905 inclus, 600.000 Italiens ont émigré en Suisse, émigrants transitaires non compris. Après avoir baissé presque sans interruption de 1876 à 1886, année où il tomba à 4.300, le nombre des émigrants s'est relevé depuis en montant par une progression presque ininterrompue jusqu'à plus de 75.000 en 1905. Les années les plus importantes dans cette évolution sont 1876 : 13.600 ; 1886 : 4.300 ; 1892 : 13.700 ; 1897 : 25.300 ; 1899 : 29.300. Depuis 1901, le chiffre de 40.000 a toujours été dépassé : 45.800 en 1901 ; 50.200 en 1902 ; 45.800 en 1903 ; 52.300 en 1904 ; 75.000 en 1905 ; 80.000 en 1906.

..

Tandis qu'en France, en Suisse et en Allemagne, l'émigration italienne supplée au manque de main-d'œuvre indigène, en Autriche-Hongrie au contraire, elle lui fait concurrence et est cause en partie de l'émigration austro-hongroise.

L'émigration italienne en Autriche-Hongrie est pres-

que entièrement périodique. C'est ainsi qu'en 1903, sur 51.552 émigrants à destination de l'empire austro-hongrois, 1.934 seulement venaient sans esprit de retour. D'après le recensement du 31 décembre 1900 il y avait 63.100 sujets du royaume d'Italie en Autriche, 9.000 en Hongrie et 5.500 en Bosnie-Herzégovine, soit en tout 77.600.

Ces Italiens sont dispersés un peu partout dans l'empire; on en rencontre en effet jusque dans la Galicie et la Bukovine. Mais les principaux groupements sont établis dans les provinces limitrophes du royaume d'Italie: Trieste et Trentin: 27.700; Tyrol: 10.600; Goritz et Gradisca: 6.900; province maritime de Fiume: 2.200; Croatie et Slavonie: 2.900; Dalmatie, Haute et Basse Autriche, etc. — Les colonies les plus importantes se trouvent donc être dans les provinces que les irrédentistes réclament au nom de la « *maggiore Italia* » et dans les pays voisins. C'est dans ces provinces qu'habitent déjà 700.000 Italiens et Ladins, sujets de l'empire d'Autriche. Ces derniers sont très remuants, et sont souvent en conflit aigu dans le Tyrol et en Istrie avec les pangermanistes, en Dalmatie avec les panslavistes. La présence de colonies italiennes parmi eux et le nombre croissant des naturalisations des « *regnicoli* » en augmentant leur nombre et leur influence, accroissent en même temps leurs exigences. Que l'on pense en outre à l'importance de l'immigration périodique et à ce fait

que les Italiens établis à demeure dans l'empire ou venant y travailler quelques mois sont en majorité des Vénitiens et des Frioulans, et l'on ne pourra s'empêcher de voir dans l'émigration italienne une source de dangers pour la vie de la monarchie de Habsbourg.

De 1876 à 1905 inclus, près de 1.100.000 Italiens ont émigré en Autriche-Hongrie. Ils venaient pour la plupart de Vénétie et en particulier de la province d'Udine. C'est ainsi qu'en 1903, sur 51.552 émigrants 41.937 étaient originaires de ce compartimento, dont 25.741 d'Udine, 6.700 de Bellune et 3.403 de Vicence.

Le reste venait des provinces septentrionales (Lombardie : 2.300 ; Émilie : 2.000) et orientales (Pouilles : 1.700 ; Abruzzes ; 1.100 : Marches : 1.000) du royaume. La part des autres provinces (Toscane, Piémont, Ombrie) était insignifiante.

On a déjà vu, en étudiant les centres d'émigration, l'historique, l'importance et le rôle de l'émigration frioulane. Il suffira d'ajouter que l'émigration en Hongrie se compose presque exclusivement d'ouvriers originaires de la province d'Udine : 4.187 sur 5.733 en 1903. Les émigrants, non originaires du Frioul, se livrent aux professions les plus variées : tailleurs de pierre (scarpellini, tagliapietrai), carriers, portefaix, manœuvres, dockers à Trieste, à Fiume et à Zara, mineurs en Bohême et dans les Karpathes, vendeurs

de statuettes à Vienne, ouvriers agricoles et même petits propriétaires en Croatie et en Slavonie, etc.

La colonie italienne en Bosnie-Herzégovine est en accroissement marqué depuis quelques années. De 1895 à 1900, elle a plus que triplé, passant de 1.700 à 5.500 membres (recensements du 22 avril 1895 et du 31 décembre 1900).

L'émigration italienne ne constitue pas seulement pour l'empire un danger politique ; elle est aussi un très grand danger économique.

L'accroissement de plus en plus rapide de la population de l'empire, des crises et des grèves agricoles extraordinaires, une baisse des plus accentuées des prix de la main-d'œuvre ont amené depuis quelques années une émigration considérable à destination de l'Allemagne, de l'Angleterre et des États-Unis. On peut affirmer que l'immigration italienne est en partie cause de la baisse des salaires, surtout en ce qui concerne l'Autriche : l'accaparement de certaines professions (briquetier, manœuvres, etc.) par les Italiens a privé de débouchés la main-d'œuvre hongroise et slave et l'a forcée à chercher du travail à l'étranger.

De 1876 à 1882 inclus, l'émigration italienne pour l'Autriche-Hongrie a oscillé entre 17.900 et 20.500.

En 1883, elle s'élevait à 26.800 et en 1884 à 32.700. Après un léger recul à 27.700 en 1885, elle a oscillé entre 31.000 et 38.000 jusqu'en 1895. En 1896, elle

dépassa 40.000. Elle n'est jamais depuis lors tombée en dessous de ce chiffre. Elle a présenté son maximum en 1901 : 76.400 ; mais depuis, il y a eu une forte baisse, qui sembla un moment s'arrêter en 1905 (1).

∴

Tandis que dans le reste de l'Europe, les colonies italiennes ne se composent que d'Italiens nés en Italie ou de leurs descendants, dans les Balkans un autre élément apparaît : les Levantins. Ce sont pour la plupart des descendants de marchands et de marins vénitiens, génois et pisans établis au moyen âge dans l'empire byzantin et en pays musulmans. Beaucoup, il est vrai, sont de religion israélite, mais ce ne sont pas pour cela des Sémites : ce sont des descendants d'Italiens, convertis au judaïsme. Les petits États italiens étant ordinairement trop faibles pour protéger leurs nationaux établis en pays turc ou barbaresque, ceux-ci étaient souvent en butte à des vexations et même à des persécutions religieuses.

Pour y échapper, beaucoup, au lieu de se faire musulmans, préférèrent embrasser le judaïsme.

Plus tard, quand la Porte accorda des capitulations, les Italiens purent rester chrétiens et l'on vit

1. *Autriche* : 1902 : 44.138 ; 1903 : 45.819 ; 1904 : 35.853 ; 1905 : 44.412 ; 1906 : 32.650.

Hongrie : 1902 : 10.181 ; 1903 : 5.733 ; 1904 : 3.584 ; 1905 : 6.101 ; 1906 : 6.871.

même des juifs se faire naturaliser Vénitiens, Napolitains ou Génois pour pouvoir profiter des capitulations. C'est ainsi que s'est formée la colonie levantine de nationalité italienne, colonie d'ailleurs peu nombreuse. D'après l'*Annuario Statistico* de 1904, il y avait en 1901 plus de 38.000 Italiens établis dans les Balkans, dont 15.300 dans les possessions directes du sultan en Europe, 11.300 en Grèce, 8.800 en Roumanie, 1.600 en Bulgarie et Roumélie orientale, 800 en Crète, 500 en Serbie, une trentaine seulement au Montenegro.

De 1876 à 1903, plus de 160.000 Italiens ont émigré dans les Balkans. C'étaient pour la plupart des émigrants périodiques et temporaires. C'est ainsi qu'en 1903 sur 3.000 émigrants 700, c'est-à-dire moins du quart, y venaient avec l'intention de s'y établir à demeure. Ce courant d'émigration n'a été réellement important que de 1892 à 1900, les neuf seules années où il ait atteint et dépassé le chiffre de 5.000. Son maximum fut en 1894 : 17.400 ; c'était en effet l'époque de grands travaux dans la péninsule : percement de l'isthme de Corinthe, construction de chemins de fer, aménagement de ports, etc. Les émigrants proviennent surtout des provinces orientales du royaume et en particulier de la Vénétie, des Abruzzes, de l'Émilie et des Marches. Dans la période triennale 1893-1895 et dans les deux années 1898 et 1899, l'émigration vénitienne à destination

des Balkans oscillait autour de 12.000 et celle des Abruzzes entre 1.800 et 2.000. Depuis, les proportions ont changé : c'est ainsi qu'en 1903 sur 3.000 émigrants, 890 venaient des Pouilles, 840 de la Vénétie, 180 de Sicile. Le reste était originaire de l'Émilie, de la Lombardie et du Piémont.

Les émigrants pour les Balkans vont généralement par voie de mer : ils s'embarquent à Venise, à Ancône ou à Brindisi. Il en est de même d'ailleurs pour beaucoup d'émigrants à destination de la Dalmatie et la Bosnie-Herzégovine.

Les colonies les plus intéressantes en Grèce (recensement de 1896) sont celles de Patras (7.000) de l'Attique (2.000 à 3.000) et des îles Ioniennes (1.300). La colonie de Patras est en grande partie originaire des Pouilles : elle descend d'émigrés politiques qui s'exilèrent en Grèce après l'insurrection de 1848-1849 pour échapper aux représailles des Bourbons. Elle se compose principalement d'agriculteurs et de pêcheurs.

La colonie de l'Attique habite principalement le cap Laurion ; elle se compose en effet de mineurs, qui travaillent aux mines de plomb argentifère. Cette colonie diminue de jour en jour, les mines s'épuisant de plus en plus. Aussi sur 3.000 mineurs italiens qui y étaient employés il y a une quinzaine d'années, 2.000 sont allés s'établir en Algérie ; ils y travaillent aux mines de la province de Constantine et n'ont

pas perdu au change. Des petits commerçants, des marchands ambulants et des pêcheurs, établis à Athènes et au Pirée forment le reste de la colonie, originaire en grande partie des Romagnes et de la Vénétie.

Sur 1.300 à 1.400 Italiens fixés aux îles Ioniennes en 1896, un millier habitaient l'île de Corfou. Plus de la moitié (57 0/0) étaient originaires de Mezzogiorno (Pouilles, Sicile) ; le reste venait de Vénétie et des Marches. Le nombre des Italiens, nés en Italie, était très restreint : à peine le quart de toute la colonie, les trois autres quarts étaient des descendants d'Italiens. Cette colonie est donc composée d'émigrants permanents.

Dans toute la péninsule des Balkans, à commencer par la Grèce, les chemins de fer ont été construits par des ouvriers italiens. Aussi, il y a une dizaine d'années, il y avait 35.000 Italiens dans les possessions directes du sultan en Europe. En 1902 il n'y en avait plus que 15.150 (1) d'après l'ambassadeur d'Italie à Constantinople, le marquis Malaspina, ou 18.000 à 20.000 d'après un attaché d'ambassade, M. Corinaldi. Presque tous les Italiens sont fixés à Constantinople (12.500 en 1902) et à Salonique (3.500) (2). Par contre on n'en trouve que 300 à 400

1. Nombre des inscrits sur les registres des consulats.

2. Chiffres du rapport Corinaldi.

en Albanie. Ce sont pour la plupart des commerçants et des employés de chemin de fer ; on rencontre aussi des marchands ambulants et quelques missionnaires. La colonie italienne de Bulgarie comprenait en février 1901 (registres du consulat italien de Sofia) 1.432 membres dont 928 Italiens ou enfants d'Italiens nés en Italie et 504 Levantins, juifs ou catholiques. Sur les 928 Italiens, 527 étaient des émigrés temporaires et 401 des émigrés permanents.

La colonie de la Roumélie orientale au 1^{er} janvier 1902 comprenait 600 à 700 membres, dont une centaine seulement nés en Italie et restés dans le pays après la construction de voies ferrées et une centaine d'enfants d'Italiens. Le reste était formé par des Levantins.

La colonie italienne en Serbie n'existe pour ainsi dire pas. Elle se compose presque exclusivement d'émigrants temporaires venus en Serbie pour des travaux de construction de chemin de fer et retournant en Italie, une fois les travaux finis ; ce sont ordinairement des Frioulans, des Lombards, des Piémontais, des Siciliens, des montagnards d'Aquila degli Abruzzi.

La colonie italienne en Roumanie se compose principalement d'émigrants temporaires, Vénitiens pour la plupart, venus pour des travaux publics. Ils retournent ensuite en Italie ou vont chercher du tra-

vail dans les pays voisins. En 1902, 4.000 Italiens environ étaient établis en Roumanie.

∴

D'après le recensement du 1^{er} décembre 1900, *le grand-duché de Luxembourg* avait une population de 235.954 habitants, dont 7.432 Italiens. Ces derniers se trouvaient surtout à Esch-sur-Alzette (6.893), le reste était dispersé un peu partout. Luxembourg en avait 234 et Echternach 125.

Ce sont pour la plupart des ouvriers mineurs qui travaillent dans les mines de fer, et des carriers. Ce sont pour la plupart des émigrants temporaires et des émigrants périodiques. Cette émigration date d'une douzaine d'années; elle vient surtout à l'heure actuelle des provinces du centre de l'Italie et des Abruzzes (1). En hiver, un grand nombre d'Italiens retournent dans leur pays pour revenir au printemps dans un rapport de 1903, cette population flottante; était évaluée à 2.000 hommes. Depuis quelques années, on signale parmi les ouvriers mineurs une tendance à se fixer dans le pays : ils amènent plus de femmes.

Malheureusement, cette population italienne ne

1. Page 121. « Je crois pouvoir affirmer que les deux tiers environ des ouvriers italiens sont actuellement des Abruzzesi. » WEBER.

jouit pas d'une excellente réputation. Dans un rapport très intéressant de 1903 du consul général d'Italie à Luxembourg, M. Weber, se trouve le passage suivant : « Entre ouvriers italiens et allemands les rixes sont très fréquentes ; plus rares sont les conflits entre Italiens et Luxembourgeois. Nous avons ici comme partout des éléments subversifs, qui cherchent à répandre le mécontentement parmi leurs compatriotes, mais ne sont pas encore jusqu'ici en assez grand nombre pour faire de graves désordres (1). »

M. Weber n'est vraisemblablement pas un Italien.

Il se trouve donc obligé de garder des ménagements ; mais, pour qui sait lire entre les lignes, il apparaît que, dès 1903, il y avait dans les mineurs italiens d'Esch, de Rumelange et des villages luxembourgeois avoisinants un foyer de désordres. Au moment des grèves de Longwy, un grand nombre d'Italiens, d'Allemands et de Belges traversaient la frontière exprès pour lapider les jaunes et les troupes ; les ouvriers italiens se faisaient remarquer par leur violence et leurs discours anarchistes.

La colonie italienne de *Belgique* est de beaucoup moins importante, mais par contre beaucoup plus paisible. D'après le recensement du 31 décembre 1900,

1. Page 123. *Emigrazione e Colonia*. Vol. I, Europa, partie III.

elle ne comprenait que 3.543 membres, soit 1 2 0 0 de la population totale. Les professions les plus diverses s'y rencontrent : mineurs, dockers, marchands de pâtisseries, vendeurs de statuettes, musiciens ambulants, banquiers, ingénieurs, professeurs, etc. Ils se laissent assez facilement assimiler au rebours de ce qui se passe en Allemagne et dans la Luxembourg.

La colonie italienne des *Iles Britanniques* comprend trois éléments principaux :

1° Les immigrants permanents (commerçants, banquiers, armateurs) peu nombreux.

Comme partout ailleurs, ils se laissent assez facilement assimiler et se font naturaliser Anglais,

2° Les immigrants temporaires (pâtisseries, fabricants de pâtes de fruits et de petits fours, marchands de marrons, colporteurs, vendeurs de statuettes, musiciens ambulants, etc.) ;

3° Les immigrants périodiques, ouvriers agricoles, qui viennent depuis quelques années pour les travaux de la moisson dans le Lancashire et le Northumberland.

D'après le recensement de 1901 24.684 ; Italiens se trouvaient dans le Royaume-Uni. Ils étaient de beaucoup dépassés par les Russes et les Polonais (93.200) et les Allemands (53.400) et venaient aussitôt après les Américains (29.200) et avant les Français (22.400).

Les principales colonies italiennes se trouvaient

à Londres (18.340 en septembre 1901 dans le district annuaire de Londres), à Glasgow (4.000 en novembre 1901), à Manchester et Liverpool (1.250), à Cardiff, dans le Northumberland. Les musiciens ambulants, marchands de marrons, vendeurs de statuettes de plâtre ou de terre cuite et autres errants « girovagli » sont très nombreux. Ils étaient 4.000 dans le district consulaire de Londres, fixés pour la plupart dans le quartier de Saffron Hill ou Hatton Garden. C'est une véritable pépinière de voleurs et de bandits. Nombreux sont les anarchistes, qui s'y cachent. Aussi depuis quelques années, s'efforce-t-on d'assainir ce quartier en le perçant de rues nouvelles, en démolissant les vieilles maisons et en rejetant les habitants vers les quartiers de la périphérie. Les agents diplomatiques de l'Italie aident de toutes leurs forces la police anglaise dans cette œuvre ; leur opinion sur cette population est d'ailleurs des plus pessimistes. « S'il était possible, écrivait en septembre 1901 un vice-consul M. Righetti, d'extirper cette engeance, ce serait autant de gagné pour notre renom (1). »

Les restaurateurs, hôteliers, garçons d'hôtel et de café, cuisiniers, marmitons, etc. forment une classe plus recommandable et plus nombreuse : 6.000 à

1. *Emigrazione e colonia*. Vol. 1. Europa Parte II, Svizzera, Austria-Ungheria. Gran-Britagna Spagna Gibilterra-Portogallo, Malta. Page 153.

Londres en 1901. Enfin, il y a de nombreux commerçants dans la colonie de Londres. Toutes les professions en un mot y sont représentées.

Glasgow a une colonie très spéciale de pâtisseries et autres adonnés « all'industria dei gelati » (1).

Dans les pays miniers (Cardiff, Newcastle, Devonshire) on trouve des mineurs et des manœuvres italiens.

Sur la flotte anglaise servent de nombreux marins italiens et plus d'un navire de commerce britannique est commandé par des officiers italiens.

Les ouvriers italiens proprement dits (mineurs, terrassiers, manœuvres, etc.) sont très mal vus en Angleterre. Ils se heurtent à l'hostilité systématique des Trade-Unions, qui leur reprochent de jouer du couteau et d'être anarchistes. Ce dernier grief est même tellement populaire que des ouvriers italiens se font passer pour des Français afin de pouvoir trouver du travail. On cite le cas d'un patron, qui avait à son service un ouvrier italien, qu'il croyait Français, et n'avait qu'à se louer de ses services. Un jour il apprit la vérité et renvoya séance tenante cet ouvrier pour ne pas avoir de démêlés avec la Trade-Union et par crainte des anarchistes. A côté de ces motifs avoués, il en est d'autres encore plus puissants : la sobriété, l'esprit d'économie et la dureté

1. Page 190.

au travail, qui permettent à un ouvrier italien de demander des salaires moins élevés tout en fournissant un travail meilleur que celui des ouvriers anglais et irlandais. Une loi récente (1904) a interdit l'immigration en Angleterre des étrangers n'ayant pas de moyens d'existence visibles ou vraisemblables ou exerçant des métiers déguisant la mendicité.

Cette loi est dirigée en grande partie contre ces « girovagli » que le chevalier Righetti traitait en 1901 de fléau (plaga).

En 1902, 7.000 Italiens immigrèrent en Angleterre, alors que 3.800 seulement avaient pris des passeports en Italie pour le Royaume-Uni ; le reste venait de France, de Belgique et d'Allemagne.

Un assez grand nombre d'immigrants, devant le mauvais accueil que leur font lois et ouvriers anglais s'embarquent à Southampton ou à Londres pour les États-Unis et l'Australie. Beaucoup d'Italiens viennent même en Angleterre à seule fin de s'y embarquer pour les pays transocéaniques, après avoir gagné en travaillant ou autrement le prix du passage.

Si l'émigration italienne à destination des îles Britanniques est somme toute peu importante, c'est à la surabondance de la main-d'œuvre locale, à l'hostilité et à la puissance des Trade-Unions qu'il faut l'attribuer. Le climat sans doute est un obstacle, mais il n'est rien moins qu'insurmontable : l'importance de la colonie de Glasgow suffirait seule à le prouver. En

outre, les Italiens qui arrivent en Angleterre sont originaires en grande partie de Campanie et de Toscane. C'est ainsi qu'en 1905 sur 3.762 Italiens, ayant demandé des passeports pour le Royaume-Uni, 944 venaient de Campanie, 511 de Toscane, 769 d'Émilie et 466 du Piémont. En 1902, 7.000 Italiens débarquaient en Angleterre ; le chiffre fut le même en 1903. En 1904, ils n'étaient plus que 6.300 et en 1905 que 6.000.

Il n'y a pas à *Gibraltar* de colonie italienne véritable. Par contre la population gibraltaise descend en partie de pêcheurs ligures établis dans cette ville au XVIII^e siècle. Ils remplaçaient les anciens habitants chassés par les Anglais ou émigrés volontairement. Cette population se fondit avec des Catalans, chassés de Catalogne après la guerre de Succession d'Espagne : leurs descendants parlent encore un patois bizarre, dû à cette double origine.

A *Malte*, au contraire, il y a une petite colonie italienne. D'après le recensement du 31 mars 1901, elle comptait 1.924 membres sur une population totale de 185.053 habitants et une population étrangère de 2.363. Sur ces 1.924 Italiens, 1.417 étaient des Siciliens (1). Il n'y a pas en réalité d'émigration pro-

1. « È un via vai continuo e quotidiano di persone che rimangono qui otto, quindici, trenta giorni, raramente di piu, per quin di far ritorno alle loro famiglie. Non vi è sta-

prement dite de Sicile à l'archipel maltais. Il n'y a qu'un va-et-vient continu et quotidien entre ces îles si proches et dont les populations sont très proches parentes, ce qui explique le grand nombre d'Italiens qui se font naturaliser Maltais.

Les colonies italiennes dans la *péninsule ibérique* sont peu nombreuses : il n'y avait en 1901 que 5.000 Italiens dans l'Espagne et le Portugal réunis (1). On les trouve surtout dans les villes : Barcelone (2.000 à 3.000 en 1900), Madrid (312 en 1897), Lisbonne (542 au 1^{er} décembre 1890). Ce sont pour la plupart des émigrants permanents venant du Nord et du Centre de l'Italie. Toutefois, depuis quelques années, un certain nombre d'émigrants périodiques viennent directement du Mezzogiorno en Catalogne pour les travaux de la moisson.

Enfin un certain nombre d'ouvriers agricoles, ne pouvant trouver de travail dans le Midi de la France, arrivent en Catalogne à la même époque.

La *Russie* attire moins encore les Italiens. D'après le recensement de 1897, il n'y en avait que 3.428, établis pour la plupart à Odessa où ils font le com-

gione fissa o periodo determinato, in cui vengono o vadano, »

Ibid, page 229. Rapport du consul général royal à Malte, P. GRANDE.

1. Septembre 1901.

Chiffre de l'*Annuario Statistico*. Les évaluations des consuls italiens à la même date sont encore plus faibles.

merce des grains. Cette colonie est même en voie de décroissance.

Depuis quelques années, un certain nombre d'Italiens sont allés en Russie pour des travaux publics. Ils ont collaboré à la construction du Transsibérien et même à celle du Transmandchourien. En 1905, sur 1.508 Italiens, ayant reçu leurs passeports pour l'Empire russe, 364 étaient Piémontais, 288 Lombards, 220 Vénitiens et 212 Ombriens.

Il n'existe pas de groupements italiens aux *Pays-Bas* et dans les *États Scandinaves*. D'après l'*Annuario Statistico* de 1904, il y avait seulement 232 Italiens inscrits aux registres des consulats, en 1901. Pour les États Scandinaves on ne peut même donner de chiffres.

CHAPITRE II

Les Italiens en Afrique, en Asie et Océanie.

Au point de vue de l'émigration italienne, il convient de séparer le bassin de la Méditerranée des pays transocéaniques. Dans les parties asiatiques et africaines de la Méditerranée, on rencontre en effet des groupements analogues à ceux que l'on a déjà vus en Europe. Au contraire, dans le reste de l'Afrique et de l'Asie, les Italiens se trouvent disséminés, souvent même isolés au milieu de la population étrangère souvent compacte. Aussi n'y restent-ils que juste le temps d'amasser un petit pécule ou bien ils se fondent dans les populations européennes : dans l'un et l'autre cas, ils ne forment pas de colonies distinctes.

Section I

LES ITALIENS DANS LE BASSIN DE LA MÉDITERRANÉE

Placés au centre de la Méditerranée, les Italiens ont essaimé à l'époque romaine sur tous les rivages du

« mare nostrum ». Au moyen âge, marins et commerçants de Pise, de Livourne, Gênes, de Venise et d'Amalfi eurent des comptoirs dans tous les ports méditerranéens. Mais le temps d'abord, la poussée de l'Islam ensuite, ont détruit entièrement les vieilles colonies latines et il ne reste plus que des vestiges dans les Échelles du Levant des colonies italiennes du moyen âge.

Aussi les colonies importantes actuelles datent-elles du XIX^e siècle : ce sont celles d'Algérie, de Tunisie et d'Égypte.

∴

D'après le recensement du 26 mars 1901 (1), il y avait en Algérie 38.721 Italiens dont 20.810 dans la province de Constantine, 14.028 dans celle d'Alger et 3.883 dans celle d'Oran. A mesure que l'on s'é-

1. *Recensement de 1901 en Algérie.*

	Français	Etrangers	Italiens
Constantine.	90.346	34.856	20.810
Alger.	152.668	60.995	14.028
Oran.	121.343	110.246	3.883
	364.357	206.097	38.721

Les autres étrangers étaient surtout des Espagnols (155.000) et des Maltais. L'armée et les fonctionnaires n'étaient pas compris dans ces chiffres.

En 1906, 33.000 Italiens, sans compter 12.000 naturalisés sous conditions suspensives.

loigne de l'Italie le nombre des Italiens décroît. Mais l'énorme différence entre les provinces d'Alger et d'Oran s'explique par la concurrence de l'élément espagnol.

Pour avoir une idée exacte de l'élément italien en Algérie, il ne faut pas oublier les naturalisés. Depuis le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 jusqu'au 31 décembre 1900 18.040 Italiens ont été naturalisés Français par décret en Algérie.

Il faut y ajouter :

1° Les mineurs, nés en France ou en Algérie, dont les parents ont signé la déclaration prévue à l'article 91 paragraphe 10 du Code civil ;

2° Les mineurs, nés à l'étranger, naturalisés Français en même temps que leurs parents, d'après la disposition de l'article 12, paragraphe 3 du même code ;

3° Les fils (1), nés en Algérie ou en France, d'Italiens nés en Italie et n'ayant pas réclamé au conseil de révision le bénéfice de la nationalité italienne ;

4° Les filles, devenues Françaises, par mariage. Les

1. D'après un rapport du consul d'Italie MACCHIAVELLI (*Emigration e colonie*, vol. II, pages 455 et 456) en trois ans douze Italiens, nés en Algérie de parents italiens, ont réclamé du conseil de révision le bénéfice de la nationalité italienne. Tous les autres se sont laissés incorporer et sont devenus ainsi Français *ipso facto*.

V. *Ibid.*, page 453.

Italiens qui arrivent en Algérie sans esprit de retour, se fondent rapidement dans la population locale. Mais il ne faudrait pas s'y tromper : ils ne deviennent pas Français, ils deviennent Algériens.

Il convient d'ajouter que parmi les Italiens isolés, qui débarquent en Algérie sans avoir l'intention de s'y fixer, beaucoup s'y marient et sont perdus pour l'Italie.

Les Italiens, qui viennent en Algérie, sont des pêcheurs napolitains ou calabrais, des mineurs sardes ou piémontais, des maçons piémontais ou lombards (province de Côme), des terrassiers siciliens, des bûcherons toscans, des ouvriers agricoles, des dockers et des débardeurs du sud de l'Italie et en particulier du golfe de Naples (Ischia, precioda, Torre del Greco).

L'immigration des pêcheurs, jadis très importante, est presque nulle aujourd'hui à cause des lois, qui réservent la pêche à des barques montées par un minimum de matelots français. Il est vrai qu'un grand nombre des pêcheurs « français » actuels sont d'origine italienne.

L'immigration des ouvriers agricoles s'est beaucoup ralentie depuis le commencement de la crise vinicole. Les Italiens sont surtout groupés dans les villes du littoral : Bône, Alger, la Calle, Philippeville, Bougie, etc. On en rencontre aussi à l'état sporadique, dans les campagnes, mineurs d'Ain-Moktar et de Tébessa, bûcherons et ouvriers forestiers dans la

petite Kabylie, vigneron, colporteurs et usuriers. Les usuriers sont très nombreux malheureusement : à Kerata, dans la petite Kabylie près de Bougie, des usuriers italiens prêtent aux Kabyles à des taux montant jusqu'à 120 0/0.

D'après les statistiques italiennes, de 1876 à 1902 inclus, 38.100 Italiens ont reçu leurs passeports pour l'Algérie : 7/16 émigraient avec esprit de retour et 9/16 sans esprit de retour.

Depuis 1903, les statistiques italiennes rangent sous la même rubrique les émigrants à destination de l'Algérie et ceux à destination de la Tunisie.

D'après les statistiques françaises (1), la colonie italienne a vu son chiffre varier d'une manière assez étonnante. Le jeu des naturalisations et divers phénomènes (crise viticole, diminution de la production du fer dans la province de Constantine) en sont la cause.

∴

La colonie italienne de Tunisie comprend deux éléments : les chrétiens et les juifs livournais. Ces der-

1. *Nombre des Italiens d'après les recensements faits en Algérie depuis 1856 :*

1856	9.000	1876	25.000	1896	35.000
1861	11.000	1881	33.000	1901	38.700
1866	16.000	1886	44.000	1906	33.000
1872	18.000	1891	39.000		

niers descendent ou de juifs s'étant fait naturaliser Italiens ou d'Italiens, pour la plupart des livournaïsi, ayant embrassé le judaïsme plutôt que de se faire musulmans, au temps de la domination turque et de l'indépendance tunisienne. L'élément chrétien est d'origine beaucoup plus récente : on peut même dire qu'il date de la conquête française, c'est-à-dire d'un quart de siècle.

Quelle est l'importance actuelle de la colonie italienne en Tunisie ? D'après le Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie en 1904 (statistique générale de la Tunisie, pages 390 et 391), les autorités locales connaissaient : 86.360 Italiens établis en Tunisie le 31 décembre 1904. Mais elles pensaient que, à cause des réfractaires, des naissances et des immigrants arrivés en Tunisie pour moins de huit mois et fixé dans le pays, il convenait de relever ce nombre de un dixième : il y aurait donc eu 95.000 Italiens établis en Tunisie à cette date, sans compter la population flottante. A l'heure actuelle, il y aurait donc au minimum 100.000 Italiens fixés dans la régence.

Dans son rapport de 1903 (1), le consul général italien à Tunis, Carletti, estimait à 80.000 les Ita-

1. Le rapport Carletti de mars 1903 a paru dans les *Bollettini de l'emigrazione italiana*, 1903, n° 2 et après révision, il a été inséré dans *Emigrazione E Colonie*, vol. II, Asia-Africa-Oceania, Pages 297-409.

liens établis à demeure en Tunisie en 1900 et à 3.000 la population flottante. Il y eut à ce moment-là une vive polémique au sujet de l'exactitude de ce rapport, les uns trouvaient les chiffres très exagérés, les autres les considéraient comme étant plutôt inférieurs à la vérité. En fait, ils étaient un peu forcés pour l'année 1900 et trop faibles pour le mois de mai 1903 (1).

1. Le recensement du 16 décembre 1906 en Tunisie a donné les résultats suivants : Français : 34.610 ; Italiens : 81.156 ; Maltais : 10.330 ; Espagnols : 600 ; Grecs : 683 ; autres Européens : 1.156. Total de la population européenne : 148.895.

Population italienne de certains centres :

Béja : 1.156. — Bizerte : 4.922 ; Ferryville : 1.072. — Mateur : 1.580. — Gafsa : 976. — Kairouan : 367. — Le Kef : 929. — Sfax : 3.112. — Souh-el-Arba : 449. — Tabarka : 607. — Sousse : 2.823. — Enfidahville : 409 ; Bouticha : 440. — Mahdia : 309. — Monastir : 244. — Kalaat-Djerda : 251. — *Tunis* : 40.606. — La Goulette : 2.220. — La Laverie (Djebel Ressas) : 843. — Zaghuan : 405.

D'après des renseignements pris à l'Office colonial (Agence du gouvernement tunisien), le recensement aurait donné des chiffres trop faibles pour la population italienne de la Régence en général et pour certains centres comme Gafsa, en particulier. Néanmoins, il est certain qu'il y a eu en 1905 et en 1906 une diminution importante du nombre des sujets du royaume d'Italie par suite de l'excédent du nombre des départs sur le nombre des arrivées et aussi (pour une très faible part) par suite des naturalisations. Il convient d'ailleurs de ne pas oublier que c'est la première fois que la population étrangère a été recensée.

La majeure partie de la colonie italienne actuelle est d'origine sicilienne. Carletti la décomposait ainsi : 58.000 Siciliens, 13.000 Italiens du centre (juifs livournais compris), 4.000 Italiens du Sud, 3.000 Sardes et 2.000 Italiens du Nord.

Les Siciliens exercent un peu toutes les professions, mais ce sont surtout des ouvriers et des agriculteurs, vigneron, ouvriers agricoles, bûcherons, pêcheurs, vendeurs de fruits, maraîchers, petits propriétaires, etc. Ils appartiennent à peu près tous aux classes inférieures de la société. Il en est de même des Sardes, mais ceux-ci travaillent surtout dans les mines de phosphates, de zinc et de plomb.

D'après Carletti, 77 0/0 des Siciliens sont originaires des provinces de Palerme et de Trapani ; le reste, vient d'un peu partout, mais surtout de Girgenti et de Syracuse. Les Sardes viennent presque tous de la province de Gagliari.

Les Italiens du Sud sont surtout des pêcheurs (calabrais) et des petits commerçants ; quelques-uns exercent aussi des professions libérales (médecins, avocats, etc.).

Les Italiens du Nord sont presque tous d'origine ligure, ce qui n'empêche d'ailleurs pas qu'on les appelle communément les Piémontais ; ce sont des petits commerçants et des mineurs.

L'aristocratie de la colonie italienne est représentée par les juifs livournais au nombre d'une dizaine

de mille : banquiers, commerçants, industriels, médecins, avocats et autres professionnisti. Le reste de la colonie toscane se compose de catholiques : petits employés, domestiques, nourrices, bonnes d'enfants, etc., originaires des provinces de Pise et Lucques.

A l'heure actuelle, l'importance relative des éléments de la colonie italienne tend à se modifier. Sans doute, les Siciliens gardent et garderont toujours le premier rang : la proximité de leurs îles, leur exubérante natalité, la facilité des communications leur assurent à cet égard des avantages considérables.

Mais la colonie toscane reste stationnaire. Le nombre de juifs livournais n'augmente pas et les domestiques lucquois et pisans rentrent dans leur pays, dès qu'ils se sont constitué un petit pécule. Par contre, l'immigration des Sardes et des Italiens du Sud augmente chaque année.

Les Italiens se rencontrent un peu partout en Tunisie, mais ils sont groupés principalement dans le Nord (région côtière et (1) vallée de la Medjerda) et

1. D'après CARLETTI, il y avait en 1900 : à Tunis et dans ses environs immédiats : 40.000 Italiens ; à La Goulette : 3.500 ; à Bizerte : 5.000 ; à Ferryville : 3.000 ; à Mateur, Porto-Farina, etc. : 1.000 ; à Tabarca : 550 ; à Béjà : 3.000 ; au Kef : 1.150 ; à Souk-el-Arba : 600 ; à Taghouan : 750 ; à Méhadia : 300 ; à Gabès : 950 ; à Sfax : 2.600 ; à Sousse et dans ses environs immédiats : 5.300. Le reste était dispersé dans de très petits centres et à travers les campagnes.

dans le Sahel (côte est). L'immense majorité vit dans les villes du littoral. Comme aux États-Unis les Siciliens sont groupés dans des quartiers : « Petites Siciles » de Tunis, de Bizerte, de La Goulette et de Sfax, « Capaci » de Sousse.

On a calculé (Saurin) que les Italiens possédaient de 30.000 à 40.000 hectares en Tunisie. Ce chiffre était exagéré pour 1903, peut-être ne le serait-il plus aujourd'hui. Trois sociétés de capitalistes italiens avaient acheté des terres pour les louer à enzel à des paysans siciliens, chargés de les mettre en vignes. Elles comptaient continuer en Tunisie l'exploitation du paysan sicilien. Sur ces trois sociétés, l'une, qui exploitait les domaines de Bordj-el-Hamri et de Smidja, était en liquidation au début de 1904 après cinq ans de vie. Les autres vivent : l'une, celle de Kalaat-es-Nam, près de Zaghouan, de l'usure et l'autre parce qu'elle a renoncé à la petite colonisation.

On avait accusé la Compagnie Florio de fournir de l'argent à ces sociétés de colonisation, grâce à la vente du chemin de fer La Goulette-Tunis, mais il semble bien que cet argent fut mis dans la Navigation Générale.

Beaucoup plus sérieux que ces essais infructueux de colonies agricoles est le fait que les nombreux Italiens sont propriétaires de vignes dans la vallée de la Medjerda et près du Kef et de jardins maraîchers dans les villes du littoral. En outre, un très

grand nombre est employé comme ouvriers agricoles par des colons français. Ce sont là des éléments qui se fixent au sol.

Constituent-ils un sérieux danger pour la domination française ? Quels sont les avantages et les inconvénients politiques et économiques de cette immigration au point de vue français ? C'est là une question très vivement débattue depuis plusieurs années. Si l'on s'en tenait aux processions patriotiques de Tunis et aux déclamations des classes dirigeantes, on pourrait croire que la population italienne de la Tunisie n'attend qu'une occasion pour se soulever contre nous. Carletti vante même les sentiments profondément unitaires des Siciliens (1). Il semble bien qu'il faille en rabattre : le Sicilien n'est pas un chaud partisan de l'Italianita. Il reproche à l'unité italienne d'avoir ruiné la Sicile et l'on a vu que la politique économique de l'Italie justifie assez bien ces accusations. Les sentiments antisavoyards ont été très vifs en Sicile et la sanglante répression de la révolte de 1894 les a encore avivés. En outre le Sicilien ne tient nullement à faire son service militaire et en Tunisie il y échappe. Enfin, en Tunisie, il est à l'abri de la tyrannie des gabellotti et il apprécie fort cette double sécurité. Quoi qu'en dise Carletti, ni par race, ni par goût, il n'est « l'uomo italico per eccellenza ». Ce qui

1. Cf. *Emigrazione e Colonie*. Vol. II, page 337.

est vrai des Siciliens l'est aussi des Italiens du Sud et même des Sardes. Seuls les rares Italiens enrichis et peut-être aussi les Italiens du Nord seraient-ils disposés à se sacrifier pour l'Italianita. Mais ce n'est là qu'une infime minorité : l'immense majorité des catholiques italiens ne demande qu'à vivre en paix et à ne pas être inquiétée dans ses sentiments religieux. Les écoles congréganistes francisaient peu à peu Italiens et Maltais et en les fermant on a commis une imprudence d'autant plus grande que le gouvernement italien subventionne le lycée de Tunis et cherche à multiplier les écoles italiennes de Tunisie. Le gouvernement italien fait les plus grands efforts pour développer en Tunisie les institutions italiennes. Il existe en Tunisie une Chambre de commerce italienne et des banques privées italiennes. En outre, la Banque de Sicile est chargée de recevoir les sommes d'argent économisées par les émigrés et de faire les envois de fonds en Italie à leurs familles ; elle a plusieurs succursales en Tunisie. Enfin les sociétés de bienfaisance, de secours mutuels, de musique, de gymnastique, etc., sont nombreuses et encore plus bruyantes à Tunis et dans les villes du littoral.

Le problème est peut-être encore plus complexe au point de vue politique qu'au point de vue économique. Sans doute, le Sicilien est un travailleur admirable, sobre et discipliné : il a planté les vignes, les orangers et les olivettes et semé du blé dans des

terres couvertes naguère de lentisques et de cactus. Venant d'un pays où les salaires sont dérisoires, il vit facilement en Tunisie, y fonde une famille et même économise là où des Français pourraient à peine vivre. Enfin, il n'a même pas besoin de s'acclimater; il a donc toutes les qualités du parfait colon. Sans doute il a un grave défaut : il joue facilement du couteau. Mais il ne s'exerce ordinairement que sur ses compatriotes et laisse tranquille le plus souvent le reste de l'humanité. L'inconvénient est donc relatif.

Un reproche beaucoup plus grave qu'on peut faire à la main-d'œuvre sicilienne, c'est son bas prix, les ouvriers français se voient ainsi interdire un débouché qui pourrait au besoin être très important sans cette concurrence. Il est vrai qu'à l'heure actuelle, d'après une phrase devenue cliché, industrie et agriculture manquent de bras en France. Aussi la prime de 1 franc par journée de travail d'ouvrier français à tout industriel tunisien, ne peut-elle en rien remédier à cette situation.

1. Le droit des Grecs remonte aux temps où la Grèce appartenait à la Turquie et où Tunis reconnaissait la suzeraineté de Stamboul.

Celui des Italiens remonte à la convention du 8 septembre 1868, entre la régence et le royaume d'Italie.

2. Il existe à Kélibia un groupe de pêcheurs originaires de l'île Pantelleria.

Par contre, la concurrence des pêcheurs italiens et grecs est très nuisible à nos populations maritimes (1). Les pêcheurs italiens (2) comprennent deux groupes : les sédentaires, fixés à demeure à Tabarca, Kélibia, Sousse, Gabès, etc., et les périodiques. Les premiers ont leurs quartiers particuliers dans certains ports, à la Goulette et à Sousse par exemple. A Sousse, ils habitent les deux Capaci : le Capace et le Capace Piccolo, ainsi appelés d'un quartier de la commune de l'Île-des-Femmes, près Palerme.

Une famille italienne, les Raffo, s'est vu concéder en 1826 l'exploitation des thoneraies de Sidi-Daoud. Son privilège durera jusqu'en 1927 et elle l'exploite avec l'aide de pêcheurs de Trapani. Les seconds (Siliciens, Calabrais et Génois) viennent chaque année pendant quelques mois pêcher l'éponge (1) à Gabès, l'aletche (espèce de sardine) au large de Monastir et de Sousse, l'anchois, la sardine et l'aletche à Tabarka. Placés à proximité de la Tunisie, ils ont fait échouer toutes les tentatives faites pour amener

1. La pêche à l'éponge est pratiquée par des Italiens, des Grecs, des Français et des indigènes des îles Kerkennah et Djerba.

Mais la méthode varie selon la nationalité des pêcheurs : les Italiens pêchent à la foène, les Grecs à la bangava, les Français au scaphandre et les indigènes à la simple plonge. Les deux premiers sont tout à fait destructeurs ; les deux derniers procédés sont bien préférables.

les pêcheurs bretons à s'établir en Tunisie ou à y faire des campagnes de pêche et nous assistons depuis deux ou trois ans à une émigration assez importante des Bretons vers les États-Unis et le Canada (1).

Devant cet ensemble de faits, quelle doit être l'attitude de la France vis-à-vis de l'immigration italienne en Tunisie ? Faut-il l'interdire ? Est-ce même possible, étant donné que la Tunisie n'est qu'un pays de protectorat et qu'elle est liée par des conventions avec des puissances étrangères ? D'ailleurs, même en supposant la Tunisie annexée à l'Algérie, on empêcherait difficilement les Siciliens de venir en quelques heures dans leurs barques atterrir aux baies et aux anses de la côte tunisienne. Et le tout sans préjudice des dangers que cette annexion ferait courir à nos rapports avec l'Italie et par suite à notre domination dans l'Afrique du Nord.

Assimiler les Siciliens et en faire des Français ? N'en ferait-on pas plutôt des Tunisiens, comme on a fait des Algériens en Algérie ? On a sans doute bien pensé à dériver le courant d'immigration sici-

1. Cette émigration est due à la ruine des pêcheries de Terre-Neuve et de Bretagne. Depuis plusieurs années, la pêche de la morue était beaucoup moins rémunératrice à Terre-Neuve. L'interdiction de vendre la boëtte aux pêcheurs français avait achevé la ruine et la convention du 8 avril 1904 a ôté tout espoir de relèvement de ces antiques pêcheries.

lienne en Tunisie. C'est ainsi qu'est venue l'idée de pousser les Italiens à s'emparer des vilayets de Tripoli et de Barka. Alors seulement l'annexion de la Tunisie pourrait se faire sans nuire à nos bons rapports actuels avec l'Italie. Quoi qu'il en soit il ne faut pas oublier cette phrase de Carletti : « Même s'il y avait dans un siècle un million d'Italiens en Tunisie ils travailleraient et produiraient pour augmenter le commerce et développer les industries de la Tunisie et de la France. Ils enrichiraient la Tunisie et la France et non nous destinés à être ici et ailleurs, simples spectateurs de la moisson d'autrui. »

Nous autres Français, nous n'avons qu'à le souhaiter.

∴

Les Italiens sont encore très peu nombreux dans les vilayets de Tripoli et de Barka. En février 1901, 704 seulement (1) étaient inscrits sur les registres consulaires. Faute de statistiques locales, il est impossible de connaître leur nombre exact. On peut seulement affirmer qu'il est peu élevé.

Ce n'est que depuis 1904, que les statistiques italiennes indiquent les émigrants à destination de ce pays : 568 en 1904, 350 en 1905. Ce sont là des

1. 306 juifs et 398 chrétiens ; 612 étaient établis à Tripoli même ; le reste à Benghazi.

chiffres insignifiants : ils ne semblent pas justifier les convoitises de l'Italie sur ce pays. Mais il ne faut pas se risquer en pays turc : l'émigration en Algérie et en Tunisie date de la conquête française et celle en Égypte de l'occupation anglaise. La conquête italienne produirait vraisemblablement le même résultat en Tripolitaine. D'autre part si le groupement italien actuel est peu nombreux, il n'en est pas moins le groupement étranger le plus important.

Il se compose presque exclusivement de Siciliens et de juifs.

Les premiers peuvent venir facilement sur leurs barques : ils vont bien de cette manière en Égypte. Sans parler de Malte, des côtes de Tunisie, les îlots italiens de Linesa, Lampedusa et Lampione sont d'ailleurs des escales tout indiquées entre la Sicile et Tripoli ? Enfin déjà à l'heure actuelle le pavillon italien est de beaucoup le plus représenté à Tripoli et à Benghazi : il vient bien avant les pavillons anglais, français, grec et turc.

On s'imagine volontiers que la Tripolitaine n'est qu'un désert. C'est une demi-erreur. Sans doute, le vilayet de Tripoli faute de pluies est et restera toujours désertique ; mais l'abondance des eaux souterraines a permis d'y créer des oasis et permettra de les multiplier. Il en est tout autrement du vilayet de Barka, l'ancienne Cyrénaïque. Il comprend deux régions : la Barka rouge et la Barka blanche. La Barka

rouge (Barka-el-Homra) est un plateau argileux assez élevé, entouré par les pays crayeux de la Barka blanche. Il est assez bien arrosé, grâce au Djebel-Akhdar (Montagne Verte), qui sert de condensateur aux nuages de la Méditerranée centrale. Cette région est actuellement très peu peuplée : d'après un explorateur français naturalisé italien, M. de Mathuisieux, il y aurait place sur ce plateau pour 200.000 agriculteurs italiens, alors qu'il ne nourrirait actuellement que 30.000 Bédouins vivant de l'élevage. La Barka blanche, au contraire, est très pauvre, sauf sur la côte où se trouvent de bons ports (Benghasi), de riches pêcheries (corail, éponges, thons) et des oasis. Sur la côte vit actuellement une population sédentaire de 250.000 âmes, sans compter la population flottante des pêcheurs grecs, crétois, turcs et maltais, qui viennent y faire des campagnes de pêche de plusieurs mois. Le jour où l'Italie serait maîtresse des deux vilayets, les pêcheurs siciliens et calabrais remplaceraient cette population flottante et probablement aussi une partie de la population sédentaire turque. La conquête de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque aurait donc de grands avantages pour l'Italie, mais il ne faudrait pas croire qu'elle donnerait un excellent débouché à l'émigration italienne ; 300.000 Italiens tout au plus pourraient s'y installer et ce ne serait pas du jour au lendemain. Les sacrifices en hommes et en argent, exigés par la conquête,

seraient considérables et il y aurait un grave danger : c'est que la France profite de l'établissement des Italiens en Tripolitaine pour annexer la Tunisie et réglementer étroitement l'immigration sicilienne. Ce jour-là, la Tripolitaine remplacerait simplement la Tunisie et la question des débouchés pour l'émigration italienne n'aurait pas fait le moindre progrès.

∴

La colonie italienne d'Égypte s'élevait, d'après un rapport consulaire de septembre 1905 (1), à environ 40.000 personnes, dont 23.800 dans le district consulaire d'Alexandrie, 11.000 au Caire et dans ses faubourgs, 4.000 à Port-Saïd, Suez et le long du canal (2), 1.000 dans la haute Égypte. D'après le recensement égyptien de 1897, il n'y aurait eu à cette date que 24.450 Italiens en Égypte ; mais le recensement avait été mal fait et l'on s'accorde à reconnaître généralement que ce chiffre était trop faible. Quant au chiffre de 40.000 donné par les consuls italiens, il est très approximatif.

En effet, plus de la moitié des Italiens ne sont pas inscrits sur les registres des consulats : ils ne remplissent ordinairement cette formalité que lorsqu'ils

1. *Emigrazione e colonia*. Vol. II, page 199.

2. Dont 3.500 à Port-Saïd. D'après certaines évaluations, il y aurait même eu en 1905, 25.000 Italiens dans le district consulaire d'Alexandrie.

ont besoin de la protection de leurs consuls et en Égypte, ils sont très tranquilles.

Quelle que soit l'importance numérique exacte de la colonie italienne, il est un fait certain : elle vient immédiatement après la colonie grecque et avant toutes les autres colonies étrangères. Comme toutes les colonies italiennes de la Méditerranée, elle comprend deux éléments : les juifs levantins et les Italiens proprement dits. Ce dernier élément est de date récente : il remonte à Méhémet-Ali et ne s'est beaucoup développé que depuis l'occupation anglaise. Il est principalement originaire du versant ionien de la Sicile (Messine, Catane, Syracuse) et de l'Italie du sud (Pouilles, Calabres).

Comme en Tunisie, les Italiens sont groupés pour la plupart dans les villes : c'est ainsi que sur les 25.000 Italiens du consulat d'Alexandrie, plus de 20.000 sont à Alexandrie même ; les autres sont à Damiette, à Rosette, à Ramanieh et dans les autres villes du Delta. Comme en Tunisie également, l'aristocratie de la colonie italienne ne comprend guère que l'élément juif : gros commerçants, banquiers, avocats, médecins, ingénieurs, etc. En outre, quelques fonctionnaires khédiviaux sont encore des Italiens, mais ils sont peu à peu remplacés par des Anglais.

Aussi la colonie italienne a-t-elle perdu à l'heure actuelle toute influence politique. Plus de la moitié des Italiens sont des ouvriers, tailleurs de pierre,

mineurs, maçons ou des agriculteurs qui, ne pouvant concurrencer les fellahs, se font ouvriers. Le reste se compose de petits boutiquiers, employés, de pêcheurs, et de cette population de petits marchands ambulants et de semi-mendiants que l'on retrouve partout où il existe un groupement italien.

A côté de la population sédentaire existe une population flottante : ouvriers venus pour toute la durée d'un travail public quelconque (quais d'Alexandrie, digue d'Assouan, chemins de fer) ou pêcheurs venus de Sicile pour des campagnes de pêche (1).

De 1889 à 1900, il y eut de grands travaux publics en Égypte ; les ouvriers italiens affluèrent mais en beaucoup trop grand nombre. Beaucoup durent être rapatriés aux frais de sociétés de bienfaisance locales et du gouvernement italien. Celui-ci se décida alors à refuser des passeports pour l'Égypte à tout émigrant qui ne justifierait pas d'un contrat antérieur, lui assurant l'existence en Égypte où tout au moins le rapatriement en Italie.

Faute de statistiques égyptiennes sur l'émigration italienne, on en est réduit aux statistiques italiennes d'émigration sans pouvoir les contrôler comme en

1. « Il y a environ 200 pêcheurs, presque tous de Molfetta, avec une vingtaine de barques, qui viennent périodiquement pour une campagne de pêche, qui dure deux ans, et sont ensuite, à la fin de celle-ci, remplacés par d'autres. »

Emigrazione e colonia, vol. II, page 235.

Tunisie. D'après ces statistiques, de 1876 à 1905 inclus, 40.000 Italiens environ reçurent leurs passeports pour l'Égypte.

Depuis quelques années les émigrants permanents l'emportent sur les émigrants périodiques et temporaires. C'est ainsi qu'en 1902, les premiers étaient 1.200 et les autres 700 (1).

..

Les Italiens qui habitent l'Asie turque étaient évalués en 1901 (2) à 8.900. D'après les rapports consulaires publiés dans l'*Emigrazione e colonia*, ils étaient une dizaine de mille à la fin de 1905.

Le groupement le plus important se trouve à Smyrne : il comprenait 7.600 personnes en 1905. Il se compose de quatre éléments :

1° Tout d'abord l'élément aristocratique de la colonie, descendants des vieilles familles génoises et vénitiennes, établies dans les Échelles du Levant au moyen âge et dans les temps modernes, ce sont des banquiers, des professionnistes, des gros commerçants, et les grosses fortunes sont très nombreuses parmi eux ;

2° Les juifs levantins ;

1. Émigrants italiens partis avec passeports pour l'Égypte : 1900 : 1.400 ; 1901 : 1.750 ; 1902 : 1.900 ; 1903 : 1.800 ; 1904 : 4.500 ; 1905 : 4.500 ; 1906 : 2.500.

2. Chiffres de l'*Annuario statistico* de 1904.

3° Des familles originaires du midi de l'Italie, surtout des Pouilles, établies là depuis une ou plusieurs générations. Elles sont groupées dans un quartier spécial de Smyrne : la Pointe, en italien la Punta, « che si puo dire un grande villaggio italiano » (1). La plupart sont des pêcheurs ;

4° Des ouvriers, population ordinairement flottante, venus pour la durée de grands travaux publics, mais dont un certain nombre, travaillant dans les mines d'antimoine, se sont fixés dans le pays.

La colonie italienne est la colonie la plus importante de Smyrne après la colonie grecque : les mariages entre membres des deux colonies sont d'ailleurs fréquents.

Après la colonie de Smyrne, la colonie la plus importante est celle de Beyrouth. Elle comprend un millier de personnes, dont la moitié à Beyrouth même, établies sur la côte de Syrie depuis plus de cinquante ans. Les districts consulaires d'Alep et de Jérusalem comprenaient en 1901 chacun 400 Italiens établis d'une manière permanente (commerçants, missionnaires). Enfin au début de 1905 il y avait une centaine d'Italiens dans le district consulaire de Trébizonde et quelques isolés dans celui d'Hodéïdah.

A côté de cet élément stable existe un élément flottant ; émigrants temporaires venus en Syrie et en

1. *Emigrazione e colonie*, vol. II, page 9.

Asie Mineure pour l'exécution de grands travaux publics et en particulier pour la construction de chemin de fer. Les travaux finis ils partent, non sans laisser quelques épaves. C'est ainsi qu'en 1901 2.000 ouvriers italiens travaillèrent dans le district consulaire de Beyrouth à la construction de chemin de fer. Les colonies italiennes de la Turquie d'Asie ne sont pas appelées comme celles de la Tunisie et de la Tripolitaine à devenir très nombreuses. Elles formeront toujours, comme d'ailleurs toutes les colonies européennes de ces pays, des petits groupements isolés au milieu des populations musulmanes et chrétiennes du Levant et toujours menacés d'absorption par les éléments chrétiens de la population. L'expérience de neuf siècles le prouve surabondamment.

Section II

LES ITALIENS DANS LES PAYS TRANSOCÉANIQUES

Les Italiens sont très peu nombreux dans les parties non méditerranéennes de l'Afrique et de l'Asie et en Océanie. Il n'y a là rien d'étonnant : presque toute l'Afrique se trouve dans la zone tropicale, où l'Européen ne peut faire souche. Les pays africains où les Italiens pourraient émigrer sont le Maroc, le Sud-Ouest africain allemand, l'Afrique australe anglaise, certaines régions du centre de Madagascar et

les Mascareignes. Mais le Maroc ne se prête guère pour le moment à des tentatives de ce genre et d'ailleurs Espagnols et Français sont mieux placés pour y émigrer avec des chances de succès. Le Sud-Ouest africain allemand est trop désertique et trop troublé pour attirer les Italiens : des tentatives, faites depuis deux ou trois ans, pour faire construire les chemins de fer de cette colonie par des ouvriers italiens et les fixer ensuite dans le pays, ont jusqu'ici complètement échoué. A deux reprises, les sociétés allemandes ont été condamnées par les tribunaux italiens à rapatrier ces ouvriers à leurs frais.

L'Afrique centrale est habitée par des races noires et blanches très prolifiques et trop vivaces pour ne pas rapidement absorber les éléments étrangers, si différents qu'ils puissent être d'elles. Il en est de même de Madagascar et des Mascareignes.

Il existe pourtant dans l'Afrique australe anglaise plus de 5.000 Italiens, mais leur nombre est en décroissance. La cherté de la vie, le manque de travail, l'obligation pour les immigrants dans le Transvaal et l'Orange de justifier d'un pécule de 20 livres sterling n'attirent pas les Italiens, non plus que l'obligation de savoir bien lire et écrire, imposée par le Natal.

A la fin de la guerre anglo-boer, beaucoup d'Italiens très éprouvés par la crise économique que subissait l'Argentine en 1902 passèrent l'Océan, espé-

· rant trouver du travail dans l'Afrique du Sud. Ce fut une erreur : au lieu d'être dans la gêne en Argentine ils furent dans la misère noire au Cap et dans les autres ports. Le gouvernement italien dut en rapatrier un certain nombre : les autres finirent par trouver de quoi végéter.

A Johannesburg, il existe une petite colonie italienne, mais elle est de plus en plus assimilée et absorbée par l'élément anglais.

L'immigration à Madagascar fut enrayée par un arrêté du général Galliéni (5 juin 1903) exigeant des émigrants un capital de 5.000 francs, ou un contrat de travail antérieur. D'après le recensement officiel de 1903, il y avait 212 Italiens à Madagascar contre 6.800 Français, 1.300 Anglais et 450 Grecs. Toutefois, d'après un rapport consulaire de février 1904, 1.800 Italiens, la plupart du Midi, étaient venus à Madagascar pour l'exécution de travaux publics (ports de Diégo-Suarez et de Majunga, chemin de fer de Tananarive à Tamatave).

Au Congo, à la Réunion, à Djibouti, à Zanzibar, il y a quelques Italiens isolés. Il ne reste plus à signaler en Afrique que la colonie de l'Érythrée. Située tout entière dans la zone tropicale, elle comprend deux régions : la côte, désert sablonneux où la vie est presque impossible pour Européens, même de la Méditerranée, et le rebord oriental du plateau du Tigré ; l'Asmara, où quelques tentatives de colonisation agri-

cole avec des colons lombards et vénitiens ont lamentablement échoué. Il n'y avait en 1901 que 1.674 Italiens dans l'Érythrée. Le commerce de l'Italie avec l'Érythrée et l'Abyssinie réunies était de 3.110.000 fr. en 1902.

Les émigrants italiens cultivent dans l'Asmara des plantations d'arbres à agrumi et d'oliviers ; ils y ont aussi introduit les cultures du tabac et du coton. Ces agriculteurs habitent les ruines des villages Umberto-Primo et Gura, fondés entre 1885 et 1890, par le baron Franchetti avec l'appui officiel du gouvernement italien et détruits pendant les guerres avec les Abyssins. Ce ne sont d'ailleurs que quelques isolés, ainsi que les contremaîtres surveillant les ouvriers indigènes dans les mines. Les seules cultures ayant de l'avenir dans cette ruineuse colonie sont les cultures de coton, de tabac et de café dans l'Asmara ; et la culture du cocotier sur le littoral. Pour réussir, ces cultures exigent une collaboration de la main-d'œuvre indigène et des capitaux européens : elles n'ont que faire de la main-d'œuvre italienne.

Les Italiens, établis en Abyssinie, se réduisaient à quelques missionnaires et à de rares commerçants. Sans compter les vies humaines, les colonies italiennes ont coûté à la métropole jusqu'au 30 juin 1903 plus de 440 millions de francs. Voici avec, à l'actif, la guérison des rêves de mégalomanie le bilan de la politique coloniale italienne.

En Asie, les émigrants italiens se heurtent à des populations trop denses et dont le travail est à trop bas prix, pour qu'ils puissent espérer triompher de tels obstacles. Là où il y aurait de la place pour eux, le climat s'y oppose : c'est le cas de la Sibérie. D'après l'*Annuario Statistico* de 1904, il y avait en 1901 1.000 Italiens aux Indes anglaises et 700 dans le reste de l'Asie. Depuis, il semble que le nombre des Italiens établis aux Indes anglaises a diminué. C'est le cas, par exemple, des ouvriers italiens, employés aux mines d'or de Kolar (Maïssour) réduits à 127 en 1905 et remplacés peu à peu par des ouvriers hindous coûtant moins cher. Par contre, le nombre des Italiens en Chine a augmenté : le 31 décembre 1904, 366 résidaient dans les ports ouverts au commerce, une trentaine à Pékin, une centaine dans le Petchili en dehors de Tientsin et Pékin (employés de chemins de fer et missionnaires), une vingtaine dans le Shansi ; 600 dans le Yunnan pour la construction du chemin de fer de Lao-Kay à Yunnan-Sen.

Enfin en janvier 1905, il y avait encore en Sibérie et en Mandchourie, 500 ouvriers italiens travaillant à la construction des chemins de fer russes, mais leur nombre était en décroissance.

Que l'on ajoute une soixantaine d'Italiens à Hong-Kong, autant au Japon, une cinquantaine aux Indes hollandaises, une trentaine au Siam, quelques isolés en Perse, en Indo-Chine, en Corée et à Ceylan et

l'on aura une idée de l'insignifiance complète des Italiens en Asie.

Leur situation en Océanie est un peu meilleure. On peut dire d'ailleurs que, sauf quelques forçats libérés en Nouvelle-Calédonie, il n'y a d'Italiens que dans la Confédération australienne et en Nouvelle-Zélande.

D'après le recensement du 31 mars 1901 (1), il y avait près de 9.000 Italiens dans l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Nouvelle-Guinée, les îles Fidji et Tonga.

Ils sont groupés de préférence dans les grandes villes : Sydney, Melbourne, Wellington, Freemantle, Perth, en Australie, Wellington et Auckland en Nouvelle-Zélande.

La plupart sont originaires de Sicile (Messine et

1. *Emigrazione e colonia*, vol. II, page 519.

Les Italiens en Australie d'après le recensement du 31 mars 1901 :

Nouvelle-Galles du Sud.	2.540	Nouvelle-Zélande.	710
Australie Occidentale.	2.950	Nouvelle-Guinée.	35
Victoria.	1.935	Fidji-et-Tanga.	9
Queensland.	700		754
Australie méridionale.	215		
Territoire du Nord.	47		
Tasmanie.	146		
			8.533

Total : 9.287

îles Lipari), de Toscane, de la Valteline et du Piémont (Saluces). Les Valtelins et les Siciliens sont des émigrés temporaires : ils reviennent en Italie après fortune faite et y envoient de l'argent pendant leur séjour. Les autres restent en Australie et sont rapidement assimilés par les Anglais.

La colonie italienne est loin d'être la plus importante des colonies étrangères : elle vient bien après les colonies allemandes, chinoises, suédo-norvégienne, danoise et américaine du Nord. Elle dépasse toutefois les colonies française et japonaise.

Il est probable qu'elle ne se développera jamais beaucoup, malgré les tentatives que fait en ce moment le gouvernement de l'Australie occidentale pour fonder des colonies agricoles italiennes. En effet, l'Immigrant fédéral Act de 1901 interdit l'immigration des illettrés, disposition qui frappe plus particulièrement les Italiens. En outre, la loi australienne considère comme Australiens les enfants, nés en Australie d'étrangers, nés à l'étranger. Il y a sur ce point conflit avec la législation italienne, qui considère comme siens les enfants, nés à l'étranger d'Italiens, nés en Italie. Cette disposition, fréquente dans les législations des pays neufs, habités par des Européens, a pour effet de multiplier le nombre des personnes ayant deux nationalités. C'est ainsi que d'après le recensement du 31 mars 1901, il y avait dans la Confédération australienne 6.096 Italiens

d'après les deux législations et 8.533 d'après la législation italienne. Le conflit portait donc sur près de 2.500 personnes, c'est-à-dire sur près du tiers des Italiens.

CHAPITRE III

Les Italiens en Amérique

GÉNÉRALITÉS

C'est en Amérique que se trouvent les plus nombreuses colonies italiennes. Le Nouveau Monde absorbe en effet presque toute l'émigration permanente italienne et toute l'émigration pour les pays transocéaniques. C'est ainsi qu'en 1903 sur 447.000 émigrants partis avec passeports pour les pays transocéaniques 444.700 se dirigeaient vers l'Amérique. Ce sont de véritables « colonies sans drapeau » que l'Italie possède de l'autre côté de l'Atlantique. Les principaux groupements se rencontrent aux États-Unis (742.200 au 1^{er} juin 1900), en Argentine (618.000, nés en Italie, le 26 décembre 1901) et au Brésil (1.100.000 au début de 1904). L'Uruguay, le Venezuela le Chili, etc. nourrissent aussi des colonies assez importantes.

On parle volontiers des services immenses que l'émigration italienne rend à la cause des races latines en fortifiant l'Amérique espagnole et portugaise

devant l'Amérique anglo-saxonne. Les grands mots de « civilisation latine » et de « civilisation germanique » font très bien dans des discours et même dans des articles de journaux ou de revues ; mais dans la réalité, ils ne correspondent pas à grand'chose. Dans le fait, les Italiens se laissent assimiler au moins aussi bien par les Yankees que par les Américains du Sud. Sans doute, il y a une vingtaine d'années, l'émigration italienne pour l'Amérique du Sud dépassait de beaucoup l'émigration pour les États-Unis. Peu à peu, les proportions se sont modifiées : aujourd'hui elles sont plus que renversées.

En 1905, sur 444.700 émigrants italiens à destination de l'Amérique, 316.800, soit près des trois quarts allaient aux États-Unis. Une autre remarque assez curieuse à faire à propos de l'Amérique c'est que pendant longtemps les Italiens du Nord ont préféré se diriger vers l'Amérique du Sud, et les méridionaux vers l'Italie du Nord. Aujourd'hui encore ce sont des Vénitiens, des Piémontais, des Lombards et des Ligures, qui forment le fonds des colonies dans l'Amérique du Sud. Il semble que les Italiens du Nord se laissent attirer plus que les méridionaux par des affinités de race et de langage avec les Espagnols et les Portugais. On peut même faire cette remarque aux États-Unis (Californie) : Émigration permanente des Italiens du Nord avec émigration périodique des Italiens du Sud dans l'Amérique du Sud ; émigration permanente

des méridionaux aux États-Unis, avec émigration périodique des Italiens du Nord, voilà comment on peut résumer l'émigration italienne en Amérique.

Section I

LES ITALIENS DANS L'AMÉRIQUE DU NORD

Les États-Unis absorbent presque toute l'immigration italienne dans le Nord-Amérique. Du 1^{er} janvier 1821 au 30 juin 1906 inclus, 2.280.000 Italiens ont été admis sur le sol de l'Union, dont près de 2.200.000 depuis le 1^{er} juillet 1880 et 1.235.000 depuis le 1^{er} juillet 1900. Depuis l'année 1900-1901, les Italiens ont toujours été au premier rang, sauf en 1904-05, année où les Austro-Hongrois les dépassèrent.

D'après le *Census* du 1^{er} juin 1900, il y avait aux États-Unis 742.197 Italiens dont 484.703, nés en Italie et non naturalisés, 221.893 nés aux États-Unis de père et mère italiens, et 35.599 nés aux États-Unis de pères italiens. D'après la loi américaine les personnes appartenant à la première catégorie avaient seules la nationalité italienne. L'Italie au contraire réclame les trois catégories. Il y a là un cas très important de double nationalité ; il s'appliquait en effet à 257.500 personnes au 1^{er} juin 1900.

D'après une étude parue dans les *Bolletini dell'emi-*

grazione italiana (année 1903, n° 11) les Italiens (aux yeux de la loi italienne s'entend) auraient été au 31 décembre 1904 au nombre de plus de 1.250.000 en tenant compte des naissances, des décès et des retours en Italie. Leur nombre à l'heure actuelle doit dépasser de beaucoup 1 million 1/2. Il est vrai qu'il faut tenir compte des naturalisations que négligent l'auteur de cet article et que la loi américaine rend extrêmement faciles.

Les immigrants italiens aux États-Unis sont en majeure partie d'origine méridionale; ils appartiennent à « l'écume de la Sicile » et à la « tourbe de Naples » pour reprendre les expressions du ministère public dans l'affaire Caruso. Les méridionaux sont qualifiés officiellement d'« immigrants undesirables » en compagnie des Slaves, des Hongrois, des juifs karaïtes russes et en général de toutes les populations du bassin de la Méditerranée et de l'Empire Russe, à l'exception des Finlandais. Par contre les Italiens du Nord sont des « desirables » ainsi que les Anglo-Irlandais, les Scandinaves, les Français, les Allemands et autres populations du Nord et de l'ouest de l'Europe.

En 1904-1905, les Italiens du Nord ne représentaient pas 17 0/0 des immigrants italiens et encore un grand nombre ne venaient-ils que pour quelques mois. Ils forment le fonds des colonies italiennes de Californie, du Colorado et du Texas.

En 1905, sur 316.797 Italiens partis avec passeports pour les États-Unis, 256.621 venaient du Mezzogiorno dont 77.630 de Sicile, 71.920 de Campanie, 42.056 des Abruzzes et Molise, 41.305 de Calabre, etc., 28.338 étaient originaires de l'Italie centrale dont 12.303 du Latium. Enfin 31.838 venaient de l'Italie du Nord dont 12.308 du Piémont.

Presque toute l'immigration italienne est absorbée par les États du Nord-Atlantique. Au 1^{er} juin 1900, sur 742.200 Italiens 520.600, soit plus de 70 0/0, y étaient fixés.

Sur 744.900 Italiens arrivés aux États-Unis du 1^{er} juillet 1900 au 30 juin 1904, 612.700, soit plus de 82 0/0, s'y établirent.

Presque tous, bien que ruraux d'origine, se fixent dans les villes. C'est ainsi que, au 31 décembre 1904, la population italienne de New-York était évaluée à 383.000 personnes, celle de Philadelphie à 100.000, celle de Newark à 40.000, etc. Les groupements italiens les plus importants après ces énormes agglomérations se trouvent près des grands lacs (Ohio, Illinois, Michigan), dans le Missouri, la Louisiane, le Texas, le Colorado et la Californie. Ce sont les Italiens qui fournissent avec les Hongrois et les Slaves la main-d'œuvre inférieure dans les usines des États de l'Est. En outre, la culture maraîchère et fruitière est, pour ainsi dire, monopolisée par eux, autour de certaines grandes villes de l'Est.

Les Etats-Unis offrent aux agriculteurs italiens un champ infini : très peu pourtant en profitent. Néanmoins, c'est à eux que les Américains sont redevables du développement pris dans le Sud par la culture des oranges et des citrons (Floride). Ils ont aussi beaucoup contribué au développement de la culture des arbres fruitiers et de la vigne en Californie (1), culture créée par des Français. La France et l'Italie en ont d'ailleurs été récompensées par la perte du marché américain, grâce aux droits protecteurs des tarifs Mac Kinley et Dingley. Ce sont aussi des Italiens, qui ont introduit aux États-Unis l'industrie des pâtes alimentaires. En 1904, 220 fabriques de pâtes et de macaronis, fondées par des Italiens, étaient en pleine prospérité.

Beaucoup de Siciliens se livrent à la culture de la canne à sucre et du coton dans le Mississipi, la Louisiane et l'Alabama. Plusieurs possèdent même des plantations importantes. Actuellement les Américains voudraient déverser dans les États du Sud (Centre Sud et Atlantique Sud) le trop-plein de la population italienne de la Nouvelle-Angleterre. Ils

1. La colonie italienne de Californie et Colorado est originaire pour la plus grande partie de Gênes et de Lucques.

Il s'y rencontre aussi quelques Siciliens. Elle comprend surtout des agriculteurs, des maraîchers, des barbiers, des tailleurs, etc. Il y a aussi beaucoup de mineurs et d'ouvriers de chemin de fer (Californie, Nevada).

feraient ainsi d'une pierre deux coups : ils débarrasseraient New-York et Philadelphie d'une population misérable et turbulente ; ils renforceraient dans le Sud l'élément blanc que les noirs menacent de submerger. Malheureusement, malgré l'appui des autorités italiennes, ils n'ont pas encore réussi. Les Italiens sont sans doute très flattés d'une telle confiance, mais ils n'oublient pas les lynchages de la Nouvelle Orléans. On sait que, vers 1890, des Italiens furent lynchés comme de simples nègres et pour les mêmes motifs. Il y eut même rupture des relations officielles entre l'Italie et la Louisiane. Ce conflit fait songer par beaucoup de côtés au conflit actuel entre les États-Unis et le Japon, toutefois les Italiens obtinrent des indemnités (1).

À côté des agriculteurs italiens établis à demeure dans les États du Sud se trouvent des ouvriers agricoles venant seulement pour la récolte du coton et de la canne à sucre de novembre à mars. Il y a là un phénomène très curieux d'émigration périodique à l'intérieur d'un pays étranger. 100.000 Italiens vont

1. Population italienne de la Louisiane : 1^{er} juin 1900 : 29.500 et au moment de la migration de 1902 : 88.000. Mississippi : 1.750 ; au 1^{er} juin 1900, au moment de la migration : 30.000. L'élément sicilien prédomine dans la Louisiane, l'Alabama, la Floride et le Mississippi. Les planteurs américains préfèrent de beaucoup les Italiens aux nègres parce qu'ils sont plus travailleurs.

pendant l'été dans les États du Centre-Nord (Michigan, Ohio, Illinois, etc.) et même dans certaines régions du Canada (Québec, Manitoba, Alberta) pour s'y livrer à des travaux en plein air : construction de maisons et de voies ferrées, travaux de terrassement, moissons, arrachages de betteraves et de pommes de terre.

Après les premiers froids, ils descendent vers le Sud et vers la Louisiane, le Mississipi, l'Alabama. Les grands steamboats qui sillonnent le Mississipi, le Missouri et l'Ohio leur offrent le passage pour des prix très bas. Il existe quelques colonies italiennes agricoles dans certaines parties des États-Unis : telles sont les colonies de Hammonton dans le New-Jersey, de Frédonia dans le New-York, de Montebello et Verdella dans le Missouri.

On a vu que la population urbaine italienne se compose principalement d'ouvriers d'usines.

A côté d'eux se trouve tout un monde de ces « girovagli » : musiciens, ambulants, marchands de statuettes et de coraux, ramoneurs, etc. ; que nous avons déjà rencontrés en Europe. Mais ce qui est particulier aux États-Unis, c'est que certains métiers dans les grandes villes sont « trustés » par des Italiens. A New-York, à Boston, à Philadelphie, à Washington tous les coiffeurs sont Italiens, ainsi que presque tous les pâtisseries. Toutes les grandes villes du Nord-Atlantique ont leurs quartiers italiens, leurs « villes »

selon l'expression américaine. Dans certains ports les pêcheurs italiens ont leur quartier spécial comme en Tunisie.

Les Américains ne sont pas particulièrement flattés de cette affluence d'Italiens. Ils voudraient faire une sélection parmi eux en éliminant autant que possible les méridionaux. La loi du 3 mars 1903 exclut tous ceux qui ne peuvent payer une taxe de 2 dollars ou qui, après l'avoir payée, n'auraient plus la moindre ressource.

Elle exclut également les condamnés à une peine afflictive ou infamante, les fous, les idiots, les épileptiques, les prostituées, les personnes atteintes de maladies rebutantes et contagieuses. Elle renouvelle certaines dispositions de la loi de 1885, qui interdit l'immigration des personnes ayant contracté un engagement avant de débarquer aux États-Unis (*Labour contract act*).

De toutes ces dispositions deux seulement paraissent avoir eu quelque effet : celle contre les indigents et celle contre les engagés avant le débarquement. En 1903-04, 12 0/0 seulement des immigrants italiens furent ainsi repoussés. Une loi récente (du 4 mars 1907) a élevé à 4 dollars la taxe perçue sur les immigrants et a ajouté les anarchistes à la liste des immigrants non admis.

C'est qu'en effet les États-Unis hébergent à Paterson (New-Jersey) une florissante colonie d'anarchis-

tes italiens dont ils ne demandent qu'à se débarrasser.

A plusieurs reprises des lois proscrivant l'entrée des illettrés sur le sol américain ont été votées par la Chambre des représentants. Mais elles se sont heurtées jusqu'ici soit à l'opposition du Sénat, soit au veto présidentiel.

Ce serait pourtant là, avec l'obligation de posséder un pécule, le seul moyen pratique d'enrayer l'immigration des Italiens du Sud et autres « undesirables ». Quels sont les reproches que les Américains adressent aux Italiens ? Les uns sont d'ordre moral, les autres d'ordre économique. La criminalité est très forte dans les énormes agglomérations urbaines italiennes : les « dagos » jouent trop facilement du couteau et n'ont qu'un respect mitigé pour la pudeur des Américaines. De là les lynchages de la Nouvelle-Orléans et l'affaire Caruso. Il faut y ajouter des rixes fréquentes avec les Américains et les « immigrants desirables », les Irlandais entre autres, et la réputation bien établie des anarchistes italiens. A ces motifs déjà sérieux, mais qui servent en fait souvent de prétextes, viennent se joindre les qualités d'endurance au travail et de sobriété des ouvriers italiens. Les bas prix de leur main-d'œuvre leur ont valu le surnom de Chinois d'Europe.

Aujourd'hui ce grief est peut-être un peu moins fondé, les Italiens consentent plus volontiers qu'autrefois à entrer dans les Trade-Unions.

Un reproche fait aussi très souvent aux Italiens, c'est que, après avoir amassé un petit pécule, ils retournent dans leurs pays. Très vrai jusque vers 1890, ce reproche l'est beaucoup moins depuis. Néanmoins, il est un fait certain : chaque année des milliers d'Italiens passent l'Atlantique au printemps pour aller travailler quelques mois en Amérique et retourner en Europe en automne. En outre, les Italiens établis aux États-Unis n'oublient pas leurs frères restés en Italie et leur envoient de l'argent. Il est naturellement impossible de déterminer à quel chiffre s'élèvent ces envois. On a parlé de 125 et même 150 millions de francs par an. Pour faire voter la loi sur les illettrés, certains journalistes américains écrivirent que de 1870 à 1890, 2.430 millions avaient été envoyés des États-Unis en Italie, 2.125 millions de 1890 à 1900 et 1.382 millions de 1900 à 1905. Ces estimations sont très certainement exagérées et ceux qui les faisaient auraient été très embarrassés s'ils avaient dû les justifier. D'ailleurs une notable partie de cet argent reste entre les mains des changeurs et des escrocs américains. Mais il reste un fait certain, c'est l'importance des envois d'argent des États-Unis en Italie.

On sait, que, à l'heure actuelle, les États-Unis traversent une crise financière des plus graves. Pour peu que l'on y ajoute le conflit avec le Japon, conflit qui peut d'un instant à l'autre dégénérer en une guerre, on comprendra aisément que l'émigration aux États-

Unis ait fortement baissé depuis quelques mois. En outre des centaines de mille d'émigrants ne trouvant pas du travail ou craignant pour leurs économies rentrent en Europe. On calculait au mois de novembre dernier que 20 millions en numéraire partaient ainsi chaque semaine pour l'Europe. Les Italiens prennent une part très importante à ce mouvement de retour. Du 1^{er} janvier 1907 au 31 octobre de la même année 165.000 ont débarqué en Italie retour des États-Unis : un très grand nombre sont rapatriés aux frais de leur gouvernement et il est fort à craindre que la crise des provinces méridionales ne redouble par suite de cet afflux inopiné d'indigents. Le marché italien était à peine remis de la crise des soieries : la coïncidence de la crise de l'automobile et de la crise américaine avec ses répercussions pourrait amener un bouleversement économique et financier.



La colonie italienne du Canada est très peu nombreuse. Le recensement de 1901 donne 10.900 Italiens, nés en Italie dont 5.720 naturalisés. Originaires pour la plupart de la haute Italie avant 1901, ils se fondaient très vite avec les Canadiens français. On les rencontre aux deux extrémités du Dominion dans les anciennes provinces et dans la Colombie. C'est ainsi qu'en 1901 sur 10.900, 5.240 habitaient l'Ontario,

2.800 le Québec, 285 la Nouvelle-Écosse et 1.980 la Colombie. Le reste était dispersé un peu partout. Comme aux États-Unis on les trouve surtout dans les villes. Beaucoup d'Italiens viennent des États-Unis en été pour les travaux en plein air et y retournent en hiver. Ce n'est que depuis 1901 que les statistiques canadiennes donnent les chiffres de l'émigration italienne, chiffres très peu élevés.

D'après les statistiques italiennes 5.930 passeports en 1905 et 10.032 en 1906 ont été délivrés pour le Canada. En 1905, sur 5.930 passeports 1.928 avaient été donnés à des Calabrais, 1.347 à des Vénitiens, 1.153 à des habitants des Abruzzes et du Molise et 704 à des Campaniens.

Comme aux États-Unis, les émigrants viennent en majorité des provinces méridionales. Un grand nombre ne fait d'ailleurs que traverser le Canada pour aller aux États-Unis : ils réussirent ainsi à tromper plus facilement la surveillance des autorités américaines, grâce à l'immense frontière terrestre commune aux deux confédérations.

∴

La colonie italienne du Mexique est encore moins importante que celle du Canada. D'après le recensement du 28 octobre 1900, elle ne comprenait que 2.654 personnes. Un rapport consulaire de 1901

l'évaluait à 5.000 en y comprenant vraisemblablement les fils d'Italiens sujets Mexicains et les naturalisés. Assez importante vers 1880, époque où l'on fit des tentatives de colonisation agricole, qui échouèrent d'ailleurs piteusement, l'émigration italienne est tombée à peu près à rien. La concurrence des Barcelonnettes a été à peu près aussi désastreuse pour les commerçants italiens que pour les commerçants allemands. Il ne leur reste plus guère que les petites industries dont ils ont presque partout le monopole : ventes de statuettes, de coraux, de marrons, etc. En 1905, l'émigration italienne pour le Mexique s'était élevée à 1.096 personnes et en 1906 à 1.190 ; cette émigration est presque entièrement permanente.

On estimait en 1901 à 3.600 le nombre des Italiens fixés dans l'Amérique centrale et aux Antilles. Le percement de l'isthme de Panama en avait attiré un grand nombre, mais les fièvres eurent vite fait de les décimer ainsi que les autres ouvriers européens employés au canal. Il en reste néanmoins quelques-uns à Colon et à Panama et d'autres sont allés les rejoindre.

Après ce groupement, le plus important est celui de Cuba ; il comprenait 500 membres en octobre 1889, il doit avoir doublé depuis (1).

1. En 1901 d'après l'*Annuario statistico* de 1905-1907, il y avait 1.600 Italiens à Cuba, 1.000 sur le territoire de la répu-

Section II

LES ITALIENS EN AMÉRIQUE DU SUD

Du 1^{er} janvier 1857 au 31 décembre 1906, 1 million 609.000 Italiens ont immigré en Argentine par voie de mer. Il faut y ajouter plus de 500.000 émigrants débarqués à Montevideo, dans le même laps de temps, qui ont déclaré aux autorités uruguayennes leur intention d'aller s'établir en Argentine. Enfin, il faut tenir compte des Italiens passés par voie de terre du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay en Argentine après s'être installés précédemment dans ces pays.

Il ne faudrait pas croire néanmoins que ces 2 millions d'immigrants soient restés dans le pays. Beaucoup en effet étaient des émigrants périodiques (siciliens). D'autres sont revenus en Italie après fortune faite ou ruine achevée. D'autres enfin dans les années de crise sont allés chercher fortune ailleurs : beaucoup ont été ainsi aux États-Unis, au Brésil et au Chili. Quelques-uns même sont partis pour l'Afrique du Sud en 1902. De 1890 à 1900, 267.500 Italiens ont quitté l'Argentine par les ports argentins.

blique actuelle de Panama, 600 dans le Guatemala, à 50 Ha-ti, et 10 à la Martinique, 210 dans le Nicaragua. La population italienne du Salvador en 1811 était de 600 et celle de Costa-Rica de 450 la même année.

En Argentine, comme partout ailleurs, c'est dans les périodes prospères que les immigrants affluent. Pour l'Argentine, pays qui vit presque uniquement de l'élevage et de l'agriculture, les années de crise sont celles de sécheresse, d'invasions de sauterelles et d'épizooties. La simple vue d'un tableau d'immigration fait voir, avec un an de retard, l'histoire de l'agriculture argentine. C'est pendant les périodes de 1885-1889, 1895-1897, 1899-1901 et 1904-1906 que l'immigration italienne atteignit les chiffres les plus élevés (1).

C'est en 1906 que se présente son maximum : 127.600, mais la mauvaise récolte de 1906 l'a fait de nouveau fléchir.

Les crises les plus sérieuses furent celles de 1890-1892 et de 1902. En mars 1902, il y avait 40.000 ouvriers sans travail à Buenos-Ayres et 120.000 en province. Le nombre des départs dépassait de beaucoup celui des arrivées (2).

1. Immigrants italiens arrivés en Argentine par voie de mer :

1885	63.500	1896	75.200	1902	30.500
1886	43.300	1897	44.700	1903	37.300
1887	67.100	1898	39.100	1904	67.600
1888	75.000	1899	53.300	1905	89.000
1889	81.600	1900	52.100	1906	127.600
1895	84.200	1901	58.300	1907	90.300

En 1890, il y eut plus de départs que d'arrivées.

2. Mars 1902	12.300 arrivées	14.500 départs
Avril »	10.300 »	13.400 »

Emigrants de toutes nationalités.

Quelle est l'importance de la colonie italienne en Argentine ? D'après le recensement de 1895, il y avait 496.000 Italiens nés en Italie et non naturalisés ; d'après le recensement du 26 décembre 1901, il y avait 618.000 Italiens dans les mêmes conditions.

D'après Graziani (*L'Emigrazione Italiana nella Republica Argentina* Torino, 1905) on pouvait évaluer en 1901 à plus de 1 million 1/2 le nombre total des Italiens naturalisés et des fils d'Italiens. Ce chiffre, étant donné la prolificité des Italiens et le nombre de leurs immigrants, n'a vraisemblablement rien d'exagéré. Peut-être même est-il inférieur à la réalité. Les recensements sont si mal faits dans ces pays sud-américains et les registres de l'état civil y sont si mal tenus qu'il faut se contenter d'évaluations plus ou moins approximatives.

Ce qui achève de les compliquer, c'est que bien des Italiens et des descendants d'Italiens, rougissant de leur origine, vont jusqu'à remplacer leurs noms italiens par des noms espagnols. Après quoi, ils se prétendent fièrement des « hijos del país » et en cette qualité traitent de haut les autres Italiens.

L'émigration italienne en Argentine est de date très ancienne. Déjà au XVIII^e siècle, des Italiens y avaient été attirés par les jésuites du Paraguay. En 1821 et en 1831, après l'échec des insurrections de Naples, du Piémont et des Romagnes, de nombreux réfugiés politiques vinrent s'y établir. Il en fut de

même après les événements de 1848-49, qui secouèrent toute l'Italie de Gènes à l'Isonzo, de la Sicile à Milan. Piémontais, Lombards Ligures et Vénitiens arrivèrent par milliers. Quelques années après, la concurrence de la marine à vapeur ruina de nombreux caboteurs ligures et toscans qui vinrent chercher fortune sur les rives du Rio de la Plata et s'y adonnèrent au commerce et aux industries de transport. On était en 1875; dès lors l'immigration italienne se développa et devint un fait permanent. Pendant longtemps, les émigrants provenaient surtout de l'Italie du Nord; peu à peu, les proportions se sont renversées et aujourd'hui les Italiens du Centre et du Midi sont en majorité (1).

Comme aux États-Unis, les Italiens se trouvent surtout dans les provinces de l'Est (2). C'est ainsi qu'en 1895 sur 496.000 recensés, plus de 456.000 se trouvaient dans l'Est argentin. Ils représentaient alors plus du cinquième de la population. Le groupement le

1. 1894. — 32.587 émigrants partis d'Italie pour l'Argentine, dont 18.243 du Nord, 3.370 du Centre, 10.974 du Midi.

1903. — 43.925 émigrants, dont 15.538 du Nord, 7.189 du Centre, 21.198 du Midi.

1905. — 86.158 émigrants dont 29.600 du Nord, 14.700 du Centre et 41.800 du Midi.

2. L'Est argentin comprend le district fédéral et les provinces de Buenos-Ayres, Santa-Fé, Entre-Rios, Corrientes.

Le Centre comprend les provinces de Cordoba, San-Luis et Santiago. L'Ouest renferme les provinces Mendoza, San-

plus important après celui-là se trouvait dans les provinces du Sud.

Comme aux États-Unis, les Italiens sont surtout une population urbaine. C'est ainsi que, d'après Graziani, ils étaient au nombre de 250.000 à Buenos-Ayres en 1905 sur une population totale de 1 million d'habitants. Comme aux États-Unis également, le gouvernement s'efforce de disperser le plus possible les émigrants dans tout le pays. C'est ainsi que de 1893 à 1900 inclus l'Office du travail a réparti 137.000 ouvriers italiens dans les campagnes (1). Cela lui est d'autant plus facile que la vie industrielle est encore à peu près nulle en Argentine. Elle se réduit pour ainsi dire à l'industrie des conserves de viande et aux industries de transport. Or les fabri-

Juan, Rioja, Catamarca. Enfin le Nord comprend les provinces de Tucuman, Salta, Jujuy.

Voici les chiffres d'autres années pour plusieurs provinces :

Cordoba (1^{er} janvier 1906) : 100.000 Italiens et 130.000 avec les fils d'Italiens.

Tucuman : 6.000 (1904) ; Salta : 1.600 (1904) ; Jujuy : 1.700 (1904).

Province de Buenos-Ayres : 218.500 en 1901.

Santa-Fé plus de 200.000 Italiens, nés en Italie, et non naturalisés, soit plus du tiers de la population totale (1906).

1. Province de Buenos-Ayres : 42.500 ; Santa-Fé : 63.000 ; Cordoba : 18.500 ; Mendoza : 7.500 ; Entre-Rios : 4.300 ; Tucuman : 2.800 ; Corriente : 1.000 ; Santiago : 800 ; San-Juan : 800 ; San-Luis : 760 ; Salta : 600 ; Jujuy : 180.

ques de conserves ne sont pas concentrées comme aux États-Unis, mais dispersées un peu sur tout le territoire.

Le rôle joué par les Italiens en Argentine est considérable. Les Italiens du Nord ont pour ainsi dire monopolisé la naissante industrie métallurgique, la fabrication des pâtes alimentaires et celle des viandes salées. Ils ont créé l'industrie du vêtement, portant ainsi un coup terrible aux importateurs anglais et français. C'est à eux en grande partie que l'on doit le rapide développement de la province de Santa-Fé, où les cultures de maïs, de blé et de lin ont pris ces dernières années une si soudaine extension (1). Mais il ne faut pas oublier que c'est la colonie franco-suisse à qui l'on doit la mise en branle et qui occupe un grand nombre d'ouvriers italiens. Néanmoins les

1. Presque tous les ouvriers agricoles des provinces productrices de céréales, c'est-à-dire des provinces de Buenos-Ayres, Santa-Fé, Cordoba et Entre-Rios sont Italiens. Il en est de même d'un grand nombre de petits propriétaires. Les Italiens arrivent même en plus grand nombre à la prospérité foncière que les colons d'autres nationalités. En 1895 (chiffres officiels du segundo censo de la republica Argentina) voici quelle était pour 1.000 individus la proportion des propriétaires fonciers :

Italiens : 128 ; Français : 122 ; Argentins : 99 ; Espagnols : 89 ; Uruguayens : 83 ; autres nationalités : 119.

Mais la proportion des grandes propriétés était beaucoup plus forte parmi les propriétés françaises, argentines, anglaises et suisses que parmi les propriétés italiennes.

petits propriétaires italiens sont nombreux dans cette province.

Ce sont des Italiens, qui ont creusé le port de la Plata et construit le chemin de fer de Santa-Fé : il y a eu là une étroite collaboration des capitaux français et anglais et de la main-d'œuvre italienne. Les dockers dans les ports sont en grande partie italiens. Ce sont les Italiens, qui ont introduit la culture de la vigne dans les provinces de Mendoza, San-Juan et San-Luis. La presque totalité des 45.000 hectares de vignes de la province de Mendoza appartient à des Italiens. C'est à eux également que l'on doit le développement de la culture de l'oranger et du citronnier dans les provinces de Salta et de Jujuy. Dans les provinces de Tucuman et d'Entre-Rios ils ont donné une grande impulsion à la culture de la canne à sucre.

Un peu partout, on rencontre des Italiens comme ouvriers agricoles (tonteros), comme métayers (medieiros), comme fermiers (arrendatores) et même comme propriétaires. Mais parmi eux les grands propriétaires sont rares et les éleveurs constituent l'exception. On trouve aussi très peu de gauchos italiens. L'élevage nécessite en effet des aptitudes que ne possèdent ordinairement pas les Italiens chez qui il est très peu développé. En outre, il nécessite des mises de fonds que les Italiens ne peuvent faire. En revanche les industries du bâtiment sont presque toutes entre

leurs mains : d'après Graziani, 80 à 90 0/0 des maçons sont Italiens.

Un grand nombre d'Italiens se livrent à la pêche côtière et fluviale. Le cabotage est presque exclusivement entre les mains de marins ligures ou d'origine ligure. Dans les villes, à côté des dockers, des petits commerçants (1) et des girovaghi, se trouvent de gros commerçants, des industriels et des banquiers.

D'après un rapport consulaire d'octobre 1902, la ville de Buenos-Ayres possédait plusieurs banques italiennes dont les trois principales avaient ensemble un capital de 32 millions de lires appartenant exclusivement à des Italiens. En outre, à la même date on évaluait à 100 millions de lires les dépôts italiens dans les banques de la ville de Buenos-Ayres et à 19 millions, les dépôts dans les banques du district consulaire de la Plata. On estimait à 200 millions la valeur des immeubles appartenant à des Italiens dans le district fédéral et la province de Buenos-Ayres et à 125 millions la valeur des immeubles leur appartenant dans les provinces de Mendoza et San-Luis. Il y avait à la même époque 300 sociétés italiennes dans l'ensemble de l'Argentine dont 50 dans la capitale et 153 dans la province de Buenos-Ayres (2).

1. A Santa-Fé les boulangers, cordonniers et tailleurs sont Italiens.

2. Les 153 sociétés de la province de Buenos-Ayres comprenaient 40.300 membres et avaient un patrimoine de plus de 4.414.000 lires.

L'influence politique des Italiens en Argentine est très considérable : cela n'a rien d'étonnant, si l'on songe que le tiers de la population a plus ou moins de sang italien dans les veines. Un ancien président de la République, Pellegrini, un des plus turbulents hommes d'État argentins, est d'origine italienne. Les cabaretiers napolitains sont les agents électoraux par excellence et constituent une pépinière de députés, de sénateurs et de fonctionnaires. Deux faits donneront une idée de l'influence morale de l'Italie. Tout d'abord, c'est de la Spezzia que sortent les croiseurs argentins du type Garibaldi et les deux célèbres croiseurs *Nisshin* et *Kassuga*, vendus au Japon par l'Argentine après la solution pacifique du conflit avec le Chili. En second lieu, au moment de la crise 1902-03, le gouvernement argentin a rendu obligatoire l'enseignement de l'italien dans les établissements d'instruction secondaire. Cette mesure, combinée avec des concessions gratuites de terres à des colons, a beaucoup contribué à l'accroissement de l'immigration italienne pendant ces dernières années.

..

Les colonies italiennes de l'Uruguay et du Paraguay sont des satellites de la colonie de l'Argentine. Néanmoins elles s'en distinguent en ce qu'elles sont moins nombreuses et plus spécialisées.

D'après un rapport consulaire de 1902 on pouvait

évaluer à 80.000 le nombre des Italiens résidant dans l'Uruguay en 1901, 40.000 d'entre eux étaient fixés à Montevideo. D'autre part, d'après une statistique uruguayenne, au 31 décembre 1902, il n'y avait que 26.297 Italiens établis sur le territoire de cette République. La différence entre les lois uruguayenne et italienne, sur la nationalité, la facilité avec laquelle la naturalisation peut être obtenue, enfin la fréquence des communications entre l'Uruguay, l'Argentine et le Rio-Grande-do-Sul suffisent parfaitement à expliquer cette difficulté d'évaluation.

La colonie italienne de l'Uruguay est aussi ancienne que celle de l'Argentine. On sait que Garibaldi prit part à la défense de Montevideo contre les Argentins de Roca : ce siège est le point de la légende garibaldienne.

Moins bruyants que le fameux condottiere, mais tout aussi pacifiques, les Italiens établis dans l'Uruguay s'adonnent de préférence au commerce. Comme partout ailleurs, la plupart de ceux qui s'y livrent sont des petits boutiquiers et des marchands ambulants. Toutefois une grande partie du commerce d'importation et d'exportation est entre les mains d'Italiens ou d'Uruguayens d'origine italienne. De même qu'en Argentine, les industries du bâtiment sont pour ainsi dire monopolisées par des Italiens entrepreneurs, maçons et manœuvres appartiennent presque tous à cette nationalité. Il en est également ainsi

d'un certain nombre de dockers, d'hommes de peine (peones) et de portefaix (facchini). Par contre les Italiens travaillant à la terre, les « labradores », sont en très petit nombre.

D'après une statistique officielle de 1901, il existait dans l'Uruguay 12.362 propriétaires italiens dont les fonciers immeubles étaient estimés à 36 millions de pesos. Ces biens sont en général situés à Montevideo.

Cette ville possède la plus ancienne chambre de commerce italienne à l'étranger ; on y trouve aussi un établissement de crédit important : Il Banco italiano del Uruguay dont le directeur, le conseil d'administration et les actionnaires sont Italiens. Enfin on y trouve une vingtaine de sociétés italiennes sur les cinquante que possède la République.

La colonie du Paraguay est beaucoup moins importante : d'après le recensement de 1900 elle ne s'élevait qu'à 3.600 personnes, soit le quart de la population étrangère totale. Il est vrai que deux ans de séjour suffisent à conférer la nationalité paraguayenne et l'électorat municipal.

Sur les 3.600 Italiens, 1.500 habitaient la capitale Assuncion. Il existe une petite colonie sicilienne : Trinacria, fondée en 1898 : elle se livre aux cultures maraîchère et fruitière et à l'horticulture.

Tous les médecins en Paraguay sont Italiens. Enfin, un certain nombre d'éleveurs et de grands proprié-

taires sont d'origine italienne : c'est là un fait anormal à signaler à la Plata et très rare dans les autres colonies italiennes. Un autre fait anormal à signaler c'est qu'il arrive au Paraguay moins d'Italiens qu'il n'en est parti d'Italie pour ce pays ; la plupart restent dans l'Argentine et l'Uruguay.

..

Il est impossible de fournir des données statistiques précises sur la colonie italienne au Brésil. Recensements brésiliens, évaluation des consuls, estimations des statisticiens rivalisent de fantaisie. En outre(1), des statistiques d'immigration pour l'ensemble de l'Union n'ont existé que pendant quelques années et celles des États particuliers n'y suppléent que très imparfaitement un certain nombre d'entre eux n'en possèdent même pas et les autres ne tiennent compte que des immigrants venus par mer, sans même indiquer s'ils ne viennent pas d'autres parties du Brésil.

Voici toutefois un certain nombre d'évaluations. D'après Levasseur et Bodio, il y avait 4.300.000 Italiens en 1890 ; d'après les rapports consulaires ils n'étaient que 554.000 en 1891, or on était à cette époque en pleine période d'excédent d'immigration.

En 1901, d'après l'*Annuario statistico* de 1904, ils

1. Elles n'ont existé que de 1887 à 1898 inclus.

atteignaient le chiffre de 1 million. Un rapport du 16 avril 1904 les faisaient monter à 1.100.000, malgré un excédent continuuel de départs. Enfin sans que rien puisse justifier cette nouvelle augmentation, au début de 1907, le commissaire général Reynaudi (1) évaluait à 1.200.000 âmes la colonie italienne et pourtant, le nombre des départs dépasse de plus en plus celui des arrivées (2).

L'immigration italienne au Brésil est de date assez récente ; les premiers immigrants arrivèrent à Rio de Janeiro en 1843, au moment du mariage d'une princesse de Bourbon-Sicile avec un prince brésilien. Pendant longtemps cette immigration resta très faible ; ce n'est que depuis 1885 que le nombre des départs d'Italie pour le Brésil dépasse le chiffre de 10.000 (3).

1. Rapport au ministère des Affaires étrangères, 16 mai 1907. *Bolletino dell'emigrazione italiana*, n° 11 anno, 1907.

2. D'après un recensement brésilien de 1903, les principales populations étrangères étaient : Italiens : 1.500.000 ; Portugais : 1.000.000 ; Allemands : 250.000 (René Gonnard. *L'émigration européenne*, pages 170 et 174). La population totale du Brésil était de 16 millions d'âmes à cette date. Il semble que les chiffres de ce recensement soient trop forts pour les Italiens et les Portugais, et trop faibles pour les Allemands. D'après Zimmermann et Gonnard (*Emigration européenne*, page 170), ces derniers étaient 350.000 en 1903 dont 200.000 dans le Rio-Grande-do-Sul.

3. Émigrants partis d'Italie pour le Brésil : 1885 : 12.300 ; 1886 : 11.300 ; 1887 : 31.400 ; 1888 : 97.700 ; 1889 : 17.000

En même temps, sa composition changeait : les Napolitains étaient noyés dans la masse des Vénitiens, qu'entraînaient avec eux des Lombards, des Émiliens, des Trentins et même quelques Toscans.

La suppression de l'esclavage, l'extension soudaine des cultures de canne et de coton et surtout de la culture du café exigeaient une main-d'œuvre nouvelle et plus abondante. Plusieurs États du Sud et des compagnies coloniales anglaises créèrent en Europe des agences d'émigration et payèrent en tout ou en partie le voyage des émigrants ? Le Portugal, l'Espagne et surtout l'Italie furent parcourus par les agents brésiliens.

Les abus furent tels que, dès 1889, l'Italie dut interdire l'émigration gratuite vers le Brésil.

Cette mesure fut rapportée en 1892, à la demande du gouvernement brésilien, en tant que peu efficace. Le 20 juillet 1893, l'émigration gratuite pour l'Espritu Santo fut interdite. En 1902 cette interdiction était étendue à tout le territoire de l'Union et maintenue jusqu'ici, malgré les efforts du gouvernement fédéral et ses lois agraires.

Comment la colonie italienne se répartit-elle entre les divers États de l'Union ? D'après un rapport con-

(année de la révolution brésilienne) ; 1890 : 16.200 ; 1891 : 108.400 ; 1892 : 36.400 ; 1893 : 45.300 ; 1894 : 41.600 ; 1895 : 98.100 ; 1896 : 76.700 ; 1897 : 81.000 ; 1898 : 38.700 ; 1899 : 26.600 ; 1900 : 27.400 ; 1901 : 82.200 ; 1902 : 40.400 ; 1903 : 27.700 ; 1904 : 19.700 ; 1905 : 30.100 ; 1906 : 27.800.

sulaire du 16 avril 1904, elle comprenait 1.100.000 personnes dont 650.000 dans l'État de Saint-Paul, 180.000 dans le Rio-Grande-do-Sul, 100.000 dans le Minas-Geraes, 40.000 dans l'Espirito Santo, 35.000 dans le Rio de Janeiro, 25.000 dans le Parana, autant dans le Santa-Catarina, 15.000 dans le strict fédéral, 30.000 dans les Etats du Nord. Les colonies italiennes, qui habitent les diverses parties du Brésil, peuvent être ramenées à quatre types principaux : District fédéral ; États à café ; États du Sud ; États du Nord.

Le district fédéral (1) comprend la ville de Rio de Janeiro et sa banlieue.

Il possède la plus ancienne colonie italienne. On a vu qu'elle était estimée en 1904 à 15.000 âmes ; d'après un autre rapport il fallait porter ce chiffre à la même époque à 20.000 ou 25.000 (2). Cette seconde évaluation est plus vraisemblable. Rio est en effet le plus grand port d'immigration des Italiens : c'est là que débarquent les immigrants pour les États de Rio de Janeiro, Minas-Geraes, Espiritu-Santo et même pour le Nord de celui de São-Paulo. Or, on sait que dans tous les pays transocéaniques beaucoup d'immigrants, arrivant sans destination précise ou manquant d'argent pour continuer leur voyage, restent au port d'arrivée.

1. Au 1^{er} janvier 1904, sa superficie était estimée à 1.892 kilomètres carrés et sa population à 850.000 habitants.

2. *Bolletini dell'emigrazione*, n° 13, anno 1905, p. 5.

La colonie italienne de Rio est en très grande partie d'origine méridionale. Elle provient surtout des provinces de Cosenza (Capitanate), Potenza (Basilicate) et de Salerno (Campanie). Viennent ensuite les provinces de Naples, Caserte et Reggio de Calabre. La population entière de communes des trois premières provinces est venue s'installer à Rio de Janeiro. Les Italiens ne sont pas groupés par quartier dans la capitale du Brésil comme ils le sont dans la capitale de l'Argentine, à New-York et dans tant d'autres villes. Ils sont groupés par rues très éloignées les unes des autres et habitées chacune par des émigrants de la même province. Ils s'adonnent aux professions les plus variées.

La famille Fornari, la plus considérée des familles italiennes de Rio, possède depuis 1846 une maison de jeu. On trouve aussi beaucoup de gros commerçants. Certaines professions sont monopolisées par les Italiens : c'est le cas du tout petit commerce, des industries du bâtiment, du transport terrestre, de la fabrication des objets en corail, etc.

Les méridionaux sont commerçants, boutiquiers, camelots, colporteurs, maçons, terrassiers, etc. On les trouve surtout dans la ville. Vénitiens et Lombards travaillent dans les filatures de coton ; les lucquois sont charbonniers. Les septentrionaux habitent surtout les faubourgs ?

La ville de Rio est à peu près la seule colonie ita-

lienne urbaine du Brésil. Presque tous les Italiens s'y livrent en effet à l'agriculture et avant tout à la culture du café.

Les États caféiers sont au nombre de quatre : São-Paulo, Rio de Janeiro, Minas-Geraes, Espiritu-Santo. D'après l'évaluation vue plus haut, ils possédaient exactement les trois quarts de la population italienne totale de l'Union.

A l'origine, la culture du café était localisée dans l'État de Rio de Janeiro. Vers 1885, des capitalistes anglais l'introduisirent dans les États de São-Paulo, de Minas-Geraes et de Espiritu-Santo. Les bénéfices des premières années furent immenses : en très peu de temps la culture du café couvrit tous ces États. Des milliers de familles vénitiennes, originaires pour la plupart des provinces de Bellune, de Trévise et Revigo, passèrent l'Atlantique. Elles trouvèrent tout de suite à se louer, comme colons ou métayers, dans les fazendos (grandes propriétés) de Rio de Janeiro, de Minas-Geraes et de Saint-Paul (1).

1. Dans le métayage brésilien, maître et métayer partagent la récolte par moitié. Dans le *cottimo*, le colon reçoit tant par 1.000 plants de café cultivés et tant par 50 litres de café décortiqué et récolté. A la fin de 1902 les prix étaient dans l'État de Saint-Paul de 80 milreis (100 francs environ) par 1.000 plants de café et 500 reis (60 centimes) par 50 litres de café. Avec le produit de son champ le colon arrivait à gagner 890 milreis par an et à en épargner 340. En fait, faute d'argent, ruinés par l'usure, les fazendeiros ne pouvaient pas

Dans l'État de Rio, le métayage (*mezzadria*) fut le contrat de travail le plus employé ; au contraire dans les États de São-Paulo et de Minas-Geraes, le forfait (*cottimo*) dominait. Dans les trois États chaque famille recevait une cabane, des instruments de travail et un petit champ avec des semences : la récolte de ce petit champ lui appartenait. L'État de Espiritu-Santo, pays de petite propriété, fournit des terres aux immigrants et les groupa en colonies. Bien lui en prit ; il évita ainsi, sauf dans le Sud, touchant au Rio de Janeiro, les abus que la crise du café devait amener dans les États à grandes propriétés.

Ces abus furent moins graves dans l'État de Rio que dans les deux autres ; cela tient en partie à ce que le *cottimo* y fut moins employé. Mais cela tient aussi aux circonstances suivantes.

Cet État fut le premier à souffrir de la crise du café. Le développement soudain de cette culture au

payer leurs colons. Dans ce but, ils utilisaient le droit, que leur donnait ordinairement le contrat, d'infliger des amendes pour mauvaise exécution du travail et injures. Le plus souvent aussi, ils fournissaient des vivres aux colons et en profitaient pour les leur vendre à des prix de famine. Ces abus étaient devenus excessivement fréquents. Ne pouvant payer, les colons se voyaient avancer la valeur de ces vivres et imposer des intérêts usuraires ? Beaucoup d'entre eux, par une série d'ingénieuses combinaisons, se trouvaient ainsi liés à la terre. En vivres et en amendes, ils devaient parfois plusieurs années de travail aux *fazendeiros*.

Brésil n'avait pas amené une diminution dans la production des autres pays. Des stocks considérables s'entassaient, malgré l'augmentation de la consommation. Devant la concurrence de l'État de Saint-Paul, le Rio dut restreindre sa production : elle tomba en vingt ans de 4 millions de sacs de 60 kilogrammes à 1 million. Le sucre lui fournit momentanément un palliatif ; mais là aussi il y avait surproduction.

Les autres États furent moins prudents ; ils ne cherchèrent pas d'autres cultures alors que certaines puissances européennes élevaient les droits sur les cafés brésiliens pour protéger leurs cultures coloniales naissantes.

En 1882-1883 (1), la production mondiale du café s'élevait à 665 millions de kilos, dont un peu plus de 400 millions pour le Brésil ; en 1901-1902, elle dépassait 1.050 millions de kilos, dont plus de 780 pour le Brésil, malgré le recul de l'État de Rio : la production de ce dernier était en effet tombée de 240 millions à 60 millions de kilos.

1. Production du café :

	Monde	Brésil	
1882-1883	654.800.000 kgs	402.660.000 kgs	60,5 0/0
1901-1902	1.051.500.000 »	787.500.000 »	74,8 0/0
Stock mondial			
1896	2.464.000 sacs de 60 kilog.	1900	5.955.000 sacs
1897	4.161.000 »	1901	7.010.000 »
1898	5.471.000 »	1902	11.260.000 »
1899	6.221.000 »		

En 1906-1907, la production brésilienne à elle seule atteignait le chiffre de 20 millions de sacs, soit 1.200 millions de kilos. En prévision de cette surproduction, dès le mois de mars 1906, les États de Rio de Janeiro, Minas Geraes et Saint-Paul concluaient le convenio de Taubaté, devenu célèbre sous le nom de convention de valorisation du café. Cette convention fut soumise à l'approbation des autorités fédérales qui la ratifièrent. Ils s'engageaient à interdire sur leur territoire toute plantation nouvelle de café et même le remplacement des vieux arbres et des arbres morts (cf. loi pauliste de 1902). Ils s'engageaient en outre à interdire l'exportation des cafés inférieurs au type n° 7 américain et à acheter le quart de leur production pour la mettre en réserve dans les docks du Havre, d'Anvers et d'autres marchés du café. Pour se procurer les fonds nécessaires, les trois États ont sous la garantie de l'État fédéral et leur propre responsabilité solidaire contracté un emprunt, gagé sur un droit de 3 francs par sac de café exporté. A cause de sa mauvaise situation financière et de la déplorable qualité de ses cafés, inférieurs pour la plupart au type n° 7 américain, l'Espirito-Santo est resté en dehors de la convention.

Les Fazendeiros avaient dû souvent contracter des emprunts à des taux usuraires pour pouvoir faire leurs plantations de café. Faute d'argent, ils ne pouvaient payer ni leurs créanciers, ni leurs ouvriers.

Ils cherchèrent à se rattraper sur ces derniers, grâce aux clauses pénales des contrats et aux avances en vivres faites aux familles des immigrants. Les plaintes de ces derniers furent telles que le gouvernement italien envoya en 1901 un inspecteur de l'émigration, le chevalier Rossi, faire une enquête sur place.

A la suite de ce rapport, l'émigration gratuite pour le Brésil fut de nouveau interdite (mars 1902). Le gouvernement italien intervint en outre énergiquement auprès des autorités fédérales pour leur faire mettre un terme à ces abus. La loi fédérale du 5 janvier 1904 donna aux ouvriers agricoles un privilège sur la récolte à laquelle ils avaient travaillé. La loi du 29 décembre 1906 fit même passer ce privilège pour tous les contrats à venir avant même ceux des créanciers hypothécaires et gagistes. Mais la déplorable organisation du crédit agricole et le fait que l'immense majorité des biens des fazendeiros est hypothéquée, rendent cette dernière loi sans effets pratiques pour plusieurs années au moins.

On sait déjà que l'État de Saint-Paul possède la plus nombreuse colonie italienne (1). On l'estime

1. Dans 26 districts, les Italiens sont plus nombreux que les Brésiliens; dans 12, ils sont aussi nombreux. Encore est-il bon de se rappeler qu'en 1888, 5 0/0 des Italiens établis dans l'État (alors province de Saint-Paul) acceptèrent la naturalisation tacite offerte par le gouvernement brésilien aux étrangers qui ne se réclameraient pas formellement de leur nationalité d'origine.

généralement à 650.000 âmes ; le dernier rapport officiel au ministre des Affaires étrangères parle même de 800.000. Mais ce dernier chiffre est vraisemblablement beaucoup trop fort. En effet du 1^{er} janvier 1821 au 31 décembre 1906, 822.500 Italiens sont arrivés par mer dans cet État et 369.200 sont repartis par la même voie (1) : il n'en est donc resté que 453.300.

Sans doute il faut tenir compte aussi des arrivées et des départs par terre, dont le nombre est complètement inconnu. Mais depuis plusieurs années, on assiste à un véritable exode des colons italiens : un grand nombre retournent dans leur pays ; beaucoup vont chercher fortune dans les États du Sud ; enfin, depuis deux ou trois ans, des milliers s'embarquent pour l'Argentine. En 1906 on estimait à 18.000 le nombre de ceux qui s'embarquèrent dans les ports de l'Union pour la Plata : ils venaient presque tous des États à café. Il faut tenir compte aussi de ce fait que les naturalisations ont été très nombreuses.

Enfin les conditions sanitaires des colons dans le Saint-Paul sont déplorables. L'assistance médicale est nulle dans les fazendas et les cabanes des colons sont mal construites et très malsaines. Les fièvres

1. Les principaux ports d'immigration de l'État de Saint-Paul sont Santos et Saint-Sébastien. Les ports d'Iguape, Cananea, Ubutuba et Caraguatatuba viennent bien loin derrière.

paludéennes font de grands ravages à la saison des pluies. La fièvre jaune est à l'état endémique dans certains districts (région de Campinas). Enfin les ophtalmies et les rhumatismes sont excessivement répandus. La mortalité est très forte et la natalité ne la dépasse pas de beaucoup.

On a vu que l'immense majorité des Italiens dans les États à café s'adonne à la culture du café, avec les cultures du maïs (1) et des légumes comme cultures vivrières. Mais tous les Italiens ne sont pas employés à la culture du café. Nombreux sont les petits commerçants dans les villes comme Saint-Paul, Santos et Saint-Sébastien dans l'État de Saint-Paul, Victoria dans l'Espirito-Santo, Pétropolis dans le Rio de Janeiro, Minas-Geraes Juiz de Foras et Bello-Horizonte dans le Minas-Geraes. Les villes de Saint-Paul et de Santos possèdent des chambres de commerce italiennes. Les plantations de canne à sucre des États de Rio de Janeiro et de Saint-Paul (Campinas) occupent de nombreux ouvriers italiens. Quelques-uns cultivent la vigne dans l'État de Minas-Geraes et font du mauvais vin. Dans les quatre États ce sont des terrassiers italiens, qui ont construit les chemins de fer exploités par des compagnies anglaises ou brésiliennes.

1. La polenta est la nourriture la plus répandue ; on peut même dire qu'elle constitue la base de l'alimentation dans les fazendas.

nes à capitaux anglais. Beaucoup sont même restés au service de ces compagnies comme employés.

La plupart des Italiens dans les États à café sont des Vénitiens ; la proportion de ces derniers atteint même 95 0/0 dans l'Espiritu-Santo. Toutefois le Rio de Janeiro, à cause du voisinage de la capitale, possède d'assez importants groupements de méridionaux, en majorité Calabrais et Campaniens. En outre, les Tyroliens sont très nombreux dans certaines régions. C'est ainsi qu'en 1902 7.000 d'entre eux habitaient à Santa-Teresa dans l'Espiritu-Santo. Les Vénitiens ne se laissent pas assimiler comme les méridionaux par les Brésiliens ; ils gardent précieusement leur dialecte et ont une tendance à absorber les autres Italiens : Lombards, Toscans, Émiliens.

Dans les États du Sud (Parana, Santa-Catarina, Rio-Grande-do-Sul) les Italiens trouvent des conditions climatériques bien meilleures que dans les États à café. Le climat de l'État de Sainte-Catherine rappelle tout à fait celui de la Lombardie. Le Parana participe en partie au climat du Minas-Geraes : on y trouve encore des cultures de coton et de café. Les Italiens y font aussi de la viticulture, mais, comme dans le Minas-Geraes, le vin est de très mauvaise qualité. Par contre, dans les États de Santa-Catarina et Rio Grande-do-Sul la vigne donne de meilleurs produits.

Les Italiens ont introduit dans ces deux derniers

États la sériciculture, qui promet un rapide développement. Dans l'État de Santa-Catarina, ils ont monopolisé la culture du tabac. Toutefois ces trois États sont avant tout des pays de céréales : le blé, le maïs et même le riz y prospèrent, surtout dans le Rio-Grande et le Santa-Catarina. La colonie italienne des États du Sud est d'origine vénitienne : elle est dispersée dans des centres coloniaux, dont les terres lui ont été données ou cédées presque gratuitement. Presque tous les Italiens sont des petits propriétaires ou des ouvriers agricoles.

La population italienne de ces États a été assez diversement évaluée : on a vu plus haut qu'elle était estimée en 1904 à 25.000 personnes pour le Parana, autant pour le Santa-Catarina et 180.000 pour le Rio-Grande-do-ul. Ces chiffres, déjà trop faibles vraisemblablement à cette époque, le sont certainement aujourd'hui. De nombreux Italiens ont en effet quitté depuis lors les États à café pour aller s'établir dans les États du Sud qui leur offraient des concessions de terre gratuites. En estimant à 300.000 le nombre total des Italiens dans les trois États réunis, on ne sera certainement pas au-dessus de la vérité. Malheureusement ils ont dans ces pays de redoutables concurrents : les Allemands. On peut estimer à 350.000 le nombre des Germains établis dans le Sud du Brésil dont 250.000 dans le Rio-Grande, 65.000 dans le Santa-Catarina, 20.000 dans le Parana et 15.000

dans l'Espirito-Santo. Ils représentent près de 25 0/0 de la population totale du Rio-Grande, 20 0/0 de celle du Santa Catarina, 6 0/0 de celle du Parana et de l'Espirito-Santo. Au point de vue des conditions sociales la colonie allemande est bien supérieure à la colonie italienne. Elle a monopolisé le commerce des États du Sud et partage avec les Américains le commerce d'importation et d'exportation de l'Espirito-Santo. Elle est en communauté d'idées et d'intérêts avec la grande Allemagne et les pangermanistes réclament le Sud du Brésil au nom du Deutschtum : ils rêvent d'y voir installé à la fin du xx^e siècle un empire allemand de 30 millions d'âmes.

Pour le moment leurs ambitions politiques restent limitées à cette région. Mais, au point de vue économique, il n'en est pas de même. Leurs commerçants s'efforcent d'enlever la prééminence aux marchés de caoutchouc de New-York et de Liverpool au profit de Hambourg. Le Nord du Brésil est actuellement un des pays du monde où les luttes économiques sont les plus vives. L'Italie n'y prend qu'une part des plus restreintes. Comme toutes les autres colonies européennes dans les mêmes régions, la colonie italienne est essentiellement commerçante. Elle est concentrée dans les ports maritimes et fluviaux de cette immense contrée : Pernambuco, Para, Manaos, Bahia. Ces deux dernières villes surtout hébergent des noyaux italiens assez importants. Des marchands de comes-

tibles et des importateurs de draps et de quincaillerie forment toute la population italienne avec un certain nombre d'ouvriers de sports et de girovaghi. La plupart des Italiens sont originaires des provinces de Salerne, Cosenza et Potenza ; le reste provient de la Lombardie, de la Ligurie et de la Toscane (1).

Un rapport consulaire évaluait à la fin de 1901 à 8.000 le nombre des Italiens établis dans le nord du Brésil et estimait leurs biens à 20 millions de francs. D'après une autre évaluation d'avril 1904, il fallait porter ce nombre à 30.000. Peut-être faut-il tenir compte des naturalisés dans cette dernière estimation. Comme à Rio de Janeiro ces petites colonies italiennes, isolées les unes des autres, noyées dans les Brésiliens et les étrangers, composées de méridionaux plus facilement assimilables que les Vénitiens se fondent très rapidement dans la population locale.

Avant de quitter le Brésil il est bon de remarquer l'insignifiance des échanges entre ce pays et l'Italie. C'est ainsi qu'en 1903, elle n'occupait que le neuvième rang parmi les pays importateurs à Rio de Janeiro et le dixième parmi les pays acheteurs. Dans l'ensemble du commerce brésilien, elle n'a un rang important que pour les huiles et les vins. Encore

1. État de Bahia : 3.500 ; État de Para : 1.500 ; État des Amazonas : 1.500 ; État de Pernambuco : 700 ; autres États : 800.

ces derniers n'ont-ils pu enlever la première place aux vins portugais. Pourtant il y a au Brésil trois Italiens contre deux Portugais et la production italienne est sept ou huit fois plus importante que la production portugaise.

*
* *

La colonie italienne du *Chili* a toujours été peu importante. D'après le dernier recensement (28 novembre 1895) elle ne comprenait que 7.600 personnes nées en Italie et non naturalisées. *L'Annuario Statistico* de 1904 donne le chiffre de 13.120 pour l'année de 1901, mais il tient compte évidemment des fils d'Italiens; selon une règle que l'on retrouve dans presque tous les pays neufs, ces derniers sont Chiliens *jure soli*. La colonie italienne venait après les colonies espagnoles (8.300) et française (7.800) et avant les colonies allemande (7.000) et anglaise. Elle se compose principalement de petits propriétaires fonciers établis dans le centre et dans l'Aracaunie et de fabricants de pâtes alimentaires fixés à Santiago et à Valparaiso. Il faut y ajouter des ouvriers mineurs dans le Nord, à Iquique par exemple. On estimait que les biens fonciers en 1901 appartenant à des Italiens avaient une valeur de 50 millions de « pesos ». Bien que le gouvernement chilien paye en grande partie le voyage des émigrants d'Europe il n'en a attiré encore qu'un petit nombre. Chaque année cepen-

dant quelques Italiens s'embarquent à la Pallice pour renforcer la colonie italienne qui sans cet appoint aurait déjà rapidement fondu dans le reste de la population.

Les Italiens, qui ne se font pas naturaliser, sont mal vus au Chili : le meurtre de l'un d'eux est une peccadille. Par contre les familles chiliennes d'origine italienne sont très considérées. Ces trois dernières années, le gouvernement chilien a essayé de fonder des centres coloniaux avec des familles de « contadini » des anciens duchés de Parme et de Modène. L'essai semble avoir donné des résultats peu satisfaisants.

Les relations commerciales du Chili et de l'Italie sont à peu près nulles. Les importations italiennes ne s'élevaient en 1900 qu'à 2.200.000 pesos (1) et les exportations chiliennes se réduisaient à quelques chargements de nitrates.

La colonie italienne du *Pérou* s'élevait en 1901 à 12.000 personnes en y comprenant les fils d'Italiens nés au Pérou. Comme la colonie du Chili, elle est en grande majorité d'origine ligur (70 0,0). Le reste provient des provinces du Nord et du Centre. Les Italiens sont presque tous groupés dans les vil-

1. L'Italie ne venait qu'au huitième rang parmi les fournisseurs du Chili, elle dont la colonie est la troisième comme importance.

les ; ce sont principalement des commerçants et des industriels.

Ce sont eux qui assurent les communications entre la côte et la montagne ; c'est eux également qui font le cabotage sur les côtes du Pérou. On estimait en 1901 leur fortune totale à 161 millions de lires (1).

La colonie italienne de la *Bolivie* est insignifiante : elle n'était estimée qu'à 350 personnes en 1901. Elle est en petit tout à fait semblable à la colonie établie au Pérou.

Dans la république de l'*Équateur*, les Italiens ne sont encore qu'en très petit nombre : 700.

La plupart sont établis à Guyaquil (2) ; ils y font de la banque et du commerce. Comme au Pérou, au Chili et en Bolivie, ils viennent de l'Italie du Nord et principalement de la Ligurie.

D'après l'*Annuario Statistico* de 1904, il y avait 7.980 Italiens au *Venezuela*, commerçants pour la plupart. Ils vendent surtout des objets en corail et de la quincaillerie. Chose curieuse depuis que les

1. Biens immobiliers productifs : 63 millions de lires ; capital mobilier : 78 millions ; biens improductifs : 20 millions.

2. 600 à Guyaquil ; 40 à Quito ; 60, dispersés dans les autres ports. Les neuf dixièmes des Italiens sont des Ligures ; ils ont un esprit particulariste des plus vifs. On peut dire que le commerce d'importation est entre les mains des Italiens.

(*Bolletini dell'emigrazione*, 1907, n° 5, page 47.)

Bolletini dell'emigrazione existent, ils n'ont pas consacré un seul article au Venezuela. Ils n'en parlent qu'incidemment.

Pour la *Colombie* et les *Guyanes*, les renseignements font complètement défaut. L'*Annuario Statistico* de 1904 et celui de 1905-07 ne font pas même allusion à l'existence d'Italiens dans ces pays : tout au plus y aurait-il là quelques isolés.

TABLEAU I

Italiens immigrés aux États-Unis.

1821-1830 : 400 ; — 1831-1840 : 2.250 ; — 1841-1850 : 1870 ; — 1851-1860 : 9.230 ; — 1861-30 juin 1870 : 41.730 ; — 1^{er} juillet 1870-30 juin 1880 : 55.760 ; — 1^{er} juillet 1880-30 juin 1890 : 309.300 ; — 1^{er} juillet 1890-30 juin 1900 : 656.000 ; — 1^{er} juillet 1900-30 juin 1906 : 235.000 ; — 1899-1900 : 100.000 ; — 1900-1901 : 136.000 ; — 1901-1902 : 180.500 ; 1902-1903 : 230.600 ; — 1903-1904 : 193.300 ; — 1904-1905 : 221.500 ; — 1905-1906 : 273.100.

TABLEAU II

Population italienne des États-Unis au 1^{er} juin 1900.

Les États-Unis sont divisés par le Censur en six régions :

Nord-Atlantique : New-Jersey, New-York, Maine, Vermont, New-Hampshire, Massachussets, Connecticut, Pennsylvanie, Rhodes-Island.

Sud-Atlantique : Maryland, Virginie, West-Virginie, Delaware, Caroline du Sud, Géorgie, Floride, district de Columbia.

Centre-Nord : Ohio, Michigan, Indiana, Wisconsin, Illinois, Minnesota, Iowa, Missouri, North-Dakota, South-Dakota, Nébraska, Kansas.

Centre-Sud : Kentucky, Tennessee, Alabama, Mississippi, Arkansas, Louisiane, Oklahoma, Territoire indien, Texas.

Ouest-Nord : Montana, Wyoming, Idaho, Washington, Orégon.

Ouest-Sud : Colorado, Nouveau-Mexique, Utah, Arizona, Névada, Californie.

POPULATION ITALIENNE		1 ^{er} juin 1900	Italiens arrivés du 1 ^{er} juillet 1900 au 30 juin 1904
<i>Nord-Atlantique</i>		520.640	612.692
<i>Sud-Atlantique</i>		16.879	12.814
<i>Centre-Nord</i>		89.447	67.143
<i>Centre-Sud</i>		46.158	16.721
<i>Ouest</i>		58.776	35.537
<i>Havai, Porto-Rico, Alaska, armée et flotte</i>		10.297	

POPULATION ITALIENNE DE QUELQUES ÉTATS ET TERRITOIRES EN 1900					
<i>New-York</i> .	272.572	<i>Virginie</i>		<i>Alaska</i> .	500
<i>Massachusetts</i> . . .	42.444	<i>occidentale</i> . .	3.534	<i>Texas</i> . .	7.635
<i>Connecticut</i>	27.761	<i>Floride</i> .	2.632	<i>Colorado</i> .	10.350
<i>Rhodes-Island</i> . .	13.095	<i>Ohio</i> . .	17.720	<i>Californie</i>	12.867
<i>Pennsylvanie</i>	95.092	<i>Michigan</i> .	9.604	<i>Washington</i> . .	3.097
<i>New-Jersey</i>	63.967	<i>Illinois</i> . .	38.840	<i>Montana</i> .	2.844
<i>Maryland</i> .	4.243	<i>Missouri</i> .	8.032		
		<i>Louisiane</i> .	29.495		

Nombre des Italiens.

100.000 habitants au 1^{er} juin 1900 : moyenne des États-Unis : 974 ; Nevada : 4.557 ; Californie : 2.882 ; Colorado : 1.918 ; Connecticut et Rhodes-Island : 3.056 ; Louisiane : 2.135 ; New-Jersey : 3.396 ; New-York : 3.750 ; Massachussets : 1.513 ; Pennsylvanie : 1.509 ; Oklahoma : 19 ; Caroline du Nord : 17 ; Géorgie : 25.

TABLEAU III

**Immigrants italiens arrivés en 1904-1905 aux
États-Unis.**

Italiens du Nord : 36.930 ; dont Californie : 4.513 ; Illinois : 3.663 ; Connecticut : 1.626 ; Massachussets : 2.011 ; Michigan : 1.330 ; New-Jersey : 1.272 ; New-York : 9.733 ; Pennsylvanie : 7.544.

Italiens du Centre et du Sud : Californie : 1.081 ; Connecticut : 5.835 ; Illinois : 6.685 ; Louisiane : 2.631 ; Massachussets : 11.747 ; Michigan : 1.649 ; Missouri : 1.477 ; New-Jersey : 11.494 ; New-York : 81.572 ; Ohio : 6.230 ; Pennsylvanie : 43.073 ; Rhodes-Island : 2.422 ; Virginie occidentale : 2.987.

TABLEAU IV

Population italienne de quelques villes en 1900.

État de New-York : New-York : 219.900 (1904,
Buffalo : 18.000 ; Utica : 10.000).

Delaware : Wilmington : 5.000 (31 déc. 1904).

Ohio : Cleveland : 4.600.

Massachussets : Boston : 20.800.

Illinois : Chicago : 27.000.

Connecticut : New-Haven : 7.800 (31 déc. 1904 :
20.000).

Missouri : Saint-Louis : 4.200.

Rhodes-Island : Providence : 9.000.

Louisiane : Nouvelle-Orléans : 12.600.

Pennsylvanie : Philadelphie : 28.750.

Californie : San-Francisco : 16.000.

New-Jersey : Newark : 13.250.

Maryland : Baltimore : 3.500.

Columbia : Washington : 1.800 (2.500 au 31 déc.
1904).

TABLEAU V
Immigration aux États-Unis.

<i>Années financières</i>	<i>1902-1903</i>	<i>1903-1904</i>	<i>1904-1905</i>	<i>1905-1906</i>
Italie.	230.600	193.300	221.500	273.100
Autriche-Hongrie	206.000	177.100	275.700	265.100
Russie	136.100	145.100	184.900	215.700
Royaume-Uni. . .	69.000	87.600	137.000	102.200
Allemagne. . . .	40.000	46.400	40.600	37.600
Suède	46.000	27.800	26.600	23.300
Norvège	24.500	23.800	25.000	21.700
Autres pays d'Europe	62.260	66.800	62.850	79.700
<i>Ensemble de l'Europe</i>	<i>814.507</i>	<i>767.933</i>	<i>974.298</i>	<i>1.018.400</i>
Japon	20.000	14.200	10.300	14.200
Autres pays d'Asie	10.000	12.000	14.500	8.400
Reste du monde.	12.600	18.750	28.300	59.700
<i>Immigration totale.</i>	<i>857.100</i>	<i>812.950</i>	<i>1.027.400</i>	<i>1.100.700</i>

Les Italiens représentaient 27 0/0 de l'immigration totale en 1902-1903; 23,7 0/0 en 1903-1904; 21,5 0/0 en 1904-1905.

TABLEAU VI
Les Italiens en Argentine.

D'après le recensement de 1895, il y avait 496.000 Italiens ainsi répartis :

	<i>Population totale</i>	<i>Italiens</i>
Est.	2.514.000	456.000
Centre.	594.000	24.000
Ouest.	360.000	5.000
Nord	384.000	4.000
Territoires	103.000	6.000
	3.955.000	496.000

SIXIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES ET AVENIR DE L'ÉMIGRATION ITALIENNE

CHAPITRE PREMIER

Avantages et inconvénients au point de vue des pays étrangers.

Quels sont les avantages et les inconvénients de l'émigration italienne pour les pays étrangers ?

La question est susceptible d'une infinité de réponses. On a pu voir en effet que la situation est loin d'être la même partout. On trouve d'abord les pays vieux où, pour une raison quelconque, la main-d'œuvre est insuffisante. C'est le cas de la France où la natalité est très faible ; c'est aussi le cas de l'Allemagne dont le commerce et l'industrie se développent plus rapidement que la population. C'est encore le cas, mais avec des différences plus ou

moins accentuées, de la Suisse, du Luxembourg et même de l'Angleterre, de l'Autriche-Hongrie et des Balkans.

Il est certain que dans ces pays la main-d'œuvre étrangère est la bienvenue : sans les Italiens bien des travaux publics n'auraient pu être achevés dans les pays à immigration italienne périodique. Néanmoins, il peut arriver que cette immigration soit pour certains de ces pays une cause d'émigration.

Tel est le cas de l'Autriche où les Italiens ont monopolisé certaines professions réduisant à la misère de nombreux ouvriers indigènes, qui émigrent : un clou a chassé l'autre.

Un autre danger peut se présenter dans ces mêmes pays : les immigrants les quittent après la fin des travaux et retournent chez eux avec leurs économies. C'est là, on le sait, le cas des émigrants périodiques italiens.

Mais, étant donné le bon marché de leur main-d'œuvre et la nécessité où sont les ouvriers de dépenser une grande partie de leurs salaires pour vivre, le danger n'est pas bien grand. Du reste, les travaux publics font venir ordinairement dans le pays plus d'argent que n'en coûte la main-d'œuvre. Dans les pays à bonnes finances, aucune crise de numéraire ne peut en résulter ; tout au plus dans les pays à finances avariées une baisse du change pourrait-elle en être la conséquence. L'ouvrier voudrait se faire

payer en numéraire et non pas en papier : dans les moments de crise cela pourrait se voir.

Mais on sait qu'en fait les ouvriers confient leurs économies à des banques ou à des bureaux de poste : il y a alors peu de déplacement de numéraire (1). Toutefois des expéditions de numéraire à l'étranger se trouvent ainsi souvent évitées à leur pays d'origine, dont le change se trouve ainsi amélioré. C'est le cas de l'Italie : ce ne sont pas les espèces métalliques rapportées par les émigrants rapatriés, qui ont le plus contribué à l'accroissement de la circulation d'or et d'argent de l'Italie, ce sont les pièces de monnaie apportées par les touristes étrangers. Jadis l'or apporté par ces derniers servait à payer les dettes de l'Italie à l'étranger : aujourd'hui c'est le travail des émigrants qui remplit ce rôle. Il a même contribué pour une forte part au retour des titres de rente.

Tant que le change ne fut pas au pair, ils y eurent intérêt.

Néanmoins du fait des émigrants permanents établis dans un pays neuf aux temps de prospérité et y ayant fait des économies, un danger sérieux pour ce pays peut se présenter en temps de crise. Craignant

1. Tout ou presque tout se passe alors en écritures : virements de comptes, compensations, envoi d'effets de commerce, etc.

pour leurs dépôts, ils veulent souvent les réaliser en numéraire ou en lettres de change sur leurs pays et retourner dans leur patrie d'origine. Le cas s'est présenté à plusieurs reprises en Argentine et aux États-Unis, pays dont la circulation de papier est en grande partie gagée sur des dépôts dans des banques. Le dernier exemple est typique : il s'est présenté au début de la crise financière américaine de 1907. Des milliers d'Italiens assiégèrent les banques de New-York en réclamant à grands cris le remboursement immédiat de leurs dépôts et en menaçant de mettre à sac les établissements de crédit. La police dut charger pour les refouler et n'y réussit qu'après de sanglantes bagarres. On calcula qu'au plus fort de la crise, les émigrants de toutes nationalités rentrant en Europe emportaient 20 millions de francs de numéraire par semaine.

En revanche, c'est à des ouvriers italiens que l'on doit en grande partie le développement industriel, agricole et commercial de certains pays neufs. Ce sont des Italiens qui récoltent les cafés brésiliens, les blés et maïs argentins, les sucres de la Louisiane et des provinces de Tucuman et d'Entre-Rios. C'est eux qui ont donné au Paraguay, à l'Argentine, à la Floride et à la Californie leurs plantations d'arbres fruitiers et en particulier leurs plantations d'arbres à agrumi.

C'est eux qui ont créé l'industrie des transports

dans une grande partie de l'Amérique du Sud ; c'est eux aussi qui ont créé la marine marchande et militaire de l'Argentine.

Souvent c'est au détriment de leur patrie d'origine qu'ils ont si bien servi leur nouveau pays. On sait par exemple qu'ils ont ainsi contribué à la crise des agrumi. Ils lui ont ainsi fait perdre certains marchés.

Au point de vue démographique, l'émigration italienne a aussi des conséquences très importantes. Sans doute, c'est en grande partie aux Italiens que certains pays doivent le rapide accroissement de leur population. Mais ils ne se laissent pas partout assimiler aussi facilement qu'aux États-Unis et en Argentine. Ils peuvent constituer un danger très sérieux. Tantôt ils contribueront à démoraliser la population en lui communiquant leurs vices et cela même quand ils seront assimilés. Tantôt ils contribueront à lui faire perdre son caractère primitif à former avec elle un nouveau peuple : c'est le cas de l'Algérie et l'Argentine. D'autres fois, le danger sera encore plus grave : dans les pays voisins de l'Italie, il se forme de véritables marches italiennes. La Corse, le comté de Nice, Monaco, la Provence, la Savoie, le Tessin, le Bas-Tyrol, le Frioul autrichien et la Tunisie sont pénétrées lentement mais sûrement par l'italianité.

Les émigrants italiens y sont comme chez eux et même beaucoup mieux puisqu'ils n'y meurent pas

de faim. La proximité de la mère patrie, la parenté et souvent même l'identité de langage, de coutumes et d'origine, le fait enfin que ces immigrants proviennent des provinces du royaume voisines ou limitrophes, tout contribue à favoriser cette extension de l'Italie hors de ses frontières.

Il est vrai qu'à côté du mal se trouve le remède, mais c'est là le cas de se demander si le remède n'est pas pire que le mal. En se déracinant les émigrants deviennent une proie pour l'anarchie et l'internationalisme. On sait le rôle joué par les ouvriers italiens ou fraîchement naturalisés dans les grèves de Longwy et dans l'arsenal de Toulon.

De tels désordres ne sont pas particuliers aux ouvriers immigrés en France ; l'Allemagne, les États-Unis et le Luxembourg en offrent de tristes exemples.

CHAPITRE II

Avantages et inconvénients au point de vue de l'Italie.

Section I

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS AU POINT DE VUE DÉMOGRAPHIQUE, MORAL ET SOCIAL

La première question qui se pose en matière d'émigration est la suivante : a-t-elle pour résultat d'amener un décroissement de la population ou au contraire est-elle un stimulant pour la natalité ?

On a déjà vu que de 1881 à 1901 la population italienne a augmenté de plus de 4 millions. Toutes les provinces ont participé à cet accroissement : seule la Basilicate fait exception, elle dont la population est tombée dans le même laps de temps de 524.000 à 490.000. Mais depuis 1901 que s'est-il passé ? Faute de recensement, il est impossible de le dire avec certitude.

Très vraisemblablement, la population des provinces à émigration périodique n'a fait qu'augmenter.

Par contre, le développement subit et continuel de l'émigration permanente dans les provinces méridionales depuis 1901 peut faire craindre une forte diminution de la population dans quelques-unes. D'après le dernier rapport annuel du commissariat de l'émigration au ministre des Affaires étrangères, rapport en date du 16 mai 1907, seule la Basilicate aurait vu diminuer sa population de 1901 à 1905 inclus : cette diminution était évaluée à 79 pour 10.000 par an. Il est probable que cette affirmation, en sa qualité d'officielle, est très optimiste. Très vraisemblablement, les Abruzzes et le Molise, la Campanie et les Calabres ont dû voir diminuer aussi leur population. Sans doute, les nombreux retours d'Amérique constatés depuis quelques années et les chiffres élevés de la natalité ont pu atténuer les pertes, mais il paraît bien peu probable qu'ils aient pu les combler et au delà.

L'émigration a des résultats désastreux au point de vue social. La famille en a été cruellement atteinte. Bien des chefs de famille ont émigré laissant dans la misère leurs femmes et leurs enfants. Sans doute, la plupart d'entre eux envoient de l'argent aux leurs restés en Italie, mais quelques-uns profitent de l'éloignement pour se délier de toutes leurs obligations. Il est si facile de se marier en Amérique et d'y faire perdre sa trace. D'autres au contraire poussent l'amour de la famille jusqu'à en avoir deux : une en

Europe, l'autre en Amérique (1). Ils en parlent le plus naturellement du monde et sans même soupçonner le côté moral de la question. Sans doute ces vies partagées entre deux foyers sont l'exception, mais ce qui arrive trop souvent c'est que le père de famille meurt en Amérique sans que jamais les siens puissent le savoir. On sait que les accidents de chemin de fer et les coups de grisou font chaque année des milliers de victimes aux États-Unis où tant d'Italiens sont mineurs, terrassiers et employés de chemin de fer.

L'absence du chef de famille a bien souvent des résultats désastreux pour la moralité des siens laissés fréquemment sans ressource en Italie. Les naissances illégitimes, les adultères et les infanticides se sont multipliés depuis plusieurs années dans des proportions effrayantes dans l'Italie du Sud, au témoignage de M. Lacava et de M. Josa (2). La traite des blanches depuis plusieurs années s'est développée d'une manière tout aussi rapide : malgré les dispositions formelles des lois italiennes contre l'émigration des mineures non accompagnées, chaque année voit partir des centaines de jeunes Italiennes pour les maisons de prostitution de la vertueuse

1. VILLARI, *Nuova Antologia*, 1^{er} janvier 1907, page 44.

2. *Bolletino*, n° 10, page 56, 1907. L'emigrazione nel Molise.

Allemagne et de la pudique Suisse(1). Dans les pays à émigration périodique, comme les provinces vénitiennes, les pères de famille émigrent pour se débarrasser la moitié de l'année de leurs femmes et de leurs enfants ; les jeunes gens partent de leur côté pour échapper à la surveillance des vieux.

Dans les pays à émigration permanente, la disparition des hommes faits a pour double corollaire la multiplication des veuvages de femmes et celle de la criminalité enfantine (2). C'est ainsi qu'en 1903, dans le seul cercle de Potenza, il y eut 633 condamnations de mineurs, dont 94 prononcées contre des enfants de 9 à 14 ans. En 1901, 203 familles sur 1.000 en Basilicate et 290 sur 1.000 en Calabre n'avaient pas de chef. D'après le recensement du 1^{er} février 1901, cette province avait 7.005 veufs et 28.918 veuves.

On prétend que par contre les meurtres et les vols ont beaucoup diminué par suite de l'émigration des

1. VILLARI. Le conseguenze dell' emigrazione in Italia. *Nuova Antologia*., I^o gennaio, 1907, page 44. Presque tous les renseignements sur l'hygiène, la moralité, la famille, etc. viennent de cet auteur ; les autres sont empruntés à l'article de M. Josa, dans le *Bolletino*, n^o 10 de 1907 et à celui de M. Pietro Lacava, actuellement ministre des inances, dans le *Nuova Antologia* du 1^{er} mars 1907.

2. PIETRO LACAVA. Sulle condiziona economico-sociali della Basilicato. *Nuova Antologia*, I^o marzo 1907, page 113.

éléments les plus turbulents de la population. Mais cette assertion est formellement contredite par M. Lacava, qui s'appuie sur une statistique officielle. Dans le cercle de Matera (Basilicate), il y eut en 1903, 302 « reati di sangue », dont 12 homicides; en 1904, ces chiffres étaient montés respectivement à 363 et 17.

Enfin, il y a un autre danger à cette émigration permanente des pères de famille dans le Midi et ce danger est loin d'être chimérique. Lorsqu'ils ont réussi à se créer une situation stable à l'étranger, ils hésitent à retourner en Italie et préfèrent envoyer aux leurs restés là-bas le prix du voyage. En cela ils sont beaucoup plus sages que bien des émigrants temporaires revenus au pays après avoir amassé un petit pécule. Ces derniers y rapportent en effet un amour du bien-être qu'ils n'avaient pas en partant.

En outre, ayant travaillé et peiné pendant des années, ils aspirent au repos. Ils sont dégoûtés du travail, surtout des travaux de la terre. Parfois ils achètent un petit lopin de terre plusieurs fois sa valeur, ne savent plus le travailler comme jadis, gaspillent rapidement leurs économies dans l'oisiveté et repartent pour l'étranger. C'est l'histoire quotidienne des paysans méridionaux revenus des États-Unis avec un peu d'argent. Entre temps, ils exercent une influence démoralisante en répandant autour d'eux l'amour du bien-être et le désir des aventures, c'est-à-dire les deux plus forts stimulants de l'envie d'émigrer.

Les conséquences de l'émigration au point de vue sanitaire sont tout aussi déplorables qu'au point de vue moral.

Sans doute les maladies désignées par les Italiens sous le nom générique de pellagre ont diminué dans le Centre et le Nord de l'Italie. On sait en effet qu'elles sont dues à la consommation exclusive de la polenta : or l'émigration en développant l'amour du bien-être a amené les paysans de ces régions à varier leur nourriture. Mais, en revanche, les émigrés ont rapporté des maladies encore plus graves : la syphilis et la tuberculose. On sait en effet que l'émigration périodique se compose exclusivement d'hommes : les femmes restent en Italie. C'est elles qui font les gros travaux pendant toute la belle saison : elles labourent et moissonnent, elles portent des sacs de sable et des outres d'eau ; en un mot elles font tous les travaux réservés ordinairement aux hommes. Elles sont épuisées avant l'âge ; des femmes de paysans vénitiens à qui l'on donnerait 45 ou 50 ans en ont à peine 30. Ce phénomène n'est pas spécial aux provinces d'émigration périodique comme la Vénétie : on le constate aussi dans le Mezzogiorno, en Basilicate par exemple. De leur côté les hommes vivant à l'étranger loin des leurs se livrent toute la semaine aux travaux les plus pénibles. Pour pouvoir envoyer le plus possible d'argent à leurs familles, ils se privent de nourriture.

Par contre, le dimanche ils se livrent à la débauche et s'adonnent à la boisson. Peu à peu pendant la semaine, ils en viennent à remplacer la nourriture par l'alcool plus économique.

Dans de telles conditions, une stagione ou deux suffit à ruiner les santés les plus robustes. Beaucoup doivent rentrer chez eux avant même la fin de la campagne, la constitution absolument délabrée.

Ils y retrouvent leurs femmes épuisées de fatigue elles aussi et leur communiquent la syphilis et leur goût pour les alcools frelatés. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que la tuberculose se développe à son tour dans un milieu aussi bien préparé ?

Elle n'y vient pas non plus seule : la folie, la folie alcoolique surtout se développe avec une rapidité effrayante. Les charges des localités, du fait de la multiplication du nombre des aliénés, s'accroissent de jour en jour. C'est ainssi que de 19.000 livres en 1868, les dépenses de la province d'Udine pour les hospices de fous sont passées à 81.900 en 1905, 160.000 en 1906 et 200.000 en 1907 (1). Ce fait n'est malheu-

1. VILLARI. *Nuova Antologia*, 1^{re} janvier 1907, page 38.

Il ajoute les détails suivants : dans une commune de 4.000 habitants de la province d'Udine, commune dont tous les hommes valides émigrent en Autriche et en Allemagne pendant plus de la moitié de l'année, la consommation de la seule eau-de-vie s'élevait à 30.000 litres. Le dimanche avant la messe, les femme se réunissent dans les cabarets pour y manger la soupe à l'eau-de-vie.

reusement pas spécial à la province d'Udine, ni aux autres provinces vénitiennes.

On le constate dans toute l'Italie, en Lombardie comme en Basilicate, dans le Molise comme dans le Piémont. Les observations de MM. Villari, Josa et Lacava, observations faites un peu partout, sont absolument concordantes.

Comme on peut s'y attendre, une situation sanitaire aussi déplorable a une grave répercussion sur le recrutement de l'armée italienne. La moyenne des réformés dans l'ensemble du Royaume est passée de 17, 6 0/0 en 1895 à 23, 21 0/0 en 1904 du nombre des inscrits. La progression a été encore plus rapide dans les provinces vénitiennes. C'est ainsi que dans le Frioul (Udine) et le Bellunois, le nombre des réformés est passé de 15 0/0 en 1902 à 22 0/0 en 1903, 24 0/0 en 1904 et 22 0/0 en 1905 : dans l'intervalle les règlements sur les cas d'exemption n'avaient pas changé (1).

Ce sont toutefois les provinces méridionales qui fournissent le plus grand nombre de réformés. Le pourcentage des réformés sur les jeunes gens ayant passé le conseil de révision (consiglio di leva) était

1. L'augmentation du nombre des réformés était due à quatre causes principales : abaissement de la taille, dans un pays où se recrutaient jadis les plus grands soldats d'Italie, accroissement du nombre des phtisiques, des syphilitiques et des fous alcooliques. VILLARI. Page 39.

en 1901 de 31 0/0 en Basilicate, 28 0/0 dans les Pouilles et 27 0/0 en Sicile. Il est vrai que dans les provinces méridionales le nombre des réfractaires est beaucoup plus considérable que dans le reste de l'Italie (1), comme le montre le tableau ci-dessous pour la Basilicate :

Années	Inscrits	Réfractaires	0/0 Basilicate	0/0 Royaume
—	—	—	—	—
1895....	7.814	1.061	13, 58	5, 89
1904....	8.919	1.680	18, 84	8, 35

Naturellement ce ne sont pas les moins bien portants, qui émigrent pour échapper au service militaire ou pour aller travailler à l'étranger. Ce sont au contraire les jeunes gens les plus vigoureux, ceux qui auraient fait les meilleurs soldats.

L'émigration nuit directement, on le voit, à la défense nationale en la privant de nombreuses recrues et en multipliant le nombre des réformés. Le tableau

1. En 1895, sur 100 inscrits, il y avait en Basilicate 20, 80/0 de réformés et 17, 6 0/0 dans le royaume. En 1904, la proportion était de 23, 89 0/0 en Basilicate et 23, 21 0/0 dans l'ensemble du royaume. — En 1904, sur 100 inscrits en Basilicate, 23, 89 0/0 étaient réformés et 18, 84 0/0 réfractaires. Le nombre des incorporés n'était donc que de 57, 27 0/0 du nombre des inscrits. Il était de 68, 44 0/0 dans l'ensemble du royaume.

ci-dessus est d'autant suggestif que 1895 est la première année de la seconde guerre d'Abyssinie et que 1904 semble avoir marqué un léger recul pour l'émigration permanente sur 1903 et est en baisse sensible sur 1901 et 1902.

Ainsi neuf années de forte émigration, jointes aux dispositions de la loi de 1901, ont plus fait pour affaiblir les sentiments militaires des Italiens que l'affolement causé par les désastres de l'Érythrée et du Tigré.

Cette simple constatation suffit à ruiner toutes les belles déclamations des agents diplomatiques italiens sur la vivacité des sentiments italianistes des émigrés. Sans doute avec un peuple aussi enthousiaste et aussi bruyant il est facile de faire des manifestations patriotiques à grand renfort de discours, de musique, de drapeaux, de défilés de sociétés de gymnastique ou de secours mutuels, de banquets et de toasts. C'est le cas de répéter avec le fabuliste : « Mais qu'en sort-il souvent ? Du vent ! » Quand un ouvrier italien aura affaire à un de ses compatriotes ou à un prêtre étranger en qui il aura confiance, il dira toute sa pensée : M. Villari étant allé visiter les travaux de percement du Simplon rencontra du côté suisse une troupe d'ouvriers vénitiens, employés au tunnel et en relations constantes avec l'Italie. Il leur demanda s'ils étaient Italiens.

L'un d'eux lui répondit : « Nous l'avons été, mais

nous ne le sommes plus, car on nous a obligés à aller travailler ailleurs. » Surpris de rencontrer de pareils sentiments chez des Italiens du Nord, les plus patriotes de beaucoup, Villari leur demanda ce que c'était donc pour eux que l'Italie : Il lui fut répondu : « L'Italie, c'est ce qui nous donne à manger. L'Italia é che da noi a mangiare (1). »

Ce seul mot en dit plus long que des ouvrages entiers sur tous les ravages faits par l'internationalisme et l'anarchie parmi les émigrés italiens et par leur intermédiaire dans l'ensemble de la population italienne.

Mais, peut-on objecter, le développement de l'instruction publique, développement dû en grande par-

1. Il est curieux de rapprocher de cette observation de M. VILLARI les remarques faites par M. Graziani sur la mentalité des Italiens établis en Argentine. Voici donc quelques passages de l'*Istoria dell' emigrazione e della colonizzazione italiana nella Republicha Argentina*. Page 84 : « Pour ces pauvres émigrants, seule l'Argentine compte, car ils peuvent y vivre, tandis qu'ils mouraient de faim en Italie. » « L'émigrant, qui vient du misérable village accroché aux pentes brûlantes des montagnes de la Basilicate ou couché dans les pâles plaines des Pouilles, que sait-il de l'Italie lui qui ne l'a jamais vue ? Pour lui la patrie est cette étendue de terre ingrate qui entoure son vieux petit pays ; il n'en est pas sorti. »

Page 85 : « Nos émigrants en Amérique ne savent pas l'italien, chacun sait le dialecte de sa région. Un Sicilien et un Vénitien ne se comprennent pas. »

tie à la crainte des lois contre l'immigration des illettrés aux Etats-Unis, enrayera ce développement des idées internationalistes et anarchistes.

Oui, sans doute, les écoles du soir et les cours pour adultes se sont multipliés depuis quelques années et la crainte de voir fermer les États-Unis aux illettrés a plus fait pour le développement de l'instruction publique que les lois sur l'instruction obligatoire. Mais là encore, il y a un grave danger : l'instruction que l'on donne dans ces écoles est trop superficielle. Les futurs émigrants n'y apprennent qu'à lire et à écrire avec quelques vagues notions de calcul et de géographie. En revanche ils ne savent rien de l'Italie, de son histoire, de ses gloires artistiques. Pour eux, l'Italie, c'est le petit coin de terre où ils sont nés, où ils meurent de faim, dont ils parlent le dialecte et d'où ils n'aspirent qu'à sortir. Les beaux discours sur l'italianité ne les touchent guère, un morceau de pain ferait mieux leur affaire.

Quand ils arrivent dans une grande ville américaine, ils sont éblouis, ils n'ont plus qu'un désir : y rester. L'instruction sommaire qu'ils ont reçue avant de partir leur sert seulement à apprendre l'anglais et l'espagnol. L'italien ? Ces illettrés du Midi ne l'ont jamais su. Ils ne pensent à l'Italie que pour envoyer de l'argent à leurs femmes et à leurs enfants, et pour se faire protéger au besoin par les autorités consulaires. Pour les remercier, ils font de belles déclara-

tions de loyalisme et d'amour de l'italianità. Or ce dévouement de fraîche date ne les empêche nullement assez souvent d'avoir déjà changé de nationalité.

Section II

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

On entend dire couramment que le relèvement actuel de l'Italie est dû à son émigration. On attribue le retour du change au pair à l'envoi chaque année de centaines de millions de francs en Italie par les émigrants. C'est là, peut-on dire, le principal argument des apologistes officiels de la politique d'émigration. Par contre, les adversaires de cette politique traitent de fantaisistes de pareilles évaluations et leurs arguments sont des plus sérieux (1). Tout d'abord on peut faire remarquer que rien, absolument rien, ne permet de justifier des chiffres de 250 à 300 millions donnés par certains publicistes (Carlo Petrocchi par exemple) et les *Bellotini de l'emigrazione*. Les chiffres, fournis par la banque de Naples, chargée depuis 1902 de l'envoi en Italie des épargnes d'émigrants en pays

1. Voir en appendice la lettre de M. Paul GHIO à M. de JOHANNIS, lettre publiée par l'*Économista* du 19 mai 1907.

transocéaniques, sont beaucoup plus modestes. Depuis les quatre ou cinq derniers mois de 1902 jusqu'au 31 décembre 1906 inclus, 130 millions seulement sont arrivés dans le royaume par son intermédiaire. Plus du quart de ces sommes devait être déposé dans les caisses d'épargne; le reste fut versé aux familles, soit directement dans des succursales, soit par mandats postaux.

Et encore y a-t-il des réserves à faire sur l'origine de ces envois de fonds. On peut faire remarquer, il est vrai, que bien des sommes, provenant d'émigrants, arrivent en Italie sans passer par la Banque de Naples.

C'est le cas par exemple des épargnes faites par les émigrants périodiques en Europe. D'après M. Villari, chaque année les ouvriers frioulans rapporteraient 300 liras par tête quand la stagione a été bonne. Leur nombre étant de 60.000 à 70.000 par an, cela ferait chaque année de 18 à 20 millions de liras arrivant de l'étranger dans cette province. Dans la province de Bellune, il y aurait 20.000 émigrants périodiques par an : d'après les experts, ils rapporteraient chacun en moyenne 500 liras par tête, soit 10 millions. Pourquoi cette diversité d'appréciations sur les économies des Bellunois et des Frioulans? Les uns et les autres ne font-ils pas les mêmes métiers dans les mêmes pays d'Europe. Il ne faut voir là qu'un des nombreux exemples de la puérilité des évaluations sta-

tistiques, faites le plus souvent à vue de nez et très à la légère. M. Villari ne semble pas en prendre la responsabilité (1).

D'une manière générale, on peut dire toutefois que l'émigration périodique et temporaire rapporte seule de l'argent à l'Italie (2).

Bien rares en proportions sont les émigrants permanents qui reviennent au pays après avoir amassé une petite fortune (3). N'est-ce pas ainsi que l'on peut expliquer les contradictions entre les différents observateurs ? M. Villari a étudié le Nord et spécialement la Vénétie, pays d'émigration périodique ; M. Josa s'est cantonné dans la Molise, où les émigrants temporaires sont nombreux. L'un et l'autre ont conclu à l'enrichissement de l'Italie par les épargnes des émigrants. M. Pietro Lacava au contraire a étudié la Basilicate : il a jeté aussi quelques regards sur la Calabre. Ces deux provinces sont essentielle-

1. *Ibid.*, pages 36 et 37.

2. Dans le 1^{er} semestre de 1905, 100.000 émigrants temporaires arrivèrent en Argentine et 77.000 repartirent emportant chacun en moyenne 150 piastres-or (750 fr.), soit en tout 55 millions de francs (*Questions diplomatiques et coloniales*, 16 octobre 1907, p. 506). Or les 2/3 étaient Italiens.

3. La plupart de ceux qui reviennent en Italie reviennent aux frais du gouvernement ou de sociétés italiennes. Le commissariat de l'émigration consacre chaque année une certaine somme à leur rapatriement. Bien loin de rapporter à l'Italie, leur retour lui coûte de l'argent.

ment des provinces d'émigration permanente : il a conclu au maintien du *statu quo*, les envois de fonds en Basilicate y contrebalançant à peine les sommes emportées par les émigrants.

C'est qu'en effet ceux-ci emportent des sommes assez considérables, soit en numéraire, soit en papier-monnaie, soit enfin en chèques tirés par les Banques de Naples et de Sicile sur leurs correspondants américains. De 1902 à 1906 inclus, les chèques sur les États-Unis représentaient à eux seuls 11.900.000 liras. D'après M. Villari, les sommes emportées par les italiens aux États-Unis sont montées de 8 millions de liras en 1901, soit 75 liras par tête, à 22 millions en 1905, soit 100 liras par tête (1).

A ce sujet nous ne pouvons nous empêcher de nous rappeler une observation que nous a faite M. le comte Papadapoli Aldobrandini, sénateur du royaume. D'après lui les émigrants auraient emporté en Amérique du papier-monnaie italien et en auraient rapporté du numéraire. Il expliquait aussi l'abondance actuelle des espèces métalliques dans l'Italie du Nord et la raréfaction du papier-monnaie dans les mêmes régions.

Le fait, s'il était rigoureusement exact, suffirait à lui seul à expliquer le retour du change au pair.

Il est bon aussi de faire remarquer que la plus

1. *Ibid.*, page 49.

grande partie des sommes d'argent, envoyées en Italie par les émigrants permanents, ne sont pas économisées, ni même consacrées à l'agriculture, à des constructions et réparations de maisons ou à des travaux de viabilité. Elles permettent seulement aux familles d'émigrants de vivoter ou de prendre le bateau pour l'Amérique. L'envoi d'argent en Italie est loin d'être la conséquence économique de l'émigration. Tout d'abord, on peut signaler la construction de maisons neuves dans certaines provinces, Udine par exemple, et d'une manière générale le développement de l'amour du bien-être, mais ce sont là des côtés secondaires de la question.

En général on reconnaît à l'émigration les conséquences suivantes : elle aurait développé le commerce extérieur et la marine marchande ; elle aurait fait faire de grands progrès à l'agriculture ; elle aurait fait monter le taux des salaires et le prix de la terre, tout en multipliant le nombre des petits propriétaires. Que faut-il penser de ces différentes assertions ?

Voyons pour commencer quel est l'état actuel du commerce italien. En 1906 le commerce spécial de l'Italie s'est élevé à 4.260 millions de liras, contre 3.300 millions en 1903, 3.100 millions en 1901, 3 milliards en 1891, 2.400 millions en 1881 et 2.500 millions en 1871 (1). En 1903, l'importation des métaux pré-

1. Voir les *Annuario Statistico* de 1904 et 1905-07.

cieux dépassait de 150.200.000 francs les exportations. Si l'on donne aux importations en 1890 la valeur 100, on voit que les achats de l'Italie sont passés à 184 en 1906. Le développement des ventes de l'Italie dans la même période a été encore plus remarquable : elles sont passées de 100 à 205. Seuls les États-Unis, l'Allemagne et la Belgique ont eu un développement comparable (1).

Faut-il attribuer à l'émigration tout le mérite de ce développement ? Ceserait, à notre avis, une grave erreur (2).

Les principaux clients de l'Italie sont les pays européens, l'Argentine et les États-Unis (3). Ils lui achè-

1. *Réforme économique* du 1^{er} nov. 1907.

Thermomètre des affaires : p. 6.

Les chiffres de 1890 ont la valeur 100.

Commerce de 1906.

Importations : Angleterre : 146 ; Allemagne : 201 ; France : 127 ; Italie : 184 ; Russie : 171 ; Autriche-Hongrie : 162 ; Belgique : 184 ; États-Unis : 160 ; Suisse : 157 ; Espagne : 109.

Exportations : Angleterre : 144 ; Allemagne : 188 ; France : 140 ; Italie : 205 ; Russie : 167 ; Autriche-Hongrie : 126 ; Belgique : 170 ; Suisse : 153 ; Espagne : 123 ; États-Unis : 214.

2. Voir à ce sujet l'introduction.

3. Commerce de l'Italie en 1905 avec ses principaux clients (l'unité est la lire).

Pays	Importations en Italie	Exportations d'Italie	Commerce total
Allemagne.	291 millions	224 millions	515 millions
Angleterre.	348 »	129 »	477 »

tent surtout des produits du sol (vins, huiles, fruits, agrumi, soufre, marbres) dont ils sont dépourvus ou dont ils n'ont qu'une quantité insuffisante. Ce n'est que depuis quelques années que l'exportation des produits industriels : soieries, automobiles, cotonnades, pâtes alimentaires, etc. s'est développée dans de grandes proportions et l'on a vu que le cosmopolitisme financier y a contribué pour une très grande part.

Nous voyons pour notre part quelle peut être dans l'un et l'autre cas l'influence de l'émigration. Sans doute le commerce entre les États-Unis et l'Italie est monté de 218 millions en 1897 à 388 millions en 1902, augmentant de 780/0 en cinq ans ; mais tout l'honneur de cette augmentation ne revient pas aux émigrants. Il est dû pour une forte part au développement des industries chimiques américaines, nécessitant des

Etats-Unis.	238	»	226	»	464	»
France.	224	»	194	»	418	»
Suisse.	65	»	332	»	397	»
Autriche-Hongrie.	194	»	144	»	338	»
Russie.	204	»	14	»	218	»
Argentine.	44	»	103	»	147	»
Belgique.	48	»	41	»	89	»
	1.658	»	1.407	»	3.065	»

Le commerce total de l'Italie en 1905 s'élevait à 3.794 millions, dont 2.064 millions aux importations et 1.730 millions aux exportations.

achats de soufre en Sicile. Un autre article de vente très en progrès à la même date étaient les pâtes alimentaires. Ce serait peut-être le seul article que les émigrés italiens ont fait progresser, pour plusieurs raisons : son bon marché, le peu de protection accordé aux produits similaires américains, la supériorité de fabrication. Le développement des exportations d'objets de luxe est dû beaucoup plus à des victoires sportives et à la prospérité inouïe des Etats-Unis de 1895 à 1906 qu'à l'augmentation de la colonie italienne. Celle-ci est d'ailleurs composée dans son immense majorité d'éléments très pauvres complètement incapables d'acheter des automobiles ou des soieries de luxe (1).

Le commerce de l'Italie avec l'Argentine s'est aussi développé dans d'assez grandes proportions depuis deux ou trois ans ; mais ses progrès ont été moins rapides que ceux de certains de ses concurrents : la France lui a enlevé en 1905 le quatrième rang parmi les fournisseurs de ce pays (2).

1. Commerce de l'Italie avec les États-Unis :

	Importations en Italie	Exportations d'Italie	Total
1898	166 millions de livres	107 millions	273 millions
1902	211 »	177 »	388 »
1903	211 »	166 »	377 »
1905	238 »	226 »	464 »

2. Elle l'a conservé en 1906. Voici les chiffres donnés par les statistiques argentines. L'unité est le peso-or : 5 francs.

Les relations commerciales de l'Italie avec la Tunisie, le Brésil et les pays du Pacifique sont également insignifiantes, malgré l'importance numérique ou commerciale des colonies italiennes de ces divers pays.

D'ailleurs, le développement de certaines industries italiennes à l'étranger, industries importées par des immigrants italiens, menace de compromettre gravement une grande partie des exportations italiennes en Amérique. Tel est le cas des fabriques de pâtes alimentaires aux États-Unis. Ce qui s'est déjà produit pour les vins, les fruits, et les agrumi aux

(1906) Commerce d'ensemble (moins les métaux précieux)
 Importations. 270 millions de pesos (1.350 millions de Frs)

Exportations.	292,2	»	(1.461	»
	562,2	»	2.811	»

	Importations Pesos	Exportations Pesos	Total Pesos
Angleterre.	94.830.000	43.224.000	137.054.000
Allemagne.	38.416.000	39.417.000	77.833.000
États-Unis.	39.475.000	15.332.000	54.807.000
France.	26.745.000	35.763.000	62.508.000
Belgique.	12.228.000	25.621.000	37.849.000
Italie.	24.124.000	6.906.000	31.030.000

L'Italie est donc au cinquième rang parmi les fournisseurs de l'Argentine ; parmi ses clients, elle a un rang encore plus mauvais que ce tableau ne le laisserait penser. Elle vient après le Brésil et l'Afrique du Sud anglaise. Dans l'ensemble elle a le sixième rang, alors que la colonie italienne est de beaucoup la première.

États-Unis et dans l'Amérique du Sud pourrait se représenter pour les huiles d'olive en Argentine, au Brésil et au Chili: ne peut-on pas déjà y constater la concurrence américaine?

Les nationaux à l'étranger ne restent fidèles aux produits de la patrie que tant qu'ils ne peuvent pas les remplacer avantageusement au double point de vue du prix et de la qualité.

Des droits de douane prohibitifs ont vite raison auprès de la masse des consommateurs pauvres des habitudes les plus enracinées; ils les dégoûtent rapidement des produits de consommation courante. Seuls les produits de luxe peuvent y résister, mais ils ne sont pas à la portée de la bourse d'émigrants pauvres. Les progrès momentanés, que l'émigration a pu faire au commerce extérieur, ne sont que le présage d'un recul, du moins pour les objets de consommation courante.

L'influence que l'émigration a pu avoir sur le développement de la marine marchande est beaucoup plus certaine. De 37.500 tonnes en 1876, la marine à vapeur est passée à 448.400 en 1902 et a encore progressé depuis. Le transport des émigrants a certainement contribué à ce développement. Sans doute, le prix du passage n'est pas très élevé et le commissariat de l'émigration le réduit peu à peu. Mais il y a les fraudes. Les navires transportent ordinairement un certain nombre d'émigrants non inscrits sur les

livres du Nord. Lorsque le Sirio sombra aux îles Hormigas il était dans ce cas. La preuve en fut faite au moment de la catastrophe, mais l'affaire fut immédiatement étouffée. Le produit de la fraude est partagé entre le voiturier (il vettore) et le contrôleur officiel. Moyennant pourboire, les autorités italiennes ferment les yeux.

Il n'en est pas de même pour les Compagnies étrangères : elles se sont plaintes à plusieurs reprises de vexations. On retire très facilement la patente à des navires étrangers, affrétés par des Italiens : ce fut le cas en 1906 de deux navires austro-hongrois, de deux anglais et de un français. On les élimina à l'aide de règlements sanitaires et autres savamment combinés. M. Petrocchi dans son étude sur les conditions présentes de l'émigration italienne, étude parue en 1903, parlait déjà de trust (1).

1. Sur dix-huit vettori payant patente du 1^{er} janvier 1907, il y avait :

1^o Dix sociétés italiennes, dont huit frétant leurs propres vapeurs, une frétant les vapeurs de la Compagnie anglaise Anchor-Line et une frétant les vapeurs de la Compagnie française Cyprien, Fabre et C^{ie} ;

2^o Un armateur italien ;

3^o Un affrèteur italien frétant deux navires de pavillon austro-hongrois ;

4^o Six compagnies étrangères dont deux allemandes (Nord-deutscher Lloyd Hamburg Amerika), une anglaise (White star Line) deux françaises (Transports maritimes à vapeur,

Il n'avait pas tort. En effet les taxes payées par les « Vettori » italiens augmentent beaucoup plus rapidement que celles payées par les Compagnies étrangères.

Le pavillon italien (1) a un quasi-monopole de fait

Société générale des transatlantiques), une espagnole (Compagnie transatlantique de Barcelone).

Les principales lignes de navigation sont: Gênes, Palerme et Messine à New-York ; les mêmes à la Nouvelle-Orléans ; Gênes et Naples à Boston ; le Havre à New-York ; Gênes et Naples à Rio de Janeiro et Santos ; Gênes et Naples à Montevideo et Buenos-Ayres. Enfin la Veloce et la Compagnie transatlantique de Barcelone ont des lignes pour les Antilles, l'Amérique centrale et le nord de l'Amérique du Sud.

1. Taxes payées par les différents pavillons :

	1902-03	1903-04	1904-05	1905-06
Italien.	38,47	41,02	41,75	45,77
Anglais.	23,58	20,79	18,55	21,24
Allemand.	19,32	18,43	20,17	16,29
Français.	16,66	16,84	15,56	12,70
Espagnol.	1,97	2,81	2,80	2,23
Austro-Hongrois.	»	0,11	1,17	1,77
	100	100	100	100

Le déclin du pavillon allemand en 1905-1906 ne doit pas faire illusion, il coïncide avec la création ou le développement de sociétés de navigation dont le siège social est à Gênes. Elles sont donc presque entièrement à capitaux allemands. Ce sont le Lloyd Italiano, le Lloyd Sabaud, la Ligura Brasiliana. A côté, il est vrai, figurent deux sociétés à capitaux anglais : l'Anglo-Italiana, l'Anonima Genovese. Il est bon aussi de faire remarquer qu'en 1906 une nouvelle compagnie de navigation, la Siculo-Americana, s'est fondée à Messine.

pour le transport des émigrants des ports du royaume au Brésil (87,7 0/0 en 1906) et à la Plata (77,2 0/0 en 1906). Il lutte avec succès contre les pavillons français (Transports Maritimes) et allemand sur ces deux lignes.

Pour le transport des émigrants aux États-Unis, il est au contraire tenu en échec par les pavillons anglais, allemand et français; il n'en transporte pas le tiers (31 0/0 en 1906 pour les ports italiens). Si le pavillon français est en baisse pour le transport direct des émigrants d'Italie aux États-Unis, en revanche l'émigration italienne par le Havre est en progrès constant. Toutefois dans l'ensemble la situation du pavillon italien est excellente.

Quelle que soit l'importance de la marine marchande, elle ne joue pas dans l'économie nationale de l'Italie un rôle comparable à celui de l'agriculture. On sait déjà que l'émigration se recrute presque exclusivement dans les classes rurales et que celles-ci forment les deux-tiers de la population totale du Royaume. On a pu voir que les maux dont elles souffrent sont l'ignorance technique des paysans et des autres ruraux, la déplorable organisation du crédit agricole avec l'usure comme conséquence, le taux trop peu élevé des salaires, une mauvaise répartition de la propriété foncière. L'émigration a-t-elle pu modifier d'un manière quelconque cet état de choses? C'est

là une question très vivement débattue en ce moment de l'autre côté des Alpes.

La thèse officielle est naturellement très optimiste. D'après elle, il faudrait voir partout de grands progrès et en attribuer tout le mérite à l'émigration. Toutefois des réserves sont faites par certains officiels comme M. Josa et des restrictions apparaissent même dans des rapports officiels comme celui de M. Reynaudi en 1907.

Le paysan, qui émigre, ne perfectionne nullement son instruction agricole à l'étranger : il n'en a ordinairement ni le temps, ni l'occasion, ni les moyens. De retour au pays, il a même le plus souvent perdu les connaissances rudimentaires qu'il avait en partant et est devenu même temps réfractaire au progrès (1).

Si donc les méthodes de culture se sont modernisées dans l'Italie du Nord et en Toscane, si les coopérations agricoles et les caisses rurales prospèrent aujourd'hui dans la haute Italie et se développent dans certaines provinces du Centre (Toscane) et du Mezzogiorno (Campanie, Pouilles), ce n'est pas aux émigrés qu'on le doit.

Le mérite en revient à des caisses d'épargne, comme celles de Milan et de Bologne, et aux écoles professionnelles, que le gouvernement italien a multipliées depuis quelques années. Il revient aussi pour une

1. VILLARI, *Ibid.*, page 45.

forte part à l'initiative de certains grands propriétaires (1).

Néanmoins l'émigration n'a pas été étrangère à ce mouvement de rénovation ; elle l'a tout au moins accéléré en raréfiant la main-d'œuvre. Les progrès faits par l'agriculture italienne sont dus en grande partie à la hausse des salaires. Faute de bras on doit recourir aux machines. Le mouvement a gagné certaines provinces du Mezzogiorno restées jusqu'à réfractaires aux méthodes de culture intensive. L'exemple du Molise est tout à fait suggestif. En 1899 dans cette province, on n'utilise pas un seul quintal d'engrais chimiques, s'il faut en croire M. Josa (2). En 1900, 29 quintaux seulement furent employés ; en 1906, le chiffre de 5.553 quintaux était atteint.

La hausse des salaires ne s'est pas produite partout de même. Elle commença dans les provinces du Nord, grâce au développement de l'émigration périodique et à des grèves agricoles terribles. Elle fut d'abord ralentie par l'afflux de paysans du Midi venant tra-

1. Nous ne saurions mieux faire que de renvoyer pour cette question aux études consacrées par M. BATIER, aux caisses d'épargne de Milan et de Bologne dans sa thèse sur la fortune personnelle des caisses d'épargne privées (Paris, 1905) et à la thèse de M. PIETRI, sur la crise des vins en Italie.

2. M. JOSA, est professeur à l'École d'agriculture de Campobasso.

vailler dans la haute Italie. Mais depuis 1901, la situation a changé. Au lieu d'émigrer à l'intérieur les méridionaux vont en Amérique. Le mouvement s'accéléra et gagna le Midi. De 1886 à 1906, les salaires ont augmenté de 30 à 50 0/0 dans le Molise ; dans certaines parties de la Basilicate, ils ont doublé et même triplé.

Toutefois le phénomène est loin de se présenter partout sous le même aspect. Dans les provinces à émigration permanente, émigration et salaires montent et baissent parallèlement.

C'est ainsi qu'en 1903 et en 1904, à la suite de l'émigration considérable de 1904, les salaires avaient monté dans les provinces méridionales. Dès la fin de 1904, le nombre des émigrants ayant brusquement diminué, le taux des salaires était tombé en dessous du taux de 1900 (1). De là vient en partie la brusque rescrudescence de l'émigration méridionale en 1905 et 1906 (2).

Dans les provinces à émigration périodique, la baisse des salaires est constante d'un été à l'autre. Les prix ont doublé et même triplé en trente ans pour

1. Les provinces où la baisse fut le plus accentuée à cette époque furent celles de Potenza (Basilicate), Lecce et Bari (Pouilles), Reggio di Calabria et Catanzaro (Calabres). Voir l'article de M. di SAN GIULANO.

2. Voir à ce sujet l'article de M. di SAN GIULANO dans la *Nuova Antologia* (1^{er} septembre 1905).

les travaux que l'on ne peut exécuter que pendant la belle saison et encore est-on obligé d'employer des femmes aux travaux des champs. Mais en hiver la situation change : les hommes sont tous revenus au pays. Quelques-uns passent la mauvaise saison à boire et à jouer ; tous ont bien quelques petites réparations à faire chez eux, mais somme toute ils sont à peu près inoccupés. Ils vont s'offrir aux « signori » (1) en si grand nombre que ceux-ci peuvent avoir d'excellents ouvriers pour des prix de famine. Aussi leur réservent-ils beaucoup de gros travaux pour la mauvaise saison, pendant laquelle les salaires tombent parfois à 0 l, 50 pour seize heures de travail (2).

La hausse des salaires a eu des conséquences très importantes, au point de vue de l'émigration : elle a naturellement en Italie, comme partout ailleurs, amené la hausse des prix d'objets de consommation courante. Elle a poussé des milliers de petits propriétaires méridionaux à laisser leurs champs en jachère (Basilicate) ou à les mettre en prés (Abruzzes et Molise) et à partir pour l'Amérique. Là où jadis les

1. La traduction littérale du mot « signori » est « messieurs », or on sait que dans le Midi de la France les paysans appellent « les messieurs » les nobles et les bourgeois campagnards.

2. Renseignements fournis à M. l'abbé AKKERMANN, professeur au collège Stanislas par des ouvriers lombards et vénitiens travaillant à la restauration de la HOKHOENIGSBURG.

petits propriétaires pouvaient faire des cultures rémunératrices, le sol est en friche aujourd'hui. Seul l'élevage peut y être pratiqué et nourrit moins d'habitants que la culture des céréales. Bref, la hausse des salaires a eu pour conséquence une recrudescence de l'émigration permanente.

Faut-il attendre de l'émigration la solution du problème de la grande propriété ? Les latifondies seront-ils divisés en petits lots, que des émigrants enrichis, de retour au pays, mettront en culture ? Le gouvernement italien s'en flatte et donne comme exemple ce qui se passe actuellement dans certaines provinces du Nord et du Midi.

En Vénétie et dans le Molise en effet les actes de mutation de biens fonciers se multiplient d'année en année. Dans le Bellunois, le prix de la terre a doublé et même triplé. Une industrie nouvelle y prospère depuis quelques années : celle des marchands de biens ; ils achètent de grandes propriétés, les divisent en petits lots et les revendent pour plusieurs fois, leur valeur. Le caractère du paysan vénitien se prête merveilleusement à cette exploitation. Sa jalousie contre les « signori » le pousse à acheter de la terre afin d'être maître dans son village (1). Villari reçut un jour cette confidence : « Si nous allons ainsi de l'avant

1. *Ibid.*, pages 41 et sqq.

pendant vingt autres années, les messieurs n'auront plus rien à voir ici ; la terre sera à celui qui la travaille. » Une autre fois, il demandait à un paysan pourquoi il avait acheté un morceau de terre au double de sa valeur réelle. Voici la réponse qu'il obtint : « Le monsieur prend seulement la moitié de la récolte ; l'autre moitié il doit la laisser au paysan pour qu'il puisse vivre. Mais nous qui travaillons la terre avec nos bras, nous avons toute la récolte que nous cherchons même à augmenter et c'est pour cela que nous pouvons payer le double. » Ce brave paysan ne comprenait pas que si l'intérêt du prix d'achat était représenté par la valeur de la récolte, le travail n'était plus rémunéré.

Ce n'est pas la petite propriété, qui se multiplie au prix de sacrifices d'argent aussi lourds : c'est la propriété parcellaire. Elle ne rapporte même pas ce qu'elle coûte : l'impôt foncier la grève plus lourdement que toute autre sorte de propriété, aussi n'est-elle pas rare, même en Vénétie, de voir le paysan découragé revendre en dessous de sa valeur réelle à la grande propriété voisine la parcelle qu'il en avait détachée en la payant deux ou trois fois trop cher. En outre bien des parcelles de terres sont vendues aux grandes propriétés à la mort du cultivateur par ses fils trop nombreux pour pouvoir vivre dessus. Cette multiplication de la propriété parcellaire reste somme toute spéciale à quelques provinces. Peut-être même

a-t-on exagéré son importance, là où on la constate. En Italie comme partout on aime à montrer les villas des émigrés enrichis, mais on ne montre pas les masures habitées par les émigrés rapatriés aux frais du gouvernement et de sociétés de bienfaisance. Pour un qui a fait une grosse fortune à l'étranger combien reviennent avec quelques centaines de francs seulement et la santé ruinée.

Il suffit pour s'en rendre compte de comparer le nombre des voyageurs des différentes classes débarqués dans les ports italiens.

Dans la Basilicate, au témoignage de M. Pietro Lacava, les achats de terre sont des cas isolés malgré la baisse du prix de la terre dans cette province. Lui-même ayant voulu vendre des terres à des émigrés revenus d'Amérique ne put arriver à en trouver. Les rares Basilischi de retour au pays avec quelques économies n'ont rien de plus pressé que de faire de l'usure (1).

Ce qui se produit en Basilicate n'est pas spécial à cette province : ses conditions économiques et sociales sont les mêmes que celles du reste du Mezzogiorno. Le prix de la terre a pu monter dans plusieurs régions du Nord et dans les Abruzzes à cause de la multiplication de la propriété parcellaire. Partout

1. PIETRO LACAVA. *Nuova Antologia*, 1^{er} mars 1907, p. 116.

ailleurs, il est en baisse. La ~~petite~~ propriété méridionale disparaît de jour en jour sous le poids de l'usure toujours prospère, des hypothèques et des expropriations pour non-paiement d'impôts.

CHAPITRE III

Avenir de l'émigration italienne.

L'émigration italienne est-elle appelée à se développer encore ou bien est-elle destinée à revenir progressivement aux chiffres de 200.000 à 300.000 relevés entre 1887 et 1900 ?

Il semble bien que nous ne soyons pas encore arrivés aux chiffres les plus élevés que ce mouvement démographique doit atteindre. Les chiffres de 1905 (743.000) et de 1906 (plus de 800.000 avec les émigrants clandestins) ont été certainement dépassés en 1907.

Cette progression croissante continuera tant que le Mezzogiorno ne sera pas débarrassé de son surcroît de population. Tant que ses productions se borneront à des fruits, à des vins, à des huiles et à des soufres, tous produits dont la concurrence rend l'écoulement de plus en plus difficile, il ne pourra pas nourrir ses 14 millions d'habitants. On a pu voir d'ailleurs qu'il lui est bien difficile de trouver mieux. Son climat et l'aridité de son sol ne lui permettent

pas d'espérer un grand développement de l'agriculture intensive.

Par un phénomène, qui n'est nullement spécial à l'Italie, la misère et le manque d'instruction ont pour conséquence une forte natalité. Celle-ci est en baisse, il est vrai (1), dans l'ensemble de l'Italie, mais cette baisse est compensée par une baisse correspondante de la mortalité. L'excédent des naissances sur les décès était encore de 10 pour 1.000 habitants dans tout le royaume en 1901.

C'est précisément dans les provinces les plus pauvres, dans celles où l'analfabetismo est le plus développé que les naissances dépassent le plus les décès, et ces provinces sont les provinces méridionales, qui ne peuvent nourrir leurs habitants.

Dans l'Italie du Nord l'accroissement de la population est beaucoup moins rapide et les ressources sont plus abondantes. Mais il semble toutefois que le

1. « Vers 1875, le taux de la natalité italienne s'élevait à 38 0/0, chiffre déjà très supérieur à celui de la plupart des taux européens (sauf l'Europe orientale). Vingt ans plus tard il n'avait que fort peu diminué : 36 0/0, alors que, dans de nombreux États, la chute avait été marquée. Il est vrai que depuis la baisse s'est produite et le taux est tombé à 32,5 0/0 en 1901, mais une réduction plus forte s'est manifestée en ce qui concerne la mortalité (taux 27,4 en 1882, 1884 ; 22,5 en 1899-1901 ». R. GONNARD, *L'émigration européenne au XIX^e siècle*.

point de saturation est déjà arrivé pour toutes les provinces du Settentrione, l'Ombrie exceptée (1). De là, vient probablement l'augmentation de l'émigration dans la moitié septentrionale du royaume depuis 1904.

Dans de telles conditions, il est à peu près certain que l'émigration italienne est appelée à se développer encore. Les reculs ne seront jamais très importants avant plusieurs années. Il y aura tout au plus des diminutions analogues à celles constatées en 1903 et 1904. Même sans crise, l'émigration italienne atteindra certainement et dépassera peut-être le million (2). Pour peu qu'une crise économique générale, et non plus seulement partielle comme celle des soieries, vienne frapper le Settentrione, toute la prospérité de façade de l'Italie s'écroulerait et l'émigration atteindrait des chiffres près desquels les chiffres actuels seraient insignifiants.

Le brusque accroissement de l'émigration italienne depuis vingt ans est un phénomène des plus heureux au point de vue de l'avenir des races blanches.

A l'heure où les races jaunes commencent à battre

1. Densité au K. q. en 1901 : Ligurie : 204 ; Piémont : 171 ; Lombardie : 178 ; Vénétie : 127 ; Émilie : 123 ; Marches : 109 ; Toscane : 105 ; Latium : 100 ; Ombrie : 70.

2. Paul GHIO. L'émigration italienne. *Journal des Économistes* du 1^{er} mars 1906.

en brèche l'hégémonie européenne, il n'est que temps de renforcer l'élément blanc dans les deux Amériques, le nord de l'Asie, l'Australie, l'Afrique du sud et le bassin de la Méditerranée. Les émigrants italiens, austro-hongrois et russes viennent remplacer les émigrants allemands dans ce travail de peuplement de la moitié du monde.

La facilité avec laquelle ils se dispersent à la surface du globe et la rapidité avec laquelle ils se laissent assimiler dans plus d'un pays font des Italiens des auxiliaires des plus précieux. Ils ne constituent pas en effet ordinairement un danger politique. C'est pour eux une grande supériorité sur certains peuples, les Allemands entre autres.

Les pays vers lesquels l'émigration italienne semble devoir se diriger de plus en plus sont les États-Unis et les pays de la Plata, malgré les crises que les uns et les autres traversent de temps en temps. Par contre, à moins d'une révolution économique improbable en ce moment, le Brésil, les États caféiers tout au moins, attirera de moins en moins les Italiens.

Qui sait en revanche si, devant les progrès constants du Japon et de la Chine, les nouveaux États anglo-saxons du Pacifique, la confédération australienne et la Nouvelle-Zélande ne renonceront pas à leur politique prohibitive en matière d'émigration et n'appelleront pas à leur secours les émigrants européens pour suppléer au manque d'excédents de nais-

sance de leur population? Ce jour-là les Italiens auront dans le sud du Pacifique de nouveaux débouchés, dont le climat leur conviendra certainement mieux que celui de la Nouvelle-Angleterre et où ils pourront créer ou développer les cultures de leur pays d'origine.

Sans aller plus loin, les Italiens ont dans le bassin de la Méditerranée un champ d'expansion tout trouvé: l'Afrique du Nord et plus spécialement la Tripolitaine. La conquête et la colonisation de cette dernière leur coûteraient certainement moins cher que leurs aventures en Erythrée! Qui sait si le Maroc ne sera pas non plus bientôt un pays d'avenir pour les émigrants italiens, espagnols et français?

Ce ne seront donc pas les terres qui manqueront aux Italiens ; aussi faut-il espérer que leur natalité se maintiendra et que le rôle mondial de l'émigration italienne sera plus considérable pendant la fin de la première moitié du xx^e siècle qu'il ne l'a été jusqu'ici.

TABLEAU I

Épargnes PARVENUES DANS LE ROYAUME D'ITALIE
PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA BANQUE DE NAPLES (1).

1902	9.304.835 lires 23
1903	23.576.694 » 63
1904	28.299.399 » 84
1905	39.857.978 » 35
1906	29.888.687 » 57
<i>Total.</i> . . .	130.927.595 » 61

Ces envois provenaient des États-Unis, de l'Argentine et du Brésil en très grande quantité et pour une faible part, du Canada, du Venezuela et même de la Tunisie (en 1903 pour cette dernière).

PAYS DE PROVENANCE	Sommes remises aux familles en 1906	Sommes versées dans les Caisses d'épargne en 1906
<i>États-Unis.</i>	11.865.774 l. 08	6.574.871 l. 15
<i>Argentine</i>	8.438.469 » 27	84 673 » 40
<i>Brésil</i>	1.254.905 » 99	1.625.452 » 02
<i>Canada</i>	35.000 » 36	7.800 » 00
<i>Venezuela</i>	1.741 » 30	
	21.595.891 l. 00	8.292.796 l. 57

1. Ces données sont fournies par le n° 11 des *Bolletini dell'emigrazione*, pages 145 et suivantes. La baisse constatée en 1906 par rapport à 1905 est due au fait que la banque de Naples a été plus sévère en 1906 sur l'origine des envois et n'a plus voulu servir d'intermédiaire bénévole et peu coûteux à des opérations commerciales, déguisées en envois de fonds par des émigrants. Ainsi donc les 130 ou 131 millions eux-mêmes ne représentent pas exclusivement des envois de fonds par des émigrants.

APPENDICE

Lettre de M. PAUL GHIO à M. DE JOHANNIS.

(M. Ghio avait déclaré dans une réunion de la Société d'économie politique que la politique financière de l'Italie, sous ses dehors brillants, cache des vices profonds. Il ajoutait que ses budgets, se soldant en excédents grâce à une pression fiscale épouvantable, et ne consacrant pas de crédits à l'amortissement de la dette, étaient absolument désastreux pour un pays dans une situation économique aussi mauvaise que celle de l'Italie. Il avait aussi incriminé l'impôt foncier et avait déclaré que les impôts sur l'agriculture étaient écrasants. M. de Johannis, directeur de l'*Economista*, essaya de répondre à ces affirmations de M. Paul Ghio et leur consacra un article dans l'*Economista* du 2 avril 1907. Voici la réponse de M. Paul Ghio.)

Paris, 12 mai 1907.

Vous écrivez dans votre article que vous voulez faire un examen approfondi de la question. Ce sera donc avec un vrai plaisir que je lirai vos articles.

Permettez-moi en attendant de faire quelques observations sur votre article du 20 avril. Vous dites que, en moyenne, l'impôt foncier ne dépasse pas en Italie 2,40 0/0 de la valeur vénale de la terre. J'accepte votre chiffre, mais veuillez, je vous prie, capitaliser à 5 0/0 revenu moyen de la terre en Italie. Le pourcentage de 2,40 sur le prix devient alors 48 0/0 du revenu, donnée qui ne s'écarte pas de celle que j'ai déjà fournie moi-même.

Vous parlez dans la suite d'une valeur vénale de beaucoup supérieure à celle donnée auparavant par vous et vous citez 10.000 et 50.000 liras l'hectare comme des somme payées effectivement ou en tout cas proposées. Vous voulez parler évidemment de terrains urbains construits ou destinés à l'être. Ce n'est certainement pas sur de tels terrains que vit la population pauvre ou appauvrie par le fisc qui forme l'armée de l'émigration.

Tournez, monsieur le professeur, vos regards vers la Basilicate et la Calabre et, pour mieux connaître les conditions de ces régions si désolées, servez-vous de l'article de Pietro Lacava dans la *Nuova Antologia* du 1^{er} mars de cette année. Je voudrais que cet article fût lu par les commissaires de l'émigration italienne afin qu'ils fussent plus prudents, lorsqu'ils escomptent les bénéfices immenses d'un exode de travailleurs, qui prive le sol italien d'une de ses forces vives. L'optimisme du commissariat me semble

des plus exagérés. Consultez le *Bulletin*, n° 1 de 1907, vous trouverez à la page 43 le tableau du rapport du commissaire Miraglia sur le montant des épargnes des émigrants.

La banque de Naples a recueilli, dit le rapport, 28 millions en 1905 dont 22 millions furent expédiés en Italie. Les envois ayant été au nombre de 144.606, il en résulte une moyenne de 153 livres par dépôt.

Plus loin, page 46, le rapport affirme que le montant total des envois des émigrants établis aux États-Unis est de 300 millions. Par conséquent, ce sont bien 278 millions qui seraient envoyés chaque année, avec le concours d'autres banques, par les émigrants italiens établis aux États-Unis.

Le chiffre, outre qu'exagéré, est inadmissible. En effet, il n'y a pas de raison pour que les 278 millions soient composés d'envois individuels supérieurs à la moyenne précédente de 153 livres. Or,

$$\frac{278.000.000}{153} = 1.816.993 \text{ envois dans l'espace d'un an,}$$

qui ajoutés aux précédents formeraient un total de 1.308.005 envois pour une population italienne qui n'atteindrait qu'à peine 1 million, et qui, pour plus de la moitié, est composée de femmes et d'ouvriers pauvres. Comment croire à de semblables exagérations ?

Le commissaire Miraglia a mis dans un seul sac

les envois des émigrants et ceux des commerçants et industriels ; la chose me semble claire.

Je vous fais ces observations pour vous montrer une fois de plus la défiance que m'inspire la politique italienne en matière d'émigration.

Préoccupé surtout de la nécessité de soutenir ses clientèles locales, le gouvernement italien laisse le Midi s'appauvrir. Il pousse les populations à émigrer... et se console en pensant que les émigrants font fortune en Amérique et reconstitueront à leur retour la petite propriété foncière. Les villages se repeupleront ; l'analfabétisme dont la guérison coûterait tant..... les États-Unis l'auront obtenue sans frais pour l'Italie et tout sera remis en ordre.

En publiant cette lettre M. de Johannis avait promis de la réfuter. La réfutation ne vient toujours pas ; en revanche... le commissariat s'est privé pendant près d'une année du plaisir d'envoyer les *Bolletini dell'emigrazione* à M. Ghio.

BIBLIOGRAPHIE

1° Documents italiens.

A. — PUBLICATIONS OFFICIELLES

Bolletini dell'emigrazione, années 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, publiés par le Commissariat de l'Émigration.

Statistica dell'emigrazione italiana comparata con quella che avviene da altri paesi d'Europea pel estero (années 1887, 1895, 1896, 1900, 1901, 1902-03, 1904-05) publiée successivement par le Ministère des Affaires étrangères, le Commissariat de l'Émigration et la Direction générale de la Statistique.

Annuario Statistico : années 1901, 1904, 1905-07.

Emigrazione e Colonie : recueil de rapports consulaires sur les colonies italiennes à l'étranger, recueil fait sous la direction de M. Bodio. Volume I. Europa.

Parte I. — Francia (1902).

Parte II. — Svizzera. — Ungheria. — Cran Bretagna. — Spagna a bilterra. — Portogallo. — Malta (1903).

Parte III. — Germania. — Penisola balcanica. — Rumania. — Belgio. — Olanda. — Lussemburgo. — Rossia. — Stati scandinavi (1905).

Volume II. — **Africa, Asia e Oceania** (1906).

Gazzetta Ufficiale (n^{os} 233 et 233 A. 14 mars et 21 déc. 1901), projet Maggiorino Ferraris sur la réorganisation du crédit agraire.

B. — AUTRES OUVRAGES.

L'Italia agricola alla fine del Decimono Secolo.

XIX. — Trentacinque monografie inviate alla. Société des agriculteurs de France. Esposizione universale di Parigi del, 1900. Roma, 1901.

I. — **Coletti Francesco.** — Le Associazioni agrarie in Italia della metà del secolo decimottavo alla fine del decimonono e la Società degli agricoltori italiani.

II. — **Luzzato Fabio.** — Legislazione rurale in Italia.

III. — **Cavaglieri Guido.** — Contratti agrari in Italia.

IV. — **Stringher Vittorio.** — L'istruzione agraria in Italia.

IV *Bis.* — **Sitta Pietro.** — Emigrazione e popolazione rurale in Italia.

V. — **Bertolini Angelo.** — Gli scioperi agricoli in Italia.

VI. — **Valenti Ghino.** — Il sistema tributario italiano in relazione all'esercizio dell'agricoltura.

VII. — **De Giuli Giuseppe.** — Il catasto e l'imposta sui terreni in Italia.

VII *bis.* — **Sitta Pietro.** — Credito fondiario e Credito agrario in Italia.

VIII. — **Sartori Francesco.** — Le Casse rurali in Italia.

IX. — **Cavaliere Enea.** — I Consorzi agrari in Italia.

X. — **Esportazione ed importazioni agrarie italiane** (1871-1900).

XI. — **Niccoli Vittorio.** — La coltivazione del frumento in Italia.

Frizatti Paoli. — Del maïs, della segala, del orzo e dell'avena in Italia.

XII. — **Alpe Vittorio.** — La praticoltura in Italia.

- XIII. — **Bordiga Oreste.** — Sulla coltivazione del riso in Italia.
- XIV. — **Mon lini Salvatore.** — La viticoltura e l'enologia in Italia.
- XIV. — **Bracci Flaminio.** — L'olio e l'olivo in Italia.
- XVI. — **Savastano Luigi.** — Sguardo all'agrumicoltura italiana.
- XVII. — **Tamaro Domenico.** — Notizie sulla frutticoltura, orticoltura e giardinaggio in Italia.
- XVIII. — **Giorgi Nicola.** — Notizie sullo svolgimento dell'industria dello zucchero indigeno in Italia (1900).
- XIX. — **Aducco Adriano.** — Sulle piante tessili in Italia.
- XX. — **Splendore Achille.** — La coltivazione del tabacco in Italia.
- XXI. — **Perona Vittorio.** — Sulle condizioni forestali in Italia.
- XXII. — **Verson Enrico.** — Sulle condizioni della bachicoltura in Italia.
- XXIII. — **Sartori Giuseppe.** — L'industria dei latticini in Italia.
- XXIV. — **Faelli Ferruccio.** — Allevamento ed industria del maiale in Italia.
- Marchi Ezio.** — L'industria ovina in Italia.
- XXV. — **Pirocchi Antonio.** — La popolazione bovina in Italia.
- Motti Angelo.** — Il miglioramento delle razze bovine nell'ultimo ventennio.
- XXV *bis*. — **Fogliata Giacinto.** — Produzione, allendumento e commercio dei cavalli in Italia.
- XXVI. — **Raineri Giovanni.** — I concimi chimici in Italia.
- XXVII. — **Desideri Cesare.** — Bonificazione dell'agro romano.
- XXVIII. — **Pedone Albert.** — Delle bonificazioni idrauliche delle paludi e dei terreni paludosi in Italia.

XXIX. — Urtoller Giovanni. — Le piccole industrie campestri in Italia.

Carlo Petrocchi. — Le presenti condizioni dell'emigrazione italiana. Roma, 1903.

Graziani. — Storia dell'emigrazione e della colonizzazione italiana nella Repubblica Argentina. Torino, 1905.

Niceforo. — Italiani del Nord e Italiani del Sud (Torino, 1901).

Nitti. — Nord e Sud (Torino, 1901).

Nuova Antologia. — Articles divers de MM. di San Giuliano, Angelo Mosso, Villari, Pietro Lacava, etc. (années 1904, 1905, 1906, 1907).

2° Documents français.

A. — DOCUMENTS OFFICIELS

Journal Officiel (6 octobre 1904) : Convention franco-italienne du 15 avril 1904.

Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie en 1904 (Paris 1905).

Album graphique de la France (recensement de 1901). Paris, 1907.

Recensement de 1906 en France et en Algérie. Paris, 1907.

Recensement de la population européenne en Tunisie en 1906. Paris, 1907.

B. — AUTRES DOCUMENTS

Chandèze. L'intervention des pouvoirs publics au XIX^e siècle dans les questions d'émigration et d'immigration.

Paul Ghio. Notes sur l'Italie contemporaine. Paris, 1907.

— Réglementation et effets économiques de l'émigration.

gration (*Revue Internationale du Commerce, de l'Industrie et de la Banque*, nos des 30 juin 1906, 31 mars 1907, 30 juin 1907).

Paul Ghio. L'émigration italienne (*Journal des économistes*, mars 1906).

— Lettre à M. de Johannis sur l'émigration italienne (en italien : *Économista* du 19 mai 1907).

Piétri. La question des vins en Italie et l'antagonisme du Nord et du Sud. Paris, 1906.

— Le Nord et le Sud de l'Italie dans la question des vins (avec avant-propos de M. P. Ghio). Paris, 1906

Batier. De la fortune personnelle des caisses d'épargne privées. Paris, 1905.

Levasseur et Bodio. Populations et superficies des diverses contrées de la terre (Europe, Amérique).

René Gonnard. L'émigration européenne. Paris, 1907 (Recueil d'articles parus en 1905 et 1906 dans les *Questions diplomatiques et coloniales*).

Paul Lapie. Les civilisations tunisiennes. Paris, 1896.

— Le peuplement italien en Tunisie (*Annales coloniales*, 15 oct. 1905).

Loth. Le peuplement italien en Algérie et Tunisie. Tunis 1904.

Revues : articles divers du *Correspondant*, des *Annales des Sciences politiques*, de la *Revue d'Économie politique*, de l'*Économiste français*, de la *France économique et financière*, du *Journal des Économistes*, de la *Réforme économique*, des *Annales coloniales*, de la *Revue scientifique*, des *Questions diplomatiques et coloniales*, de la *Dépêche coloniale*, etc.

COURS :

Marcel Dubois : cours fermé de licence (année 1903-1904) sur la Tunisie, la Tripolitaine, la Cyrénaïque, etc.

Raphaël-Georges Lévy : cours de 1904-1905 sur les Affaires de Banque et de 1905-1906 sur les Finan-

ces étrangères, professés à l'École des Sciences politiques.

3° Documents étrangers.

Estatistica de la Republica Argentina (1906). Vol. I, Comercio. — Buenos-Ayres, 1907.

Ferreira Ramos. La valorisation du café au Brésil (en français). Anvers, 1907.

Vu : le Président de la these,
PAUL LESEUR

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Introduction	5

PREMIÈRE PARTIE

L'émigration italienne dans le monde.

CHAPITRE I. — L'émigration et ses différentes formes. . .	13
CHAPITRE II. — L'émigration italienne et la statistique. .	17
CHAPITRE III. — L'émigration italienne comparée à celle des autres pays du monde.	31

DEUXIÈME PARTIE

L'État italien et l'émigration

CHAPITRE I. — La législation italienne sur l'émigration avant 1901	45
CHAPITRE II. — La loi sur l'émigration du 31 janvier 1901	52
CHAPITRE III. — Autres mesures prises par le gouver- nement italien en faveur de l'émigration . . .	66
CONCLUSION. — Que vaut l'action de l'État italien. . .	71

TROISIÈME PARTIE

Causes de l'émigration.

CHAPITRE I. — L'émigration italienne est avant tout une conséquence de l'état de l'agriculture.	80
CHAPITRE II. — Causes financières	116
CHAPITRE III. — Les autres causes	128
CONCLUSION. — L'État italien et les causes d'émigra- tion.	135

QUATRIÈME PARTIE

Les centres d'émigration.

GÉNÉRALITÉS	149
CHAPITRE I. — L'émigration dans l'Italie du Nord	152
CHAPITRE II. — L'émigration dans l'Italie du Sud	170
CHAPITRE III. — L'émigration dans le Mezzogiorno.	180

CINQUIÈME PARTIE

Les Italiens à l'Étranger.

GÉNÉRALITÉS	225
CHAPITRE I. — Les Italiens en Europe	229
CHAPITRE II. — Les Italiens en Afrique, Asie et Océanie.	265
Section I. — <i>Les Italiens dans le bassin de la Mé-</i> <i>diterranée</i>	265
Section II. — <i>Les Italiens dans les pays transo-</i> <i>céniques.</i>	288
CHAPITRE III. — Les Italiens en Amérique.	296
GÉNÉRALITÉS	296

Section I. — <i>Les Italiens dans l'Amérique du Nord</i>	298
Section II. — <i>Les Italiens dans l'Amérique du Sud</i>	310

SIXIÈME PARTIE

Conséquences et avenir de l'émigration italienne.

CHAPITRE I. — Conséquences au point de vue de l'étran-	
ger.	347
CHAPITRE II. — Conséquences au point de vue italien .	353
Section I. — <i>Conséquences au point de vue démo-</i>	
<i>graphique, moral et social.</i>	353
Section II. — <i>Conséquences au point de vue éco-</i>	
<i>nomique</i>	365
CHAPITRE III. — Avenir de l'émigration italienne. . .	386
Appendice	392
Bibliographie.	396

